

NATIONS



UNIES

SECRETARIAT
COPY

RAPPORT
DU
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

3 août 1957 — 31 juillet 1958

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TREIZIEME SESSION ✓

SUPPLEMENT No 3 (A/3848)

NEW-YORK, 1958

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

3 août 1957 — 31 juillet 1958



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : TREIZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 3 (A/3848)

New-York, 1958

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
NOTE DU SECRÉTARIAT	vii
ABRÉVIATIONS ET SIGLES	viii
INTRODUCTION	ix

Chapitre premier

Questions constitutionnelles et organiques

Sections

I. — LE CONSEIL: COMPOSITION, SESSIONS, BUREAU	1
II. — ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL	1
A. — Comités du Conseil	1
B. — Commissions et sous-commissions techniques	2
C. — Commissions économiques régionales	2
III. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	2
IV. — COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM ET ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS	3
V. — COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE	3
VI. — QUESTION DE L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL*	3
VII. — CRÉATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS	3
VIII. — QUESTION DE LA REPRÉSENTATION DE LA CHINE AU CONSEIL ET DANS SES ORGANES SUBSIDIAIRES	4
IX. — PROGRAMME DE CONFÉRENCES POUR 1959	4
X. — MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS RELATIVES À DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES	4

Chapitre II

Situation économique mondiale

I. — ETUDE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE	7
Rapports sur la situation économique mondiale	8
Débats du Conseil	13
Décisions du Conseil	15
II. — PROBLÈMES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX PRODUITS DE BASE	16
Rapport de la Commission du commerce international des produits de base	16
Rapport de la Commission provisoire de coordination des ententes inter- nationales relatives aux produits de base	16
Débats du Conseil	17
Décisions du Conseil	18
III. — COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX	18
Système international de coopération commerciale	18
Rapport du Fonds monétaire international	19
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	20

* Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire. Le point suivant est inscrit à l'ordre du jour provisoire de la treizième session: "Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social".

Développement économique des pays sous-développés

A

I. —	FONDS SPÉCIAL*	21
II. —	AUTRES QUESTIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	23
	Mouvements internationaux de capitaux privés	23
	Problèmes fiscaux internationaux**	24
	Renseignements concernant l'assistance économique aux pays peu développés	24
	Rapports annuels de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale	25
III. —	INDUSTRIALISATION ET PRODUCTIVITÉ***	26
IV. —	RESSOURCES NATURELLES	27
	Ressources hydrauliques	27
	Autres ressources naturelles	29

B

V. —	PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES****	29
VI. —	PROPOSITION RELATIVE À LA CRÉATION D'UN SERVICE INTERNATIONAL D'ADMINISTRATEURS***	31
VII. —	PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE****	31
	Bilan général de l'activité	32
	"Perspectives d'avenir"	33
	Assistance technique fournie à titre onéreux	33
	Répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi	33
	Relations entre le Programme élargi et le Fonds spécial	34
<i>Annexe.</i> —	Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	35

Chapitre IV

Commissions économiques régionales

I. —	CRÉATION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	36
II. —	RAPPORTS DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES	38
	Commission économique pour l'Europe	38
	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	42
	Commission économique pour l'Amérique latine	45
	Examen des rapports annuels par le Conseil	47
<i>Annexe.</i> —	Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	49

Chapitre V

Autres questions économiques

I. —	RÉSERVES NATIONALES DE PRODUITS ALIMENTAIRES	50
II. —	QUESTIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS ET AUX COMMUNICATIONS ...	50

* Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire. La question suivante figure à l'ordre du jour provisoire de la treizième session: "Développement économique des pays sous-développés: création du Fonds spécial: rapports de la Commission préparatoire du Fonds spécial et du Conseil économique et social".

** Subdivision d'un point de l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

*** Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire.

**** Une question intitulée "Programmes d'assistance technique" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

III. — QUESTIONS DE STATISTIQUE	51
Statistiques industrielles	51
Statistiques des prix	51
Statistiques du commerce extérieur	51
Comptabilité nationale et formation de capital	52
Classification des comptes publics	52
Statistiques démographiques	52
Statistiques sociales	52
Liste de séries statistiques pour les pays sous-développés	53
Programme de travail	53
IV. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL	53
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	53

Chapitre VI

Questions sociales

I. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (FISE)	54
II. — RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS*	55
III. — CONTRÔLE INTERNATIONAL DES STUPÉFIANTS	56
Mise en œuvre des traités et contrôle international	56
Rapport du Comité central permanent de l'opium	57
Trafic illicite	57
Emploi abusif des stupéfiants (toxicomanie)	58
Projet de Convention unique sur les stupéfiants	58
Opium et opiacés	59
Dénominations communes internationales	60
Transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux	60
Assistance technique pour le contrôle des stupéfiants	60
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	61

Chapitre VII

Droits de l'homme

A

I. — DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME**	62
II. — RAPPORTS PÉRIODIQUES ET ÉTUDES SPÉCIALES	62
III. — ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME	63
IV. — ÉTUDES DES MESURES DISCRIMINATOIRES	63
V. — ENSEIGNEMENT DES PRINCIPES DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME	64
VI. — DEUXIÈME CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI S'EMPLOIENT À ÉLIMINER LES PRÉJUGÉS ET LA DISCRIMINATION	65
VII. — LIBERTÉ DE L'INFORMATION***	65
VIII. — COMMUNICATIONS	66

* Ce rapport fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

** L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

*** Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

IX. — CONDITION DE LA FEMME	66
Droits politiques de la femme	66
Condition de la femme en droit privé	67
Accès de la femme à la vie économique	67
Egalité de salaire pour un travail égal	68
Périodicité des sessions de la Commission	68

C

X. — SERVICES CONSULTATIFS*	68
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	69

*Chapitre VIII***Questions de coordination et relations avec les institutions spécialisées**

I. — DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DE L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES ET ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME	71
Développement et coordination des activités**	72
Concentration des activités	75
Coopération internationale dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation	77
II. — CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES: PROJET D'ANNEXE RELATIVE À LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE	78
III. — COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, D'UNE PART, ET LA CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ, D'AUTRE PART	78
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	78

*Chapitre IX***Organisations non gouvernementales**

I. — LISTE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF	79
II. — APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSULTATIONS	81
Exposés écrits présentés par les organisations non gouvernementales ..	81
Auditions d'organisations non gouvernementales	81

*Chapitre X***Incidences financières des mesures prises par le Conseil**

Incidences financières des mesures prises par le Conseil	83
--	----

APPENDICES

<i>Appendice I.</i> — Ordres du jour de la reprise de la vingt-quatrième session et des vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Conseil	84
<i>Appendice II.</i> — Composition et sessions du Conseil et de ses organes subsidiaires	86
<i>Appendice III.</i> — Répartition des sièges au Conseil et dans ses commissions techniques	92

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

** Le paragraphe 533 appelle une décision de l'Assemblée générale.

NOTE DU SECRETARIAT

COTES DES DOCUMENTS

Tous les documents de l'Organisation des Nations Unies sont désignés par une cote, formée de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote de ce genre signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Voici la cote qui sert à identifier les documents du Conseil et de ses comités :

E/	Conseil;
E/AC.6/	Comité économique;
E/AC.7/	Comité social;
E/AC.24/	Comité de coordination;
E/C.2/	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales;
E/C.4/	Comité intérimaire du calendrier des conférences;
E/TAC/	Comité de l'assistance technique.

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES

Les comptes rendus analytiques des débats qui ont eu lieu en séance plénière du Conseil sont imprimés sous forme de fascicules qui font partie des *Documents officiels du Conseil économique et social* de la session à laquelle ils se rapportent. Pour abréger, les comptes rendus de ces séances sont, dans le présent rapport, simplement désignés par la cote E/SR.

Il paraît en outre, pour chaque session du Conseil, une brochure de documentation qui comprend la table des matières des comptes rendus analytiques imprimés des séances du Conseil; la liste complète des délégations au Conseil; l'ordre du jour que le Conseil a finalement adopté pour la session; et une liste récapitulative des documents relatifs à l'ordre du jour de la session, qui indique où l'on peut trouver ces documents.

Les comptes rendus analytiques des débats des comités du Conseil, qui ne paraissent que sous forme miméographiée, sont désignés par la cote du comité (voir plus haut) à laquelle s'ajoutent les lettres /SR.

ANNEXES

Les documents choisis pour figurer parmi les documents imprimés de la session du Conseil à laquelle ils se rapportent paraissent sous forme d'annexes aux *Documents officiels*. Ils sont imprimés en fascicules, à raison d'un fascicule pour chaque point de l'ordre du jour. La référence "*Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour, document E/3079" indique que le document E/3079 se trouve dans le fascicule des annexes relatives au point 5 de l'ordre du jour.

RÉSOLUTIONS

Les cotes des résolutions du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale se composent d'un nombre en chiffres arabes qui est le numéro d'ordre de la résolution et, entre parenthèses, d'un nombre en chiffres romains qui indique à quelle session la résolution a été adoptée.

SUPPLÉMENTS

Parmi les *Documents officiels* figurent en outre des suppléments numérotés qui comprennent surtout les rapports des diverses commissions du Conseil. Voici la liste des suppléments relatifs à la reprise de la vingt-quatrième session, à la vingt-cinquième et à la vingt-sixième session :

Numéros des suppléments		Cotes des documents
<i>Reprise de la vingt-quatrième session</i>		
1A.	Résolutions adoptées lors de la reprise de la vingt-quatrième session	E/3048/Add.1
<i>Vingt-cinquième session</i>		
1.	Résolutions adoptées pendant la vingt-cinquième session	E/3123
2.	Rapport du Conseil d'administration du FISE (8-16 avril 1957)	E/2977
2A.	Rapport du Conseil d'administration du FISE (3-12 septembre 1957)	E/3050
2B.	Rapport du Conseil d'administration du FISE (3-11 mars 1958)	E/3083/Rev.1
<i>Vingt-sixième session</i>		
1.	Résolutions adoptées pendant la vingt-sixième session	E/3169
2.	Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (quatorzième session)	E/3102
3.	Rapport de la Commission économique pour l'Europe (treizième session)	E/3092
4.	Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine	E/3091
5.	Dixième rapport du Bureau de l'assistance technique	E/3080
6.	Rapport de la Commission du commerce international des produits de base (sixième session)	E/3124
7.	Rapport de la Commission de la condition de la femme (douzième session)	E/3096
8.	Rapport de la Commission des droits de l'homme (quatorzième session)	E/3088
9.	Rapport de la Commission des stupéfiants (treizième session)	E/3133
10.	Rapport de la Commission de statistique (dixième session)	E/3126

ABREVIATIONS ET SIGLES

AAT	Administration de l'assistance technique.	ISM	Fédération syndicale mondiale.
ACI	Alliance coopérative internationale.	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.	IA-ECOSOC	Conseil économique et social interaméricain.
Banque	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.	ICCICA	Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base.
BAT	Bureau de l'assistance technique.	IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.
CAC	Comité administratif de coordination.	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
CAT	Comité de l'assistance technique.	OEA	Organisation des Etats américains.
CCI	Chambre de commerce internationale.	OIT	Organisation internationale du Travail.
CCPO	Comité central permanent de l'opium.	OMM	Organisation météorologique mondiale.
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
CEE	Commission économique pour l'Europe.	ONG	Organisations non gouvernementales.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.	Programme élargi	Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés.
CIOIC	Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.	SFI	Société financière internationale.
CISC	Confédération internationale des syndicats chrétiens.	SUNFED	Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique.
CISL	Confédération internationale des syndicats libres.	UEP	Union européenne des paiements.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.	UIT	Union internationale des télécommunications.
FIPA	Fédération internationale des producteurs agricoles.	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.	UNREF	Fonds des Nations Unies pour les réfugiés.
FMANU	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies.	UPU	Union postale universelle.
Fonds	Fonds monétaire international.		

INTRODUCTION

I

Le présent rapport du Conseil économique et social, que j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale, porte sur la période du 3 août 1957 au 31 juillet 1958.

Au cours de l'année considérée le Conseil s'est surtout occupé des questions économiques. Il a fait une place relativement moins grande dans ses débats aux questions sociales et leur a accordé relativement moins d'attention. Cela est dû, pour une grande part, au fait que la Commission des questions sociales et celle de la population ne devaient pas se réunir durant l'année et que l'intervalle qui sépare la présentation des rapports spéciaux sur les questions sociales que le Conseil a demandés, appelle un examen approfondi de ces questions tous les deux ans seulement. Outre les questions soulevées dans les rapports de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme, et de la Commission des stupéfiants, et les problèmes intéressant le FISE et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, le Conseil a examiné certains aspects du programme des Nations Unies dans le domaine social tant à propos du rapport du Secrétaire général sur la concentration des activités que dans le cadre général de la coordination.

Le Conseil a pris des décisions importantes en ce qui concerne le contrôle international des stupéfiants à l'avenir. Il a décidé qu'une conférence de plénipotentiaires devrait se tenir pour conclure un traité général qui porterait sur l'ensemble de la question et remplacerait les neuf instruments existants qui font parfois double emploi et dont l'adoption s'échelonne sur plus de 40 ans.

Le Conseil a approuvé les préparatifs faits sous l'égide de la Commission des droits de l'homme pour célébrer dans le monde entier, par des cérémonies appropriées, le dixième anniversaire de l'adoption et de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre prochain. Il a recommandé en outre à l'Assemblée générale de réaffirmer, au cours d'une séance spéciale, les idéaux et les objectifs de la Déclaration universelle.

Toujours dans le domaine des droits de l'homme, le Conseil, à la demande de l'Assemblée générale, a procédé à une évaluation du programme de services consultatifs. Il s'est déclaré très satisfait des cycles d'études organisés au titre du programme et a approuvé le plan proposé par le Secrétaire général prévoyant la réunion de trois cycles d'études en 1959. Il semble évident que le programme de services consultatifs est considéré maintenant comme un élément important du programme général des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, auquel il s'intègre de façon de plus en plus satisfaisante.

Ainsi que je viens de le dire, le Conseil a consacré cette année la majeure partie de ses débats aux questions économiques. Parmi le grand nombre de matières soumises à l'examen du Conseil, je ne citerai ici que deux problèmes, deux projets et deux programmes.

Les deux problèmes qui ont retenu particulièrement l'attention du Conseil pendant sa session d'été sont la menace que font peser sur le bien-être économique de nombreuses régions du monde les forces de récession qui se sont manifestées un peu partout au cours des douze derniers mois et la question délicate, souvent débattue mais jamais résolue, des problèmes du commerce international des produits de base.

Rarement jusqu'ici les débats du Conseil sur la situation économique mondiale avaient porté comme cette année sur d'aussi graves questions de politique à suivre, puisqu'il a dû examiner en même temps les problèmes à long terme que pose l'inflation et les problèmes immédiats suscités par la récession actuelle dans les pays industriels. Le Conseil a généralement admis que dans les pays industriels modernes les hausses cumulatives de prix pouvaient avoir pour cause non seulement la pression de la demande totale excédentaire mais aussi des pressions résultant de l'existence de goulots d'étranglement dans certaines industries clefs ou de facteurs liés aux coûts. Cela pose des problèmes de politique économique: comment réaliser l'équilibre voulu entre les mesures visant à stabiliser les prix sans nuire au développement économique? Pour ce qui est de l'immédiat, l'incertitude inévitable où l'on est de l'avenir rend hasardeuse toute prévision, mais il faut espérer que l'on est déjà parvenu au bas de la courbe et certains signes confirment cet espoir, du moins en ce qui concerne l'Amérique du Nord.

Les inquiétudes provoquées par la situation économique actuelle ont joué un certain rôle dans la décision qu'a prise le Conseil de demander au Secrétaire général de compléter son étude annuelle de la situation économique mondiale par des évaluations à court terme plus fréquentes des perspectives économiques et d'étudier les données statistiques disponibles pour de telles évaluations.

Le Conseil s'est tout spécialement préoccupé des effets de la récession actuelle sur les recettes que les pays sous-développés tirent de leurs exportations et il a jugé cette question particulièrement urgente étant donné que les termes de l'échange des pays sous-développés ont beaucoup souffert de la baisse générale accusée depuis un certain temps déjà par les prix des produits de base. Les augmentations en volume des exportations de produits primaires n'ont pas compensé les baisses de prix et les recettes des exportations ont diminué, d'où un ralentissement des programmes de développement, dont l'exécution s'est même trouvée compromise dans un certain nombre de pays. En outre, dans plusieurs cas, des facteurs tels que l'accroissement de la production de matières synthétiques dans les pays industriels sont venus assombrir les perspectives à long terme des exportations de produits primaires.

Le Conseil a manifesté le souci que lui causent ces problèmes en décidant de réorganiser la Commission du commerce international des produits de base et en prenant des dispositions en vue d'une session extraordinaire de la Commission, dès le début de 1959, à

laquelle participeront un plus grand nombre de membres qu'à l'accoutumée.

En ce qui concerne les deux projets auxquels j'ai fait allusion, on peut dire, je pense, que le Conseil a résolu et utilement progressé au cours de l'année passée. Je veux parler tout d'abord de la création, à la session de printemps, sur la recommandation de l'Assemblée générale, de la Commission économique pour l'Afrique. Ainsi, le continent le moins développé du monde aura à sa disposition une commission qui, nous l'espérons, contribuera de façon importante à son développement économique et procurera des avantages durables à ses populations.

L'autre mesure importante prise par le Conseil a été l'adoption unanime des recommandations de la Commission préparatoire créée par l'Assemblée générale à sa dernière session en vue de définir les domaines d'activité du Fonds spécial et d'arrêter les dispositions devant régir son administration et ses opérations. L'Assemblée générale peut maintenant prendre les dernières mesures voulues pour que le Fonds spécial commence ses opérations le 1er janvier 1959.

Enfin, les deux programmes économiques qui méritent une brève mention sont ceux qui ont trait aux ressources hydrauliques et à l'industrialisation. Il suffit de rappeler que le Conseil, à sa session de printemps, a donné suite à ses premières décisions et les a complétées en créant, au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, un centre spécial pour encourager la mise en valeur et l'utilisation des ressources hydrauliques et coordonner les activités des diverses institutions des Nations Unies dans ces domaines importants. De même, en ce qui concerne l'industrialisation, le Conseil a approuvé la proposition du Secrétaire général visant à augmenter le nombre des fonctionnaires du Secrétariat chargés d'étudier les problèmes de l'industrie et de la productivité et à créer un comité spécial d'experts chargé de lui donner des avis sur les activités futures dans ces domaines.

Dans un autre domaine, le Conseil, comme d'habitude, a procédé par l'intermédiaire de son Comité de l'assistance technique à l'étude détaillée et complète des problèmes que soulève le Programme élargi d'assistance technique. Il est agréable de constater que le Programme porte bien son nom, puisque non seulement il est élargi, mais aussi va s'élargissant. La grande valeur du Programme continue d'être attestée par tous ceux qui ont suivi ses progrès au cours des années et tout le monde espère que son expansion future ne sera pas entravée par l'insuffisance des ressources financières.

Le Programme élargi d'assistance technique dont le Conseil a décidé la mise en œuvre en 1949 est l'un des grands jalons de l'histoire du Conseil économique et social. Nous avons dû attendre près de 10 ans pour opérer avec le Fonds spécial une "percée" stratégique d'importance analogue pour le développement économique des régions sous-développées du monde. Le Conseil a pris des mesures pour assurer une coordination étroite entre le Programme élargi et le Fonds spécial; de cette manière, l'efficacité de l'un devrait se trouver accrue et stimulée par son association avec l'autre dans un effort continu pour résoudre les problèmes que pose le développement économique.

Une autre mesure d'une importance particulière pour progresser dans la voie des objectifs qu'implique l'idée d'assistance technique aux régions sous-développées, est la décision qu'a prise le Conseil au sujet de la créa-

tion, à titre d'expérience et sur une échelle limitée, d'un service international d'administrateurs. Il s'agit d'un projet auquel le Secrétaire général s'est tout spécialement intéressé, d'une proposition dont il a pris lui-même l'initiative. Si elle est, comme je l'espère, adoptée par l'Assemblée générale, elle devrait, en complétant les programmes d'assistance technique des Nations Unies existants, marquer une nouvelle étape importante vers la satisfaction des besoins qu'ont exprimés de nombreux gouvernements en matière d'assistance temporaire pour les tâches d'exécution et de direction.

Dans le domaine de la coordination, les débats du Conseil ont cette année revêtu, je crois, une importance particulière. Ils ont marqué le point culminant des efforts que le Conseil déploie depuis trois ans pour ne plus envisager la question sous son aspect principalement technique, mais la replacer dans une perspective plus vaste. Les diverses organisations intéressées ont resserré leur collaboration et sont parvenues à un accord plus étendu.

A l'origine, l'objectif essentiel du Conseil lorsqu'il cherchait à coordonner les programmes et les activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, était surtout d'éviter les doubles emplois entre les diverses organisations et d'assurer la concentration de leurs efforts. Avec l'établissement de programmes de priorités - compte tenu de l'objectif essentiel qui est le développement des pays sous-développés - le Conseil a abordé une nouvelle phase de sa tâche de coordination; on peut encore discerner une phase ultérieure au cours de laquelle le Conseil a examiné certains domaines où une action concertée se révélait possible, celui du développement communautaire par exemple. Bien que le Conseil se préoccupe encore dans une certaine mesure de chacun des trois aspects de sa tâche, nous pouvons entrevoir maintenant une nouvelle forme de coordination: il s'agit des évaluations quinquennales que le Conseil a demandées à l'Organisation des Nations Unies et à cinq institutions spécialisées d'entreprendre et auxquelles il attache une importance particulière. Le Conseil a exprimé l'espoir que le rapport d'ensemble qu'un comité spécial de cinq membres doit établir à son intention, d'après ces évaluations, "donnera pour la première fois aux gouvernements et aux peuples du monde entier une idée nette de ce que réalise et recherche l'action internationale".

Un autre fait nouveau d'une valeur constructive est la réunion que tiendront certaines délégations au Conseil et le Conseil d'administration du Bureau international du Travail en octobre prochain, pour examiner les principes généraux de la coopération et de la coordination entre les différentes organisations ainsi que les problèmes qu'elles soulèvent.

Le désir des organes directeurs et des chefs des secrétariats des institutions spécialisées de s'attacher à résoudre ces questions en liaison étroite avec le Conseil et le Secrétaire général montre le souci de collaboration qui caractérise de plus en plus l'action internationale dans les domaines économique et social.

Je n'ai mentionné que quelques-unes des questions dont le Conseil a eu à connaître cette année. Elles sont exposées plus en détail dans le rapport ci-après, de même que d'autres questions, d'une importance peut-être moins évidente, mais certaine cependant.

Par sa forme et par son caractère, le présent rapport est semblable aux précédents rapports du Conseil économique et social à l'Assemblée générale¹. Il comprend le présent volume et les volumes imprimés des résolutions adoptées à la reprise de la vingt quatrième session, à la vingt cinquième session et à la vingt sixième session². On y trouvera des renvois aux comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses Comités, qui sont distribués à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. A la fin de chaque chapitre une annexe donne la liste des exposés oraux et écrits présentés par des organisations non gouvernementales.

Chacun des dix chapitres que comprend le présent volume est conçu de manière à pouvoir être renvoyé, si le Bureau de l'Assemblée générale le recommande, à l'une des grandes commissions de l'Assemblée générale ou à toute commission mixte que l'Assemblée générale pourrait décider de créer. Les chapitres II, III, IV et V traitent de questions qui sont de la compétence de la Deuxième Commission, les chapitres VI et VII de questions de la compétence de la Troisième Commission et le chapitre X de questions de la compétence de la Cinquième Commission. L'Assemblée générale pourrait examiner en séance plénière les chapitres Ier, VIII et IX. L'Assemblée générale voudra cependant peut-être examiner la section VI du chapitre premier en même temps que le point 22 de l'ordre du jour provisoire: "Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social" et le paragraphe 533 du chapitre VIII en même temps qu'elle examinera le point 51: "Contrôle et limitation de la documentation" ou lorsqu'elle examinera le chapitre X du présent rapport. La résolution adoptée par le Conseil au sujet du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont il est question à la section I du chapitre VII, intéressera également le Bureau.

¹ Voir E/L.793 et E/SR.1044.

² Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la vingt-quatrième session, Supplément No 1A; vingt-cinquième session, Supplément No 1; vingt-sixième session, Supplément No 1.

Dans sa résolution 1217 (XII), l'Assemblée générale priait le Conseil économique et social de faire figurer, dans le chapitre sur le développement économique de son rapport annuel à l'Assemblée générale, des renseignements pertinents sur les activités du Conseil dans le domaine démographique. La Commission de la population, qui ne se réunit que tous les deux ans, n'ayant ni siégé ni présenté de rapport au Conseil pendant la période considérée, il ne sera donné suite à la demande de l'Assemblée générale que dans le rapport du Conseil à la quatorzième session de l'Assemblée.

Un certain nombre de questions qui sont traitées dans le présent rapport font également l'objet de points distincts de l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale. Ces points sont indiqués par des astérisques dans la table des matières et par des notes de bas de page. D'autres questions sur lesquelles le Conseil appelle l'attention de l'Assemblée générale ou au sujet desquelles elle doit prendre une décision sont indiquées dans le texte même du rapport ou dans des notes de base de page.

On trouvera dans des appendices au présent rapport l'ordre du jour des sessions du Conseil et des renseignements concernant la composition et les dates des séances du Conseil et de ses organes subsidiaires.

Dans l'exercice de mes fonctions de Président du Conseil économique et social, j'ai eu la bonne fortune de bénéficier du concours des deux Vice-Présidents, M. Eurico Penteado et M. Costa P. Caramicas. Je tiens à leur exprimer, ainsi qu'aux autres présidents des comités et à tous les membres du Conseil, ma gratitude pour leur collaboration précieuse et constante. Ce fut un honneur pour moi de servir le Conseil et l'esprit de coopération de tous mes collègues a fait de cette charge une fonction non seulement privilégiée mais agréable. Je tiens également à remercier les membres du Secrétariat pour l'assistance qu'ils ont prêtée au Bureau du Conseil au cours de l'année et lors de la préparation du présent rapport. Si le Conseil a pu s'acquitter de sa tâche avec un certain succès pendant la période considérée, il le doit pour une grande part à leurs loyaux et dévoués services.

Le Président du Conseil économique et social,
(Signé) George F. DAVIDSON

Genève, août 1958.

Chapitre premier

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES

Section I. — Le Conseil: composition, sessions, bureau

1. A sa douzième session¹, l'Assemblée générale a élu le Chili, la Chine, le Costa-Rica, la France, les Pays-Bas et le Soudan pour remplacer les six membres sortants du Conseil économique et social: l'Argentine, la Chine, l'Égypte, la France, les Pays-Bas et la République Dominicaine. La composition du Conseil était donc la suivante pour l'année 1958: Brésil*, Canada*, Chili, Chine, Costa-Rica, États-Unis d'Amérique*, Finlande, France, Grèce*, Indonésie*, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Soudan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie*.

2. La deuxième partie de la vingt-quatrième session du Conseil a eu lieu du 10 au 13 décembre 1957 à New-York. La vingt-cinquième session s'est tenue à New-York du 15 avril au 2 mai 1958 et la vingt-sixième session à Genève du 1er au 31 juillet 1958. On trouvera à l'appendice II des renseignements sur le nombre des séances plénières et des séances de comité qui ont eu lieu au cours de ces sessions.

3. A la première séance de sa vingt-cinquième session², le Conseil a élu M. George F. Davidson (Canada) président, M. Eurico Penteado (Brésil) premier vice-président et M. Costa P. Caranicas (Grèce) second vice-président pour l'année 1958.

Section II. — Organes subsidiaires du Conseil

A. — COMITÉS DU CONSEIL

4. Les neuf comités du Conseil dont les noms suivent sont les comités composés de représentants des États Membres qui se sont réunis pendant la période considérée³. La liste ne comprend pas les comités ou organes du Secrétariat, le Comité administratif de coordination et ses organes subsidiaires, le Bureau de l'assistance technique et les comités d'experts. Les dates des séances et la composition des comités énumérés dans la présente section sont indiquées dans l'appendice II.

i) *Comité économique*. — Comité plénier constitué à chaque session.

Président: M. Costa P. Caranicas (Grèce), second vice-président du Conseil.

ii) *Comité social*. — Comité plénier constitué à chaque session.

Président: M. Eurico Penteado (Brésil), premier vice-président du Conseil.

iii) *Comité de coordination*. — Comité plénier constitué à chaque session.

Président par intérim: M. R. D. J. Scott-Fox (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Président: M. Sergije Makiedo (Yougoslavie).

iv) *Comité de l'assistance technique*. — Comité plénier permanent créé en vertu de la résolution 222 (IX) du Conseil. Le nombre des membres a été porté à 24 par la résolution 647 (XXIII)⁴.

Président pour 1957: M. Janez Stanovnik (Yougoslavie).

Président pour 1958: M. Hassan Mohamed Hassan (Soudan).

v) *Groupe d'étude des questions administratives du Comité de l'assistance technique*. — Ce groupe d'étude que le CAT a créé par sa résolution du 27 juillet 1956⁵ se compose de huit membres du CAT. A sa 157ème séance, le CAT a porté à neuf le nombre des membres de ce groupe.

Président pour 1957: M. Janez Stanovnik (Yougoslavie).

Président pour 1958: M. Hassan Mohamed Hassan (Soudan).

vi) *Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales*. — Comité permanent composé de sept membres du Conseil élus chaque année conformément à l'article 82 du règlement intérieur.

Présidente: Mlle Jeanne D. Pelt (Pays-Bas).

vii) *Comité intérimaire du calendrier des conférences*. — Comité permanent créé par la résolution 101 (V)⁶ du Conseil et qui se compose de cinq membres du Conseil.

Président: M. P. W. J. Buxton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

viii) *Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (UNREF)*⁷. — Comité créé par la résolution 565 (XIX) du Conseil. Le nombre des membres a été porté de 20 à 21 États Membres ou non membres de l'Organisation des Nations Unies, par la résolution 639 (XXIII) du Conseil.

Présidente pour les septième et huitième sessions: dame May Curwen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

ix) *Comité du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme*. — Comité spécial créé par la résolution 651 B (XXIV) du Conseil et composé de six États Membres.

* Membres dont le mandat expire le 31 décembre 1958.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Séances plénières, 695ème séance.

² E/SR.999.

³ On trouvera des indications sur les comités nouvellement créés, qui ne se sont pas encore réunis, dans les sections du présent rapport qui traitent des questions de fond auxquelles s'intéressent ces comités.

⁴ Voir sect. V ci-après.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour, document E/2923, par. 65.

⁶ Le mandat du Comité a été modifié par la résolution 174 (VII) du Conseil.

⁷ Voir sect. VI ci-après.

Président-Rapporteur pour la première réunion: M. Barthélemy Epinat (France).

Président-Rapporteur pour les autres réunions: M. Hortencio J. Brillantes (Philippines).

B. — COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION TECHNIQUES

5. Le Conseil économique et social est assisté par les huit commissions et la sous-commission suivantes:

i) Commission des transports et des communications**;

ii) Commission de statistique**;

iii) Commission de la population**;

iv) Commission des questions sociales**;

v) Commission des droits de l'homme; Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

vi) Commission de la condition de la femme;

vii) Commission des stupéfiants;

viii) Commission du commerce international des produits de base.

6. Six des commissions techniques (à savoir les Commissions des transports et des communications, de statistique, de la population, des questions sociales, des droits de l'homme et de la condition de la femme) sont composées de représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, désignés par le Conseil. Afin d'assurer une représentation équilibrée dans les domaines dont s'occupent les diverses commissions, le Secrétaire général procède à des échanges de vues avec les gouvernements des Etats désignés avant qu'ils ne nomment définitivement leurs représentants et que les nominations ne soient confirmées par le Conseil⁸. La Commission des stupéfiants⁹ et la Commission du commerce international des produits de base¹⁰ sont composées de représentants nommés directement par les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies désignés par le Conseil.

7. La durée du mandat des membres des commissions qui ne se réunissent que tous les deux ans est de quatre ans¹¹; la durée du mandat des membres des commissions qui se réunissent tous les ans est de trois ans. Toutefois, dans le cas de la Commission des stupéfiants, 10 membres ont été élus pour une période indéfinie; les cinq autres ont été élus pour une période de trois ans¹².

8. A sa vingt-cinquième session¹³, le Conseil a élu un tiers des membres de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme, conformément au système du renouvellement par roulement¹⁴.

** Ces commissions se réunissent tous les deux ans. La Commission de statistique, la Commission de la population et la Commission des questions sociales ne se sont pas réunies pendant la période considérée.

⁸ Voir résolution 2/12 et 3 (III) du Conseil.

⁹ Voir résolution 1/9 du Conseil.

¹⁰ En ce qui concerne la Commission du commerce international des produits de base, le Conseil, dans sa résolution 557 F (XVIII), a recommandé que "les Etats membres de la Commission s'y fassent représenter par des spécialistes qualifiés possédant une connaissance approfondie des problèmes techniques et pratiques du commerce international des produits de base".

¹¹ Voir résolution 591 (XX) du Conseil.

¹² Voir résolution 199 (VIII) du Conseil.

¹³ E/SR.1020.

¹⁴ Pour la composition et les dates de réunions des commissions et de la sous-commission techniques voir l'appendice II. Pour la répartition des sièges au Conseil et dans ses Commissions techniques, voir l'appendice III.

9. A sa vingt-sixième session, le Conseil a, par sa résolution 691 A (XXVI), reconstitué la Commission du commerce international des produits de base¹⁵, élu les 18 membres de cette commission et fixé par tirage au sort la durée de leur mandat.

10. A la reprise de la vingt-quatrième session et à la vingt-cinquième session, le Conseil a confirmé la nomination des membres des commissions techniques désignés par leurs gouvernements¹⁶.

C. — COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

11. La *Commission économique pour l'Europe* comprend les Membres européens de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne. La Suisse participe aux travaux de la Commission à titre consultatif.

12. La *Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient* comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique que définit le mandat de la Commission¹⁷, ainsi que l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Hongkong, Singapour et le Bornéo britannique sont membres associés.

13. La *Commission économique pour l'Amérique latine* comprend les Etats d'Amérique latine qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

14. On trouvera à la section I du chapitre IV du présent rapport des renseignements sur la composition de la *Commission économique pour l'Afrique*, créée par le Conseil le 29 avril 1958.

15. On trouvera à l'appendice II la composition de la CEE, de la CEAEO et de la CEPAL et les dates auxquelles elles se sont réunies.

Section III. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

16. Conformément à la résolution 1038 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du FISE est composé de 30 Etats, Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées.

17. A sa vingt-cinquième session¹⁸, le Conseil a élu huit membres du Conseil d'administration pour une période de trois ans, et deux membres pour une période de deux ans, commençant le 1er janvier 1959.

18. A sa 191ème séance, le 12 décembre 1957, le Conseil d'administration a réélu M. Mahmood Shafqat (Pakistan) président pour 1958, et a institué pour 1958 un Comité du programme composé de 15 membres et un Comité du budget d'administration composé de 10 membres.

¹⁵ Voir chap. II, sect. II.

¹⁶ Pour les noms des membres dont la nomination a été confirmée, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la vingt-quatrième session, Supplément No 1 A*, p. 1 et 2, et *ibid.*, vingt-cinquième session, *Supplément No 1*, p. 8.

¹⁷ Le Conseil a, par sa résolution 679 B (XXVI), modifié le mandat de la CEAEO de façon à inclure l'Iran dans la région géographique que définit le mandat de la Commission; l'Iran fait donc désormais partie de la Commission.

¹⁸ E/SR.1020.

19. On trouvera à l'appendice II la liste des membres du Conseil d'administration et la date de ses réunions.

Section IV. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants

20. Aux termes de la Convention internationale sur les stupéfiants du 19 février 1925, modifiée par le Protocole du 11 décembre 1946, le Comité central permanent de l'opium se compose de huit membres désignés à titre personnel par le Conseil économique et social pour une période de cinq ans.

21. L'Organe de contrôle des stupéfiants, créé par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, se compose de quatre membres dont deux sont désignés par l'OMS, un par la Commission des stupéfiants et un par le CCPO.

22. Le 2 juin 1958, le Comité central permanent a élu sir Harry Greenfield président et M. Paul Reuter vice-président, qui demeureront en fonctions jusqu'à la première réunion du Comité en 1959.

23. Le 2 juin 1958, l'Organe de contrôle des stupéfiants a élu M. Herbert L. May président et M. Charles Vaille vice-président pour 1958; ils demeureront en fonctions jusqu'à la première réunion de l'Organe en 1959.

Section V. — Comité de l'assistance technique

24. Conformément à la résolution 647 (XXIII) du Conseil, le CAT est composé: a) des membres du Conseil; b) de six membres élus par le Conseil parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, en tenant dûment compte de la répartition géographique et de la représentation des Etats donateurs et bénéficiaires particulièrement intéressés par le Programme élargi d'assistance technique. La durée du mandat des six membres du CAT qui ne sont pas membres du Conseil est de deux ans. Si l'un d'entre eux devient membre du Conseil, le Conseil élit au CAT un autre Etat qui siège jusqu'à l'expiration du mandat du membre qu'il remplace.

25. Les élections au CAT ont eu lieu lors de la reprise de la vingt-quatrième session¹⁹ et à la vingt-cinquième session²⁰ du Conseil. On trouvera à l'appendice II la liste des membres du Comité et la date de ses réunions.

Section VI. — Question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil*

26. A sa vingt-sixième session²¹, à propos de l'examen de la situation économique mondiale, le Conseil a adopté une résolution [690 B (XXVI)] dans laquelle il invite l'Assemblée générale à examiner favorablement, lors de sa treizième session, la question d'une augmentation du nombre des membres du Conseil.

27. Dans sa résolution le Conseil, après avoir noté l'augmentation du nombre des Membres des Nations Unies depuis la création de l'Organisation, déclare qu'à

* Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire. Le point suivant est inscrit à l'ordre du jour provisoire de la treizième session: "Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social".

¹⁹ E/SR.997.

²⁰ E/SR.1020.

²¹ E/AC.6/SR.249 et 250 et E/SR.1043.

son avis une augmentation du nombre de ses membres lui permettrait de s'acquitter plus efficacement des obligations que lui imposent les Chapitres X et XI de la Charte. Toutefois, le Conseil a reconnu que cette augmentation doit être conçue de manière que ses travaux ne soient pas ralentis.

28. Deux membres du Conseil se sont prononcés contre la décision du Conseil en faisant valoir que cette proposition était prématurée puisqu'elle exigeait un amendement à la Charte. Un amendement de ce genre, a-t-on dit, ne pouvait être envisagé tant que la République populaire de Chine n'était pas représentée à l'Organisation des Nations Unies.

Section VII. — Création du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

29. Conformément à la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale, le Conseil, lors de sa vingt-cinquième session²², a, par sa résolution 672 (XXV), créé, à compter du 1er janvier 1959²³, un Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies en remplacement du Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (UNRREF); le nouveau Comité comprendra 24 Etats et sa composition est sujette à révision à la trente et unième session du Conseil.

30. Le Conseil a élu les 24 Etats suivants membres du Comité: Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Iran, Israël, Italie, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Venezuela et Yougoslavie.

31. A sa vingt-sixième session²⁴, le Conseil a, par sa résolution 682 (XXVI), décidé d'amender sa résolution 672 (XXV), afin d'augmenter le nombre des membres du Comité, en y ajoutant un vingt-cinquième membre, la République de Chine. Certains membres du Conseil se sont opposés à cette décision pour des raisons diverses: ou bien elle était prématurée, ou bien si le Conseil devait prendre une décision à sa vingt-sixième session, il devait se borner à décider s'il fallait ou non créer un vingt-cinquième siège ou encore que la décision était contraire à la procédure établie en matière d'élections et violait la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale qui prévoit que les membres du Comité exécutif doivent être élus sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible.

32. Aux termes de son mandat, le nouveau Comité exécutif définira les principes généraux selon lesquels le Haut-Commissaire concevra, entreprendra et gérera les programmes et projets nécessaires pour aider à résoudre le problème mentionné dans la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale; examinera au moins une fois par an l'emploi des fonds mis à sa disposition ainsi que les programmes et projets proposés ou entrepris par le Haut-Commissariat; sera habilité à modifier et à approuver en dernier ressort l'emploi des fonds ainsi que les programmes et projets mentionnés ci-dessus.

²² E/SR.1019.

²³ Le Conseil a décidé qu'à compter du 31 décembre 1958 la résolution 672 (XXV) remplacera les résolutions 393 B (XIII), 565 (XIX) et 639 (XXIII).

²⁴ E/SR.1040, 1041 et 1044.

Section VIII. — Question de la représentation de la Chine au Conseil et dans ses organes subsidiaires

33. A la vingt-cinquième session du Conseil, des déclarations ont été faites au sujet de la représentation de la Chine au Conseil²⁵. Le représentant de l'URSS a dit qu'à son avis les travaux du Conseil souffriraient du fait que la République populaire de Chine n'y était pas représentée et que le siège auquel elle avait légalement droit continuait d'être occupé par le représentant du groupe du Kouomintang. Le représentant de la Chine a protesté et dit que son gouvernement était le seul gouvernement légal de la Chine qui soit reconnu sur le plan international. A la vingt-sixième session, le Président a reçu des communications à ce sujet des délégations de l'URSS (E/L.799), de la Chine (E/L.800 et 809) et de la Pologne (E/L.808). La question de la représentation de la Chine a également été discutée à la Commission des droits de l'homme²⁶, à la Commission de la condition de la femme²⁷ et à la Commission des stupéfiants²⁸.

Section IX. — Programme de conférences pour 1959

34. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné²⁹ un rapport du Secrétaire général (E/3173), sur ses consultations avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences touchant le calendrier des conférences pour 1959. Le Conseil a approuvé le projet de calendrier joint au rapport du Secrétaire général, sauf en ce qui concerne le lieu de réunion de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des stupéfiants. Le Conseil a décidé que la Commission des droits de l'homme tiendrait sa quinzième session à New-York du 16 mars au 10 avril 1959, et que la Commission des stupéfiants se réunirait à Genève du 27 avril au 15 mai 1959. De ce fait, la date de la réunion de la Commission des questions sociales a été modifiée: elle se réunira au Siège, du 27 avril au 15 mai 1959³⁰. En ce qui concerne la durée de la session de la Commission du commerce international des produits de base, le Conseil a décidé que la Commission se réunirait le 9 mars pour une session dont la fin a été provisoirement fixée au 20 mars, mais que la Commission aura la faculté de prolonger de quelques jours s'il y a lieu.

Section X. — Mise en œuvre des recommandations relatives à des questions économiques et sociales

35. La présente section du rapport, rédigée conformément à la résolution 450 (XIV) du Conseil, indique les réponses reçues de gouvernements touchant la mise en œuvre des recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil relatives à des questions économiques et sociales. Elle ne contient pas de renseignements sur le fond desdites réponses, mais renvoie seulement aux diverses sections du rapport, ainsi qu'aux autres docu-

ments où figurent les renseignements en question³¹. Il n'est pas fait mention dans cette section des renseignements que des gouvernements communiquent au Secrétaire général, selon la procédure normale, pour être insérés dans les publications périodiques du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

36. Le questionnaire relatif aux tendances, aux problèmes et aux directives générales en matière économique a été transmis aux gouvernements en novembre 1957, conformément à la résolution 520 B (VI) de l'Assemblée générale et aux résolutions 221 E (IX), 290 (XI), 371 B (XIII) et 654 C (XXIV) du Conseil. La deuxième partie de l'*Étude sur l'économie mondiale, 1957*, est fondée en partie sur les réponses à ce questionnaire.

37. Dans sa résolution 654 D (XXIV), le Conseil avait invité le Secrétaire général, lorsqu'il choisirait la grande question qu'il traiterait dans la première partie de l'*Étude sur l'économie mondiale, 1957*, à tenir compte des vues exprimées à la vingt-quatrième session du Conseil sur l'importance du problème de l'inflation. En outre, le Conseil avait demandé instamment aux gouvernements des États Membres d'apporter au Secrétaire général toute l'aide dont il pourrait avoir besoin pour rassembler les éléments d'information nécessaires. En conséquence, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements, en octobre 1957, un questionnaire leur demandant des renseignements sur l'inflation dans leur pays. La première partie de l'*Étude sur l'économie mondiale, 1957*, est fondée en partie sur les réponses à ce questionnaire³².

38. Les observations sur le système international de coopération commerciale³³ que certains gouvernements ont soumises conformément aux résolutions 614 A (XXII) et 654 A (XXIV) du Conseil sont reproduites dans les documents E/3004/Add.1 à 3 et E/3127/Add.1 à 3. Une analyse des réponses figure dans le document E/3127.

39. Conformément aux résolutions 1029 (XI) et 1218 (XII) de l'Assemblée générale, les Gouvernements thaïlandais, philippin et chilien ont communiqué des renseignements sur les problèmes relatifs aux produits de base. Ces renseignements ont été transmis à la Commission du commerce international des produits de base, lors de sa sixième session; ils figurent dans les documents E/CN.13/29 et 30 et Corr.1 (anglais seulement) et 2 (espagnol seulement) et E/CN.13/31.

40. Depuis l'adoption des résolutions 226 D (IX) et 378 B II (XIII) du Conseil et de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a périodiquement adressé aux gouvernements des circulaires et des lettres individuelles pour leur demander de lui communiquer le texte des conventions fiscales internationales ainsi que des renseignements sur l'état actuel desdites conventions. Le Secrétaire général a été informé que, depuis le 1er janvier 1957, les gouvernements des États ci-après ont conclu des conventions fiscales au nom de leur pays ou des territoires dont ils assument les relations internationales: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, Finlande, Liban, Norvège, Pakistan, Royaume-Uni, Suisse, Union Sud-Africaine. Le

²⁵ E/SR.999.

²⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 8, par. 8.

²⁷ Ibid., Supplément No 7, par. 6.

²⁸ Ibid., Supplément No 9, par. 4 et 5.

²⁹ E/SR.1044.

³⁰ Pour le calendrier des conférences approuvé par le Conseil, voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 1, "Autres décisions prises par le Conseil".

³¹ Des rapports sur la mise en œuvre par les gouvernements des résolutions 644 (XXIII) et 645 (XXIII) seront présentés à la Commission des transports et des communications à sa session de 1959.

³² Voir chap. II, sect. I.

³³ Voir chap. II, sect. II.

texte de ces conventions et les renseignements ainsi recueillis sont publiés dans le *Recueil des conventions fiscales internationales*.

41. En ce qui concerne la résolution 518 C (XVII) du Conseil touchant l'état des ratifications de la Convention de 1948 relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, un rapport du Secrétaire général (E/3132) a été présenté au Conseil à sa vingt-sixième session. La Convention est entrée en vigueur le 17 mars 1958³⁴.

42. Pour ce qui est de la résolution 645 C (XXIII) du Conseil relative à la ratification de la Convention de 1949 sur la circulation routière, le nombre des États contractants est à présent de 36.

43. En ce qui concerne la résolution 645 D (XXIII) du Conseil, la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés est entrée en vigueur le 15 décembre 1957 et la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme est entrée en vigueur le 11 septembre 1957. Le Protocole additionnel à cette dernière convention, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique est en vigueur depuis le 28 juin 1958.

44. Les renseignements sur la coordination à l'échelon national que les gouvernements des États Membres ont fournis en application de la résolution 630 A II (XXII) du Conseil³⁵ sont résumés dans le document E/3107³⁶.

45. Des renseignements sur les réponses fournies par les gouvernements en application de la résolution 661 (XXIV) du Conseil relative à la création d'un service international d'administrateurs³⁷ figurent dans le document E/3121³⁸.

46. En ce qui concerne le contrôle des stupéfiants³⁹, les documents E/CN.7/335 (chap. 1er) et Add.1 (chap. 1er) et E/CN.7/335/Add.1 (annexe, par. 2 à 6) contiennent des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements conformément aux résolutions 211 A (III) de l'Assemblée générale et 159 I (VII), 436 G (XIV), 548 H I (XVIII) et 588 D I (XX) du Conseil, relatives au Protocole du 19 novembre 1948, et aux résolutions 505 G (XVI) et 626 C II (XXII) du Conseil, relatives au Protocole de 1953.

47. Les documents E/NR.1956/SUMMARY⁴⁰ et Add.1 contiennent un résumé des renseignements que les gouvernements ont communiqués au Secrétaire général en exécution des résolutions 159 II B (VII) et 505 B (XVI) du Conseil, sur l'abolition de l'usage de l'opium à fumer.

48. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en application des résolutions 159 II C (VII), 436 F (XIV) et 548 D (XVIII) du Conseil, relatives aux recherches scientifiques sur l'opium, figurent dans les documents E/CN.7/335 et E/CN.7/335/Add.1 (chap. VI) et E/CN.7/346 et E/CN.7/346/Add.1.

49. Les documents E/NM.1957/3 et E/NM.1958/1 et 2 reproduisent les renseignements fournis par les

gouvernements en application de la résolution 436 D (XIV) du Conseil, relative au trafic illicite des stupéfiants effectué par les équipages de navires marchands et d'aéronefs civils.

50. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en application des résolutions 588 B (XX) et 626 C III (XXII) du Conseil, relatives au contrôle international des stupéfiants et à la mise en œuvre des traités, figurent dans les documents E/CN.7/335 (chap. III) et E/CN.7/335/Add.1 (chap. III) et E/CN.7/335/Add.1 (annexe, par. 7 à 11).

51. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements pour appliquer la résolution 548 E (XVIII) du Conseil, relative à la question de la feuille de coca, figurent au chapitre VIII du document E/CN.7/335/Add.1 et dans le document E/CN.7/352.

52. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en application de la résolution 548 G (XVIII) du Conseil, relative à la question de la diacétylmorphine, figurent au paragraphe 97.1 du document E/CN.7/335/Add.1 et dans le document E/CN.7/335/Add.2.

53. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en application de la résolution 548 II H (XVIII) du Conseil, relative à la cétobémidone, figurent dans les documents E/CN.7/335 (chap. IX) et E/CN.7/335/Add.1 (chap. IX).

54. Les vues de nouveaux gouvernements qui ont présenté des observations au sujet du deuxième projet de convention unique sur les stupéfiants, conformément à la résolution 626 F (XXII) du Conseil, sont exposées dans le document E/CN.7/AC.3/8/Add.3.

55. Des renseignements sur les demandes d'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants présentées par des gouvernements conformément aux résolutions 626 D et E (XXII) du Conseil figurent dans les documents E/CN.7/335/Add.1 (annexe, par. 12 et 13) et E/3077-E/CN.7/342 et Add.1.

56. En ce qui concerne les droits de l'homme, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 630 (VII), recommandé instamment aux États Membres de devenir parties à la Convention relative au droit international de rectification. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, un État a signé ladite convention. Jusqu'à présent, neuf États l'ont signée et quatre États l'ont ratifiée ou y ont adhéré. Il faut la ratification ou l'adhésion de six États pour qu'elle entre en vigueur.

57. En exécution de la résolution 841 (IX) de l'Assemblée générale, un autre État partie à la Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix (Genève, 1936) a présenté ses observations sur le projet de protocole à la Convention, ce qui porte à 15 le nombre des États parties à la Convention qui ont présenté des observations.

58. Conformément à la résolution 643 (XXIII) du Conseil, huit gouvernements ont transmis des renseignements sur les moyens d'information dans les pays sous-développés. Ces renseignements s'ajoutent à ceux que le Secrétaire général avait déjà reçus en application de la résolution 574 B (XXIX) du Conseil.

59. Conformément à la résolution 1189 A (XII) de l'Assemblée générale, neuf États Membres ont fait connaître leurs vues au sujet du projet de Convention sur la liberté de l'information.

³⁴ Voir chap. V, sect. II.

³⁵ Voir chap. VIII, sect. I.

³⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

³⁷ Voir chap. III, sect. VII.

³⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour.

³⁹ Voir chap. VI, sect. III.

⁴⁰ Publication des Nations Unies, No de vente: 1958.XI.2 et 2/Add.1.

60. Dans sa résolution 624 B (XXII), le Conseil a demandé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de présenter des rapports périodiques sur les droits de l'homme pour les années 1954-1956. Trente-cinq gouvernements au total ont fait parvenir des rapports⁴¹.

61. L'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, établi en application des résolutions 2/9 et 303 H (XI) du Conseil, contient des renseignements sur les faits nouveaux qui se sont produits dans 78 Etats. Cinquante-six gouvernements ont fait parvenir des renseignements destinés à y être publiés.

62. Pour ce qui est de la résolution 795 (VIII) de l'Assemblée générale, trois Etats ont ratifié au cours de la période considérée la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ou y ont adhéré, ce qui porte à 58 le nombre des ratifications et des adhésions.

63. Par sa résolution 794 (VIII), l'Assemblée générale a recommandé instamment à toutes les parties à la Convention de 1926 relative à l'esclavage d'adhérer à un protocole prévoyant le transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions exercées précédemment par la Société des Nations en vertu de ladite convention. Elle a également invité tous les autres Etats à adhérer à la Convention sur l'esclavage telle qu'elle a été amendée par le protocole en question. Au cours de la période considérée, deux autres Etats ont accepté le protocole, ce qui porte à 32 le nombre des Etats qui l'ont accepté, et deux Etats sont devenus parties à la Convention relative à l'esclavage, sous sa forme modifiée. Seize nouveaux Etats sont devenus parties à la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, ce qui porte à 20 le nombre total des parties à ladite Convention.

64. En exécution des résolutions 427 (V) et 741 (VIII) de l'Assemblée générale, six gouvernements ont communiqué des renseignements au sujet du rapatriement

des prisonniers de guerre de la deuxième guerre mondiale.

65. En ce qui concerne la résolution 56 (I) de l'Assemblée générale relative aux droits politiques de la femme, deux Etats ont accordé des droits politiques aux femmes pendant la période considérée.

66. Pour ce qui est des résolutions 640 (VII) et 793 (VIII) de l'Assemblée générale, deux Etats Membres sont devenus, au cours de la période considérée, parties à la Convention sur les droits politiques de la femme. Au 15 mai 1958, 41 Etats avaient signé ladite convention et 29 l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré.

67. En ce qui concerne la résolution 1040 (XI) de l'Assemblée générale, la Convention sur la nationalité de la femme mariée a été signée, au cours de la période considérée, par 23 Etats Membres, tandis que sept Etats Membres l'ont ratifiée.

68. Pour ce qui est de la résolution 652 D (XXIV) du Conseil, la Convention de l'OIT de 1951 (No 100) concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale a maintenant été ratifiée par 24 pays; six de ces ratifications sont intervenues au cours de l'année 1957.

69. Aux termes de sa résolution 572 (XIX), le Conseil a convoqué une conférence pour achever la rédaction de la Convention sur la poursuite à l'étranger des actions alimentaires et pour la signer. Au cours de la période considérée, deux Etats sont devenus parties à ladite Convention, qui a été signée par 26 Etats; sept Etats l'ont ratifiée ou y ont adhéré.

70. Aux termes de sa résolution 369 (IV), l'Assemblée générale a convoqué une conférence pour achever la rédaction de la Convention concernant la déclaration de décès des personnes disparues. Un protocole a prorogé pour une nouvelle période de 10 ans la validité de cette convention qui devait expirer le 23 janvier 1947. Au cours de la période considérée, cinq Etats ont adhéré au protocole et sont devenus ainsi parties à la Convention prorogée par ledit protocole.

⁴¹ Voir chap. VII, sect. II.

SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

Section I. — Etude de la situation économique mondiale

71. A la vingt-sixième session du Conseil, ouvrant le débat sur la situation économique mondiale, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a donné, au nom du Secrétaire général, lecture d'un exposé¹ où les problèmes économiques actuels étaient placés dans une perspective plus vaste. Il y était rappelé que, si dans une grande partie du monde on demeurait encore malheureusement très loin des objectifs économiques énoncés dans la Charte des Nations Unies, les 10 dernières années marquaient encore une avance notable par rapport aux époques antérieures. Fait peut-être encore plus encourageant, ces progrès avaient été le résultat non seulement des efforts des individus et des nations, mais aussi d'une action internationale concertée. Les lacunes, toutefois, n'étaient nullement négligeables, même comparées aux réalisations. Le développement économique avait été sujet à des reculs périodiques et n'avait encore contribué que fort peu à affranchir les pays sous-développés d'une trop grande dépendance à l'égard de quelques produits. Le taux d'augmentation de la consommation individuelle était également extrêmement bas. Dans les pays sous-développés d'entreprise privée et dans les pays à économie planifiée, l'augmentation de la production et de la consommation par habitant avait été beaucoup plus importante ; cependant le potentiel de progrès économique et social était loin d'avoir été utilisé, car on continuait de soustraire une très forte part de la main-d'œuvre et des ressources à la consommation et aux investissements pour les consacrer à la production d'armements. De plus, les progrès que l'on avait pu accomplir en fait de développement économique avaient été accompagnés de déséquilibres économiques profonds. La première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1957*², qui, à la demande du Conseil, avait été consacrée à l'étude de l'inflation dans les années 1950, contenait un examen de la nature des poussées inflationnistes dans chacun des trois principaux groupes de pays, à savoir les pays industriels dont l'économie repose sur l'entreprise privée, les pays sous-développés et les pays à économie planifiée³.

72. En ce qui concerne les aspects plus récents de la situation, il ne faisait guère de doute que, pour les pays touchés, la récession actuelle marquait le recul économique le plus sérieux de l'après-guerre. Aux Etats-Unis, l'activité économique avait commencé à décliner au milieu de 1957 et, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, au début de 1958, la production marquait le pas si même elle n'avait pas commencé à décroître. Les faits avaient montré une fois de plus l'efficacité des stabilisateurs économiques automatiques qui avaient tempéré le rythme de fléchissement de l'activité économique. En dépit des signes encourageants enregistrés depuis un mois ou deux on ne voyait pas

encore clairement si les courants qui s'opposaient au fléchissement de la demande d'investissements étaient assez forts pour que l'activité économique reprenne rapidement son essor.

73. Les répercussions d'ordres très divers que la récession industrielle avait sur les revenus mondiaux et sur les disponibilités montraient bien ce qu'il fallait accomplir tant sur le plan national que sur le plan international pour favoriser la stabilité de la croissance économique. La menace des poussées inflationnistes avait incité les gouvernements à freiner le rythme de l'expansion économique à un moment où un excédent de capacité de production commençait déjà à décourager les investissements. Les restrictions avaient été particulièrement importantes dans les pays qui connaissent périodiquement des difficultés de balance des paiements, mais d'autres pays dont la balance des paiements est excédentaire avaient également recouru à des mesures restrictives pour atténuer les poussées inflationnistes internes. Il se pouvait donc, en partie à cause d'une coordination insuffisante des politiques nationales sur le plan international, qu'une prévention déflationniste, préjudiciable à la croissance à long terme, joue dans l'économie mondiale. D'autres insuffisances des politiques économiques nationales avaient, à diverses reprises, été soulignées devant le Conseil : instabilité des prix des produits de base dans le commerce mondial, insuffisance de l'aide internationale et des capitaux consacrés au développement économique. Des faits récents avaient mis en lumière une troisième insuffisance des liens économiques internationaux, à savoir le niveau relativement bas des réserves mondiales de devises qui faisait que de nombreux pays étaient vulnérables aux fluctuations, même modérées, du commerce international.

74. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe a déclaré⁴ que l'évaluation, par le Secrétariat, des effets des tendances futures du commerce européen indiquait que, même une forte expansion économique des pays industriels ne suffirait pas, à elle seule, à créer les conditions voulues pour diminuer l'écart entre les niveaux économiques des pays développés et ceux des pays sous-développés, ou entre la situation économique des pays exportateurs de minerais et celle des pays exportateurs de produits agricoles. L'analyse, qu'avait faite le secrétariat, des incidences internationales probables de la récession qui se manifestait aux Etats-Unis montrait à l'évidence que, si cette récession avait été relativement modérée jusque-là, il n'en restait pas moins que le faible volume de liquidités internationales rendait la plupart des pays plus sensibles à un fléchissement des importations des pays industriels. Il fallait prendre des arrangements en vue d'accroître la liquidité internationale. En Europe occidentale, les conditions s'étaient suffisamment modifiées pour que les gouvernements cherchent à mettre fin au marasme ou au ralentissement de l'activité écono-

¹ E/SR.1024.

² Publication des Nations Unies, No de vente : 58.II.C.1.

³ Pour un résumé de l'*Etude*, voir par. 77 à 86.

⁴ E/SR.1025.

mique. En Europe orientale et dans l'Union soviétique, la production industrielle avait fortement augmenté au début de 1958 et les bonnes récoltes de 1957 avaient contribué à atténuer les pressions qui se manifestaient sur les marchés des biens de consommation. Dans plusieurs pays toutefois, le problème principal, en 1958, consistait à diminuer la pression de la demande intérieure, particulièrement celle qu'il n'était possible de satisfaire qu'au moyen de devises étrangères. Cependant, les principaux problèmes économiques à long terme qui retenaient l'attention dans cette partie du monde étaient ceux qui concernaient l'organisation et la direction internes ainsi que la spécialisation de la région.

75. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine a déclaré qu'au cours de la période considérée le problème déjà ancien de la vulnérabilité de l'économie des pays de l'Amérique latine aux influences extérieures s'était aggravé. A un moment donné on avait pensé que l'industrialisation des pays en question les rendrait moins sensibles à ces influences; toutefois leurs exportations continuaient à représenter un pourcentage important quoique moindre de leur activité économique. En outre, la plus grande partie des échanges commerciaux s'effectuait avec les grands pays industriels du monde et les échanges entre pays de la région étaient encore relativement limités. Un facteur militait en faveur de la création envisagée d'un marché régional en Amérique latine; le manque d'ampleur du marché, qui entravait l'expansion des industries de biens d'équipement indispensables au développement économique. La création d'un marché régional, non seulement ne risquait pas de nuire aux échanges commerciaux des pays d'Amérique latine avec les pays industriels mais au contraire les favoriserait. Il importait que les accords relatifs à l'intégration économique fussent multilatéraux et ouverts à tous les pays d'Amérique latine et que le marché régional se développât dans un climat de concurrence pour ne pas aboutir à une répartition artificielle des industries entre les divers pays.

76. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a déclaré qu'en 1957 le rythme d'accroissement de la production dans la région de la CEEAO s'était ralenti. Les importations avaient augmenté plus rapidement que les exportations et les termes de l'échange avaient évolué de manière favorable, ce qui avait entraîné une importante augmentation de déficit commercial de la région. L'évolution défavorable des termes de l'échange montrait à quel point les pays de la CEEAO étaient sensibles aux influences extérieures. *L'Étude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1957* contenait une analyse de l'ampleur des fluctuations des échanges ainsi que de leurs effets non seulement sur la balance des paiements des pays de la région mais aussi sur leur économie intérieure et notamment sur leurs plans de développement. L'un des problèmes les plus délicats qui se posaient à ces pays était celui de l'accroissement de la population qui menaçait le progrès économique de la région.

RAPPORTS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE

77. Le principal document sur lequel s'est fondé le Conseil pour son examen annuel de la situation écono-

mique mondiale était *L'Étude sur l'économie mondiale, 1957* (E/3110 ST/ECA/53). Outre un exposé de l'évolution économique en 1957 et un bref aperçu des perspectives pour 1958, ce document contenait une étude de l'inflation dans les années 1950, préparée comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 654 D (XXIV).

78. Dans l'introduction à *L'Étude*, on notait que les récents mouvements inflationnistes, qui avaient provoqué une inquiétude générale dans les pays industriels, étaient d'ampleur assez modeste, par comparaison aux précédentes périodes d'augmentation des prix. On ne pouvait assimiler automatiquement cette inflation "rampeante" à un excédent de la demande globale par rapport à l'offre. Dans l'économie industrielle moderne, ce n'était pas seulement la situation de l'offre et de la demande qui déterminait les prix et les salaires; il y avait aussi des éléments tels que les méthodes classiques de fixation des prix, la négociation collective des contrats de travail et les réglementations officielles; les liens que les procédures de ce genre établissaient entre les prix et les salaires étaient souvent plus forts que les liens indirects qui découlaient des rapports entre l'offre et la demande. Les récentes hausses de prix n'étant pas dues à un excédent de la demande globale, on pouvait réussir à stabiliser les prix par une politique de restrictions générales, mais seulement au détriment du niveau de l'activité économique.

79. On faisait observer dans l'introduction que, dans les pays à économie planifiée, le problème de l'inflation de la demande avait la même origine qu'ailleurs; il s'expliquait par un effort pour extraire de l'économie, sous forme de biens de consommation, d'investissements, etc., plus qu'elle n'était capable de produire. La principale raison qui expliquait le déséquilibre entre l'offre et la demande dans les années d'après-guerre était le fait qu'une proportion insuffisante de la production était réservée à la consommation; la production de denrées alimentaires et de biens de consommation tirés de matières premières d'origine agricole était, d'une façon générale, restée en deçà des niveaux prévus, tandis que la production de l'industrie lourde avait souvent dépassé les buts fixés. Un autre facteur qui avait contribué à ce déséquilibre était l'augmentation imprévue des coûts unitaires qui était due soit au fait que la production par travailleur n'avait pas atteint les chiffres prévus, soit au fait qu'il avait fallu, pour mieux stimuler la production, payer des salaires et des prix agricoles plus élevés que prévu.

80. On soulignait dans l'introduction que ce qui distinguait les pays de production primaire des pays industriels, c'était que l'offre de biens de consommation y était bien moins souple; ce fait avait joué un rôle primordial dans l'évolution inflationniste de leur économie. Même si la main-d'œuvre, les matières premières et l'équipement existaient en assez grande abondance pour qu'on pût accroître les investissements sans réduire l'offre de biens de consommation, l'augmentation de la demande de biens de consommation engendrée par l'accroissement de la production et du revenu ne serait pas compensée par un accroissement de l'offre et il y aurait donc pression inflationniste. Placés devant une tâche difficile — concilier les objectifs de l'expansion économique et la stabilité économique — un certain nombre de pays avaient parfois cherché à pousser le développement économique au détriment de la stabilité.

⁵ E/SR.1026.

⁶ E/SR.1027.

⁷ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.F.1.

⁸ Publication des Nations Unies, No de vente 58.II.C.1.

L'introduction soulignait que les programmes mis en œuvre à cet effet avaient généralement échoué et que les pressions inflationnistes qui s'étaient créées avaient pu par devenir assez intenses pour anéantir le développement économique lui-même.

81. On faisait observer dans *l'Etude* que l'on pouvait distinguer trois éléments principaux dans l'inflation enregistrée dans les pays industriels au cours du récent boom. Comme la demande avait augmenté, certaines pénuries ou certains goulots d'étranglement avaient fait leur apparition, en particulier dans la métallurgie et les industries de transformation des métaux, et avaient entraîné la hausse des prix des produits intéressés; ces augmentations avaient exercé une poussée sur le niveau général des prix par les répercussions qu'elles avaient eues sur les coûts et les prix dans d'autres secteurs. La pression subie par les prix était due aussi à ce que les augmentations de salaires accordées dans les industries dynamiques avaient tendance à s'étendre au reste de l'économie, où la productivité n'augmentait pas assez rapidement pour empêcher le coût des salaires de monter. Enfin, les augmentations qui s'étaient produites dans certains éléments du coût de la vie, par le jeu de facteurs tels que le rajustement des loyers, avaient contribué à précipiter la spirale des salaires et des prix par l'influence qu'elles exerçaient sur les demandes de salaire. La politique officielle suivie pour combattre l'inflation consistait principalement en mesures prises par les autorités monétaires pour relever le coût et limiter le volume du crédit. Cependant, il semblait que l'on eût moins réussi à freiner l'augmentation des prix qu'à restreindre le volume de la demande. La spirale des coûts et des prix avait pris son rythme propre et n'avait pas paru suivre, tout au moins à court terme, le fléchissement de la demande.

82. Dans les pays de production primaire, l'inflation qui avait eu lieu au cours des années d'après-guerre s'était généralement révélée comme un problème plus grave et plus insoluble que dans les pays industriels. Une des causes d'inflation communes à ces pays depuis 1950 était l'excédent de la demande globale consécutif souvent aux efforts tendant à accélérer l'expansion économique. L'inélasticité de l'offre de denrées alimentaires avait été également une des causes principales d'inflation dans de nombreux pays de production primaire. On notait dans *l'Etude* qu'au cours des dernières années la politique des gouvernements avait eu généralement un caractère plus restrictif. De plus en plus, les gouvernements avaient adopté des mesures budgétaires et monétaires restrictives destinées à atténuer l'inflation et les efforts visant à augmenter la production alimentaire avaient, dans plusieurs pays, joué un rôle important dans la lutte contre l'inflation. Dans le domaine de la politique monétaire cependant, l'efficacité des restrictions monétaires s'était trouvée généralement contrecarrée par des augmentations de la masse monétaire, rendues nécessaires par les déficits budgétaires ou la situation de la balance des paiements extérieurs.

83. Dans la plupart des pays à économie planifiée, de fortes poussées inflationnistes s'étaient produites au cours de la période initiale d'exécution des plans de développement économique à long terme, c'est-à-dire entre 1949 et 1953. Ces poussées avaient été engendrées par l'augmentation considérable des investissements et des dépenses publiques qui s'était traduite par une diminution de la part du produit national consacrée à la consommation des particuliers. Vers 1953, la tendance à un accroissement marqué de la proportion du revenu

national consacrée aux investissements s'était renversée et la période de 1953 à 1956 avait été caractérisée en général par une élévation de la consommation par rapport au revenu national et par un relâchement des poussées inflationnistes. En Union soviétique, les prix officiels avaient baissé de façon continue entre 1949 et 1955, et s'étaient ensuite stabilisés, bien que certaines pénuries de biens de consommation se fussent encore fait sentir en 1956.

84. A propos de l'évolution économique en 1957, *l'Etude* notait que dans la plupart des pays industriels le taux d'accroissement du produit national brut avait diminué pour la deuxième année consécutive. Les gains enregistrés par la production industrielle s'étaient surtout produits au cours du premier semestre de 1957; dans de nombreux pays la production avait fléchi au second semestre, compte tenu des facteurs saisonniers. Le fléchissement de la demande globale dans certains des principaux pays industriels était attribué à la baisse du taux d'expansion des investissements fixes et au ralentissement de la consommation des particuliers, notamment en biens durables. En Amérique du Nord, la situation avait été aggravée par la liquidation des stocks qui, du point de vue statistique, avait été de loin le facteur le plus important de la diminution de la demande totale à la fin de 1957 et au début de 1958. Une place spéciale était faite dans *l'Etude* aux indices de l'apparition d'une capacité de production excédentaire dans certains des principaux pays industriels. On avait constaté un accroissement de la capacité de production inemployée dans la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni en 1956 et 1957; les estimations montraient d'autre part qu'aux États-Unis le décalage entre la demande et la capacité de production était encore plus accusé. Ce facteur était probablement particulièrement important aux États-Unis où l'on se demandait, au début de 1958, si l'économie possédait une force compensatrice suffisante pour que l'activité pût provisoirement se maintenir au même niveau dans le cas où le fléchissement escompté des investissements en capital fixe se produirait. Ailleurs, même dans les pays industriels qui s'attendaient à un accroissement de la production en 1958, on n'escomptait pas, en général, une augmentation très importante. La récession qui s'était produite aux États-Unis n'avait pas encore eu d'effets défavorables sur la balance des paiements des autres pays industriels. Cependant, la vulnérabilité des pays à tout renversement de la tendance des balances des paiements avec la zone dollar était peut-être plus grande que pendant les précédentes récessions survenues depuis la guerre.

85. Dans les pays de production primaire, la quantité des produits disponibles pour l'exportation avait été en général plus importante en 1957 qu'en 1956, alors que le taux d'expansion de l'activité économique dans les pays industriels, et par conséquent la demande de ces produits, avait continué à baisser. De ce fait, les prix de la plupart des produits de base avaient fléchi et, par suite de la hausse continue des prix des articles manufacturés, les termes de l'échange entre les produits primaires et les articles manufacturés avaient encore baissé en 1957. On notait que si les recettes d'exportation avaient accusé une légère hausse, les dépenses d'importation avaient augmenté bien plus rapidement. L'écart avait été comblé dans une certaine mesure par l'augmentation sensible de l'apport des capitaux officiels et privés, mais dans l'ensemble des pays exportateurs de produits primaires, l'encaisse or et l'encaisse devises

des organismes officiels avaient baissé de plus de 4 pour 100 en 1957. Sauf dans le secteur agricole, l'augmentation de la production semblait avoir été légèrement plus élevée et généralisée de 1956 à 1957 que de 1955 à 1956. Dans l'ensemble, les poussées inflationnistes semblaient avoir persisté en 1957 avec la même intensité qu'en 1956. Les efforts pour lutter contre l'inflation en recourant aux importations comme source supplémentaire d'approvisionnement s'étaient heurtés à des difficultés de plus en plus grandes vers la fin de l'année, les prix et les recettes d'exportation ayant fléchi et la menace de déséquilibre externe étant devenue plus imminente.

86. On relevait dans l'*Etude* que la production industrielle avait continué d'augmenter dans les pays à économie planifiée, un trait caractéristique de la situation économique en 1957 étant le ralentissement général des investissements par rapport à 1956. Les ventes au détail de biens de consommation s'étaient élevées sensiblement; dans plusieurs pays, la production des biens de consommation avait augmenté plus que celle des biens de production. Les revenus monétaires s'étaient considérablement élevés, du fait de l'augmentation des salaires et des pensions et des prix plus élevés perçus par les agriculteurs; bien que les prix des biens de consommation eussent augmenté dans certains cas, les salaires réels s'étaient accrus dans tous les pays. L'évolution de la situation agricole avait été variable; les conditions atmosphériques avaient permis d'obtenir une production agricole record dans quelques pays, mais dans d'autres, elles avaient eu l'effet inverse. Le commerce extérieur des pays à économie planifiée avait augmenté au total plus rapidement que la production, les modifications les plus importantes sur le plan géographique ayant été l'accroissement très sensible du commerce avec le Moyen-Orient et la diminution des échanges avec l'Amérique latine. Les plans pour 1958 prévoyaient un ralentissement du taux d'expansion de la production industrielle, mais dans la plupart des pays on envisageait d'augmenter la production des biens d'équipement à un rythme quelque peu plus rapide que celle des biens de consommation.

87. L'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1957* (E/ECE/317)⁹, où l'on poursuivait l'analyse annuelle de l'évolution économique en Europe, contenait également des études sur le commerce extérieur des pays européens et sur la main-d'œuvre et l'emploi en Europe orientale et en Union soviétique. Le *Bulletin économique pour l'Europe* contenait — en plus des analyses économiques trimestrielles habituelles — des articles spéciaux sur la main-d'œuvre hautement qualifiée en Europe occidentale, l'économie hongroise au printemps de 1957, l'économie polonaise depuis 1950, la politique économique régionale en Union soviétique (Asie centrale) et le commerce entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. Il contenait également une note sur la comptabilité nationale de l'Union soviétique en 1955.

88. En Europe orientale et en Union soviétique, la situation économique avait été en 1957 plus favorable qu'on ne l'avait escompté; si dans plusieurs pays intéressés la production avait baissé, la plupart d'entre eux avaient bénéficié de récoltes exceptionnelles. Contrairement à la Pologne qui avait supprimé les fermes coopératives, d'autres pays avaient continué à pousser la collectivisation de l'agriculture. L'augmen-

tation de la production industrielle, à laquelle avaient contribué des importations plus importantes et une plus grande souplesse des attributions de matières premières, avait été du même ordre qu'en 1956. La pénurie d'énergie avait continué cependant à freiner l'expansion industrielle. La part du revenu national consacrée à la consommation avait augmenté dans la plupart des pays et contribué à créer des difficultés en matière de balance des paiements à plusieurs d'entre eux, la Pologne et la Hongrie notamment.

89. L'*Etude* contenait une analyse des plans à long terme des pays d'Europe orientale et de l'Union soviétique et des modifications qui y avaient été apportées. On y exposait également les changements survenus en Union soviétique, en Tchécoslovaquie et en Pologne dans les domaines de la gestion et de la planification.

90. Ce qui avait caractérisé la situation économique de nombreux pays de l'Europe occidentale, c'était le ralentissement de l'expansion et la tendance à la stagnation vers la fin de l'année. En France, la pression de la demande interne avait provoqué de sérieuses difficultés en ce qui concerne la balance des paiements ainsi que l'adoption de diverses mesures destinées à les surmonter et qui risquaient inévitablement de ralentir l'expansion en 1958. Le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni avaient également pris des mesures destinées à protéger leur balance des paiements. L'*Etude* contenait aussi une analyse des perspectives pour 1958 dans un certain nombre de pays et appelait l'attention sur la mauvaise répartition des réserves de devises étrangères entre les pays de l'Europe occidentale et sur la nécessité de prendre des mesures plus énergiques pour remédier aux déséquilibres marqués des paiements internationaux et permettre à l'Europe occidentale de retrouver un rythme d'expansion plus rapide. Pour rendre plus claire l'évolution de la situation en 1957, l'*Etude* retraçait également l'historique de l'expansion depuis 1953, l'accent étant mis en particulier sur les forces endogènes qui avaient joué à l'arrière-plan et sur le ralentissement qui s'était produit ensuite, ainsi que sur l'effet des politiques monétaires, financières et autres.

91. L'*Etude* contenait un exposé des modifications subies par la structure des échanges commerciaux, entre les pays d'Europe occidentale et avec les pays d'autres régions, au cours des trente dernières années, et de la mesure dans laquelle ils avaient été déterminés par l'expansion économique des pays exportateurs de produits primaires et des pays industriels. Pour conclure, l'*Etude* indiquait que l'augmentation des exportations de produits primaires s'était limitée dans une large mesure aux régions produisant principalement du pétrole et d'autres produits minéraux, tandis que les vastes régions exportatrices de produits agricoles où se trouvait près de la moitié de la population de l'ensemble des pays exportateurs de produits primaires, n'avaient pas bénéficié de la grande expansion des échanges mondiaux.

92. La structure probable des échanges de l'Europe occidentale en 1975 était étudiée compte tenu des considérations qui précèdent et il était dit qu'à l'avenir la destination entre monnaies fortes et monnaies faibles ne concernerait peut-être pas le dollar, d'une part, et les autres monnaies, d'autre part, mais les monnaies des pays industriels et d'un petit groupe bien circonscrit de pays exportateurs de pétrole et de produits minéraux d'une part, et celles des autres pays exportateurs de produits primaires d'autre part. On examinait, dans

⁹ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.E.1.

une autre section de l'*Étude*, les effets possibles du marché commun européen et de la zone de libre-échange sur la structure des échanges en 1975; on y disait en conclusion que les effets les plus importants ne se feraient sentir que pour un petit nombre de produits. On analysait également les conséquences de l'évolution des importations sur la situation future des paiements internationaux de l'Europe occidentale. Le document contenait une étude statistique de la production et des dépenses dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, établie d'après une analyse des entrées-sorties.

93. Un chapitre consacré à l'évolution du commerce extérieur de l'Europe orientale et de l'Union soviétique, qui reprenait en l'élargissant une étude contenue dans le rapport pour 1954, constituait une première analyse assez générale de ces échanges, fondée sur les très nombreuses données fournies récemment par les pays intéressés. On trouvait dans ce chapitre une analyse, plus détaillée que celle qui avait été faite dans le passé, des mouvements de marchandises et de la structure géographique des échanges. On notait que d'une manière générale, il avait été impossible de pousser très loin la spécialisation à l'intérieur du groupe et que les excédents exportables de combustibles et de matières premières avaient tendance dans l'ensemble à augmenter assez lentement, la plupart des pays étant maintenant mieux en mesure de répondre eux-mêmes aux besoins de leur industrie mécanique.

94. L'étude sur la main-d'œuvre et l'emploi en Europe orientale et en Union soviétique faisait pendant à une étude analogue sur l'Europe occidentale qui avait paru dans l'*Étude sur la situation économique de l'Europe* en 1955; on y utilisait des données statistiques très nombreuses dont on n'avait eu connaissance que récemment. Il s'agissait d'une première tentative pour dresser un tableau d'ensemble des tendances qu'avaient accusé, après la guerre, l'effectif et la structure de la main-d'œuvre des pays de la région, et pour étudier les problèmes d'ordre démographique, social, économique et institutionnel qui se posent dans ce domaine. La conclusion principale de l'étude était que la situation antérieure de la main-d'œuvre, caractérisée par une forte demande et une offre abondante, avait fait place dans la plupart des pays à une nouvelle structure faisant apparaître des excédents de main-d'œuvre dans certains pays et des pénuries dans d'autres.

95. L'*Étude sur la situation économique de l'Asie et de l'Etrême-Orient en 1957*¹⁰ contenait, au début, un examen de la situation économique de l'ensemble de la région et sa section principale était consacrée à une analyse des divers problèmes que le développement économique a posés après la guerre. Cette analyse portait sur le développement et les changements structureaux d'une économie d'entreprise privée (Japon), le développement planifié dans une économie mixte (Inde), l'industrialisation dans un pays à économie planifiée (Chine continentale), l'instabilité des exportations dans les pays exportateurs de produits primaires (Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine [Taïwan], Indonésie, Fédération de Malaisie, Pakistan, Philippines et Thaïlande), le relèvement et la reconstruction (Corée du Sud et Sud-Viet-Nam) et les difficultés que rencontrent les pays sans littoral (Afghanistan, Laos et Népal).

96. En 1957, la production avait continué de croître dans les pays de la région. La production vivrière et la

production agricole s'étaient élevées dans l'ensemble mais, par suite de l'augmentation rapide de la population, le chiffre par habitant était encore inférieur à celui d'avant-guerre.

97. Pour faire face aux besoins d'une population en voie d'augmentation, la région avait dû accroître ses importations de produits alimentaires, ce qui avait entraîné une diminution des ressources en devises étrangères pouvant être utilisées pour importer des biens d'équipement. Pour remédier à cette situation, on avait jugé essentiel d'accélérer le rythme d'accroissement de la production et d'augmenter le rendement des cultures vivrières tant pour la consommation nationale que pour l'exportation; il était apparu indispensable également de diversifier davantage la production agricole.

98. Les principaux facteurs qui avaient freiné la production industrielle étaient l'existence de goulots d'étranglement dans l'offre et la distribution de matières premières, l'augmentation du prix des matières premières et la pénurie continue de capital, de devises étrangères et de main-d'œuvre qualifiée.

99. La production industrielle avait considérablement augmenté, quoique à un rythme plus lent que l'année précédente. Le taux d'augmentation avait été plus faible dans des pays relativement avancés, tels que le Japon et l'Inde; d'autres pays ou territoires, la République de Corée, le Pakistan, les Philippines et Hong-kong par exemple, avaient enregistré un taux plus élevé, cependant que dans un troisième groupe, dont faisaient partie la Birmanie, Ceylan et l'Indonésie, on avait enregistré une très faible augmentation et parfois même un fléchissement de la production.

100. Cependant le déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements continuait d'augmenter dans les pays de la région, en raison surtout du fait que les importations avaient augmenté plus rapidement que les exportations. Comme dans d'autres pays sous-développés, les exportations des pays de cette région n'avaient pas suivi l'expansion du commerce mondial, par suite d'une diminution de la demande globale de matières premières de la région due notamment à un accroissement de la production de matières premières dans les pays industriels et à une utilisation accrue de produits synthétiques par ces pays. Les termes de l'échange avaient continué d'évoluer défavorablement, surtout vers la fin de l'année, dans l'ensemble de la région qui exporte principalement des matières premières et importe surtout des produits manufacturés. L'augmentation du volume des importations avait accentué ce mouvement défavorable.

101. L'augmentation des importations avait été due non seulement à la nécessité de se procurer des biens d'équipement pour la mise en œuvre des plans de développement économique, mais aussi à l'accroissement du pouvoir d'achat de la population engendré par les dépenses de développement. L'augmentation de la production intérieure et des importations n'ayant pas suffi, dans bien des cas, à satisfaire entièrement l'accroissement de la demande effective de biens de consommation, les poussées inflationnistes, qui existaient à l'état latent dans de nombreux pays de la région, avaient eu tendance à s'accroître et avaient provoqué une hausse des prix.

102. L'aide extérieure, qui s'était poursuivie pendant l'année considérée, avait joué un rôle toujours plus important et plus utile. Une aide financière et technique avait été fournie à divers pays de la région par les

¹⁰ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.F.1. (Paru aussi comme vol. VIII, No 4, du *Bulletin économique pour l'Asie et l'Etrême-Orient*.)

Etats Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni, l'Union soviétique et divers pays participant au plan de Colombo, ainsi que par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et par l'Organisation des Nations Unies au titre du Programme élargi d'assistance technique.

103. Il était dit en conclusion dans *l'Etude* que la situation économique actuelle de la région exigeait la plus grande vigilance en raison des difficultés inhérentes au processus de développement et de l'augmentation rapide de la population. On pouvait espérer toutefois que l'expérience acquise en surmontant les premières difficultés aiderait beaucoup à trouver la solution des autres problèmes.

104. *L'Etude sur la situation économique de l'Amérique latine en 1957* (E/CN.12/489 Rev.1)¹¹ analysait les effets, sur la demande de produits d'Amérique latine, de la diminution du taux d'expansion en Europe occidentale, et de la récession des Etats Unis. Il y était dit que les Etats Unis avaient ralenti les achats de métaux destinés aux réserves stratégiques et vendu une partie de leurs stocks d'excédents agricoles. Précédemment, l'augmentation des stocks avait contribué à absorber la différence entre la production et la consommation de produits primaires.

105. Une comparaison entre l'année 1957 tout entière et l'année 1956 ne révélait aucune diminution des exportations totales de la région. En général cependant les prix avaient fléchi au cours du deuxième semestre, bien que la récession qui se produisait aux Etats Unis ne semblât pas avoir eu de conséquences graves pour les exportations d'Amérique latine jusqu'à la fin de 1957. De plus, le total pour l'ensemble de la région était resté stable grâce à l'augmentation des exportations de pétrole du Venezuela (qui avaient cependant diminué à la fin de l'année).

106. Une analyse des renseignements dont on disposait au sujet de l'entrée de capitaux étrangers en Amérique latine donnait des indications sur les rôles respectifs des capitaux privés et des capitaux publics. L'augmentation du financement à moyen terme et les programmes de prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Export-Import Bank et d'autres établissements. Les importations de capitaux avaient augmenté considérablement en 1956 et, de nouveau, en 1957, le principal facteur d'augmentation étant l'achat de nouvelles concessions dans les gisements pétrolifères du Venezuela.

107. L'augmentation des recettes en devises étrangères semblait dépendre principalement de l'augmentation des importations de capitaux plutôt que du gonflement des recettes d'exportation. Comme on escomptait une diminution des investissements dans l'industrie pétrolière au Venezuela et comme les marchés de nombreux produits d'exportation s'étaient encore rétrécis, il fallait s'attendre à une diminution des recettes en devises étrangères, à moins d'une augmentation sensible des prêts internationaux.

108. A première vue, l'évolution interne en Amérique latine semblait plus favorable. L'indice global de la production s'était quelque peu relevé par rapport à 1956, mais cela était dû en grande partie au fait que les récoltes avaient été bien meilleures que l'année précédente, par suite de conditions atmosphériques généralement favorables. Le rythme d'accroissement de la production industrielle s'était ralenti.

109. Dans plusieurs pays, l'Argentine, le Brésil et le Chili par exemple, la production manufacturière totale s'était maintenue à des niveaux voisins de ceux de 1956. Le ralentissement s'était manifesté principalement dans les industries produisant des biens de consommation courants; les industries lourdes produisant des biens d'équipement et des biens de consommation durables avaient continué à se développer. L'augmentation rapide de la production de véhicules en Argentine et au Brésil présentait une importance particulière. La mise au point des projets de fabrication de véhicules au Mexique et de tracteurs en Argentine, au Brésil et au Chili était très avancée.

110. Dans l'ensemble, les investissements avaient augmenté sensiblement en Amérique latine au cours de l'année considérée. Même si l'on faisait abstraction des investissements dans l'industrie pétrolière du Venezuela, on avait enregistré en Argentine et au Brésil, d'importantes augmentations dues en partie à l'apport accru de capitaux. En Colombie et au Chili cependant, les investissements en capital fixe avaient diminué, tombant à un niveau si bas dans le cas du Chili que le chiffre net des investissements était probablement négatif. En revanche, les investissements sous forme de stocks avaient augmenté dans les pays producteurs de café, à la suite de l'accord de Mexico.

111. Les importations avaient continué à augmenter dans presque tous les pays et leur balance des paiements en avait souffert. Les réserves en devises étrangères avaient diminué dans plusieurs pays, malgré des avances du Fonds monétaire international. Dans le courant de l'année, un certain nombre de pays avaient restreint les importations par des mesures diverses — monétaires, cambiales ou administratives. La Colombie, par exemple, avait réduit considérablement ses importations et avait également conclu, comme l'Argentine, un accord de remboursement échelonné avec ses créanciers commerciaux. A la fin de l'année, les difficultés en matière de devises étrangères étaient générales, par suite du faible niveau des réserves et du mouvement défavorable des recettes d'exportation.

112. Le rapport sur *l'Evolution économique au Moyen-Orient, 1956-1957* (E/3116)¹², publié sous forme de supplément à *l'Etude sur l'économie mondiale, 1957*, contenait une analyse des forces économiques qui avaient provoqué au Moyen-Orient, au cours des dernières années, des poussées inflationnistes ou déflationnistes. Il contenait aussi des tableaux statistiques destinés à montrer les changements économiques qui s'étaient produits dans les différents pays au cours des dernières années.

113. Dans la plupart des pays du Moyen-Orient, les dépenses publiques avaient augmenté et dépassé le montant des recettes de source intérieure; il en était résulté des excédents d'importations qui avaient été financés surtout par un apport de capitaux privés. Il n'était pas possible de discerner, pour l'ensemble de la région, des caractéristiques uniformes des mouvements des prix. Alors que dans certains pays, la Turquie et Israël par exemple, l'indice des prix de gros augmentait de façon continue, en Jordanie, au Liban et en Syrie les prix étaient demeurés plus ou moins stables pendant la période 1954-1957. En Egypte et en Irak, où les prix avaient été relativement stables au début de cette période, une hausse très importante s'était produite au cours des deux dernières années.

¹¹ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.C.1.

¹² Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.C.2.

114. Le rapport relevait l'existence de puissantes forces déflationnistes en Jordanie, au Liban et en Syrie qui résultaient, dans le cas de la Jordanie et du Liban, d'excédents importants et constants des importations rendus possibles par l'aide et les prêts étrangers et, dans le cas de la Syrie, d'une expansion rapide de l'offre intérieure. Le rapport contenait aussi un exposé sur l'interaction des forces inflationnistes et déflationnistes dans d'autres pays du Moyen Orient.

115. Dans le rapport intitulé *L'Évolution économique en Afrique, 1956-1957* (E/3117 et Corr.1)¹⁴, publié lui aussi sous forme de supplément à *L'Étude sur l'économie mondiale, 1957*, on examinait principalement les changements intervenus sur les marchés mondiaux de produits de base et leurs répercussions sur les producteurs primaires d'Afrique. Après avoir noté que les prix des produits de base avaient tendance à baisser alors que ceux des articles manufacturés avaient tendance à s'élever, ce qui avait un effet défavorable sur les termes de l'échange des producteurs primaires, le rapport étudiait les fluctuations des prix des principales exportations africaines et les répercussions de ces fluctuations sur l'économie des différents pays. Le fait que l'économie des différents pays dépendait d'un petit nombre de produits d'exportation les rendait particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix de ces produits, puisque la plus grande partie de leurs recettes provenait directement du commerce extérieur. Le fléchissement général des prix des exportations avait donc rapidement entraîné une diminution des dépenses de développement et amené certains pays à différer l'exécution de leurs plans dans ce domaine.

116. Le rapport contenant ensuite un bref exposé des faits économiques importants qui s'étaient produits en 1957 dans les principales régions: Afrique du Nord, Afrique tropicale et Afrique du Sud. En Union Sud-Africaine, le revenu réel par habitant avait continué d'augmenter, bien que le rythme du développement économique fût plus lent que l'année précédente. En Afrique tropicale, où la situation économique était surtout déterminée par les fluctuations des prix des produits d'exportation, le fléchissement général des prix avait provoqué dans la plupart des pays une réduction des revenus et des recettes d'exportation. Des exceptions notables étaient le cas du Ghana, où le prix du cacao s'était élevé, et celui de l'Ouganda où les deuxièmes récoltes de café et de coton avaient procuré des revenus plus élevés aux producteurs et entraîné une augmentation de la valeur totale des exportations. En Afrique du Nord, la production agricole en Algérie, au Maroc et en Tunisie avait subi les effets désastreux de la terrible sécheresse qui avait sévi en 1956-1957. En général, la situation au Maroc et en Tunisie n'était pas favorable aux investissements et dans les deux pays l'activité économique était faible. En Algérie également, les hostilités persistantes avaient eu un effet fâcheux sur le volume des investissements privés. Cependant les investissements publics s'étaient maintenus à un niveau élevé et les dépenses locales des forces françaises avaient contribué également à maintenir l'activité économique. En Libye, les excellentes récoltes jointes à une importante assistance financière de l'étranger avaient contribué à accroître la prospérité relative du pays.

117. Conformément à la résolution 654 E (XXIV) du Conseil, le Secrétaire général lui a aussi présenté à sa vingt-sixième session un rapport (E/3119 et

Corr.1)¹⁵ sur les "méthodes et moyens actuels d'organisation et de développement de consultations économiques intergouvernementales". Dans ce rapport, le Secrétaire général exposait les principaux aspects du fonctionnement du mécanisme de consultations sur les problèmes monétaires, les problèmes relatifs aux échanges commerciaux, les problèmes relatifs aux produits de base, les problèmes de la main d'œuvre et les autres problèmes sociaux et sur les politiques et les problèmes économiques en général. Le rapport contenait aussi un exposé des procédures suivies pour l'organisation et le développement de consultations économiques internationales et une annexe énumérait les principales institutions multilatérales qui s'intéressent aux consultations.

DÉBATS DU CONSEIL

118. Au cours des débats du Conseil¹⁶, certains représentants ont souligné l'intérêt de la partie consacrée à l'inflation dans *L'Étude sur l'économie mondiale, 1957*, et celui des analyses des politiques déflationnistes qui la complétaient. On a rappelé que le Conseil avait estimé, à sa vingt-quatrième session, que l'inflation constituait le problème le plus urgent et persisterait en 1957 et 1958. Bien que la situation eût changé à bien des égards depuis que le Conseil avait formulé cette conclusion, l'examen du problème de l'inflation que le Conseil avait demandé de faire figurer dans la première partie de *L'Étude*, était important parce que, vraisemblablement, l'inflation continuerait de menacer de temps à autre, ou même de façon permanente, la stabilité économique. Les membres du Conseil ont reconnu, d'une façon générale, que l'inflation et la capacité de production excédentaire n'étaient pas nécessairement incompatibles et que la hausse des prix et le chômage n'étaient pas des extrêmes qui s'excluaient forcément. Il arrivait également que l'inflation, partie de certaines industries clefs, gagnât le reste de l'économie, même lorsque la demande totale était inférieure à la capacité de production nationale. Ce processus n'était pas seulement vrai pour les prix des matières premières et les autres marchandises; il l'était aussi pour les salaires. Dans les industries dont la productivité s'était accrue, les employeurs se trouvaient en présence de demandes d'augmentations des salaires correspondant à l'accroissement de la productivité. Mais dans d'autres branches de l'économie, où la productivité ne s'était pas accrue dans les mêmes proportions, les travailleurs réclamaient aussi des augmentations de salaire. S'ils obtenaient satisfaction, les employeurs pouvaient se trouver amenés à majorer les prix de leurs produits et la spirale des prix et des salaires continuait alors son mouvement ascendant. On a également souligné que le mouvement en spirale des prix et des salaires pouvait être engendré par le désir d'augmenter les marges bénéficiaires aussi bien que par le désir d'obtenir une augmentation de salaire.

119. Certains membres du Conseil ont fait observer que l'"inflation rampante" dans les pays industriels soulevait de délicats problèmes de politique à suivre. Certains ont souligné qu'il fallait aborder le problème de manière pratique et avec souplesse sans accorder une importance excessive aux politiques monétaires dans la lutte contre certaines formes d'inflation des coûts et des prix; peut-être fallait-il compléter ces politiques par des

¹⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, *Annexes*, point 2 de l'ordre du jour.

¹⁵ E/AC.6/SR.245 à 251 et 253; E/SR.1024 à 1027 et 1043.

¹⁶ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.H.C.3.

mesures fiscales appropriées en vue de mettre l'économie mieux à même de lutter contre la concurrence et de la rendre plus souple. Selon d'autres, il était nécessaire de savoir quels étaient les secteurs de l'économie dans lesquels se manifestaient des tendances inflationnistes et quels étaient ceux dans lesquels se manifestaient des tendances déflationnistes, afin de concevoir des politiques judicieuses pour assurer la stabilité de l'économie tout entière. De nombreux représentants ont fait remarquer qu'il fallait enrayer une inflation de faible importance par des mesures sélectives, car si des restrictions globales pouvaient à la longue se révéler fructueuses, elles risquaient d'avoir de graves répercussions à la fois sur l'activité économique nationale et sur l'économie mondiale tout entière.

120. Un certain nombre de représentants ont discuté le problème de l'inflation qui se pose avec persistance dans les pays en voie de développement. Ils ont attiré l'attention sur les besoins urgents du développement qui exigeait un financement qu'en période de stabilité des prix, l'épargne volontaire est insuffisante à satisfaire. Il en résultait des déficits budgétaires et un accroissement de la masse monétaire en circulation. On a souligné notamment l'influence qu'exerce sur le processus inflationniste dans les pays sous-développés le manque de souplesse de l'offre de biens de consommation nationaux. L'urbanisation croissante entraînait une demande accrue de produits alimentaires alors que la production agricole — plus particulièrement les quantités livrées aux villes — progressait généralement moins vite que la demande, d'où une hausse des prix des produits alimentaires. On a également noté le rôle de la spirale des salaires dans ces pays. Certains représentants ont rappelé que la structure de la production ne pouvait être modifiée que lentement et ont fait remarquer qu'à court terme, on ne pouvait avoir recours qu'à des mesures déflationnistes d'ordre monétaire et fiscal. Il était vrai toutefois que, dans les pays sous-développés, on ne pouvait augmenter les impôts que dans de faibles proportions étant donné le niveau généralement bas du revenu, la gamme limitée de la production commerciale et la nécessité d'encourager les investissements par des impôts peu élevés. On pouvait aussi juguler l'inflation en important plus de produits alimentaires, mais les pays en voie de développement économique devaient avant tout consacrer leurs devises étrangères à l'achat de biens d'équipement.

121. Plusieurs représentants ont également parlé du problème de l'inflation dans les pays à économie planifiée à laquelle est consacré un chapitre de l'*Etude*. Ils ont fait remarquer que contrairement à ce que l'on pensait souvent, ces économies n'étaient pas à l'abri de pressions inflationnistes qui pouvaient provenir non seulement de la demande mais aussi des coûts.

122. Le Conseil a consacré une grande partie de ses débats aux problèmes soulevés par la récession qui se manifeste actuellement dans les pays industriels. On a reconnu que 1957 avait été une année décisive dans la croissance économique d'après guerre et que le problème du chômage se posait avec acuité dans certains pays. On s'est toutefois généralement accordé à penser que le monde ne connaîtrait vraisemblablement pas une dépression comparable à celle des années 1930. A ce propos, on a appelé l'attention sur l'introduction de stabilisateurs automatiques — soutien des cours, assurances-chômage, régimes de sécurité sociale et conventions collectives — qui avaient tendance à tempérer le rythme de fléchissement de l'économie. Un certain

nombre de représentants ont également fait observer que les données relatives à la production, au revenu et à l'emploi, recueillies au cours des derniers mois, permettaient de penser que le mouvement descendant avait pris fin. Certains autres ont estimé que cet optimisme n'était pas justifié. Les représentants de pays où la production avait déjà commencé à baisser en 1957, ont rappelé les mesures qu'ils avaient prises pour lutter contre la récession, et notamment l'assouplissement des restrictions monétaires, l'encouragement à la construction de logements, l'augmentation des dépenses publiques et l'amélioration de l'assurance-chômage. D'autres représentants ont dit que leurs gouvernements reconnaissaient que le moment était peut-être venu de renoncer aux politiques restrictives pour adopter des politiques expansionnistes, mais qu'il fallait veiller à ce qu'une reprise de l'expansion ne ramène avec elle les manifestations bien connues de l'"inflation rampante".

123. On a beaucoup insisté sur les répercussions internationales de la récession industrielle et notamment sur ses effets sur les exportations, le revenu et les réserves en devises étrangères des pays sous-développés. On s'est accordé à reconnaître que, pendant le premier semestre de 1958, la récession n'avait pas eu, sur les liquidités internationales, l'effet que l'on aurait pu penser. Les réserves en devises étrangères, dans les pays autres que les Etats-Unis, avaient en fait augmenté et non diminué, car les exportations des Etats-Unis avaient baissé beaucoup plus que leurs importations. L'augmentation des liquidités était toutefois très inégalement répartie et de nombreux pays sous-développés, en particulier, avaient vu leurs réserves diminuer fortement, ce qui les contraignait à restreindre leurs importations. A ce propos on a souligné que si les symptômes de dépression s'aggravaient sur les marchés mondiaux et si les politiques restrictives gagnaient du terrain en raison des difficultés des balances des paiements, de nombreux pays se trouveraient en présence d'une baisse du revenu et de l'emploi et leur croissance économique s'en trouverait retardée.

124. On s'est toutefois inquiété surtout des effets de la récession sur les marchés d'exportation des pays sous-développés et notamment sur les prix à l'exportation de nombreux produits primaires. En 1958, pour la première fois depuis la fin des événements de Corée, on s'attendait à un fléchissement de la valeur globale des exportations des producteurs primaires. Déjà en 1957, des pays dont les échanges représentent un tiers du commerce total des pays de production primaire avaient enregistré une baisse de leurs recettes d'exportation. Simultanément, l'inflation des coûts dans les pays industriels avait provoqué une hausse des prix à l'exportation des articles manufacturés, de telle sorte que le revenu réel des pays sous-développés diminuait pour deux raisons: chute des prix de leurs ventes à l'étranger et hausse des prix de leurs achats à l'étranger. De nombreux représentants ont souligné l'effet néfaste des influences extérieures sur le développement économique et sur le décalage de plus en plus important entre le revenu par habitant des pays développés et celui des pays sous-développés. On trouvera plus loin, dans la section II, d'autres indications sur les débats auxquels ont donné lieu les problèmes posés par les fluctuations sur les marchés de produits primaires.

125. Plusieurs représentants ont affirmé de nouveau que des capitaux privés et publics plus importants et des connaissances techniques étaient nécessaires pour favoriser le développement économique. Certains mem-

bres du Conseil ont également fait observer que bon nombre de pays sous-développés exportaient des capitaux privés en assez grande quantité, malgré la pénurie de capitaux dont ils souffraient eux mêmes. On a également dit que l'absence d'intégration régionale contribuait à entraver le développement économique dans certaines régions.

126. Certains représentants ont souligné les conséquences fâcheuses des tensions politiques sur l'économie mondiale, car une part énorme des ressources économiques était détournée vers la production militaire et le marché mondial était divisé en deux. D'autres ont appelé l'attention sur les problèmes d'organisation internationale de la coopération commerciale et des consultations économiques que soulevait la récente évolution des échanges mondiaux. Plusieurs représentants ont signalé la compartimentalisation croissante de l'économie mondiale et ont estimé que les institutions internationales actuelles ne permettaient pas une coopération économique suffisante sur le plan international. D'autres ont toutefois fait remarquer qu'il fallait perfectionner et utiliser davantage les accords en vigueur; à leur avis, il n'était pas souhaitable de proposer un nouveau mécanisme tant que les organismes existants ne se seraient pas révélés insuffisants et incapables de s'adapter aux besoins actuels. Le facteur décisif, a-t-on dit à ce propos, était en tout état de cause non l'existence d'un mécanisme ou d'une procédure, mais le désir des États de se consulter ou de coopérer; si ce désir existait, les organismes existants permettaient de le réaliser dans la plupart des cas.

127. Le représentant du Fonds monétaire international a déclaré qu'il n'était pas trop tard pour procéder à une étude de l'inflation; il s'agissait en effet d'un problème qui réapparaissait de temps à autre et qui même était permanent. Le représentant du Fonds a reconnu que l'inflation pouvait être provoquée non seulement par une demande excédentaire intéressant l'ensemble de la production nationale mais aussi par une demande excédentaire dans certains secteurs clés de l'économie ou par des pressions dues à l'augmentation des coûts. A son avis, toutefois, il fallait accorder plus d'importance à la masse monétaire et à la demande de monnaie pour payer des biens et des services, lorsqu'on examinait les causes de l'inflation et les remèdes éventuels. Ces dernières années, les pays de production primaire avaient été de plus en plus nombreux à se rendre compte de la vanité d'une politique visant à favoriser le développement économique par des mesures inflationnistes et, souvent avec l'appui et les conseils du Fonds, ils avaient cherché à enrayer l'inflation, à supprimer les restrictions et à simplifier la structure complexe de leurs systèmes de taux de change de manière à rendre plus rentable la production destinée à l'exportation.

128. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a déclaré que l'expansion régulière de la production agricole depuis la deuxième guerre mondiale avait subi pour la première fois un arrêt en 1957-1958. L'indice de la production de denrées alimentaires était demeuré stable, mais la population mondiale ayant continué de s'accroître, l'indice par habitant avait accusé une baisse correspondante. Les conditions atmosphériques avaient été la principale cause de ce recul, mais il existait aussi des causes plus profondes, notamment les problèmes posés par l'existence d'excédents dans les pays plus avancés du point de vue économique et les nombreuses

difficultés structurelles qui entravent l'augmentation de la production agricole dans les pays peu développés. La tendance à la baisse des prix des produits primaires enregistrée récemment sur les marchés exportateurs avait éveillé des inquiétudes dont on avait beaucoup parlé. Néanmoins, ce fléchissement n'avait pas intéressé tous les produits agricoles, mais, depuis le milieu de 1957, le mouvement de baisse avait été plus accentué et il s'était poursuivi en 1958. La FAO pensait qu'il importait que les pays sous-développés accélèrent le rythme d'expansion de leur production agricole, et qu'il fallait que les pays développés, de leur côté, modifient leur politique des prix pour réaliser un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de produits agricoles. Les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales ont également fait des exposés au cours des débats du Conseil.

DÉCISIONS DU CONSEIL

129. Ayant examiné l'opportunité pour le Conseil d'adresser un appel aux États au sujet du développement à donner à la coopération économique internationale, le Conseil a décidé [résolution 690 A (XXVI)] que, puisque les États Membres seraient sous peu en possession du résumé des résolutions de l'Organisation des Nations Unies dans lesquelles avaient été mentionnés divers principes relatifs à la coopération économique internationale, conformément à la demande adressée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1157 (XII), il ne devait prendre à sa vingt-sixième session, aucune mesure concernant une déclaration touchant les principes de cette coopération ou un appel au gouvernement fondé sur lesdits principes.

130. Pour ce qui est des questions relatives à l'emploi, le Conseil a adopté la résolution 690 D (XXVI) dans laquelle il s'est associé aux recommandations que la Conférence internationale du Travail avait faites, à sa quarante-deuxième session, aux États Membres et aux organisations d'employeurs et de travailleurs, et dans laquelle il a invité les États Membres à tirer pleinement parti des moyens existants pour examiner la situation économique actuelle tant à l'échelon régional que sur le plan mondial.

131. En ce qui concerne la situation économique mondiale et les perspectives à court terme, le Conseil, considérant que la situation pouvait changer rapidement de façon importante et que de ce fait il serait souhaitable de disposer, à des dates plus rapprochées, d'évaluations des perspectives économiques immédiates, a prié le Secrétaire général, dans la partie C de sa résolution 690 (XXVI), de publier, avec la plus grande fréquence possible, une évaluation à jour de la situation économique mondiale et des perspectives importantes et de faire ressortir toute modification de cette situation et de ces perspectives qui serait propre à influencer, à brève échéance, le niveau de l'activité économique, le volume du commerce international et la croissance des pays sous-développés; et de reviser périodiquement les renseignements disponibles à cette fin et de prendre ou de proposer les mesures qu'il pourrait être opportun d'adopter pour en améliorer la qualité. Le Conseil a également invité le Secrétaire général à lui présenter, à sa vingt-huitième session, un rapport préliminaire sur les travaux qui auraient été effectués à ce moment-là, et, à sa trentième session, un autre rapport, sur la base duquel le Conseil rechercherait quelle décision et quelles dispositions il conviendrait de prendre par la suite.

Section II. — Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

132. Ouvrant les débats que le Conseil¹⁶, à sa vingt-sixième session, a consacrés aux problèmes internationaux relatifs aux produits de base, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a évoqué l'instabilité des marchés de produits primaires et la diversification insuffisante de l'économie dans les pays sous-développés. L'*Étude sur les produits de base, 1957* (E/CN.13/27-ST/ECA/51)¹⁷, préparée par le Secrétariat, soulignait que la dépendance des pays sous-développés, à l'égard de quelques produits clés, n'avait pas diminué au cours des dernières années. La baisse des prix des produits primaires, résultant parfois de faibles déplacements de la demande de produits finis dans les pays industriels, avait de graves répercussions sur les recettes que les pays sous-développés tiraient de leurs exportations. De plus, ces pays ne disposaient généralement que de moyens limités pour financer des programmes destinés à compenser les pertes des producteurs dont les prix de vente ou les revenus diminuaient.

133. Des mesures internationales s'imposaient de toute évidence; le programme actuel des Nations Unies comprenait des réunions intergouvernementales sur un certain nombre des produits primaires. Au cours de ces négociations, il fallait concilier les intérêts des pays importateurs et ceux des pays exportateurs.

134. Bien que la Commission du commerce international des produits de base n'eût pas donné tous les résultats qu'on aurait pu en attendre, elle pouvait néanmoins constituer un centre pour l'examen international des problèmes relatifs aux produits de base. Pour qu'il en soit ainsi, il fallait qu'une association étroite s'établisse entre la Commission et les autres organismes intergouvernementaux qui s'occupaient des produits, en particulier la FAO, et il fallait aussi que le Secrétariat dispose de ressources suffisantes: des progrès avaient été réalisés à ces égards. La Commission devait être composée de spécialistes très qualifiés exerçant leur activité dans le domaine dont elle s'occupait; il convenait en outre que les pays qui jouent un grand rôle dans les échanges internationaux de produits primaires prêtent à la Commission un concours et un appui actifs.

RAPPORT DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS DE BASE

135. Le Conseil a étudié le rapport de la Commission du commerce international des produits de base sur sa sixième session (E/3124)¹⁸. A l'occasion d'un examen d'ensemble de la situation actuelle des produits de base, le rapport mentionnait la faiblesse des marchés qui s'était manifestée au début de 1957 et avait subsisté pendant les premiers mois de 1958. Le ralentissement du rythme d'expansion de la production industrielle mondiale en 1957 et au début de 1958 avait eu pour effet de réduire la demande de produits primaires et, en augmentant les difficultés de balance des paiements des pays économiquement peu développés, il avait compromis la mise en œuvre de leurs programmes de développement économique. Le rapport faisait également état de conséquences à long terme, sur les

recettes provenant des exportations, de l'utilisation accrue de matières premières synthétiques et de produits de remplacement dans les pays industriels.

136. Conformément à la résolution 1218 (XII) de l'Assemblée générale, plusieurs gouvernements avaient saisi la Commission des problèmes concernant les produits de base qui se posaient à eux. La Commission proposait d'étudier, à sa prochaine session, les mesures prises ou envisagées pour résoudre les problèmes internationaux relatifs à ces produits. A cette fin, il fallait entreprendre d'étudier le fonctionnement de certains accords intergouvernementaux.

137. Pour jeter les jalons d'un programme de travail relatif à l'étude des fluctuations des prix des produits de base et du volume des échanges de ces produits, la Commission avait prié le Secrétaire général de préparer, au besoin avec l'aide d'un consultant, une synthèse des études existantes, dans ce domaine, et en particulier des conclusions dont la Commission pourrait faire un usage pratique. La Commission avait également étudié des rapports relatifs à des études pilotes sur les huiles et graisses et sur les métaux non ferreux.

138. La Commission indiquait que des propositions tendant à modifier son mandat avaient été présentées et que le soin d'examiner la question était laissé au Conseil économique et social¹⁹.

RAPPORT DE LA COMMISSION PROVISOIRE DE COORDINATION DES ENTENTES INTERNATIONALES RELATIVES AUX PRODUITS DE BASE

139. Le Conseil était également saisi du "Rapport de 1958 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base" (E/3118)²⁰, préparé par la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base, qui rendait compte des consultations et de l'action intergouvernementales concernant ces produits. La première partie du rapport traitait des faits survenus après la guerre, de 1946 à 1956, et contenait un examen de l'expérience acquise en matière d'accords internationaux sur les produits ainsi que les observations de la Commission sur l'évolution de la situation depuis la fin de la guerre. La deuxième partie du rapport portait sur l'action intergouvernementale en 1957 et au début de 1958.

140. La Commission notait qu'immédiatement après la guerre, on insistait beaucoup sur la nécessité d'agir lorsqu'il existait des surplus encombrants ou lorsqu'on craignait que de tels surplus ne se forment. On en était cependant venu à reconnaître qu'une action internationale était également souhaitable pour prévenir une instabilité des prix excessive. Lors de négociations relatives à des accords sur des produits, on avait récemment mis l'accent sur la nécessité d'éviter des fluctuations excessives sans pour autant empêcher le libre jeu des forces qui interviennent sur le marché. La Commission estimait que l'étude produit par produit des problèmes était un moyen efficace de les résoudre et elle attirait l'attention sur l'utilité du travail actuellement accompli par des groupes d'études intergouvernementaux. A propos des accords existants, elle notait que la proportion des échanges mondiaux régis par certains accords était trop faible pour que les accords en question puissent contribuer de façon satisfaisante

¹⁶ E/AC.6/SR.249 et 251 à 253; E/SR.1033 à 1036 et 1043.

¹⁷ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.H.D.I.

¹⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 6.

¹⁹ E/3124, par. 60 et 61.

²⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

à la stabilité du commerce international des produits sur lesquels ils portaient.

DÉBATS DU CONSEIL

141. Les débats du Conseil ont été essentiellement fondés sur la déclaration du Sous-Secrétaire et sur les rapports dont il vient d'être question. La baisse accusée par les prix des produits primaires conférait une certaine urgence à la solution des problèmes relatifs aux produits de base. Les débats ont porté surtout sur l'importance du commerce international des produits de base pour les pays sous-développés, sur les difficultés auxquelles se heurtait ce commerce, sur les tendances à long terme et sur le genre d'action internationale auquel il était souhaitable de recourir pour les surmonter.

142. Les fluctuations des prix des produits et du niveau des échanges représentaient un problème grave pour les nombreux pays sous-développés qui sont tributaires de l'exportation d'un petit nombre de produits. Plusieurs représentants de ces pays ont décrit les problèmes qui se posaient à eux pour montrer les effets de ces fluctuations sur les conditions sociales et économiques. On a souligné que les avantages résultant de l'apport de capitaux étrangers étaient fréquemment annulés par ces fluctuations et que la stabilité du commerce international des produits de base était d'une extrême importance. Le manque d'élasticité de l'offre et de la demande de matières premières était une des causes principales des fluctuations.

143. La baisse des prix des produits de base en 1957 et au début de 1958 avait été à la fois accentuée et assez générale. La récession dans les pays industriels était considérée comme une cause importante de la contraction des échanges de matières premières; on a également souligné que des mesures telles que la mise en œuvre d'un programme de travaux publics, visant à contrecarrer la récession, ne nécessitaient que rarement des importations de matières premières. Pour un certain nombre de produits, le recul actuel était considéré comme résultant d'investissements importants dans la production de certaines matières premières, qui avaient provoqué une augmentation de la production plus rapide que celle de la consommation. L'irrégularité des achats et des ventes de produits stockés ou prélevés sur d'autres réserves contribuait souvent pour beaucoup à ces fluctuations. Pour quelques produits primaires, des excédents importants s'étaient accumulés et, quand on ne prenait pas de précautions, leur écoulement affectait les marchés réguliers. On a également évoqué l'effet des restrictions aux importations et autres pratiques protectionnistes. Au fléchissement des recettes des pays exportateurs de produits primaires correspondait généralement une diminution de la demande pour les produits manufacturés exportés par les pays industrialisés. L'objectif de l'action internationale ne devait pas être seulement d'élever les prix actuellement trop bas mais aussi de réduire les fluctuations excessives. Certaines délégations ont fait état de l'incidence, sur leur balance des paiements, des prix des produits de base, et suggéré que c'était là une question à laquelle le Fonds monétaire international pourrait prêter une attention accrue. Le représentant du Fonds a rappelé les prêts importants consentis aux pays qui sont dans une large mesure tributaires d'un ou deux principaux produits d'exportation.

144. Lors de l'étude de l'évolution à long terme, on a fait observer que la proportion des exportations des pays non industrialisés avait tendu à diminuer. L'ac-

croissement de la population et l'augmentation des besoins en matières premières de l'industrie locale avaient tendu à réduire les quantités disponibles pour l'exportation dans les pays sous-développés. Des difficultés plus graves apparaîtraient à longue échéance dans le cas des produits primaires utilisés pour la production de biens de consommation non durables, que dans le cas des produits primaires utilisés pour la production de biens de consommation durables, pour lesquels la demande s'était généralement accrue. Une production diversifiée pourrait constituer une certaine protection, mais les prix de presque tous les produits primaires subissaient des fluctuations prononcées et, dans certains cas, l'importance des capitaux nécessaires à la mise en œuvre de programmes de diversification dépassait les possibilités des pays producteurs intéressés. On s'est beaucoup inquiété des difficultés qui pourraient résulter de la production accrue de produits synthétiques dans les pays industriels.

145. On a généralement admis que les différences techniques inhérentes à la nature de divers produits de base, ainsi que des différences dans les conditions de production, de consommation et de vente, militaient en faveur d'un examen des problèmes produit par produit. C'était pour cela que la plupart des progrès avaient été accomplis grâce à des groupes d'études et à des accords portant sur des produits déterminés. On a noté en particulier que les différences en question se traduisaient dans les accords de type différent conclus pour les différents produits. L'UNCTAD avait joué un rôle utile en encourageant les échanges de vues. Même lorsqu'on ne parvenait pas à des accords, les échanges de vues intergouvernementaux au sein de groupes d'étude étaient utiles et plusieurs délégations ont été heureuses que l'on prévoie des réunions préliminaires sur le cuivre, le plomb et le zinc.

146. On a dit que, lors de la négociation des accords en question, il faudrait tenir également compte des intérêts des pays importateurs et de ceux des pays exportateurs, veiller à ne pas influencer indûment le libre jeu des forces qui s'exercent sur un marché et prendre des mesures pour mettre au point des dispositions de nature à accroître la consommation du produit considéré. On a fait observer que la situation changeait parfois après la négociation d'un accord.

147. On a jugé nécessaire une étude plus poussée de tous ces problèmes, et le Conseil a tenu compte de cette façon de voir lorsqu'il a décidé de modifier le mandat de la Commission. On a également suggéré d'examiner plus avant le rapport intitulé *Commerce des produits de base et développement économique* (E/2519)²¹, préparé par un groupe d'experts, et d'accorder une attention particulière aux possibilités qu'offrent les systèmes de compensation. En dépit de la difficulté, les perspectives de la consommation et de la production devraient faire l'objet d'une étude plus approfondie, de même que les effets éventuels du Marché commun européen sur les marchés de produits. On pourrait également prévoir des consultations internationales sur la gestion des stocks de produits de base, compte tenu des intérêts des pays exportateurs.

148. On a généralement reconnu que le caractère complexe du commerce international des produits de base exigeait un examen général aussi bien que des examens particuliers des problèmes qui se posent. La Commission pouvait servir de centre pour ces échanges

²¹ Publication des Nations Unies, No de vente: 1954.II.B.1.

de vues, mais elle ne pouvait le faire utilement que si les grands pays industrialisés participaient à ses travaux et si les gouvernements des États membres y étaient représentés par des experts hautement qualifiés. Il fallait qu'il y eût une collaboration étroite entre les divers organes qui s'intéressent aux produits de base; le représentant de la FAO a fait savoir que son organisation était disposée à coopérer étroitement avec la Commission.

149. Trois organisations non gouvernementales ont également fait des exposés.

DÉCISIONS DU CONSEIL

150. Le Conseil a adopté une résolution [691 A (XXVI)] dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport de la Commission et décidé de la réorganisation, compte tenu des travaux de la FAO, de l'ICCICA et des groupes d'étude des produits. La Commission aura pour tâche fondamentale d'étudier et d'analyser l'évolution et les tendances du commerce international des produits de base, et notamment les fluctuations excessives des prix de ces produits et du volume de leur commerce, ainsi que les mouvements des termes de l'échange et les conséquences de ces phénomènes sur la position économique à la fois internationale et intérieure des pays qui participent au commerce international des produits de base, et plus particulièrement sur le développement économique des pays peu développés. A ce propos, la Commission soumettra à l'attention du Conseil ou des gouvernements des États Membres ses opinions et ses recommandations quant à la nécessité d'une intervention gouvernementale ou intergouvernementale pour résoudre les problèmes existants ou nouveaux que ses recherches pourraient mettre en lumière. La Commission est également priée de suivre de façon continue l'évolution des marchés mondiaux des produits de base en réunissant et en analysant les données pertinentes et de publier des études et des rapports statistiques sur les prix, les termes de l'échange et les autres aspects du commerce international des produits de base. Il lui est aussi demandé de soumettre périodiquement au Conseil des rapports sur son activité; il est en outre prévu que tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas représenté à la Commission peut attirer l'attention de cette dernière sur toute évolution des marchés de produits de base en général ou de certains produits qui le concernent et participer à l'examen du problème en question par la Commission. Ayant ainsi réorganisé la Commission, le Conseil a décidé en outre que sa résolution 557 F (XVIII) resterait en vigueur et s'appliquerait à la Commission dotée de son nouveau mandat, pour autant que ladite résolution ne serait pas incompatible avec les dispositions de la résolution 691 A (XXVI) ou d'autres décisions du Conseil. Il a également décidé de procéder à l'élection des membres de la Commission ainsi réorganisée au cours de la vingt-sixième session²².

151. Dans une autre résolution [691 B (XXVI)], le Conseil a décidé de convoquer la Commission réorganisée au cours du premier trimestre de 1959. Il a recommandé que la Commission examine notamment à cette session, dans le cadre de son nouveau mandat:

a) Les fluctuations des prix des produits de base et du volume du commerce de ces produits, y compris les

variations des termes de l'échange, ainsi que les mesures prises ou envisagées pour résoudre les problèmes liés au commerce des produits de base;

b) Les perspectives à moyen terme et à long terme de la consommation et de la production des principaux produits de base, en insistant notamment sur l'évolution de la consommation et de la production de matières synthétiques et de remplacement.

152. Le Conseil a invité, d'une part, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées directement intéressées aux problèmes touchant les produits de base, en particulier les États membres de la Commission des produits de la FAO, d'autre part, la FAO, l'ICCICA, les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ainsi que les autres institutions spécialisées, à participer aux travaux de la session de la Commission. Il a demandé aux États qui prendront part à ladite session de se faire représenter par des experts hautement qualifiés; et il a demandé au Secrétaire général d'accorder la priorité nécessaire à la préparation de cette session et au rassemblement ou à l'établissement à cet effet de la documentation nécessaire, y compris celle qui a trait aux débats de la vingt-sixième session du Conseil, au besoin avec l'aide de consultants et en consultation avec les organismes intergouvernementaux qui s'intéressent à certains produits en particulier. Enfin le Conseil a décidé que le rapport de la Commission réorganisée serait examiné au cours de la vingt-huitième session du Conseil.

Section III. — Commerce et paiements internationaux

SYSTÈME INTERNATIONAL DE COOPÉRATION COMMERCIALE

153. Par sa résolution 614 A (XXII), le Conseil avait invité les gouvernements des États Membres des Nations Unies à soumettre des observations sur le système international de coopération commerciale et, à ce propos, avait appelé leur attention sur le rapport du Secrétaire général sur cette question²³. A sa vingt-quatrième session, le Conseil avait examiné les réponses reçues à cette date²⁴, et adopté la résolution 645 A (XXIV) dans laquelle il priait le Secrétaire général de suivre l'évolution de la situation dans le domaine de la coopération commerciale, notamment en ce qui concerne le système international de coopération commerciale, et de lui soumettre un nouveau rapport à ce sujet.

154. Ce nouveau rapport (E/3127 et Add.1)²⁵ a été présenté au Conseil, à sa vingt-sixième session. Il y était dit qu'un fait nouveau important dans le domaine de la coopération commerciale était l'entrée en vigueur du traité établissant une communauté économique européenne et prévoyant la création d'un marché commun. L'établissement, en Europe, d'une zone plus étendue de libre-échange avait également fait l'objet de conversations. Les principales activités des Nations Unies dans le domaine de la coopération commerciale étaient celles des commissions économiques régionales²⁶. Le rapport contenait une analyse des trente-deux réponses reçues

²³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Annexes, point 2, a, de l'ordre du jour, document E/2897.

²⁴ E/3004/Add.1 à 3.

²⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

²⁶ Voir chap. IV.

²² Voir chap. Ier, par. 8, et annexe II.

au 23 mai 1958²⁷. Les principales questions examinées dans les réponses étaient les suivantes: efficacité du système actuel, nombre des pays membres des organisations actuelles et domaine d'activité de ces organisations en égard aux différents problèmes qui se posent en matière de commerce international, enfin coordination des activités de ces organisations.

155. Le Conseil n'a pris aucune décision sur la question à sa vingt-sixième session.

RAPPORT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

156. A sa vingt-cinquième session, le Conseil a examiné²⁸ le rapport annuel du Fonds monétaire international pour l'exercice financier qui a pris fin le 30 avril 1957 et un exposé complémentaire portant sur la période du 1er mai 1957 au 31 janvier 1958²⁹; il a pris acte de ce rapport et de cet exposé complémentaire dans sa résolution 658 (XXV).

157. Le Directeur général, dans une déclaration qu'il a prononcée devant le Conseil, a annoncé que le Fonds comptait deux nouveaux membres, la Fédération de Malaisie et la Tunisie, et qu'il en compterait bientôt trois autres, l'Espagne, la Libye et le Maroc. Le volume total des opérations du Fonds depuis sa création s'élevait à 3.900 millions de dollars; au cours de la période de 12 mois comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958, le volume des opérations nouvelles avait atteint un total de 949 millions de dollars. Compte tenu de ses engagements actuels au titre d'arrangements de principe non invoqués le Fonds disposait d'une somme de 1.400 millions de dollars, en or et en monnaie des Etats-Unis et du Canada.

158. Les déclarations faites à la réunion annuelle du Fonds qui avait eu lieu en septembre 1957 avaient influencé l'opinion mondiale pour ce qui était des questions monétaires et rétabli la confiance ébranlée par le déséquilibre entre la livre sterling et le mark allemand. Le Fonds avait aidé le Japon, le Danemark et les Pays-Bas à surmonter les difficultés qu'ils éprouvaient en ce qui concerne leur balance des paiements à la suite des poussées inflationnistes provoquées par le boom de 1955-1957.

159. L'année considérée avait été marquée par le passage du boom à la récession. Si les pays d'Europe et le Japon avaient bénéficié de l'amélioration de leurs termes de l'échange consécutive à une baisse des prix des matières premières, les pays de production primaire avaient souffert de cette baisse des prix. Pour aider ces pays, le Fonds avait renouvelé les arrangements de principe qu'il avait conclus avec le Pérou, le Chili et la Bolivie et en avait conclu de nouveaux avec le Paraguay, la Colombie, le Nicaragua et le Honduras. Certains indices permettaient de penser que le renouvellement de l'arrangement de principe conclu avec la France et le programme détaillé de stabilisation qui

l'accompagnait donnaient déjà des résultats encourageants.

160. Après 12 ans de reconstruction, les pays européens avaient acquis une plus grande stabilité. Compte non tenu de la portion inutilisée des crédits octroyés au titre d'arrangements de principe, le Fonds avait accordé aux pays d'Europe, depuis sa création, 1.650 millions de dollars contre 1.316 millions de dollars aux autres pays.

161. Le Fonds devrait certainement venir en aide aux pays exportateurs de matières premières touchés par la récession survenue aux Etats-Unis, mais cette aide ne serait utile que si les pays intéressés prenaient de leur côté les mesures nécessaires pour remédier à la situation. Il n'y avait guère lieu de craindre le retour, aux Etats-Unis, de la crise agricole et industrielle qui s'était produite dans les années 1930-1939; en fait, on avait constaté récemment une légère hausse des prix des produits agricoles. Dans le domaine monétaire, il ne semblait pas que l'on eût à redouter un bouleversement analogue à celui qui s'était produit dans les années 1930-1939. Il fallait prendre soin de ne pas élever les tarifs douaniers, de ne pas mettre d'autres obstacles aux échanges et de ne pas interrompre brusquement les mouvements de capitaux d'investissement. Il ne fallait pas oublier que les récessions antérieures avaient été vaincues grâce au jeu combiné d'une réduction des coûts de production et d'une libéralisation du crédit.

162. Plusieurs représentants ont fait l'éloge de l'activité du Fonds au cours de l'année précédente et ont particulièrement attiré l'attention du Conseil sur l'importance de certaines de ses activités auxquelles on pensait moins: consultations annuelles, missions d'assistance technique pour des questions telles que les problèmes budgétaires ou la politique du crédit, programmes de formation professionnelle et préparation de publications périodiques par exemple. On a également attiré l'attention sur le fait que l'augmentation récente du volume des opérations du Fonds traduisait l'évolution défavorable de la situation économique mondiale. Il était donc particulièrement nécessaire de faciliter le plus possible l'accès aux ressources du Fonds. Les représentants de plusieurs pays sous-développés ont souligné que leurs pays étaient beaucoup plus vulnérables que les pays très développés aux changements de la situation mondiale et ils ont insisté sur la nécessité de diversifier leur économie pour la renforcer. Ils estimaient que le Fonds pouvait aider beaucoup à accroître les réserves internationales.

163. Dans sa réponse, le Directeur général a souligné que le succès des efforts du Fonds dépendait de la pleine coopération des Etats auxquels il accordait son aide. Répondant aux représentants des pays sous-développés, il s'est déclaré persuadé qu'une fois la récession vaincue, l'accroissement de la production industrielle dans les pays les plus importants entraînerait une augmentation de la demande de produits primaires. Il était essentiel que les pays sous-développés enrayent l'inflation et le Fonds pouvait les aider à le faire. Le Directeur général a ajouté que si ces pays souhaitaient bénéficier de capitaux privés étrangers, ils devaient offrir des conditions d'investissement attrayantes et accorder un traitement équitable aux investissements étrangers.

²⁷ Deux autres réponses (E/3127/Add.2 et 3) sont parvenues par la suite et le texte en a été distribué avant la vingt-sixième session du Conseil.

²⁸ E/SR.1000 et 1001.

²⁹ Fonds monétaire international, *Rapport annuel des administrateurs pour l'exercice qui a pris fin le 30 avril 1957* (Washington [D. C.]), transmis au Conseil sous la cote E/3060, et "Récapitulation des activités du Fonds monétaire international entre le 1er mai 1957 et le 31 janvier 1958", document transmis au Conseil sous la cote E/3061/Add.1.

Annexe

EXPOSÉS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉ PAR
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES CONFORMÉMENT
À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-sixième session

Chambre de commerce internationale:

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.
Séance du Comité économique: E/AC.6/SR.252.

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

Situation économique mondiale. Séance plénière: E/SR.1028.

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.
Séance plénière: E/SR.1034.

Confédération internationale des syndicats libres:

Situation économique mondiale. Séance plénière: E/SR.1026.

Confédération internationale des syndicats libres:

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.
Séance plénière: E/SR.1034.

Fédération syndicale mondiale:

Situation économique mondiale. Séance plénière: E/SR.1026.

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES ORGANI-
SATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'AR-
TICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-sixième session

Chambre de commerce des États-Unis d'Amérique:

Situation économique mondiale. Séance du Comité ONC.
E/C.2/SR.172.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES

Association fiscale internationale:

E/C.2/493. Résolutions adoptées en 1957.

Union interparlementaire:

E/C.2/495. Stabilisation des prix des produits de base.

Chambre de commerce internationale:

E/C.2/501. Articulation d'une zone de libre-échange à la
Communauté économique européenne.

Chambre de commerce des États-Unis d'Amérique:

E/C.2/502. Problèmes internationaux relatifs aux produits de
base.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

A

Section I. — Fonds spécial*

164. A propos de la question du Fonds spécial, le Conseil était saisi à sa vingt-sixième session du rapport et des recommandations (E/3098)¹ de la Commission préparatoire créée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1219 (XII). Aux termes de cette résolution, le Conseil était prié de transmettre le rapport de la Commission préparatoire, accompagné de ses propres observations, à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, pour qu'elle se prononce en dernier ressort.

165. Conformément aux instructions de l'Assemblée générale, le rapport et les recommandations de la Commission préparatoire portaient sur les points suivants: *a*) les domaines d'assistance essentiels qui relèveraient du Fonds spécial et, dans ces domaines, les types de projets qui pourraient bénéficier d'une assistance; *b*) les dispositions à recommander pour l'administration et les opérations du Fonds spécial, y compris les modifications qu'il faudrait peut-être apporter aux procédures et règlements actuellement applicables au Programme élargi d'assistance technique; *c*) la mesure dans laquelle les gouvernements seraient disposés à contribuer au Fonds spécial.

166. En ce qui concerne les deux premiers points, la Commission préparatoire avait présenté ses propositions sous la forme d'une série de recommandations que l'on peut facilement transformer en un instrument juridique de base pour le Fonds spécial. La Commission avait recommandé notamment que le Fonds spécial accorde son assistance pour des projets intéressant les domaines suivants: ressources, y compris l'évaluation et le développement des ressources en main-d'œuvre, industrie, y compris l'artisanat et les industries à domicile, agriculture, transports et communications, construction et logement, hygiène, enseignement, statistique et administration publique. En ce qui concerne les organes du Fonds spécial, la Commission avait préconisé un Conseil d'administration composé de 18 membres choisis par le Conseil économique et social, un Directeur général et son personnel et un Comité consultatif comprenant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique et le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. D'autres recommandations avaient trait aux principes et aux critères qui devraient régir les opérations du Fonds spécial, au rôle de l'Assemblée

générale et du Conseil économique et social en ce qui concerne le Fonds spécial, au rôle des institutions existantes, aux procédures pour la présentation, l'évaluation et l'approbation des demandes, ainsi que pour l'exécution des projets, et au financement du Fonds spécial. En outre, le Comité avait joint à son rapport, uniquement à titre d'exemple, une liste de types de projets.

167. En ce qui concerne la mesure dans laquelle les gouvernements seraient disposés à contribuer au Fonds spécial, la Commission préparatoire avait estimé que les renseignements dont elle était saisie et le temps dont elle disposait, ne lui permettaient pas de présenter au Conseil un rapport complet. Elle avait donc demandé au Secrétaire général d'inviter les gouvernements à fournir des renseignements aussi précis que possible sur la mesure dans laquelle ils seraient disposés à contribuer au Fonds spécial. Le Secrétaire général avait été prié de faire connaître au Conseil, à sa vingt-sixième session, et à l'Assemblée générale, à sa treizième session, la teneur des réponses qu'il aurait reçues. Conformément à cette demande, le Secrétaire général avait communiqué au Conseil les réponses (E/3153 et additifs) qu'il avait reçues des Etats suivants: Belgique, Bolivie, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Haïti, Inde, Irlande, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Thaïlande, Turquie et République du Viet-Nam.

168. Au cours du débat², les membres du Conseil ont discuté les avantages de ce nouveau programme d'assistance aux pays sous-développés, ainsi que le rôle qu'il pourrait jouer dans le cadre général du financement du développement économique. Tout en se félicitant d'une manière générale de la création du Fonds spécial, qui marquerait un progrès positif, plusieurs représentants ont exprimé le regret que le SUNFED n'ait pu être institué ou ont estimé qu'il fallait considérer la création du Fonds spécial uniquement comme une mesure préliminaire, en attendant que l'on décide de créer un fonds de financement du développement. Selon d'autres représentants, la création du Fonds spécial constituait une solution de compromis, la seule possible en l'absence d'un désarmement mondial sous contrôle international.

169. La plupart des représentants ont fait le plus vif éloge des travaux de la Commission préparatoire, dont les recommandations directes et rationnelles permettaient de créer le Fonds spécial dans un avenir rapproché. Certains ont fait observer que le rapport et les recommandations de la Commission représentaient une série de compromis auxquels on n'était parvenu qu'à la suite de discussions ardues et prolongées que le Conseil ferait bien de ne pas rouvrir. Au cours de l'examen des recommandations de la Commission préparatoire, les observations ont porté principalement sur

* Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire. La question suivante figure à l'ordre du jour provisoire de la treizième session: "Développement économique des pays sous-développés — création du Fonds spécial: rapports de la Commission préparatoire du Fonds spécial et du Conseil économique et social".

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

² E/AC.6/SR.253 à 255; E/SR.1037 à 1039 et 1043.

les opérations du Fonds spécial, le Comité consultatif, la participation au Fonds spécial et les monnaies dans lesquelles les contributions devront être versées.

170. En ce qui concerne les opérations du Fonds spécial, les membres du Conseil se sont accordés à penser que le Fonds spécial devait aider les pays sous-développés, de façon soutenue et systématique, à former leur main-d'œuvre, à inventorier leurs ressources naturelles et à les utiliser de façon plus productive. Le Fonds spécial pourrait entreprendre des enquêtes et exécuter des projets de recherches et de formation d'une portée et d'une ampleur considérables dans plusieurs domaines : agriculture, industrie, communications et administration ; il serait en mesure de prendre des engagements financiers pour de longues périodes et de fournir des quantités relativement importantes de matériel et d'équipement. On a estimé que les gouvernements devraient limiter leurs demandes aux projets dont la mise en œuvre contribuerait de la manière la plus efficace à l'accélération du développement dans ces secteurs. D'autre part, on a également soutenu que le Fonds spécial devrait servir à procurer des prêts à long terme et à faible intérêt aux pays sous-développés pour leur permettre de financer leur équipement.

171. La plupart des représentants ont estimé que la structure administrative générale recommandée par la Commission préparatoire était bien conçue et qu'elle était propre à assurer le bon fonctionnement du Fonds spécial. En particulier, certains représentants se sont félicités de l'autonomie préconisée pour le Fonds spécial par la Commission préparatoire, qui n'avait cependant pas négligé de prévoir la coopération voulue entre le Fonds et les institutions et programmes existants.

172. Certaines divergences de vues se sont manifestées à propos du Comité consultatif préconisé par la Commission préparatoire : selon la plupart des représentants, ce comité constituerait un instrument de coordination utile et même indispensable ; ses membres éventuels — le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président-Directeur du BAT et le Président de la Banque — étaient particulièrement compétents en matière d'assistance aux pays sous-développés ; la participation de la Banque garantirait que les programmes choisis auraient pour effet, dans la mesure du possible, d'accroître le mouvement des capitaux vers des projets dignes d'intérêt. En revanche, on a soutenu que le Fonds spécial devait être une institution autonome où la Banque internationale ne devait pas être dotée de droits spéciaux et que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président-Directeur du BAT pourraient participer à l'administration du Fonds spécial, même si le Comité consultatif envisagé n'existait pas. D'autres représentants n'ont souscrit à la création du Comité consultatif que parce que cet organe devait avoir un caractère purement consultatif et ne serait pas chargé de fixer la politique à suivre.

173. Certains ont estimé que la recommandation de la Commission préparatoire, selon laquelle pourraient participer au Fonds spécial les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, était indûment restrictive et que tout Etat qui le désirait devrait être autorisé à participer au Fonds spécial.

174. En ce qui concerne les questions financières, plusieurs représentants ont exprimé l'avis que les

Etats participants devraient être autorisés à verser leur contribution en monnaie nationale, ou encore que les pays sous-développés dont la situation en matière de devises était difficile devraient être libres d'utiliser les monnaies qui conviendraient le mieux compte tenu de leur situation. D'autres représentants ont regretté que la Commission n'ait pas jugé opportun de fixer un minimum de convertibilité pour les contributions des gouvernements.

175. Au cours du débat, on s'est inquiété du fait que quelques Etats seulement avaient adressé au Secrétaire général une réponse encourageante en ce qui concerne la mesure dans laquelle ils étaient disposés à contribuer au Fonds spécial. Plusieurs représentants ont annoncé que leurs gouvernements avaient décidé de demander au Parlement d'approuver le versement d'une contribution.

176. Les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales ont fait des exposés au cours du débat. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats chrétiens a exprimé l'espoir que la période de transition entre l'établissement du Fonds spécial et la création du SUNFED ne serait pas trop longue. Il a noté avec satisfaction que la Commission préparatoire avait incorporé aux domaines d'assistance prévus l'étude du développement des ressources en main-d'œuvre et a souligné l'importance d'une collaboration étroite entre le Fonds spécial et les organisations non gouvernementales compétentes, comme les syndicats internationaux. Selon le représentant de la Fédération syndicale mondiale, le Fonds spécial ne pouvait se substituer au SUNFED. Il a préconisé une nette séparation du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, ainsi que la participation de tous les Etats au Fonds spécial. Le représentant de la Fédération mondiale des anciens combattants s'est félicité de la création du Fonds spécial et a recommandé au Conseil de retenir la suggestion de la Commission préparatoire, selon laquelle le Fonds spécial devrait étudier les moyens d'encourager les dons de source non gouvernementale. Le représentant de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies a proposé, au nom de son organisation, de mettre au point un plan selon lequel les particuliers pourraient prêter une partie de leurs économies à un fonds ou à un établissement international géré par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Par exemple, on pourrait rassembler des fonds en émettant des obligations ou des certificats en petites coupures, dont le produit pourrait être versé à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, notamment pour financer des projets de développement communautaire. La Fédération espérait que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président de la Banque et le Directeur général du Fonds seraient disposés à entreprendre des consultations officielles en vue de l'étude de cette proposition. Plusieurs représentants ont estimé que la suggestion de la Fédération présentait un grand intérêt et ont exprimé l'espoir que l'on y donnerait suite.

177. A la clôture du débat, le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [692 (XXVI)] à laquelle sont jointes les recommandations de la Commission préparatoire sous la forme d'un projet de résolution que l'Assemblée générale pourrait adopter. Dans sa résolution, le Conseil recommande à l'Assemblée d'adopter ce projet, dans lequel sont énoncées les dispositions relatives au régime du Fonds spécial. Ensuite, il fait appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des

Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées pour qu'ils donnent au Fonds spécial le plus grand soutien possible et il exprime le vœu que tous les gouvernements soient en mesure de faire connaître le montant de leurs contributions pour l'année 1959 à la prochaine conférence d'annonce des contributions. Enfin, il fait sienne la recommandation de la Commission préparatoire aux termes de laquelle le Conseil créerait un comité du Conseil chargé d'aider à l'examen des rapports présentés au Conseil concernant le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique ainsi que des questions relatives à leurs opérations que le Conseil pourrait lui confier.

Section II. — Autres questions relatives au financement du développement économique

MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DE CAPITAUX PRIVÉS

178. A sa vingt-sixième session, le Conseil était saisi d'un rapport sur "Les mouvements internationaux de capitaux privés en 1957" (E/3128 et Corr.1)³, rédigé en exécution de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, modifiée par la résolution 1035 (XI). Il y était dit que les mouvements internationaux de capitaux privés investis à long terme semblaient s'être intensifiés en 1957 par rapport à 1956, qui avait déjà été considérée comme la meilleure année de la période d'après guerre à cet égard. Le point culminant semblait avoir été atteint vers le milieu de l'année et, au cours du second semestre, les exportations de capitaux (brutes) avaient fléchi bien qu'elles eussent été encore assez élevées par rapport aux années antérieures à 1956. Les États-Unis restaient le principal exportateur du monde de capitaux privés à long terme (les deux tiers environ du total), le Royaume-Uni venait au deuxième rang (un sixième du total) et était suivi de la Belgique, du Luxembourg, de la République fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas. Les sorties brutes de capitaux du Canada et de la Suisse avaient diminué assez sensiblement par rapport à 1956. La part des pays sous-développés dans les importations mondiales brutes de capitaux privés semblait s'être accrue en 1957. On avait noté de nettes augmentations en Amérique latine (notamment au Venezuela, au Brésil et au Mexique). Dans les pays développés les entrées brutes de capitaux avaient augmenté très sensiblement dans le cas de la République fédérale d'Allemagne, de la France et des Pays-Bas. Le Canada était resté le plus grand importateur du monde de capitaux privés à long terme, en dépit d'une baisse enregistrée en 1957.

179. Les investissements directs avaient continué à représenter la majeure partie des exportations de capitaux. En 1957, comme dans les années antérieures, l'industrie pétrolière avait absorbé la plus grande partie des investissements privés à l'étranger, bien que le volume de ces investissements eût diminué au cours de la deuxième moitié de l'année. C'était vers les pays développés et semi-développés que s'étaient dirigés la plupart des investissements directs dans l'industrie manufacturière, mais les investissements de cette nature semblaient également, d'après certains indices, avoir augmenté dans les pays sous-développés, notamment en Amérique latine. Un fait saillant à signaler en 1957 était l'accroissement très sensible dans les

pays sous-développés des importations de biens de production, l'exportateur recevant en paiement des participations dans l'entreprise qui achetait ou consentait des crédits à moyen terme pour une période allant jusqu'à cinq ans.

180. Les gouvernements tant des pays exportateurs que des pays importateurs de capitaux se rendaient compte de plus en plus qu'il leur fallait prendre des mesures pratiques pour favoriser le mouvement international de capitaux privés investis à long terme. Dans les principaux pays exportateurs de capitaux, le gouvernement avait encouragé la sortie des capitaux privés par des mesures consistant à garantir les investissements, à octroyer des crédits à l'exportation et des prêts spéciaux, et aussi à accorder des dégrèvements d'impôts sur les revenus de source étrangère et à assouplir le contrôle des changes. De nombreux pays sous-développés avaient pris des mesures, principalement en ce qui concerne le contrôle des changes et la législation destinée à stimuler l'entrée des capitaux étrangers, qui avaient eu pour effet d'améliorer le climat de l'investissement dans ces pays. Les mesures prises par les gouvernements de ces pays en 1957 avaient visé de plus en plus à développer l'industrie manufacturière, une importance moindre étant accordée aux industries pétrolières, aux mines et aux services publics.

181. Au cours du débat du Conseil⁴, plusieurs représentants se sont déclarés heureux que les mouvements internationaux de capitaux privés eussent fait mieux que se maintenir en 1957. Des opinions différentes ont été exprimées au sujet de l'importance du rôle que pouvaient jouer les capitaux privés dans le financement d'un développement économique plus rapide, par rapport à celle du rôle joué par l'aide internationale. La plupart des membres du Conseil ont fait remarquer qu'une grande partie des capitaux privés investis à l'étranger allait aux industries extractives, notamment l'industrie pétrolière, et que les investissements dans l'industrie manufacturière, d'une importance particulière pourtant pour les pays économiquement peu développés, se faisaient pour la plupart dans les pays industrialisés; on a également fait observer que peu de capitaux privés avaient été investis en Asie du Sud et du Sud-Est.

182. On a exprimé l'espoir que dans les années à venir les mouvements internationaux de capitaux privés continueraient de s'intensifier et que, en même temps, la répartition des investissements tant sur le plan géographique que du point de vue des industries bénéficiaires, favoriserait de plus en plus le progrès des pays sous-développés. Il était encourageant de noter à cet égard que les pays exportateurs aussi bien que les pays importateurs de capitaux se rendaient de mieux en mieux compte qu'il fallait améliorer le climat de l'investissement et prenaient des mesures à cet effet soit par des lois soit par des accords bilatéraux.

183. Les investissements privés directs étant bien supérieurs aux investissements de portefeuille, on a émis l'avis que cette forme d'investissement entraînait une augmentation de la production de matières premières au profit des pays investisseurs et risquait donc d'accroître l'état de dépendance des pays sous-développés à l'égard des pays industrialisés. Comparant le

³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

⁴ E/AC.6/SR.254 et 255; E/SR.1037 à 1039.

montant des profits retirés de ces investissements directs et le montant des nouveaux capitaux investis, l'un des membres du Conseil a conclu que les pays sous-développés enregistraient peut-être même une sortie nette de capitaux. D'autres représentants, cependant, ont déclaré que les investissements directs ne pouvaient que profiter tant aux pays sous-développés qu'aux pays développés et ont estimé qu'ils présentaient également un intérêt particulier parce qu'ils s'accompagnaient souvent de connaissances techniques dont les pays sous-développés avaient grand besoin. D'une manière générale, le Conseil a considéré que les investissements de capitaux privés à l'étranger jouaient un rôle des plus importants dans le financement du développement économique; on a formulé l'espoir qu'en 1959 le Secrétaire général pourrait dans son rapport triennal faire figurer une analyse détaillée de la structure de ces investissements et de leurs effets sur l'économie des pays bénéficiaires.

PROBLÈMES FISCAUX INTERNATIONAUX*

184. Dans sa résolution 1032 (XI), l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général d'achever aussi rapidement que possible les études demandées dans la résolution 825 (IX) de l'Assemblée générale et de les soumettre à l'examen du Conseil. Les premières en date de ces études étaient un mémoire sur l'"Imposition des investissements privés à l'étranger, dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs de capitaux" (E/2865)⁵, ainsi que diverses études par des pays⁶ présentées au Conseil à sa vingt-deuxième session. En exécution de la résolution susvisée, le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa vingt-sixième session, un nouveau mémoire sur la question (E/3074)⁷, ainsi qu'une étude relative au Royaume-Uni (E/3074/Add.1 et Corr.1) et une "liste des textes législatifs concernant les encouragements fiscaux aux investissements privés dans les pays importateurs de capitaux" (E/3074/Add.2). Le Secrétaire général a informé le Conseil que de nouvelles études étaient en préparation pour le Canada, la France et la Suède. Des études complètes sur les systèmes fiscaux des différents pays paraîtraient dans la *World Tax Series* publiée, en exécution de la résolution 378 G (XIII) du Conseil, par l'International Program in Taxation de l'Ecole de droit de l'Université Harvard, en coopération avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

185. Dans son mémoire, le Secrétaire général passait en revue les mesures récemment prises par des pays exportateurs et par des pays importateurs de capitaux pour encourager les investissements de capitaux privés dans les pays sous-développés. Parmi les principaux pays exportateurs de capitaux, le Royaume-Uni avait accordé une exemption fiscale pour les bénéfices non distribués réalisés à l'étranger par les sociétés dites *overseas trade corporations*, c'est-à-dire celles qui se consacrent entièrement aux opérations avec l'étranger

ou investissent leurs capitaux dans l'un des secteurs suivants: industrie manufacturière, industries de transformation, industries extractives (mines et pétrole) et agriculture. Les États-Unis avaient signé avec le Pakistan une convention fiscale, la première de son genre, aux termes de laquelle sont déductibles du montant de l'impôt auquel sont assujettis aux États-Unis les profits tirés des investissements à l'étranger, non seulement l'impôt étranger effectivement payé, mais encore l'impôt qui aurait été dû si une remise n'avait été consentie par le Pakistan, à titre d'encouragement spécial. Le Secrétaire général indiquait aussi que de nouveaux progrès avaient été réalisés dans la voie de l'élimination de la double imposition, grâce à la conclusion d'un certain nombre de conventions bilatérales et à l'adoption unilatérale de mesures d'allègement dans la législation fiscale de certains pays. Parmi ces mesures, il était fait état en particulier de l'adoption par la République fédérale d'Allemagne d'un système de déduction des impôts payés à l'étranger.

186. Tout ceci venait à l'appui de la conclusion à laquelle le Secrétaire général était parvenu dans son mémoire de 1956, à savoir que les principaux pays exportateurs de capitaux n'ont pas renoncé en principe à leur juridiction fiscale à l'égard des revenus d'origine étrangère mais que, grâce aux dégrèvements et stimulants importants qu'ils ont accordés, une partie considérable des investissements étrangers dans les pays sous-développés se trouve, en fait, presque exclusivement imposée dans le pays où ces revenus ont leur source (E/2865, par. 29).

187. Le Secrétaire général a également signalé qu'un certain nombre de pays importateurs de capitaux avaient adopté des lois qui étendaient le recours aux avantages fiscaux comme moyen d'attirer de nouveaux capitaux privés étrangers. Plusieurs autres pays avaient annoncé qu'ils préparaient des mesures de ce genre. Certains avaient apporté à la législation fiscale existante des modifications qui contribuaient à alléger le fardeau imposé aux capitalistes étrangers. Le Secrétaire général examinait également dans son mémoire certaines des considérations principales qui influent sur la mise en œuvre — par les législateurs et les administrations — des plans d'encouragement fiscal (E/3074, par. 17 à 33).

188. Au cours du débat du Conseil⁸, divers représentants ont souligné combien la politique fiscale pouvait encourager les investissements de capitaux privés étrangers, et se sont félicités des allègements et stimulants importants qui avaient été accordés aussi bien par les pays exportateurs que par les pays importateurs de capitaux, grâce à la signature de traités ou à l'adoption de textes législatifs.

189. Le Conseil a noté que le Secrétariat préparait de nouvelles études par pays et que le rapport triennal sur le courant international de capitaux privés, qui serait présenté au Conseil à sa vingt-huitième session, contiendrait des renseignements sur les faits nouveaux dans le domaine fiscal. On a estimé que ces arrangements aideraient le Conseil à se conformer au désir de l'Assemblée générale.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE AUX PAYS PEU DÉVELOPPÉS

190. A sa vingt-sixième session, le Conseil était saisi d'un rapport du Secrétaire général intitulé "L'assistance économique internationale aux pays sous-développés,

* Subdivision d'un point de l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

⁶ "Taxation au Mexique des investissements étrangers" (E/CN.869/Add.2); *L'impôt sur le revenu appliqué par les États-Unis aux investissements privés nord-américains en Amérique latine* (publication des Nations Unies, No de vente: 1953.XVI.1, et supplément, 1956); "L'imposition aux Pays-Bas des investissements privés néerlandais à l'étranger" (E/2865/Add.1); "L'imposition en Belgique des investissements privés belges à l'étranger" (E/2865/Add.2).

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

⁸ E/AC.6/SR.253 à 255; E/SR.1037 à 1039 et 1043.

1956-1957" (E/3131 et Corr.1 et 2 et Add.1)⁹. Dans ce rapport, le Secrétaire général passait en revue l'assistance économique internationale qui avait été fournie aux pays peu développés au cours de l'année 1956-1957, grâce à des projets d'assistance bilatéraux ou multilatéraux; cet exposé faisait suite à l'étude préliminaire présentée au Conseil à sa vingt-quatrième session (E/3047 et Add.1 et 2)¹⁰ qui portait sur les années 1954-1956.

191. L'assistance totale fournie aux pays sous-développés sous la forme de subventions et de prêts pendant la période 1954-1956 avait atteint une moyenne légèrement supérieure à 2 milliards de dollars par an; l'assistance octroyée de 1956 à 1957 s'était élevée en moyenne à 2 milliards 800 millions de dollars. Les augmentations les plus sensibles avaient été enregistrées dans les contributions des Etats-Unis, de la France et de l'URSS. Les subventions, y compris celles de l'assistance technique, représentaient la majeure partie du total. Les prêts à long terme devenaient cependant plus nombreux et davantage étaient accordés pour des projets déterminés. Trois faits importants s'étaient produits en 1957: premièrement les Etats-Unis avaient amendé leur législation sur la sécurité mutuelle, en vue de créer un fonds de prêts pour aider à l'exécution de projets de développement économique à long terme; deuxièmement, les Etats-Unis et l'URSS avaient amplifié leur assistance bilatérale, les Etats-Unis en l'étendant à un certain nombre de pays d'Afrique qui ont depuis peu accédé à l'indépendance et l'URSS en l'étendant à de nouveaux pays du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est; troisièmement, les termes de l'échange des pays sous-développés avaient évolué de façon défavorable, ce qui avait entraîné une demande accrue de capitaux étrangers pour assurer l'exécution des plans de développement dans ces pays.

192. Il ressortait du rapport que des pays totalisant une population de 740 millions d'habitants avaient un revenu annuel moyen inférieur à 100 dollars par habitant et avaient bénéficié d'une assistance économique internationale s'élevant en moyenne à 1,40 dollar par habitant; des pays totalisant une population très légèrement supérieure à 200 millions d'habitants avaient un revenu annuel moyen de 100 à 200 dollars par habitant et avaient reçu une assistance économique internationale s'élevant à 2,30 dollars par habitant; enfin des pays totalisant une population de 1.005 millions d'habitants dont le revenu moyen annuel était supérieur à 200 dollars par habitant avaient reçu une assistance économique internationale s'élevant à 1,50 dollar par habitant.

193. Au cours du débat du Conseil¹¹ on a exprimé l'espoir que tous les Etats Membres fourniraient des données qui permettraient de compléter les renseignements très utiles que contenait le rapport.

RAPPORTS ANNUELS DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT ET DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

194. A sa vingt-cinquième session, le Conseil a examiné¹² les rapports annuels de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale, ainsi que les supplé-

ments donnant un aperçu des principales activités de ces organisations jusqu'au 31 janvier 1958, pour la première et jusqu'au 28 février 1958, pour la seconde¹³. Il a pris acte desdits rapports dans sa résolution 669 (XNV).

195. Dans une déclaration prononcée devant le Conseil, le Président de la Banque a indiqué que les activités de la Banque au cours de l'exercice considéré témoignaient de sa confiance dans l'avenir de l'économie mondiale, à un moment où certains signes de ralentissement économique provoquaient de l'inquiétude. A la fin de l'exercice financier, le 30 juin 1958, les prêts consentis par la Banque dépasseraient probablement 650 millions de dollars. Les deux tiers de ces prêts visaient à accroître la production et à mettre en valeur de nouvelles ressources grâce au développement de l'énergie électrique et à l'amélioration des transports. Cela était très important pour l'agriculture dont la capacité de production se trouvait considérablement accrue. Les prêts consentis directement à l'agriculture demeuraient peu élevés. La Banque avait accordé des prêts à l'industrie, notamment à des entreprises sidérurgiques indiennes et japonaises; elle avait également entrepris de faciliter les apports de capitaux aux industries privées par l'intermédiaire de la Société financière internationale et des banques de développement dont certaines étaient créées avec le concours de la Banque. Le Président a souligné qu'il était souhaitable que les gouvernements des pays membres versent intégralement le capital qu'ils avaient souscrit de manière que la Banque puisse l'utiliser pour des opérations de prêts, et il a été heureux de faire observer qu'un quart environ des fonds supplémentaires dont la Banque disposerait aux fins de prêt proviendraient de cette source. La Banque était devenue beaucoup plus qu'une institution financière; elle collaborait à l'étude technique de nombreux projets qui présentaient une importance particulière pour le développement économique. Son Institut pour le développement économique était appelé à exercer une influence de plus en plus grande dans la gestion des affaires économiques des pays sous-développés. Le Président de la Banque s'est félicité de la création prochaine du Fonds spécial des Nations Unies, avec lequel la Banque espérait collaborer étroitement.

196. En conclusion, le Président de la Banque a exprimé l'avis qu'il serait très regrettable que des préoccupations intérieures d'ordre économique empêchent les pays développés de fournir l'aide et les investissements dont une partie du monde a besoin. Il serait plus regrettable encore que les pays en voie de développement s'en remettent entièrement à l'assistance extérieure et ne comprennent pas que leur salut dépend de leurs propres efforts. Ceux qui le comprendraient pourraient toujours compter sur l'appui de la Banque.

197. Tous les représentants qui ont pris la parole ont félicité la Banque de ses activités au cours de l'exercice écoulé. Il était bon que la Banque développe ses activités et déploie des efforts toujours plus grands

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

¹⁰ Ibid., vingt-quatrième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

¹¹ E/AC.6/SR.254 et 255; E/SR.1037 à 1039.

¹² E/SR.1002 et 1003.

¹³ Banque internationale pour la reconstruction et le développement, *Douzième rapport annuel, 1956-1957* (Washington [D. C.]), transmis au Conseil sous la cote E/3059; "Supplément au douzième rapport annuel pour la période allant du 1er juillet 1957 au 31 janvier 1958" transmis au Conseil sous la cote E/3059/Add.1; Société financière internationale, *Premier rapport annuel, 1956-1957* (Washington [D. C.]), transmis au Conseil sous la cote E/3061, et "Supplément au premier rapport annuel pour la période allant du 11 septembre 1957 au 28 janvier 1958", transmis sous la cote E/3061/Add.1.

en vue d'aider les pays sous-développés à établir l'infrastructure de leur économie. Quelques représentants se sont félicités de la coopération de la Banque avec des établissements financiers privés pour encourager les investissements privés. De nombreux représentants se sont réjouis que la Banque se préoccupe de plus en plus des pays sous-développés et certains d'entre eux ont exprimé la conviction qu'il fallait aller plus loin encore dans cette voie. Nombre de représentants ont estimé que les résultats obtenus par la Société financière internationale au cours de la première année de son fonctionnement étaient encourageants; de l'avis de certains, il était souhaitable que la Société élargisse le champ de ses activités et assouplisse les conditions d'octroi de ses prêts.

198. Dans sa réponse, le Président de la Banque a indiqué que l'accroissement du volume des prêts destinés à l'agriculture et à la sylviculture ne traduisait pas un changement de la politique de la Banque. Il savait fort bien que l'Afrique et l'Amérique latine offraient de grandes possibilités d'investissements productifs et il était persuadé que le volume des prêts dans ces deux régions continuerait d'augmenter. La Banque s'efforçait de maintenir les droits qu'elle percevait aussi bas que possible et elle les avait récemment réduits, mais l'intérêt qu'elle demandait dépendait de l'intérêt qu'elle devait elle-même payer dans ses propres emprunts. La Société financière internationale procédait à des opérations toute nouvelles et les principes qu'elle appliquait étaient constamment étudiés. Elle devait éviter de trop concentrer ses opérations dans telle ou telle région et ses règles et règlements devaient demeurer souples.

Section III. — Industrialisation et productivité*

199. A sa vingt-cinquième session, le Conseil était saisi du deuxième rapport concernant les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail sur l'industrialisation et la productivité (E/3078)¹⁴, que le Secrétaire général avait rédigé en application de la résolution 597 A (XXI), d'un rapport sur les dispositions structurales et administratives (E/3079)¹⁴ que le Secrétaire général avait rédigé conformément à la résolution 1033 B (XI) de l'Assemblée générale et du premier numéro du *Bulletin de l'Industrialisation et de la productivité*¹⁵.

200. Au cours du débat¹⁶, les représentants ont été généralement d'accord pour penser que les travaux effectués dans le cadre du programme devaient viser à étudier attentivement la situation réelle dans les pays sous-développés et à encourager les gouvernements à intervenir dans le domaine de l'industrialisation à l'échelon national comme à l'échelon international. La plupart des membres du Conseil ont estimé que les travaux accomplis par le Secrétariat avaient cet objectif et quelques-uns ont souligné que l'un des meilleurs moyens de donner vraiment une valeur pratique aux projets d'industrialisation était de les rattacher aux programmes d'assistance technique. De l'avis de certains, le Secrétariat aurait été bien avisé d'accorder plus d'attention à des questions comme les aspects sociaux, démographiques, fiscaux et financiers du développement industriel et les problèmes que pose la préparation des

plans d'industrialisation, et d'entreprendre des études à leur sujet. Plusieurs membres ont exprimé l'espoir que l'on commencerait bientôt à étudier les problèmes des petites industries, et notamment les problèmes du financement et de la commercialisation. Les membres du Conseil ont généralement reconnu qu'il conviendrait de développer et, autant que possible, d'accélérer les travaux du Secrétariat sur l'industrialisation et, à cet effet, d'augmenter le personnel et les ressources dont dispose le service du Secrétariat qui s'occupe de la question. Si un représentant a mis en garde contre une augmentation des dépenses et si un autre a dit qu'il fallait compenser l'augmentation des dépenses au titre du programme de travail sur l'industrialisation par des économies budgétaires sur d'autres chapitres, la plupart des membres du Conseil ont souligné qu'en tout cas les travaux ne devaient pas être entravés par le manque de fonds. Ils étaient aussi généralement d'accord pour penser que le Secrétariat devrait renforcer les services qui s'occupent des opérations d'assistance technique dans l'industrie; plus précisément, un certain nombre d'entre eux ont approuvé la proposition du Secrétaire général tendant à orienter l'assistance technique relative à l'industrie, vers des projets exigeant les conseils d'économistes plutôt que vers des projets exigeant des conseils d'ingénieurs et de techniciens. Après quelques échanges de vues, les membres du Conseil sont convenus dans l'ensemble qu'il conviendrait de créer un comité d'experts chargé de revoir le programme de travail et de faire des recommandations au Secrétaire général au sujet de l'extension et de l'exécution de ce programme. Le représentant du Secrétaire général a indiqué que le Comité consultatif d'experts serait réuni quand il y aurait lieu de le faire pour telle ou telle question et à titre d'essai. Certains membres ont dit que, s'ils acceptaient l'idée d'un comité consultatif, ils préféreraient cependant qu'un autre rouage fût chargé du problème de l'industrialisation: une nouvelle commission technique du Conseil ou une institution spéciale^{16a}.

201. A l'issue du débat, le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [674 A (XXV)] dans laquelle il a pris note des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail sur l'industrialisation et la productivité, tels qu'ils étaient exposés dans le rapport du Secrétaire général (E/3078) et a souligné la nécessité d'accélérer ces travaux le plus possible. Le Conseil a prié le Secrétaire général de tenir compte, dans l'exécution de ce programme, des avis que pourraient exprimer les pays directement intéressés au sujet des problèmes qui ont de l'importance pour les pays en voie d'industrialisation. Il a rappelé le paragraphe 2 de la résolution 649 A (XXIII) et prié le Secrétaire général d'encourager, chaque fois qu'il y aurait lieu, l'organisation de cycles d'études, de consultations et de centres de formation pour faciliter l'application pratique du programme; il a aussi prié le Secrétaire général de publier les résultats de ces travaux, le cas échéant sous forme de manuels faciles à consulter. Le Conseil a constaté avec satisfaction, d'après le rapport du Secrétaire général (E/3079), que la coopération avec les institutions spécialisées intéressées avait donné de bons résultats en ce qui concerne la planification et l'exécution des programmes d'intérêt commun, que cette coopération se poursuivrait et qu'elle se développerait probablement par la suite. Il a souligné qu'il serait souhaitable de renforcer, de la façon indiquée par le

* Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire.

¹⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

¹⁵ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.B.2.

¹⁶ E/AC.6/SR.234 à 236; E/SR.1009 à 1014 et 1020.

^{16a} Voir aussi chap. VIII, par. 560.

Secrétaire général dans son rapport, les services organiques qui s'occupent des opérations d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation et a souligné en outre qu'il serait souhaitable de maintenir des relations étroites avec le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial, lorsque celui-ci fonctionnerait, afin de faciliter le développement du programme de travail du Secrétaire général et l'application de ses résultats dans les pays peu développés. Le Conseil a déclaré qu'il souhaitait continuer d'être pleinement tenu au courant de l'œuvre importante des institutions spécialisées compétentes; il a reconnu l'importance des travaux qu'accomplissent les commissions économiques régionales dans le domaine de l'industrialisation et de la productivité et a prié les commissions économiques régionales, lorsqu'elles mettraient au point des programmes de travail régionaux concernant l'industrialisation et la productivité, de tenir compte, conformément au paragraphe 8 de la résolution 597 A (XXI), des travaux effectués au titre du programme entrepris par le Secrétaire général pour donner suite à cette résolution. Le Conseil a fait siennes les propositions du Secrétaire général (E/3079, par. 11) tendant à accroître les effectifs du personnel qui s'occupe du programme de travail dans le domaine de l'industrialisation et de la productivité et a invité le Secrétaire général à créer un comité d'experts, composé de 10 personnes au plus désignées en consultation avec les gouvernements, chargé d'examiner le programme de travail dans le domaine de l'industrialisation et de la productivité et de présenter des recommandations au Secrétaire général sur l'extension et sur l'exécution de ce programme; le Conseil a, en outre, invité le Secrétaire général à faire figurer, dans son prochain rapport au Conseil sur les progrès réalisés dans ce domaine, des renseignements concernant la création du comité. Enfin, il a recommandé d'insérer périodiquement à l'ordre du jour de l'Assemblée générale une question intitulée "Industrialisation des pays sous-développés".

202. Dans la partie B de la même résolution, le Conseil a réaffirmé que le progrès économique des pays sous-développés demeurerait l'une de ses préoccupations et a déclaré considérer que l'un des moyens généralement admis d'atteindre cet objectif était de diversifier la production et en particulier de réaliser l'industrialisation; le Conseil a reconnu que l'industrialisation ne pouvait être entreprise avec l'ampleur voulue sans l'importation continue de l'équipement nécessaire qui doit être payé essentiellement par les exportations; il a reconnu en outre l'importance que présente, pour le progrès économique des pays sous-développés, le rapport entre les prix des produits primaires exportés par les pays sous-développés et celui des produits manufacturés exportés par les pays industrialisés. Le Conseil a donc déclaré qu'il s'attendait que, lors de l'examen que le Conseil devait consacrer à sa vingt-sixième session¹⁷, aux problèmes des produits de base, on étudierait plus avant ces problèmes en tenant compte du fait qu'il était souhaitable d'assurer un bon équilibre économique international.

Section IV. — Ressources naturelles

RESSOURCES HYDRAULIQUES

203. A sa vingt-cinquième session, le Conseil était saisi de quatre rapports sur la question des ressources

hydrauliques: un rapport sur l'*Utilisation industrielle des eaux* (E/3058)¹⁸, rédigé en exécution de la résolution 533 (XVIII) du Conseil; un rapport du Secrétaire général intitulé "Enquête préliminaire sur les ressources hydrologiques existantes" (E/3070)¹⁹ et un rapport d'un collège d'experts sur le *Développement intégré des bassins fluviaux* (E/3066)²⁰, tous deux rédigés en exécution de la résolution 599 (XXI) du Conseil; enfin un troisième rapport biennal intitulé "Coopération internationale en matière de mise en valeur des ressources hydrauliques" (E/3071)¹⁹, rédigé par le Secrétaire général conformément à la résolution 599 (XXI) du Conseil.

204. Le rapport sur l'*Utilisation industrielle des eaux* (E/3058) passait en revue les problèmes soulevés par la demande d'eau de la part de l'industrie, les besoins de l'industrie (en quantité et en qualité), le problème des coûts et l'épargne des eaux, et formulait des conclusions sur les mesures qu'il conviendrait de prendre à divers échelons. On trouvait également dans le rapport des tableaux statistiques sur des sujets connexes, établis d'après les données transmises par les gouvernements.

205. Le rapport sur les services hydrologiques (E/3070), à la préparation duquel l'OMM avait pris une part importante, reposait sur les réponses à un questionnaire adressé aux États Membres et sur des renseignements obtenus au cours d'une enquête antérieure de l'OMM. Le rapport comportait une annexe sur la structure des services hydrologiques nationaux, et à ce propos une analyse sur la structure des services hydrologiques existants, un examen des problèmes hydrologiques actuels, et un exposé succinct des mesures qu'on pourrait prendre dans l'immédiat.

206. Pour l'élaboration du rapport sur le *Développement intégré des bassins fluviaux* (E/3066), le collège d'experts avait bénéficié des concours de représentants de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de l'OMM. Le rapport traitait des buts et de la portée et des principaux aspects du développement intégré des bassins fluviaux, de quelques problèmes spécifiques qui se posent, de la coopération entre les pays intéressés au développement d'un bassin fluvial international, et de l'orientation des efforts recommandée, en particulier à l'échelon international. Le collège d'experts recommandait notamment d'étendre la compétence de l'OMM aux questions d'hydrologie; de créer un bureau ou centre de coordination au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, qui serait chargé de certaines responsabilités et tâches interdépendantes énumérées dans le rapport; d'adopter des mesures destinées à encourager la recherche scientifique et technique; d'accroître l'aide accordée aux divers pays pour le développement de leurs bassins fluviaux, en coordonnant et en augmentant l'assistance technique et les autres formes d'assistance; le groupe recommandait en outre que les Nations Unies appuient les efforts visant à résoudre les problèmes spéciaux que pose le développement de cours d'eau internationaux.

207. Le quatrième rapport (E/3071) rendait compte au Conseil de l'activité récente du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des ressources hydrauliques, et des mesures prises par les réunions interorganisations sur la mise en valeur des ressources hydrauliques pour coordonner les activités

¹⁸ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.B.1.

¹⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

²⁰ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.II.B.3.

¹⁷ Voir chap. II, sect. II.

des diverses organisations des Nations Unies intéressées. Le Secrétaire général évoquait également divers problèmes, auxquels, selon lui, le Conseil devait accorder une priorité élevée dans son étude des quatre rapports, notamment les problèmes relatifs aux eaux souterraines, à la lutte contre la pollution des eaux, à la coordination des travaux dans le domaine de l'hydrologie et à l'intégration des services qui s'occupent des ressources hydrauliques.

208. Au sujet des problèmes que posent les eaux souterraines, le Secrétaire général notait que les échanges de renseignements et les études économiques font défaut; il concluait que le moment semblait venu que l'ONU, en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, entreprenne des études systématiques sur les eaux souterraines, afin de déterminer quels sont les obstacles à surmonter et les méthodes à employer pour exploiter les nappes souterraines. En ce qui concerne la lutte contre la pollution des eaux, le Secrétaire général évoquait les travaux déjà effectués, suggérait d'entreprendre une vaste étude, qui accorderait une attention particulière, non seulement à l'expérience acquise dans la lutte contre la pollution, mais encore aux mesures préventives applicables dans les régions en voie d'industrialisation. Touchant la nécessité d'une coordination des travaux dans le domaine de l'hydrologie, que le rapport sur le *Développement intégré des bassins fluviaux* (E/3066) et l'enquête préliminaire (E/3070) avaient l'un et l'autre soulignée, le Secrétaire général rappelait que les participants aux réunions interorganisations s'étaient accordés sur le rôle qui devrait revenir à l'OMM dans ce domaine, et que l'OMM étudiait la question; le Secrétaire général proposait d'appuyer la réorganisation indispensable pour étendre la compétence de l'OMM aux questions d'hydrologie.

209. Enfin, le Secrétaire général abordait la question de l'intégration des services de l'ONU qui s'occupent des ressources hydrauliques. Il rappelait les recommandations du collège d'experts (E/3066) et il rappelait aussi que, dans la résolution 417 (XIV), le Conseil l'avait prié de se charger d'encourager et de coordonner l'action internationale dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques. Compte tenu des progrès accomplis, il estimait que l'on pouvait maintenant aller plus loin et intégrer effectivement l'action internationale dans ce domaine.

210. Au cours du débat²¹, les membres du Conseil ont généralement fait l'éloge des quatre rapports qui lui étaient soumis et souligné l'utilité de l'action des Nations Unies dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques — dont plusieurs représentants ont dit qu'elle revêtait une importance croissante et que la coopération internationale pouvait s'y exercer avec des chances particulières de succès. La discussion a porté surtout sur les recommandations relatives à l'intégration plus poussée des services qui s'occupent des ressources hydrauliques et sur certaines mesures proposées dans les divers rapports.

211. Les représentants ont pris note des progrès réalisés dans la coordination de l'action internationale dans le domaine des ressources hydrauliques, conformément à la résolution 417 (XIV), et des suggestions relatives à une intégration plus poussée des services des Nations Unies présentées par le collège d'experts et par le Secrétaire général. Ils ont généralement admis

que cette intégration serait facilitée par la création au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies d'un centre de coordination pour la mise en valeur des ressources hydrauliques. Par "centre" ils désignaient la tâche à accomplir plutôt que le service qui en serait chargé, l'organisation du personnel étant laissée à la discrétion du Secrétaire général. Divers représentants ont cependant précisé qu'ils pensaient surtout à renforcer les moyens existants, par une faible augmentation des effectifs permanents et le recrutement, à titre temporaire, des consultants en matière de génie civil et dans d'autres domaines²².

212. Touchant l'action dans le domaine de l'hydrologie, les membres du Conseil ont pris note des recommandations du collège d'experts et du Secrétaire général relatives à une coordination systématique sous la direction de l'OMM. Divers représentants ont été d'avis que le Conseil ne devait pas examiner la question d'une manière approfondie, étant donné que l'OMM l'étudiait. On a rappelé la difficulté de coordonner les services hydrologiques, la nécessité d'éviter les doubles emplois, les problèmes que pose la coordination à l'échelon régional, la difficulté de définir le domaine de l'hydrologie. Le représentant de l'OMM a rappelé qu'un groupe d'experts de son organisation avait souligné que celle-ci ne devait pas entreprendre de travaux de génie civil ni élaborer de vastes programmes de mise en valeur des ressources hydrauliques et que son rôle devait se borner à fournir aux techniciens les données nécessaires.

213. La discussion a également porté sur l'énoncé des principes juridiques applicables aux cours d'eau internationaux, auxquels certains représentants attachaient une grande importance. Bien que le Conseil n'ait pris position sur aucun principe déterminé, ses membres ont noté avec intérêt les efforts déployés à ce sujet par d'autres organismes. On a fait observer que les aspects juridiques seraient de toute façon étudiés à propos des problèmes du développement intégré des bassins fluviaux.

214. Au sujet des priorités, on a généralement reconnu qu'il importait de mettre au point un programme d'études concernant les problèmes interdépendants que posent les ressources hydrauliques (prévoyant notamment des études systématiques sur les eaux souterraines), le développement intégré des bassins fluviaux, la lutte contre la pollution des eaux dans les pays industriels et la prévention de celle-ci dans les régions en cours d'industrialisation. On s'est demandé si une attention suffisante était accordée aux questions d'énergie hydro-électrique et d'irrigation; la discussion a fait ressortir que la priorité accordée au développement intégré des bassins fluviaux s'étendait à ces deux aspects primordiaux tout autant qu'à d'autres, les problèmes de navigation et de lutte contre les inondations par exemple.

215. Le représentant de l'OMM et ceux de diverses autres institutions spécialisées ont fait des déclarations. Le représentant de la FAO a souligné l'importance des ressources hydrauliques pour l'agriculture et indiqué que la FAO collaborerait volontiers aux travaux futurs. Le représentant de l'UNESCO a rappelé l'intérêt que portait son organisation aux problèmes touchant les ressources hydrauliques, et évoqué notamment son projet important de recherche scientifique sur les terres arides et son activité en ce qui concerne les recherches

²¹ E/AC.6/SR.236 et 237; E/SR.1014 à 1016 et 1021.

²² Voir aussi chap. VIII, par. 560.

scientifiques théoriques et appliquées et la formation de spécialistes. Le représentant de l'OMS a fait observer que son organisation accordait une attention toute particulière aux problèmes de l'adduction d'eau potable et à la formation d'ingénieurs sanitaires.

216. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [675 (XXV)] dans laquelle il félicite le collège d'experts de son rapport (E/3066), signale le rapport et les recommandations qu'il contient à l'attention des gouvernements des États Membres et des institutions spécialisées compétentes, et note avec intérêt les efforts entrepris pour formuler des principes juridiques applicables aux usagers des cours d'eau internationaux. Le Conseil félicite en outre le Secrétaire général et l'OMM du rapport sur les services hydrologiques (E/3070), note les recommandations relatives aux fonctions de l'OMM dans le domaine de l'hydrologie et invite cette organisation à étudier le rapport et à prendre à son sujet les mesures voulues, compte tenu des débats au Conseil et de la nécessité d'éviter tout double emploi avec les travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Il félicite aussi le Secrétaire général du rapport sur l'*Utilisation industrielle des eaux* (E/3058), signale le rapport à l'attention des États Membres et des institutions spécialisées compétentes, et signale tout spécialement qu'il importe de lutter contre la pollution des eaux, particulièrement dans les pays industrialisés, et d'empêcher la pollution dans les pays qui en sont aux premiers stades de leur industrialisation et, à ce sujet, recommande que l'on tienne compte de l'expérience acquise par la Commission économique pour l'Europe et par les institutions spécialisées qui apportent leur collaboration. Prenant note du rapport sur la "Coopération internationale en matière de mise en valeur des ressources hydrauliques" (E/3071), le Conseil félicite le Secrétaire général et les institutions spécialisées de poursuivre en collaboration leur série de consultations sur les problèmes que posent les ressources hydrauliques et prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour créer, au Secrétariat, un centre qui favoriserait une action coordonnée en vue de la mise en valeur des ressources hydrauliques et, à cette fin, de faciliter le rassemblement coordonné de renseignements sur ces ressources et sur leur utilisation; il prie en outre le Secrétaire général d'accorder l'attention voulue aux demandes des gouvernements qui solliciteront une assistance pour le développement des bassins fluviaux, y compris le développement en commun des cours d'eau internationaux. En outre, le Conseil fait sienne la recommandation du Collège d'experts selon laquelle l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées devraient tout particulièrement s'attacher à stimuler et à faciliter les échanges internationaux de renseignements relatifs aux ressources hydrauliques. Il prie aussi le Secrétaire général et les institutions spécialisées d'étudier de façon suivie les problèmes interdépendants que posent les ressources hydrauliques et, à cette fin, de mettre au point un programme d'étude concernant ces problèmes, en donnant la priorité aux questions énumérées au chapitre 4 du rapport du Secrétaire général (E/3071) ainsi qu'au développement intégré des bassins fluviaux, et les prie en outre de présenter à la vingt-neuvième session du Conseil un rapport sur les progrès accomplis à cet égard, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, en faisant les recommandations voulues concernant les mesures supplémentaires que pourraient prendre le Conseil et les institutions spécialisées. Enfin, le Conseil invite les Membres de l'Organisation des

Nations Unies à accorder l'attention voulue aux questions des ressources hydrauliques, qu'il s'agisse du Programme élargi d'assistance technique ou de programmes entrepris en vertu d'autres arrangements multilatéraux ou d'arrangements bilatéraux.

AUTRES RESSOURCES NATURELLES

217. A sa vingt-sixième session, le Conseil était saisi, pour information, du onzième rapport du Secrétaire général (E/3142) sur les mesures prises en exécution de la résolution 345 (XII) du Conseil, concernant la conservation et l'utilisation des ressources naturelles non agricoles. Le Secrétaire général exposait brièvement dans ce rapport les mesures prises au Siège en ce qui concerne, notamment, les enquêtes sur les ressources, les ressources minières, les ressources énergétiques et les conférences relatives à la mise en valeur des ressources, ainsi que les travaux des commissions économiques régionales en la matière. Il indiquait qu'en exécution de la résolution 614 C (XXII), on rassemblait actuellement des renseignements préliminaires sur les techniques d'étude des ressources. Concernant les activités dans le domaine des ressources énergétiques, le Secrétaire général informait le Conseil que le Secrétariat avait participé à la onzième conférence de section de la Conférence mondiale de l'énergie qui avait eu lieu à Belgrade en juin 1957. Conformément à la résolution 653 (XXIV) du Conseil, on analysait les travaux entrepris dans le domaine des ressources énergétiques par les diverses institutions spécialisées des Nations Unies, en vue de formuler des recommandations relatives aux modalités d'une action future. En exécution de la même résolution, le Secrétariat préparait, après consultation avec l'UNESCO, la FAO et d'autres institutions spécialisées compétentes, un rapport sur les faits nouveaux intervenus dans le domaine des sources nouvelles d'énergie autres que l'atome, qui contiendrait des recommandations au Conseil, touchant l'ordre du jour d'une conférence internationale sur les sources nouvelles d'énergie.

B

Section V. — Programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies*

218. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné²³ un rapport du Secrétaire général sur le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies (E/3081)²³ où étaient décrits les travaux entrepris en exécution des résolutions 200 (III), 304 (IV), 418 (V), 723 (VIII) et 926 (X) de l'Assemblée générale, ainsi qu'un rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique en matière d'administration publique (E/3085)²⁴; ce dernier rapport était présenté au Conseil pour donner satisfaction au CAT qui, à la vingt-quatrième session, avait demandé que cette question fit l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour du Comité. Le Conseil a pris également connaissance des renseignements contenus dans le rapport annuel du BAT au CAT (E/3080²⁵ et Add.1) concernant les travaux exécutés par l'Organisation des Nations Unies au titre du Programme élargi, ainsi que des re-

* Une question intitulée "Programmes d'assistance technique" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

²³ E/TAC/SR.155, 159 et 160 à 162; E/SR.1044.

²⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

²⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 5.

commandations du CAT (E/3175)²⁵ qui, à la demande du Conseil, avait étudié les rapports mentionnés ci-dessus.

219. Le rapport du Secrétaire général sur le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies exposait les services que l'AAT avait fournis aux gouvernements pendant l'année 1957. Ce rapport, qui portait sur les travaux que l'Organisation avait effectués au titre du Programme élargi et des programmes réguliers, décrivait succinctement les activités entreprises par le type d'assistance fournie, par le pays, et par la région; il contenait aussi des tableaux statistiques. L'introduction du rapport décrivait les tendances du programme et son évolution dans les domaines du développement économique, du service social, de l'administration publique et des droits de l'homme. Le rapport rendait compte des difficultés auxquelles on se heurtait pour recruter des experts et signalait une augmentation des dépenses d'administration. Il indiquait également ce qui était fait en ce qui concerne l'examen critique du programme et la coordination avec les institutions spécialisées et les programmes bilatéraux et autres d'assistance technique. Ce rapport, qui complétait dans une large mesure le rapport annuel du BAT au CAT, devait être examiné en même temps que ce dernier document.

220. Le rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique en matière d'administration publique était le premier rapport détaillé présenté au Conseil sur cette question; on y avait donc fait figurer un aperçu historique des activités des Nations Unies dans ce domaine ainsi qu'un résumé plus complet des programmes et projets pour les années 1956-1958 et des suggestions concernant l'avenir.

221. En présentant le rapport sur le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur général de l'AAT a déclaré²⁶ qu'en dépit d'une légère diminution des dépenses générales, le nombre total des experts en mission avait augmenté en 1957, passant de 678 à 800; cependant le nombre des bourses de perfectionnement octroyées était tombé de 1.017 en 1956 à 782 pendant l'année considérée. On avait eu certaines difficultés à recruter des experts dans des domaines hautement spécialisés, tels que la production et la technique industrielles et la statistique. Il était devenu de plus en plus apparent en 1957 que ces difficultés tenaient en partie à l'insuffisance des traitements offerts par l'Organisation.

222. Comme le Conseil l'en avait prié à sa vingt-quatrième session, le Directeur général a rendu compte des cas très rares dans lesquels l'AAT avait fait appel à des cabinets d'experts-conseils et a ajouté que l'Administration continuerait à ne le faire que de façon exceptionnelle. Le Directeur général a également signalé qu'il avait été impossible de maintenir les dépenses d'administration à un niveau aussi bas qu'en 1956. Il avait d'ailleurs prévu un an plus tôt qu'il en serait ainsi. Cela était dû à des facteurs qui, pour la plupart, ne dépendaient pas de l'Administration, par exemple les augmentations réglementaires de traitements et l'accroissement des dépenses de personnel au Siège, ainsi que la diminution des ressources financières disponibles pour 1957.

223. Au cours du débat, différents représentants ont fait l'éloge des travaux de l'AAT et de la forme sous laquelle son rapport était présenté. On a constaté avec satisfaction que l'aide fournie aux gouvernements pour des études économiques et pour l'inventaire de leurs

ressources nationales avait augmenté; il y avait d'autant plus lieu de s'en féliciter qu'on envisageait la création du Fonds spécial. On s'est généralement inquiété de constater que le nombre des bourses de perfectionnement octroyées en 1957 avait diminué. Plusieurs représentants se sont déclarés heureux d'apprendre qu'on s'efforçait de faire en sorte que, pour 1958 et les années suivantes, la fraction des dépenses que représentaient les dépenses d'administration fût inférieure à ce qu'elle avait été en 1957.

224. En ce qui concerne l'assistance technique en matière d'administration publique, plusieurs membres du Comité ont fait remarquer qu'une administration publique judicieuse et efficace était essentielle à la préparation et à la mise en œuvre de programmes de développement économique et social. Certains ont notamment déclaré qu'ils approuvaient le passage des rapports du Secrétaire général dans lequel il était dit qu'une assistance était nécessaire dans ce domaine (E/3085, par. 4). Plusieurs membres du Comité ont également félicité le Secrétaire général de ses suggestions pour l'avenir.

225. Le Comité a prié le Secrétaire général de présenter chaque année à la session d'été du Conseil des rapports analogues sur l'assistance technique en matière d'administration publique et demandé que les rapports ultérieurs contiennent des renseignements détaillés sur les instituts et centres de formation en matière d'administration publique qui bénéficient de l'aide des Nations Unies; le Comité a exprimé le vœu que les rapports contiennent des tableaux comparatifs de l'assistance fournie au cours des dernières années dans les divers domaines de l'administration, qu'ils indiquent les sommes affectées aux principaux domaines décrits à la section IV du rapport (E/3085) et que, dans la mesure du possible, ils contiennent un examen critique de certains des projets entrepris.

226. On a souligné qu'il importait d'accorder une aide pour des projets de formation en matière d'administration publique exécutés sur le plan national ou régional; l'octroi de cette assistance paraissait être le meilleur moyen d'aider les pays peu développés dans ce domaine, et le Comité a pris note avec satisfaction des résultats que l'AAT avait déjà obtenus. On a suggéré d'accorder plus d'ampleur encore à cette partie du programme dans la limite des ressources disponibles et à condition que les gouvernements en fassent la demande et l'on a dit aussi que l'on pourrait, lorsque le Fonds spécial sera créé, envisager sa participation à cette tâche.

227. Certains membres du Comité ont fait remarquer qu'il fallait se préoccuper tout particulièrement de la nécessité d'adapter les techniques modernes de l'administration publique aux conditions particulières des divers pays bénéficiaires de l'assistance. L'administration publique étant un domaine très vaste, il ne fallait pas perdre de vue la nécessité d'assurer la coordination avec les travaux des institutions spécialisées touchant certains aspects de l'administration. D'autres représentants ont souligné qu'il ne fallait pas augmenter l'aide accordée en matière d'administration aux dépens d'autres services importants fournis au titre des programmes d'assistance technique et que les projets en matière d'administration publique devaient porter essentiellement sur la formation de personnel national.

228. Sur la recommandation du CAT, le Conseil a adopté deux résolutions [696 (XXVI) et 697 (XXVI)].

²⁶ E/TAC/L.157.

Dans la première d'entre elles, il a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et l'a prié de continuer à étendre les services de l'AAT aux gouvernements requérants dans le sens indiqué dans son rapport et dans l'exposé du Directeur général de l'AAT (E/TAC/L.157). Dans la seconde résolution, le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique fournie par l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration publique et l'a prié de présenter régulièrement au Conseil à sa session d'été un rapport sur les activités entreprises par les Nations Unies dans ce domaine.

Section VI. — Proposition relative à la création d'un service international d'administrateurs*

229. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné²⁷ un rapport du Secrétaire général sur la proposition relative à la création d'un service international d'administrateurs (E/3121)²⁸, qui lui était présenté en application de sa résolution 661 (XXIV). Dans son rapport, le Secrétaire général résumait les résultats de l'enquête à laquelle il s'était livré auprès des gouvernements d'États Membres pour connaître leur avis sur le projet de création d'un service qui permettrait de donner satisfaction aux besoins d'assistance technique exprimés par les gouvernements en ce qui concerne le personnel d'exécution ou de direction. A une forte majorité, les gouvernements avaient donné leur accord de principe et accepté que ce plan fut mis à l'essai. En outre, 16 gouvernements avaient spontanément fait connaître qu'ils comptaient, dès que ce serait possible, solliciter une aide dans le cadre de ce projet. Tout en approuvant le projet dans tous ses principes, certains gouvernements avaient formulé des réserves sur certains de ses aspects, notamment sur le problème du financement du nouveau service.

230. Le Conseil était également saisi du rapport du Comité de l'assistance technique (E/3159)²⁸, qui avait examiné la question à la demande du Conseil.

231. La majorité des membres du Comité, constatant que l'on avait exprimé le besoin d'une assistance de ce type qui serait fournie par l'Organisation des Nations Unies, ou par son entremise, ont insisté pour que les propositions du Secrétaire général fussent acceptées, étant entendu que les opérations seraient entreprises à une échelle réduite, à titre d'essai et uniquement à la demande des gouvernements; qu'elles constitueraient un complément aux programmes d'assistance technique des Nations Unies qui existaient déjà et que, comme le proposait le Secrétaire général, les dépenses d'administration de ces programmes ne s'en trouveraient pas augmentées; que les fonctions des spécialistes recrutés et détachés auprès des gouvernements dans le cadre de ce plan auraient un caractère temporaire et que leurs attributions comprendraient la formation du personnel national qui serait appelé, par la suite, à remplacer les experts recrutés sur le plan international; et étant entendu enfin que, si les demandes étaient formulées en vue d'une assistance concernant du personnel d'exécution ou de direction dans des domaines relevant de la compétence d'institutions spécialisées, rien ne serait entrepris sans consultation et accord préalables de l'institution ou des institutions intéressées.

232. Certains membres du Comité se sont demandé s'il y avait lieu d'exécuter ce projet et ont indiqué qu'ils préféreraient que l'assistance technique concernant le personnel d'exécution ou de direction continue à être accordée, le cas échéant, dans le cadre du Programme élargi sans que soit créé un nouveau service. Mais la majorité a été d'avis qu'on ne pouvait tenter une expérience valable dans le cadre du Programme élargi étant donné qu'il était déjà impossible d'accéder à de nombreuses demandes d'assistance reçues au titre de ce Programme faute de ressources suffisantes.

233. En ce qui concerne les incidences financières du projet, on a fait observer que le Secrétaire général espérait, si le Conseil donnait à ses propositions une suite favorable, que l'Assemblée générale accepterait une recommandation lui permettant de donner satisfaction en 1959 à toute demande de services d'experts des questions d'exécution, ce qui entraînerait une dépense de l'ordre de 250.000 dollars à imputer sur le budget ordinaire de l'Organisation. Cependant, certaines délégations ont déclaré qu'à leur avis, les dépenses supplémentaires à imputer sur le budget ordinaire devaient être limitées à une somme inférieure à 250.000 dollars, étant donné que le service devait avoir au début une ampleur restreinte et être créé à titre d'essai. On s'est aussi demandé s'il serait possible de recruter 20 à 30 experts en 1959 et l'on a dit qu'il faudrait réduire en conséquence les prévisions de dépenses du Secrétaire général.

234. Sur la recommandation du CAT, le Conseil a adopté une résolution [681 (XXVI)], dans laquelle, après avoir constaté qu'un certain nombre de gouvernements avaient fait part de leur désir d'obtenir à titre temporaire de l'Organisation des Nations Unies, ou par son entremise, une assistance en ce qui concerne les postes d'exécution ou de direction de l'administration, il a recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général, sur une base modeste et à titre d'essai, pour compléter les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies actuellement en cours, sans pour autant augmenter les dépenses d'administration, à aider les gouvernements qui le demanderaient à bénéficier de ces services, étant bien entendu que les fonctions des spécialistes recrutés sur le plan international seraient temporaires et comprendraient la formation professionnelle de personnel national. Dans la même résolution, le Conseil a en outre recommandé d'autoriser le Secrétaire général à aider les gouvernements à faire face aux dépenses qu'entraînerait l'emploi de ces experts et à s'entendre avec les gouvernements et les experts sur les conditions d'emploi de ces derniers. Enfin, le Conseil a recommandé d'inviter le Secrétaire général à lui présenter un rapport détaillé, à sa vingt-huitième session, sur le déroulement de cette expérience.

Section VII. — Programme élargi d'assistance technique*

235. A sa vingt-sixième session²⁹, le Conseil était saisi d'un rapport du CAT (E/3055)³⁰ sur les travaux de sa session de novembre et décembre 1957, au cours de laquelle il avait approuvé le programme de travaux pour l'année suivante et autorisé l'allocation aux orga-

* Une question intitulée "Programmes d'assistance technique" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

²⁷ E/TAC/SR.155 à 158, 164 et 165, 170 à 175; E/SR.1044.

²⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

* Une décision de l'Assemblée est généralement nécessaire.
²⁷ E/TAC/SR.162 à 164 et 167; E/SR.1036.

²⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour.

nisations participantes des fonds nécessaires pour l'exécution des projets approuvés³¹.

236. Le Conseil était également saisi du rapport annuel du BAT au CAT (E/3080³² et Add.1) et du rapport du CAT (E/3175)³³ sur les travaux de sa session de juin et juillet 1958. Le Conseil a noté qu'au cours de cette session, le CAT avait examiné des rapports du BAT portant sur les "Perspectives d'avenir" (E/TAC/74 et Add.1); l'octroi d'une assistance technique à titre onéreux (E/TAC/75 et Add.1), les arrangements concernant les dépenses locales (E/TAC/77) et la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi (E/TAC/76). En outre, le Comité avait étudié diverses questions touchant les relations entre le Programme élargi et le Fonds spécial, en se fondant sur la partie D du rapport de la Commission préparatoire du Fonds spécial (E/3098)³⁴ que le Conseil lui avait renvoyé pour étude. Pour ce qui est des arrangements concernant les dépenses locales, le Comité avait décidé de renvoyer à sa prochaine session la suite de l'examen des propositions du BAT.

237. Les recommandations ou décisions du Comité touchant les autres questions et les mesures prises par le Conseil à leur sujet sont indiquées plus loin. Les décisions prises par le Comité en ce qui concerne d'autres problèmes, tels que les projets régionaux et inter-régionaux figurent dans son rapport au Conseil (E/3175)³⁵.

238. La suite donnée par le Conseil au rapport du Comité concernant l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants (E/3165)³⁶ est indiquée plus loin dans la section III du chapitre VI.

BILAN GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

239. Dans sa résolution 698 (XXVI), le Conseil a pris note avec satisfaction du rapport annuel du BAT au CAT (E/3080 et Add.1).

240. Examinant le programme exécuté en 1957, le Comité avait exprimé sa satisfaction de constater que l'expansion régulière des activités que l'on avait constatée en 1956 s'était poursuivie en 1957 et que le programme avait atteint son record depuis 1950, tant du point de vue des contributions financières des gouvernements que de celui de l'assistance technique fournie. Étant donné qu'un certain ralentissement de la cadence de versement des contributions en 1957 avait été signalé dans le rapport annuel du BAT, le Comité avait souligné qu'il importait, pour la bonne marche du programme, que les gouvernements versent au début de l'année les contributions qu'ils se sont engagés à payer.

241. En ce qui concerne le type d'assistance fournie, le Comité avait remarqué que le nombre des experts avait augmenté, tandis que celui des bourses avait diminué. Bien que certains membres eussent pensé qu'il ne s'agissait peut-être que d'une diminution passagère, on s'en était inquiété car on estimait que l'attribution de bourses représentait à long terme un des moyens les plus efficaces d'accélérer le développement des pays bénéficiaires étant donné qu'on leur permettait ainsi

de former des cadres nationaux et de prolonger et de développer d'une façon durable l'œuvre accomplie par les experts mis à leur disposition.

242. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [699 (XXVI)] dans laquelle il appelle l'attention des gouvernements bénéficiaires des programmes d'assistance technique des Nations Unies sur les avantages qu'ils peuvent retirer d'un usage plus large des facilités d'attribution des bourses qui leur sont offertes par ce programme; il invite aussi les organisations participantes à communiquer aux gouvernements, sur leur demande, des renseignements intéressant l'exécution future des programmes de bourses approuvés.

243. Le Comité s'était déclaré particulièrement satisfait du chapitre du rapport annuel qui traitait de l'examen critique du Programme, car il contenait, a-t-on estimé, une analyse rationnelle et réaliste du fonctionnement du Programme. Le Comité avait noté que l'examen critique avait été étendu en portée et en profondeur et s'appliquait aux projets régionaux et inter-régionaux. On avait demandé que les rapports à venir comportent des renseignements plus détaillés sur la mesure dans laquelle les recommandations des experts avaient été mises en application, ainsi que sur les projets dont les gouvernements poursuivaient eux-mêmes l'exécution. Le Comité avait rappelé aux gouvernements bénéficiaires combien il importait qu'ils fournissent des services locaux et un personnel de contrepartie compétent pour assurer l'exécution efficace des projets d'assistance technique et s'était déclaré satisfait des mesures qui avaient été prises par les gouvernements et les organisations participantes pour élaborer et mettre au point de nouvelles méthodes "intégrées d'appréciation" devant permettre d'évaluer les activités d'assistance technique de façon continue.

244. Certains membres du Comité avaient noté avec satisfaction les progrès signalés en ce qui concerne la coordination par les gouvernements bénéficiaires des activités exercées dans le cadre du Programme élargi et dans le cadre de programmes nationaux et autres, et le Comité avait pris note de mesures que le Bureau, se fondant sur les expériences passées, considérait comme propres à favoriser la coordination efficace des activités d'assistance technique.

245. D'une manière générale, les membres du Comité avaient estimé que les renseignements plus détaillés que contenait le rapport sur les projets permanents du programme permettaient au Comité de ne plus craindre, comme il l'avait fait à ses sessions précédentes, que certains projets ne continuent d'être mis en œuvre alors qu'il n'y avait pas vraiment lieu de le faire. La nécessité de faire constamment preuve de vigilance pour que les projets ne durent pas trop longtemps avait cependant été reconnue.

246. Le Comité s'était déclaré satisfait de constater que l'Afrique recevait une plus grande part de l'assistance technique fournie. On s'était accordé à reconnaître que l'assistance technique devait aller aux pays et territoires qui en avaient le plus besoin. Le Comité avait également été d'avis qu'en 1959 les nouveaux programmes à l'échelon national devaient être réservés aux pays et territoires qui avaient, en raison du développement insuffisant de leur économie, le besoin le plus pressant d'assistance technique.

247. Le Comité s'était déclaré satisfait des mesures prises par le BAT pour permettre à l'Agence inter-

³¹ Par la suite, à sa douzième session, l'Assemblée générale a confirmé [résolution 1216 (XII)] l'allocation de fonds aux organisations participantes pour le programme de 1958.

³² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-troisième session, Supplément No 5.

³³ Ibid., Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

³⁴ Ibid., point 13 de l'ordre du jour.

nationale de l'énergie atomique de prendre part à l'exécution du programme de 1959, au cas où elle viendrait à participer au Programme élargi.

248. Au cours du débat sur le rapport annuel, certains membres du Comité avaient déclaré qu'à leur avis les procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national s'étaient révélées satisfaisantes et qu'aucun changement radical n'était souhaitable à cet égard. On avait noté que le Comité administratif de coordination avait demandé au BAT d'entreprendre une étude de ces procédures. Sur la recommandation du Comité, qui considérait que l'expérience acquise jusqu'ici dans l'application des procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national donnait à penser que l'on pourrait adopter des mesures propres à rendre ces procédures plus efficaces encore, le Conseil a adopté une résolution [700 (XXVI)] dans laquelle il invite le Bureau de l'assistance technique à rappeler aux gouvernements requérants les responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions fondamentales régissant le Programme, qui prévoient notamment un appui constant et le partage progressif des responsabilités financières impliquées par la mise en œuvre des projets entrepris à leur demande sous les auspices des organisations internationales. Il prie les gouvernements, lorsqu'ils présentent les programmes pour leurs pays respectifs, de fournir, dans la mesure du possible, au Bureau de l'assistance technique et aux organisations participantes des précisions pour chaque projet concernant :

a) La relation entre ce projet et tout plan ou programme de développement général;

b) La durée prévue du projet, avec des indications concernant l'expansion ou les réductions probables de ce projet pendant la période envisagée;

c) Les fins que l'exécution du projet doit permettre d'atteindre;

d) Le cas échéant, la relation entre le projet et tout autre projet similaire ou complémentaire entrepris ou demandé dans le cadre d'un autre programme existant d'assistance technique.

Le Conseil charge le Bureau d'effectuer une étude sur l'expérience acquise dans l'application des procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national, et notamment de rechercher des moyens propres à donner plus de souplesse encore à l'exécution du Programme élargi, en tenant compte des vues formulées et des suggestions faites lors de la session du CAT et de faire rapport à ce sujet au CAT à sa session d'été, fin 1959.

"PERSPECTIVES D'AVENIR"

249. Conformément à la résolution 659 B (XXIV), le Comité était saisi des observations et suggestions des gouvernements et du Bureau (E/TAC/74 et Add.1) relatives aux mesures propres à permettre la mise en œuvre d'un programme sensiblement plus vaste. Le Comité avait examiné la question, compte tenu des décisions prises en ce qui concerne la création du Fonds spécial. Il avait été convenu que le Bureau devrait garder présentes à l'esprit les diverses suggestions avancées au cours du débat et dans les réponses des gouvernements en ce qui concerne l'expansion du programme. Le Comité avait estimé qu'il y avait intérêt en général à ce que le Conseil donne aux gouvernements quelques indications sur les besoins financiers, au cours des prochaines années, du Programme élargi d'assis-

tance technique et du Fonds spécial dont la création était envisagée.

250. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [701 (XXVI)] dans laquelle il constate que l'Assemblée générale a reconnu que le Programme élargi a démontré son efficacité pour favoriser le développement économique des pays peu développés, et déclare estimer que, en raison des résultats que le Programme élargi a déjà permis d'obtenir, une expansion graduelle et continue de ses activités et de ses ressources financières est souhaitable. Le Conseil reconnaît également que les espoirs exprimés dans le rapport du Bureau de l'assistance technique intitulé "Perspectives d'avenir" (E/2885)³⁵ peuvent être réalisés pour une bonne part pourvu que la poursuite du développement du Programme élargi n'ait pas à souffrir de la création du Fonds spécial, que le Fonds spécial commence à fonctionner dans d'excellentes conditions et que ses ressources soient suffisantes pour qu'il puisse contribuer à réaliser des projets analogues à ceux qui sont suggérés dans le rapport susmentionné. Le Conseil exprime l'espoir que le Programme élargi pour 1959 atteindra dans son exécution un niveau légèrement plus élevé que celui de 1958 et prie l'Assemblée générale d'encourager les gouvernements à continuer de verser, au titre du Programme élargi, des contributions devant permettre l'expansion graduelle du Programme.

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE À TITRE ONÉREUX

251. Le Comité avait pris acte des arrangements en vertu desquels les organisations participantes fournissent une assistance technique à titre onéreux. Dans les observations qu'ils avaient formulées au sujet de cette forme d'assistance, les gouvernements avaient indiqué soit qu'ils étaient favorables à une extension de cette assistance, soit qu'ils en reconnaissaient l'utilité dans certains cas, et le Comité avait estimé qu'elle complétait utilement l'assistance fournie par ces organisations dans le cadre des Programmes ordinaire et élargi. On avait souligné que l'assistance à titre onéreux n'était fournie qu'à la demande du gouvernement intéressé et en guise de supplément à l'assistance octroyée au titre des programmes ordinaire et élargi, et qu'elle ne devait entraver, remplacer ou gêner en quoi que ce soit le fonctionnement du Programme élargi. Le Comité avait demandé au Bureau de lui rendre compte de toute modification importante qui serait apportée aux arrangements actuels régissant l'octroi de cette assistance, et de le tenir régulièrement informé dans son rapport annuel, de la nature et de la portée des projets d'assistance à titre onéreux.

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION ET DES DÉPENSES DES SERVICES D'EXÉCUTION ENTRE LE BUDGET DU PROGRAMME ORDINAIRE ET CELUI DU PROGRAMME ÉLARGI

252. A sa session de novembre et décembre 1957, le Comité avait examiné un rapport provisoire du BAT sur la question de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi ainsi que les observations formulées à ce sujet par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Comité avait décidé d'étudier à nouveau cette question à sa session suivante

³⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

en se fondant sur de nouvelles études du Bureau et du Comité consultatif.

253. A sa session de juin et juillet 1958, le CAT était saisi d'un rapport du Bureau (E/TAC/76 et Add.1) qui exposait les opinions et les recommandations des organes directeurs des organisations participantes, du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (A/3832) dans lequel ce comité formulait ses observations sur les divers problèmes en cause ainsi que des suggestions en vue de résoudre certains d'entre eux, et enfin du rapport du Groupe d'étude des questions administratives du CAT (E/TAC/L.168 et Add.1) auquel la question avait été renvoyée aux fins d'examen.

254. Le Comité avait recommandé que, conformément à la suggestion faite par le Comité consultatif dans son rapport à l'Assemblée générale, l'on modifiât à partir de 1959 la procédure d'examen et de contrôle des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution, ainsi que la procédure de répartition des sommes entre les organisations; il avait indiqué également les mesures à prendre pour régler à long terme la question de la répartition de ces dépenses entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi. Au cours de leurs débats, le Groupe d'étude des questions administratives et le Comité avaient été saisis de suggestions du Bureau et avaient été informés des vues des organisations participantes sur les questions qui les intéressaient particulièrement.

255. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [702 (XXVI)] dans laquelle, reconnaissant qu'il est souhaitable de maintenir les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution du Programme élargi à un niveau aussi bas que possible, afin de porter au maximum les ressources consacrées à la mise en œuvre des projets, il a pris les décisions résumées ci-dessous: il a prié les organisations participantes de prendre aussitôt que possible toutes les mesures nécessaires pour permettre le groupement, dans leur budget ordinaire, de toutes les dépenses d'administration et de toutes les dépenses des services d'exécution ainsi que l'examen simultané de ces dépenses par les organes délibérants; il a prié le Bureau de soumettre à l'approbation du CAT, à sa session de novembre 1958, un état des sommes forfaitaires qui devront être allouées en 1959 aux organisations participantes, sommes qui ne devront pas être supérieures, et qui devront de préférence être inférieures, aux sommes affectées en 1958 aux dépenses d'administration et aux dépenses des services d'exécution du Programme élargi. Pour les années suivantes, les plafonds de 1959 ne devront pas être dépassés, à moins que les fonds prévus pour les dépenses d'exécution ne varient de plus de 10 pour 100, auquel cas le montant prévu pour les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution sera modifié de façon appropriée. Le Conseil a reconnu qu'il faudra user d'une certaine souplesse pour appliquer les dispositions ci-dessus dans le cas de l'OACI, de l'OMM et de l'UIT. Aux termes de la résolution, le système des versements forfaitaires doit être reconsidéré au cas où une nouvelle formule serait trouvée pour déterminer quelle est la part de l'ensemble des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution qui peut être imputée au Programme élargi, ou au cas où une décision serait prise concernant l'éventuelle imputation de ces dépenses sur le budget ordinaire des organisations participantes.

256. En ce qui concerne la solution à long terme du problème, le Conseil a prié le Comité consultatif: a) de continuer à étudier la question de savoir si une partie quelconque du total des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution doit être imputée sur le Compte spécial du Programme élargi et, dans l'affirmative, comment fixer par une formule simple la somme forfaitaire correspondant à cette fraction; b) d'examiner la question de savoir si le budget ordinaire des organisations participantes devrait prendre en charge la totalité ou une partie déterminée des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution du Programme élargi, et notamment si cette prise en charge pourrait être progressive; c) de faire au CAT les recommandations appropriées. Le Conseil a prié également le Bureau de poursuivre l'étude des questions techniques que pose l'établissement d'une formule du genre de celle qui est visée sous a et b ci-dessus, et de lui faire rapport. Il a invité les organes directeurs des organisations participantes à examiner en bonne et due forme la question de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi, y compris les questions mentionnées sous a et b ci-dessus, et à faire connaître en temps utile au Conseil les résultats de cet examen.

257. Le Comité a décidé également de maintenir en fonction pour une nouvelle année le Groupe d'étude des questions administratives, afin que celui-ci puisse examiner les prévisions des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution du secrétariat du BAT pour l'année 1959. Comme en 1957, il a demandé au Comité consultatif de lui prêter son concours en cette matière.

RELATIONS ENTRE LE PROGRAMME ÉLARGI ET LE FONDS SPÉCIAL

258. Prenant pour base de son débat la partie D du rapport de la Commission préparatoire du Fonds spécial (E/3098), le Comité avait étudié un certain nombre de questions concernant les relations à établir entre le Programme élargi et le Fonds spécial. La plupart des membres du Comité avaient estimé que les observations du Comité devaient porter essentiellement sur des éléments précis des futures relations entre le Programme élargi et le Fonds spécial. Toutefois, certains membres du Comité qui ne sont pas représentés au Conseil avaient exposé la position de leur gouvernement sur les aspects plus généraux de ces relations. Le Comité avait adopté une résolution (E/3175, par. 99) dans laquelle il autorisait le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique à prendre avec le Directeur général du Fonds spécial des dispositions appropriées concernant l'utilisation des services des représentants résidents du Bureau de l'assistance technique, dans les activités du Fonds spécial, et invitait les organisations participantes à assurer l'appui de leurs représentants locaux aux activités du Fonds spécial. Il autorisait le Président-Directeur et le Bureau de l'assistance technique à procéder à un examen constant des modifications qu'il faudra peut-être apporter tant aux règlements qu'aux procédures applicables au Programme élargi, à mesure que seront conclus de nouveaux arrangements relatifs à la coopération entre les deux programmes, et à faire au Comité de l'assistance technique toutes les recommandations qui leur paraîtront souhaitables.

259. Sur la recommandation du CAT, le Conseil a adopté une résolution [703 (XXVI)] aux termes de laquelle, considérant qu'il importe d'établir et de maintenir la coordination la plus étroite possible entre les opérations du Fonds spécial et celles du Programme élargi d'assistance technique, il a décidé que, lorsque

l'Assemblée générale aura pris la décision de créer le Fonds spécial, le Directeur général du Fonds ou son représentant pourra assister aux réunions du Bureau de l'assistance technique et participer, sans droit de vote, à ses délibérations.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-cinquième session

- Confédération internationale des syndicats chrétiens:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1011.
- Confédération internationale des syndicats libres:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1011.
- Fédération syndicale mondiale:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1011.

L'ingt-sixième session

- Confédération internationale des syndicats chrétiens:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1037.
- Fédération mondiale des anciens combattants:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1037.
- Fédération mondiale des anciens combattants:
Assistance technique. Séance du Comité de l'assistance technique: E/TAC/SR.173.
- Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1037.
- Fédération syndicale mondiale:
Développement économique des pays sous-développés. Séance plénière: E/SR.1038.
- Fédération syndicale mondiale:
Assistance technique. Séance du Comité de l'assistance technique: E/TAC/SR.165.

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-sixième session

- Fédération routière internationale:
Développement économique des pays sous-développés. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.
- Organisation internationale de normalisation:
Assistance technique. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.
- Pax Romana:
Développement économique des pays sous-développés. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

- Chambre de commerce internationale:
E/C.2/492. Exploitation rationnelle et pleine utilisation des ressources biologiques de la mer.
- Confédération internationale des syndicats chrétiens:
E/C.2/496. Situation économique dans les territoires non autonomes.
- Fédération syndicale mondiale:
E/C.2/498. Situation économique dans les territoires non autonomes.
- Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique:
E/C.2/503. Rapport et recommandations de la Commission préparatoire du Fonds spécial.
- Confédération internationale des syndicats chrétiens:
E/C.2/511. Développement économique des pays sous-développés.

COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

260. A ses vingt-cinquième et vingt-sixième sessions, le Conseil s'est occupé des commissions économiques régionales, dont ses membres ont généralement loué les travaux; l'importance de l'action régionale, dans le cadre de l'œuvre économique entreprise sur le plan international, a été soulignée à plusieurs reprises.

261. Donnant suite à la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale, le Conseil, à sa vingt-cinquième session, a créé la Commission économique pour l'Afrique. A sa vingt-sixième session, il a examiné les rapports de la CEE, de la CEAEO et de la CEPAL.

262. Tout en poursuivant ses travaux sur le développement économique général de la région, la CEAEO a fait beaucoup pour avancer la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong au profit des populations des quatre pays riverains. La Commission s'est inquiétée de la lenteur avec laquelle les échanges se développent tant à l'intérieur de la région qu'avec les autres régions et, pour cette raison, elle a notamment décidé d'organiser, à titre d'essai, entre les Etats Membres de la région, des pourparlers sur le commerce intrarégional. De son côté, la CEPAL s'est intéressée de plus en plus à la création d'un marché commun régional assorti d'un système de paiements multilatéraux et l'on s'est rapproché de cet objectif au cours de l'année écoulée; la Commission a aussi étudié avec un soin particulier le programme d'intégration économique des pays d'Amérique centrale dont le succès a été consacré par la signature d'un traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique et d'un accord sur l'intégration industrielle. La CEE a continué à servir de tribune aux partisans d'une coopération de tous les pays européens dans les domaines économiques les plus divers. Elle a adopté en particulier des résolutions concernant les problèmes énergétiques européens, la lutte contre la pollution des eaux et le développement de la coopération intrarégionale et interrégionale. On trouvera plus loin, aux paragraphes 264 à 277, un exposé des décisions du Conseil relatives à la création de la Commission économique pour l'Afrique.

263. Les travaux de la CEE, de la CEAEO et de la CEPAL sont brièvement exposés dans les paragraphes 278 à 363 ci-après. Les débats du Conseil sur les rapports des Commissions sont résumés dans les paragraphes 364 à 375. Pour ce qui est des questions relatives aux programmes de travail et à l'ordre de priorité des travaux des Commissions, que le Conseil a examinées à l'occasion de son étude générale du développement et de la coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, elles sont traitées au chapitre VIII, paragraphe 562, du présent rapport. Les études économiques régionales, que le Conseil a examinées en même temps que l'*Etude sur l'économie mondiale, 1957*, sont analysées au chapitre II.

Section I. — Création de la Commission économique pour l'Afrique

264. Donnant suite à la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale, le Conseil à sa vingt-cinquième session, a examiné¹ la question de la création d'une commission pour l'Afrique (CEA) et adopté à l'unanimité une résolution [671 (XXV)] instituant la Commission et définissant son mandat. Cette résolution priait le Secrétaire général de convoquer la première session de la Commission avant la fin de l'année 1958 au plus tard; depuis, le Secrétaire général a décidé de convoquer la session pour le 29 décembre 1958 à Addis-Abéba (Ethiopie).

265. Pour examiner la question, le Conseil était saisi d'un projet de résolution (E/L.780² et Rev.1) présenté par la délégation du Soudan, qui reprenait le projet de mandat proposé par huit Etats Membres africains (E/3093)², ainsi que de plusieurs amendements (E/L.781 à 783)² et d'une communication du Royaume-Uni (E/3095)² contenant également un projet de mandat. Le Conseil a également reçu une note du Secrétaire général (E/3052) sur quelques aspects de la création et du développement des commissions économiques régionales. En outre, cinq Etats Membres l'ont invité (E/3086 et Add.1) à établir le siège de la Commission sur leur territoire respectif.

266. Sur l'invitation du Conseil, les représentants de 10 Etats non membres du Conseil ont participé au débat. Le Conseil a également entendu les déclarations de plusieurs organisations non gouvernementales.

267. Par la plupart de ses dispositions, le mandat de la Commission, tel qu'il est défini dans la résolution 671 (XXV) du Conseil, est analogue à celui des trois autres commissions régionales. On trouvera ci-après un aperçu des discussions auxquelles ce mandat a donné lieu au Conseil.

268. Les *fonctions de la Commission*, aux termes de son mandat, sont dans l'ensemble identiques à celles de la CEAEO et de la CEPAL, une des principales différences étant que dans le mandat de la CEA il existe une disposition spéciale relative aux aspects sociaux du développement économique. Dans le projet de mandat présenté par la délégation soudanaise, le développement social figurait au nombre des objectifs de la Commission, en même temps que le développement économique. En faveur de cette formule, plusieurs membres du Conseil ont fait valoir que, dans les problèmes qui se posent à de nombreuses sociétés africaines, il est difficile de tracer une ligne de démarcation nette entre l'économique et le social. Ils ont fait observer que les commissions régionales existantes font place dans leurs programmes de travail à l'étude de

¹ E/SR.1004 à 1009, 1017 et 1018.

² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

certain problèmes sociaux et que des divisions des affaires sociales ont été créées aux secrétariats de la CEAFO et de la CEPAL. Pour d'autres représentants, il n'était pas souhaitable de mentionner spécialement les questions sociales dans le mandat de la Commission et surtout de le faire d'une façon qui leur donnerait la même importance qu'aux questions économiques. Ils préféraient s'en tenir aux termes des mandats des commissions économiques régionales existantes, qui ont répondu aux besoins d'autres régions sans, pour autant, empêcher ces commissions de s'occuper notamment des questions de population, de logement et de développement communautaire. A l'issue de la discussion, le Conseil a décidé que la Commission pourrait traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

269. En ce qui concerne la *composition de la Commission*, il était dit dans le projet de la délégation soudanaise que pourraient faire partie de la Commission: les États africains Membres de l'Organisation des Nations Unies; les pays qui sont responsables des relations internationales des territoires africains; enfin l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les États-Unis d'Amérique³. Le projet prévoyait également que tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, toute partie ou groupe de tels territoires, pourrait, s'il venait à assurer la responsabilité de ses relations internationales, être admis en qualité de membre de la Commission sur présentation directe de sa propre demande au Conseil économique et social par l'intermédiaire de la Commission. Sur la proposition de plusieurs représentants, le Conseil a décidé d'établir une liste unique de tous les pays pouvant faire partie de la Commission. Le Conseil a également décidé que les États qui cesseraient d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseraient d'être membres de la Commission.

270. Quant à savoir si l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique devraient pouvoir faire partie de la Commission, les opinions étaient partagées. Les représentants qui étaient favorables à l'admission de ces deux puissances ont soutenu que leur présence ne pourrait que renforcer la Commission et l'aider à s'acquitter de sa tâche; ils ont rappelé que les pays en question faisaient partie d'autres commissions régionales et ont évoqué leur vaste puissance économique et leur riche expérience technique. De l'avis d'autres représentants, les pays qui n'avaient pas de responsabilités directes en Afrique ne devraient pas être appelés à faire partie de la Commission, dont la composition devrait être définie en fonction de la situation géographique et de l'intérêt direct. Tout en se déclarant heureux qu'on ait proposé de donner à son pays la qualité de membre de la Commission et en assurant le Conseil que les États-Unis contribueraient au bien-être des peuples africains, le représentant des États-Unis a dit qu'il ne faudrait prévoir pour la Commission d'autres membres que les États indépendants d'Afrique et les pays métropolitains responsables de territoires africains si l'on ne voulait pas la gêner par l'introduction d'éléments de conflit politique et de controverse économique dans ses travaux. Le représentant de l'URSS a fait valoir que la participation de son pays aux travaux de la Commission servirait les intérêts de la région et favoriserait la

coopération économique internationale, ce qui ferait beaucoup pour renforcer la paix et la sécurité internationales. Il ne pouvait admettre la validité de l'argument selon lequel la participation des grandes puissances pourrait faire intervenir des facteurs politiques et il s'est demandé pourquoi cette considération n'avait pas été retenue dans le cas de la CEE et de la CEAFO. Il ne voyait aucune objection à ce que les États-Unis participent de la même manière aux travaux de la Commission. En fin de compte, le Conseil a décidé de ne pas inviter les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques à faire partie de la Commission.

271. Touchant le *vote* au sein de la Commission, il était envisagé, dans le projet de la délégation du Soudan, que les États indépendants membres de la Commission, autres que les États africains, s'abstiendraient en règle générale de voter contre des dispositions d'ordre économique concernant principalement la région qui seraient appuyées par la majorité des pays indépendants de la région. On a souligné que cette disposition était analogue à l'une des clauses de l'Accord de Lahore, qui avait été adoptée pour tenir compte de l'expérience acquise à la CEAFO et que le Conseil avait approuvée. Pour d'autres représentants, les pays africains et les autres pays exerçant des responsabilités en Afrique devaient avoir les mêmes droits, et, à l'issue de la discussion, cette thèse a été retenue par le Conseil. En acceptant cette décision, le représentant du Soudan a déclaré que les huit États africains dont il était le porte-parole avaient pris en considération l'expérience de la CEAFO et qu'ils comptaient que les puissances administrantes tiendraient compte de la position prise par les puissances africaines lorsque la Commission voterait sur des questions purement africaines. Les représentants du Royaume-Uni et de la France ont précisé que, dans les votes au sein de la Commission, leurs gouvernements s'acquitteraient de leurs responsabilités en tenant compte à la fois des obligations qu'ils avaient envers certains territoires non autonomes et de leur désir de respecter les vues des États indépendants pour les questions qui intéressent exclusivement ces derniers⁴.

272. En ce qui concerne la *participation des membres associés*, le Conseil a décidé que tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, ou toute partie ou groupe de tels territoires, pourrait, en adressant à la Commission une demande qui serait présentée par l'État membre responsable de ses relations internationales, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Il a également décidé que les représentants des membres associés pourraient participer sans droit de vote à toutes les réunions de la Commission, qu'elle siège en commission ou en comité plénier. Quant à savoir si les membres associés pourraient prendre part au vote dans les organes subsidiaires que la Commission pourrait établir, les opinions étaient divergentes. D'une part, on a proposé de ne leur accorder ce droit que selon les circonstances et seulement quand il serait établi que leur représentation offrirait un réel intérêt pour les divers territoires. On a également signalé que les territoires non autonomes étaient bien plus nombreux en Afrique qu'en Asie et en Extrême-Orient. D'autre part, on a soutenu que le mandat de la Commission devrait prévoir pour les membres associés le droit de vote dans tous les organes subsidiaires en soulignant qu'un

³ Un des pays d'Afrique a fait quelques réserves au sujet de cette clause (voir *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes*, point 6 de l'ordre du jour, document E/3093).

⁴ E/SR.1004.

arrangement de ce genre avait donné des résultats satisfaisants dans le cas de la CEAEO. Le texte finalement adopté par le Conseil dispose que les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourra créer, et pourront faire partie du bureau de ces organismes. En présentant le projet de résolution révisé qui devait être adopté, le représentant du Soudan a souligné qu'à l'exemple du mandat de la CEEPAI, ce texte prévoyait que les représentants des membres associés pourraient faire partie du bureau des organes créés par la Commission. Le représentant du Royaume-Uni a exprimé l'opinion que les membres associés, qui pourraient faire partie du bureau des organes subsidiaires exerceraient leur droit de vote, comme à la CEAEO, dans les rares occasions où ces organes, qui sont essentiellement de caractère technique, auraient à recourir à un vote.

273. On s'est demandé en outre si un pays africain devenu responsable de ses propres relations internationales mais ne faisant pas partie de l'Organisation des Nations Unies serait habilité à devenir membre ou membre associé de la Commission. Le projet de mandat du Royaume-Uni prévoyait qu'un pays se trouvant dans cette situation pourrait être admis comme membre associé. Selon le projet de mandat présenté par la délégation du Soudan, le pays intéressé aurait la faculté de demander à faire partie de la Commission. C'est cette dernière formule que le Conseil a retenue.

274. A sa vingt-cinquième session, le Conseil, aux termes du paragraphe 7 de sa résolution 671 A (XXV) créant la Commission, a admis comme membres associés les sept territoires suivants, sans préjudice des demandes d'admission qui pourraient être présentées au nom d'autres territoires: Fédération nigérienne, Gambie, Kenya et Zanzibar, Ouganda, Protectorat de Somalie, Sierra-Leone et Tanganyika. Dans la partie B de la même résolution, le Conseil, reconnaissant la nécessité d'assurer une entière coopération entre les gouvernements des territoires intéressés, les gouvernements responsables des relations internationales de ces territoires et la Commission, a invité les gouvernements des pays pouvant faire partie de la Commission à compléter aussitôt que possible la liste initiale des membres associés (par. 7 du mandat de la Commission), aux fins d'admission par le Conseil à sa vingt-sixième session au plus tard. A sa vingt-sixième session⁵, le Conseil a été saisi d'une demande d'admission en qualité de membre associé (E/3152), présentée au nom du Territoire sous tutelle de la Somalie. Le Conseil a admis ce territoire comme membre associé de la Commission et a décidé d'attendre la reprise de sa vingt-sixième session, en décembre 1958, pour poursuivre l'examen de la liste initiale des membres associés.

275. Le Conseil a également examiné la question des *relations de la Commission avec d'autres organisations intergouvernementales*. Conformément à la pratique suivie par le Conseil et par les commissions régionales existantes, le mandat de la CEA prévoit le maintien de la liaison nécessaire avec d'autres organes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées. Il dispose également que la Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil et de l'Assemblée générale. Enfin, il stipule que la Commission pourra établir toute

liaison qu'elle jugera appropriée avec des organisations intergouvernementales en Afrique dont l'activité s'exerce dans le même domaine.

276. Le projet de mandat présenté par la délégation soudanaise prévoyait que la Commission prendrait des *dispositions en vue de consultations avec les organisations non gouvernementales* que le Conseil économique et social a admises au statut consultatif et avec les autres organisations non gouvernementales d'Afrique qui, à son avis, pourraient l'aider utilement à accomplir sa tâche. On a souligné que la proposition s'inspirait non seulement du mandat des autres commissions régionales mais aussi des pratiques qu'elles suivent depuis longtemps dans ce domaine et dont le Conseil a pris note chaque année. Cependant, plusieurs membres du Conseil ont exprimé l'avis que le mandat de la CEA ne devrait prévoir des consultations qu'avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil. A l'issue de la discussion, le Conseil a finalement adopté un texte analogue à celui des mandats des autres commissions régionales qui prévoit que la CEA prendra des dispositions en vue de consultations avec les organisations non gouvernementales que le Conseil économique et social a dotées du statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

277. En ce qui concerne le *siège de la Commission*, le Conseil a reçu des invitations des Gouvernements de l'Éthiopie, du Ghana, du Maroc et du Soudan (E/3086) ainsi que du Gouvernement de la République arabe unie (E/3086/Add.1) proposant que le siège soit établi sur leur territoire respectif. Par sa résolution 671 (XXV), le Conseil a décidé que le siège de la Commission serait établi en Afrique et que son emplacement serait fixé par le Conseil en consultation avec le Secrétaire général. Après avoir entendu une déclaration du représentant du Secrétaire général et examiné une proposition tendant à renvoyer à la vingt-sixième session le choix du siège de la Commission, le Conseil a décidé, le 2 mai 1958, d'établir le siège de la Commission à Addis-Abéba. Le mandat de la Commission prévoit qu'elle peut, en temps utile, créer dans la région les bureaux locaux qu'elle jugera nécessaires.

Section II. — Rapports des commissions économiques régionales

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Relations avec les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales

278. Comme l'indique le rapport annuel de la CEE (E/3092)⁶, la Commission, ses organes subsidiaires et son secrétariat ont continué de coopérer avec les institutions spécialisées. Des relations de travail ont été établies entre le secrétariat et le personnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La collaboration entre le secrétariat et le BIT s'est poursuivie, notamment en ce qui concerne les questions de main-d'œuvre, de bois, de transport et de statistique. La coopération systématique de la CEE et de la FAO a été assurée principalement par les divisions de l'agriculture et du bois, communes à la CEE et à la FAO. Il y a eu également une coopération active entre la FAO et le secrétariat pour l'étude des divers problèmes que pose la

⁵ E/SR.1042.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 3.

lutte contre la pollution des eaux en Europe, ainsi que dans le domaine des statistiques. Le secrétariat s'est tenu au courant des études de l'UNESCO sur les aspects juridiques et économiques de la coopération pacifique, et l'UNESCO a participé aux travaux de la Conférence des statisticiens européens. Avec l'OMS, la coopération a porté sur l'étude des moyens de lutte contre la pollution des eaux, sur les questions de transport et sur le problème de l'automatisation. En outre, l'OMS a suivi les travaux du Comité de l'énergie électrique sur le potentiel hydro-électrique de l'Europe et aidé le secrétariat à faire une enquête sur les précipitations. Le secrétariat a maintenu ses relations habituelles avec le Fonds et la Banque en matière de recherches et il a tenu la Banque au courant de tous les projets de développement économique issus des travaux des comités. En ce qui concerne le commerce et la politique commerciale, le secrétariat est resté en contact avec la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

279. Des consultations officielles à l'échelon des secrétariats ont eu lieu comme par le passé avec un certain nombre d'organismes intergouvernementaux qui n'ont pas de liens avec l'Organisation des Nations Unies.

280. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales internationales dans les domaines les plus divers ont continué de coopérer activement avec le secrétariat et les organes subsidiaires de la Commission.

Relations entretenues par la Commission conformément au paragraphe 10 de son mandat

281. Des experts de la zone orientale d'Allemagne ont continué de participer aux réunions des organes subsidiaires de la CEE, conformément au paragraphe 10 du mandat de la Commission.

282. A la treizième session de la Commission, plusieurs délégations ont soulevé à nouveau la question de la représentation de la République démocratique allemande, faisant valoir que la CEE, en continuant de dénier à ce pays le droit de se faire représenter, mettait obstacle à ses propres travaux. D'autres délégations ont réitéré leur opposition à toute modification du statut juridique de la zone orientale d'Allemagne à la CEE ainsi qu'à toutes dispositions qui permettraient à cette zone de participer aux travaux de la Commission.

Principales activités

283. A sa treizième session, la Commission a fait le point des travaux de ses organes subsidiaires et du secrétariat et approuvé son programme de travail pour 1958-1959 ainsi que les ordres de priorité accordant en cela une attention toute particulière aux résolutions 664 (XXIV) et 665 (XXIV) du Conseil.

284. La Commission a examiné la situation économique de l'Europe en s'aidant de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe en 1957* (E/ECE/317)⁷.

285. La Commission a adopté un certain nombre de résolutions traitant notamment de la suite à donner à sa résolution relative à la conclusion d'un accord paneuropéen de coopération économique⁸; de l'étude des problèmes relatifs à la documentation économique, technique et scientifique; du développement des contacts entre les pays qui participent aux travaux de la Commission; de la préparation d'un rapport sur les matières

plastiques et des fibres synthétiques; d'une étude plus approfondie des problèmes de productivité du travail et de lutte contre la pollution des eaux. La Commission a invité le Secrétaire exécutif à l'informer à sa quatorzième session des progrès de la coopération régionale en ce qui concerne les aspects économiques de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, dans la mesure où ces questions intéressent la Commission. Elle a prié le Conseil de tenir compte des demandes des pays européens désireux de recevoir une aide au titre du Programme élargi d'assistance technique, lorsqu'il passerait ce programme en revue. D'autre part, elle a invité le secrétariat et ceux de ses organes subsidiaires qui sont intéressés à tenir compte des suggestions contenues dans le rapport de la réunion spéciale d'experts gouvernementaux sur les problèmes de l'énergie. Dans une de ses résolutions, la Commission a exprimé l'avis qu'il y aurait intérêt à développer les échanges de biens d'équipement destinés aux industries légères et aux industries qui produisent des matières premières artificielles et synthétiques pour la fabrication de biens de consommation. Elle a recommandé qu'à sa prochaine session le Comité pour le développement du commerce étudie toutes les nouvelles suggestions qui seraient faites au sujet des moyens de développer en Europe des échanges mutuellement avantageux.

286. En ce qui concerne l'examen de la proposition de l'URSS relative à la convocation d'une conférence des ministres des pays membres sur le commerce international, le Président de la Commission a conclu que de nombreuses délégations étaient favorables en principe à cette proposition mais que certaines considéraient que le moment n'était pas encore venu de convoquer une telle réunion et que d'autres n'étaient pas disposées à prendre une position définitive. Il restait aux pays intéressés la possibilité de reprendre la question plus tard s'ils le jugeaient souhaitable.

287. On trouvera ci-dessous un bref aperçu de certaines des principales activités des organes subsidiaires de la Commission, qui sont exposées plus en détail dans le rapport de la Commission (E/3092).

Agriculture

288. Le Comité des problèmes agricoles a continué de rassembler des renseignements sur l'évolution des politiques agricoles et sur d'autres changements. Il a étudié les perspectives à court terme du marché de plusieurs produits agricoles de base et décidé de confier à un groupe d'experts l'étude des facteurs qui influent sur la demande des principaux produits alimentaires. Les organes subsidiaires du Comité ont poursuivi leurs travaux sur la normalisation des denrées périssables, sur l'établissement de normes pour les conditions de vente de certains produits agricoles et sur les problèmes posés par la mécanisation de l'agriculture.

Charbon

289. Le Comité du charbon a fait une étude préliminaire des problèmes à long terme que pose le développement de l'industrie et du marché charbonnier en Europe. Il a accordé une attention particulière aux problèmes de la production charbonnière et il a arrêté une procédure d'échange de renseignements à ce sujet. La comparabilité des statistiques de l'investissement dans l'industrie du charbon a également fait l'objet d'un examen. Le Sous-Comité du marché charbonnier a continué d'étudier périodiquement les problèmes de vente à court terme. Des progrès ont été accomplis

⁷ Voir chap. II, par. 87 à 94.

⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-quatrième session, Supplément No 6, 3ème partie.

dans la mise au point de conditions générales pour les ventes de combustibles solides à l'exportation et à l'importation.

290. Le Groupe de travail de l'utilisation a continué d'étudier la carbonisation à basses et à moyennes températures ainsi que l'utilisation rationnelle des combustibles solides inférieurs. Le Groupe de travail de la classification a abouti à un accord préliminaire sur un système de classification internationale des lignites et il a poursuivi ses efforts en vue d'élaborer un système de classification approprié pour les coques de houille à haute température.

Gaz

291. Le Groupe de travail spécial des problèmes du gaz a concentré son attention sur quelques problèmes particulièrement importants, tels que la souplesse de l'industrie du gaz qu'il a étudiée tant du point de vue du consommateur que de celui du producteur. Il a également étudié les problèmes relatifs au gaz naturel, notamment ceux que posent la liquéfaction du gaz naturel, son transport et sa reconversion à l'état gazeux, ainsi que les marchés que le gaz liquéfié pourrait trouver en Europe. Il s'est préoccupé en outre des aspects juridiques de la protection des grandes conduites internationales de gaz et du stockage d'atterrain.

Énergie électrique

292. Le Comité de l'énergie électrique a fait le point de la situation de l'énergie électrique et continué de rechercher de nouvelles possibilités d'échanges d'énergie électrique entre les pays de l'Europe centrale et du sud-est de l'Europe. Poursuivant son étude sur les moyens d'abaisser le prix de la construction des centrales hydro-électriques et sur l'influence de la mécanisation à cet égard, le Comité a entrepris une enquête sur le terrassement, le bétonnage et l'excavation. Après avoir calculé, sur une base commune, la moyenne brute du potentiel hydro-électrique de l'Europe, il a pris des mesures en vue d'établir une carte internationale indiquant la répartition de ce potentiel. Le Comité a également étudié les méthodes permettant de déterminer de manière uniforme les ressources hydro-électriques exploitables. Il a adopté en outre de nouveaux rapports sur l'électrification des campagnes. Le Syndicat d'études institué pour exécuter les projets mis au point par Yougelexport⁹ en vue d'exporter de l'énergie électrique produite en Yougoslavie a poursuivi l'étude des aspects techniques du premier projet retenu.

Logement

293. Sur la base d'une étude rédigée par le secrétariat, le Comité de l'habitat a passé en revue les progrès et les perspectives principales dans le domaine de l'habitation. Il s'est occupé de l'élaboration de programmes de construction de logements ainsi que des questions de gestion d'immeubles et de financement. En outre, il a décidé d'entreprendre une enquête approfondie sur l'habitat rural.

294. La préparation d'un rapport sur les aspects techniques des politiques gouvernementales, envisagées plus particulièrement sous l'angle de la réduction des coûts de construction, s'est poursuivie. Des rapporteurs désignés par le Comité ont entrepris une enquête sur l'utilisation de l'espace dans les types d'habitations courants. Le Comité a décidé de tenir une réunion

spéciale pour étudier les mesures que les gouvernements pourraient prendre afin de favoriser et d'accélérer l'application pratique de la normalisation et des principes de coordination modulaire et pour examiner leurs incidences sur le commerce des matériaux et des éléments de construction.

295. S'efforçant toujours de susciter la coopération générale des pays européens pour l'étude des aspects techniques de la construction de logements le Comité a adopté un programme à long terme prévoyant des voyages en groupe dans divers pays. Il a approuvé un programme de diffusion périodique de documents techniques et bibliographiques sur le logement et la construction qui avait été établi par le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation.

Industrie et produits de base

296. Les Groupes de travail spéciaux des contrats en matière d'industrie mécanique et des machines agricoles, qui relèvent du Comité de l'industrie et des produits de base ont été actifs pendant toute l'année. Avec l'assistance du secrétariat, des experts désignés par les gouvernements ont poursuivi la préparation d'un rapport sur les incidences économiques de l'automatisation dans la région.

Transports intérieurs

297. Le Comité des transports intérieurs a étudié la suite à donner à la résolution 645 G (XXIII) concernant le transport des marchandises dangereuses. Le Comité s'est déclaré favorable, en principe, au système élaboré par le Comité d'experts des Nations Unies, tout en notant que certaines questions soulevaient encore des difficultés. Le 13 décembre 1957, neuf pays ont signé l'Accord européen relatif au transport des marchandises dangereuses par route. Un accord sur la signalisation routière a également été conclu. Les représentants des neuf pays dont les administrations des chemins de fer constituent le pool de wagons "EUROP" ont signé une convention visant à faciliter la réparation de ces wagons. Un accord établissant des normes d'homologation uniformes pour certaines catégories d'accessoires automobiles et prévoyant que l'estampille d'homologation délivrée par l'un des pays participants sera reconnue par les autres a été ouvert à la signature en mars 1958. Trois nouveaux symboles de signalisation routière valables dans toute l'Europe, ont été approuvés. Le texte de l'annexe II de la Déclaration de 1950, qui définit les caractéristiques souhaitables pour les grandes routes internationales en fonction de la circulation qu'elles supportent, a été révisé.

298. En ce qui concerne les voies navigables, on a avancé le projet de convention relative au contrat de transport de marchandises ainsi que le projet de convention sur l'unification de certaines règles en matière d'abordage dans la navigation intérieure. Une résolution concernant l'uniformisation du système de signalisation des voies navigables a été adoptée et les travaux sur les signaux des automoteurs et sur l'unification des règles de route et des signaux d'acoustique ont commencé.

299. Un accord est intervenu sur la forme à donner à la publication des résultats du recensement de la circulation sur les grandes routes internationales en 1955 et il a été recommandé d'organiser un recensement analogue en 1960. A la suite des études entreprises par le Comité, plusieurs pays ont renoncé à exiger quelque

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément No 3, par. 336.

document douanier que ce soit pour l'importation temporaire des véhicules à usage privé. Le Comité a poursuivi ses études sur la coordination des transports, les tarifs et les coûts et l'amélioration de certains types de matériel roulant des chemins de fer.

300. Un groupe d'experts a examiné des dispositions concernant les matériaux à utiliser pour la construction des palettes, tandis qu'un autre groupe compare du point de vue technique et économique les divers systèmes de transport combiné.

Main-d'œuvre

301. Le Comité de la main-d'œuvre n'ayant eu aucune activité, le Bureau international du Travail a présenté à la Commission, à sa treizième session, un rapport sur les problèmes de main-d'œuvre en Europe pour l'année 1957.

Acier

302. Sur la base d'une étude rédigée par le secrétariat, le Comité de l'acier a examiné les principales caractéristiques du marché de l'acier dans les pays de l'Europe orientale d'une part et dans les pays de l'Europe occidentale, d'autre part, en s'attachant notamment aux questions suivantes: exportations indirectes, matières premières et tendances de la demande dans les principaux secteurs de consommation de l'acier; il a examiné en outre la situation de la ferraille et ses incidences sur la politique à long terme de l'industrie sidérurgique en Europe occidentale. Des rapports intitulés *Les chemins de fer et l'acier* (E/ECE/296)¹⁰ et *Progrès réalisés en 1956 dans la sidérurgie* (E/ECE/305) ont été publiés. Une étude détaillée des perspectives à long terme de la sidérurgie européenne a été entreprise. Le Comité a continué d'encourager la coopération de tous les pays européens à l'étude des questions techniques relatives à l'acier.

Bois

303. Le Comité du bois a passé en revue la situation des marchés européens du bois en 1957 et examiné les perspectives pour 1958. Il a étudié des avant-projets de rapports préparés par des experts sur la situation des feuillus en Europe ainsi que divers aspects économiques de l'utilisation du bois et de ses tendances. Le Comité a recommandé de donner la priorité dans la série des études par secteur à une étude des tendances de la consommation de bois pour l'emballage.

304. Le Comité mixte FAO/CEE des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers a poursuivi l'examen de divers problèmes techniques par l'intermédiaire de groupes d'études spécialisés et d'experts. L'OIT, qui collabore de plus en plus avec cet organe, a continué en particulier de donner son appui à un programme de bourses pour instructeurs forestiers. Des visites et des voyages d'études ont été organisés dans le cadre de programmes d'échange. Le Comité a invité le Groupe de travail mixte des statistiques des forêts et des produits forestiers à poursuivre l'exécution de son mandat.

305. L'Union soviétique a proposé la conclusion entre tous les pays d'Europe d'un accord de coopération scientifique, technique et économique dans le domaine du bois. Le Comité a arrêté la procédure selon laquelle se poursuivra l'étude de cette proposition à sa prochaine session.

Développement du commerce

306. A sa sixième session, le Comité pour le développement du commerce a passé en revue l'évolution des échanges intra-européens et notamment des échanges Est-Ouest. Des délégations ont signalé diverses entraves aux échanges qu'il fallait supprimer, ainsi que d'autres problèmes à résoudre. Le Comité a pris note des résultats des deux premières opérations trimestrielles de compensation multilatérale organisées conformément à sa recommandation antérieure. Une consultation d'experts sur la compensation multilatérale s'est tenue à l'occasion de la sixième session du Comité.

307. Le Comité a examiné les questions relatives aux foires commerciales et salons techniques internationaux et a pris acte des rapports sur l'état d'avancement des travaux consacrés à l'arbitrage et à l'unification des conditions générales de vente; il a demandé au secrétariat d'examiner les améliorations qui pourraient être apportées au développement du commerce intra-européen en ce qui concerne les assurances. La cinquième Consultation d'experts relative au commerce entre l'Est et l'Ouest s'est tenue concurremment avec la sixième session du Comité.

308. Il a été proposé que le Comité étudie, à sa prochaine session, les conséquences économiques de la création de la Communauté économique européenne. Les renseignements et les suggestions que les gouvernements intéressés pourraient présenter au secrétariat à ce sujet feraient l'objet d'un résumé qui serait soumis au Comité. Au cours de la treizième session de la Commission, certains représentants des pays participant à la Communauté économique européenne se sont félicités de l'occasion d'examiner cette question qu'offrirait la prochaine session du Comité. Plusieurs délégations ont proposé que le Comité étudie également les effets que peuvent avoir sur le commerce Est-Ouest d'autres efforts faits en Europe pour réaliser l'intégration économique à l'échelon subrégional.

309. Le Comité a pris note que le secrétariat se proposait d'insérer dans ses publications des exposés sur les possibilités qu'il y aurait de faciliter les échanges commerciaux en Europe, notamment entre l'Est et l'Ouest. Le Comité a demandé au secrétariat de tenir dûment compte, lorsqu'il procédera à ces études, de la documentation que les divers pays voudraient bien lui fournir.

Développement économique de l'Europe méridionale

310. Les comités de la CEE ont assuré l'exécution d'un certain nombre de projets entrepris en application de la résolution 7 (XI)¹¹ de la Commission. Le Comité de l'énergie électrique a poursuivi ses travaux en ce qui concerne le projet d'exportation d'énergie électrique yougoslave et les possibilités d'échanges d'énergie électrique entre les pays de l'Europe centrale et ceux du sud-est de l'Europe. Le Comité de l'habitat a étudié les problèmes du logement dans les pays peu industrialisés. Le Comité des transports intérieurs a été mis au courant des mesures prises par la Grèce, l'Italie, la Turquie et la Yougoslavie en vue d'étudier les possibilités d'améliorer certaines grandes routes d'importance internationale. Le Comité de l'acier a examiné les problèmes de l'industrie de l'acier en Europe méridionale. L'examen des problèmes du com-

¹⁰ Publication des Nations Unies, No de vente: 1957.II.E.3.

¹¹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Supplément No 6, 3ème partie

merce extérieur des pays de l'Europe du Sud-Est figurait à l'ordre du jour de la sixième session du Comité pour le développement du commerce. A la suite d'une suggestion de la Conférence des statisticiens européens, un Cycle d'études sur les statistiques industrielles s'est tenu en Grèce, en mai 1957.

Statistiques

311. La Conférence des statisticiens européens a notamment étudié les rapports de ses groupes de travail des recensements de la population et des habitations, des recensements et enquêtes agricoles et des recensements généraux de l'économie, ainsi que le rapport d'une réunion consacrée à l'emploi des machines électroniques pour l'exploitation des données; les rapports de ses groupes d'experts sur la classification des personnes suivant des caractéristiques économiques et sociales et sur les statistiques de la formation et de la consommation de capital; des rapports d'experts sur la coordination des recensements, les statistiques de l'épargne, la correction des variations saisonnières ou assimilées et les divergences entre les chiffres des importations et ceux des exportations correspondantes; des rapports présentés par des organisations internationales sur leur activité en matière de statistiques des prix agricoles sur la comparabilité internationale des salaires réels, sur les enquêtes concernant le budget familial, sur les salaires et les éléments connexes du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, sur les statistiques relatives au transport du charbon, du fer, de l'acier et de la ferraille, sur la comptabilité nationale et les sujets connexes; et des rapports du secrétariat sur les indicateurs courants des dépenses des particuliers et des dépenses publiques courantes, sur les systèmes de comptabilité nationale dans les pays européens, sur les statistiques des livraisons, des stocks et de la consommation d'acier, ainsi que sur les travaux statistiques effectués dans le cadre des programmes des divers comités de la Commission.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Relations avec les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales

312. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport annuel de la CEAE0 (E/3102)¹², la Commission et ses organes subsidiaires ont coopéré de façon plus large avec les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui exercent une activité dans la région. D'étroites relations de travail ont été maintenues avec la FAO par l'intermédiaire de la Division mixte CEAE0/FAO de l'agriculture, ainsi qu'à l'occasion d'études menées conjointement sur les tendances de l'industrie du bois, ou de réunions mixtes comme celles du Groupe de travail du développement et des plans économiques, du Cycle d'études FAO/CEAE0 sur la politique de soutien et de stabilisation des prix et revenus agricoles en Asie et en Extrême-Orient, et de la Conférence des statisticiens d'Asie; la CEAE0 et la FAO ont également échangé des documents préparés par elles et destinés aux réunions de leurs organes. L'OIT, le Fonds, la Banque, l'UIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS, l'OMM,

l'OACI et le GATT ont participé aux réunions d'un certain nombre d'organes subsidiaires de la Commission. La CEAE0 a continué de coopérer avec l'OIT pour les questions relatives à la main-d'œuvre, aux petites industries et à l'artisanat, à la sécurité de l'exploitation des chemins de fer et à la formation des mécaniciens de moteurs de marine Diesel. La coopération avec l'UNESCO a porté sur les aspects sociaux de l'industrialisation, de la productivité, de l'électrification et des petites industries, ainsi que sur les dispositions à prendre en vue de la réunion d'un cycle d'études sur l'aménagement régional. L'UIT a offert de participer aux études concernant les problèmes des télécommunications ainsi qu'à la préparation de la session d'un groupe de travail sur les télécommunications. D'étroites relations de travail ont été maintenues avec le secrétariat du GATT en ce qui concerne les répercussions éventuelles du marché commun européen sur l'économie de la région. Le secrétariat de la Commission a établi une liaison avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a renforcé ses relations de travail avec le Comité consultatif pour le développement économique coopératif dans l'Asie du Sud et du Sud-Est (plan de Colombo) et avec le Bureau de la coopération technique du Conseil de la coopération technique dans l'Asie du Sud et du Sud-Est. La Chambre de commerce internationale, l'Organisation internationale de normalisation, le Congrès géologique international et la Fédération mondiale des anciens combattants ont aidé le secrétariat de la CEAE0 à exécuter des projets se rapportant respectivement aux échanges commerciaux, à la normalisation, à l'établissement d'une carte géologique régionale et à la réforme agraire.

Composition de la Commission

313. La Fédération de Malaisie, du fait de son admission à l'Organisation des Nations Unies, est devenue membre de la Commission.

314. A sa quatorzième session, la Commission a adopté à l'unanimité une résolution [26 (XIV)] par laquelle elle a recommandé au Conseil économique et social de décider que le territoire de l'Iran serait compris dans le domaine géographique de la Commission et que ce pays deviendrait membre de la CEAE0. Plusieurs membres de la Commission ont cependant estimé que, pour permettre à la Commission d'accomplir efficacement sa tâche et pour tenir compte aussi d'autres considérations, il convenait de se montrer très prudent à l'égard de toute nouvelle extension du domaine géographique de la Commission.

Principales activités

315. La Commission a examiné les problèmes que posaient le déficit croissant de la balance commerciale et de la balance des paiements, le mouvement défavorable des termes de l'échange, notamment le fléchissement du prix de plusieurs produits primaires importants exportés par la région, ainsi que la diminution continue de la part des exportations de la région dans les échanges mondiaux. Elle a décidé d'organiser, à titre d'essai, des pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional, auxquels ne participeraient que les Etats de la région qui sont membres ou membres associés de la Commission.

316. Elle a adopté un programme de travail qui accorde la première place aux aspects régionaux et à long terme du développement économique, de l'industrialisation, des problèmes démographiques et de la

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 2.

mise en valeur des ressources, conformément à la résolution 664 (XXIV) du Conseil, et elle s'est une fois de plus déclarée en faveur de la rationalisation de son programme de travail.

Développement et plans économiques

317. La Commission a approuvé le rapport de son Groupe de travail pour le développement et les plans économiques (troisième session), qui avait spécialement étudié le développement de l'agriculture et les plans agricoles en fonction de l'ensemble de l'économie, notamment de l'industrialisation. Le Groupe de travail avait souligné que le manque de personnel qualifié, l'absence de statistiques de base et l'inefficacité des méthodes de production entravaient l'établissement de plans de développement agricole pour la région. La Commission a souligné qu'il importait d'améliorer la législation foncière, le crédit agricole et la commercialisation des produits, et d'obtenir que les cultivateurs coopèrent à l'exécution des plans et de la politique agricoles. Elle a décidé qu'à sa quatrième session, le Groupe de travail devrait examiner les problèmes de l'industrialisation dans ses rapports avec le développement économique et la planification d'ensemble et, à sa cinquième session, le problème du développement économique et social équilibré, dont l'Assemblée générale a souligné l'importance par sa résolution 1161 (XII).

Commerce

318. La Commission a approuvé le rapport du Comité du commerce, qui, à sa première session, avait examiné les faits nouveaux intéressant les échanges et les politiques commerciales ainsi que les systèmes de licences d'importation et d'exportation. Elle a étudié les répercussions éventuelles du marché commun européen sur les échanges commerciaux des pays de la région, compte tenu de l'étude faite par le GATT et des déclarations de plusieurs pays de la région ainsi que de celles de certains des pays membres de la Communauté économique européenne. La Commission s'est félicitée de l'assurance donnée par ces pays que les légitimes intérêts économiques des pays tiers seraient sauvegardés, conformément aux articles 18 et 110 du Traité de Rome.

319. Le Comité a décidé d'accorder une attention particulière à sa prochaine session, au commerce des minéraux et des produits à base de minéraux, d'organiser des cycles d'études régionaux sur les services d'expansion commerciale, au Japon en 1959, et dans l'Inde en 1960 et d'organiser, avec le concours du secrétariat du GATT et du secrétariat du Conseil de coopération douanière, un groupe de travail de l'administration des douanes.

320. Notant qu'un certain nombre de délégations s'étaient inquiétées des répercussions éventuelles du marché commun européen sur l'économie des pays de la région, la Commission a décidé qu'elle continuerait à examiner cette question.

Industrie et ressources naturelles

321. A sa dixième session, le Comité de l'industrie et du commerce a approuvé le septième rapport du Sous-Comité de la sidérurgie, qui avait souligné l'intérêt qu'il y avait à poursuivre l'étude des tendances de la demande de fonte et de produits à base d'acier et à créer des industries mécaniques légères ou des ateliers de montage, en tant que première étape de la création d'une industrie sidérurgique. Dans son rapport, le Sous-Comité soulignait également la nécessité de

rechercher si les nouveaux procédés de fabrication de la fonte et de l'acier étaient, techniquement et économiquement applicables dans la région, ainsi que l'importance de la normalisation, des essais en usine pilote, de la formation de techniciens et de la coopération internationale et interrégionale.

322. Un voyage d'étude de spécialistes de la sidérurgie, en Belgique, en France, dans la République fédérale d'Allemagne, dans le Royaume-Uni et en Suède, a été organisé par l'AAT et la CEAFEO, en collaboration avec la CEE.

323. Le Comité a approuvé le cinquième rapport du Groupe de travail des petites industries et de la commercialisation des produits de l'artisanat, qui avait étudié les aspects économiques et techniques de l'industrie du cuir. Le Comité a examiné les mesures prises par les divers pays en vue de donner effet aux recommandations antérieures du Groupe de travail touchant au développement des petites industries. Il a estimé qu'il était possible de développer parallèlement les grandes entreprises et les petits ateliers de façon à les rendre complémentaires. Il a décidé d'examiner à sa session suivante la question de l'industrie fruitière et de l'industrie des conserves de fruits et d'autres aliments.

324. Lorsqu'il a approuvé le sixième rapport du Sous-Comité de l'énergie électrique, le Comité a souligné la nécessité d'étudier les techniques de prévision de la demande. Le Sous-Comité, par l'intermédiaire d'un groupe d'experts, avait examiné les méthodes d'évaluation du potentiel hydro-électrique. Le Comité a décidé d'entreprendre une étude intégrée des ressources et de la demande de combustible et d'énergie dans les pays de la région. Il a également décidé de réunir, en coopération avec la FAO, un groupe de travail sur l'emploi des poteaux de bois pour l'électrification rurale. Il a félicité le Secrétaire général de son rapport intitulé: *Applications économiques de l'énergie atomique — production d'énergie et utilisations industrielles et agricoles* (E/3005)¹³ et a souligné l'importance des moyens requis pour la formation du personnel technique.

325. Le Comité a approuvé le troisième rapport du Groupe de travail d'experts géologues pour l'établissement de cartes géologiques et minéralogiques régionales de l'Asie et de l'Extrême-Orient et noté que la carte géologique régionale serait achevée d'ici à la fin de 1958. Il a recommandé d'entreprendre l'établissement de la carte minéralogique.

326. A sa troisième session, le Sous-Comité des ressources minérales a spécialement étudié la législation minière, la conservation, le commerce et la prospection des ressources minérales, les levés aériens et la prospection des minerais radioactifs, ainsi que la formation du personnel et la mise au point de statistiques des produits minéraux. Le Comité a décidé de réunir un groupe de travail de spécialistes de la législation minière et un cycle d'études sur les levés aériens. Il a approuvé l'ordre du jour proposé pour le Colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières en Asie et en Extrême-Orient, qui doit se tenir en 1958, et a recommandé que l'on organise un voyage d'étude de spécialistes des mines au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique.

327. La Commission a proposé que les pays de la région coopèrent en vue de créer des industries des-

¹³ Publication des Nations Unies, No de vente: 1957.II.B.2.

finées à un marché plus vaste et qui bénéficieraient ainsi des avantages de la production massive. Elle a élargi le mandat du Groupe travail d'experts géologues pour la confection de cartes géologiques et minéralogiques régionales de l'Asie et de l'Extrême-Orient, en lui confiant le soin d'autres enquêtes géologiques.

Transports intérieurs

328. A sa septième session, le Comité des transports intérieurs a passé en revue les travaux de son Sous-Comité et du secrétariat et s'est attaché en particulier aux problèmes de la coordination des transports intérieurs, de l'étude statistique du rendement des systèmes de transport et de la mécanisation de la comptabilité des entreprises de transport.

329. Un groupe spécial de travail des ports intérieurs a étudié le problème du tracé et de la construction des ports intérieurs, ainsi que les aspects administratifs et financiers de l'exploitation et de la création de ces ports. Le Sous-Comité des voies fluviales a décidé d'examiner les études sur les ports de mer et la navigation maritime auxquelles procèdent diverses organisations internationales ou non gouvernementales avant d'entreprendre les travaux complémentaires recommandés par le Groupe spécial de travail. Il a noté que le système uniforme de balisage et de signaux de rive sur les voies fluviales d'Asie et d'Extrême-Orient avait déjà été adopté par 11 pays de la région et décidé de formuler des recommandations sur les normes de dimension à adopter pour au moins une catégorie de voies fluviales et qui serviraient de normes régionales pour les voies navigables d'importance internationale.

330. Le Sous-Comité des chemins de fer, à sa cinquième session, s'est attaché spécialement aux aspects techniques et économiques des transports ferroviaires, y compris l'exploitation et l'entretien des locomotives Diesel, l'utilisation économique du matériel roulant, les mesures propres à améliorer les méthodes et l'efficacité des ateliers de chemins de fer et la sécurité du travail des cheminots. Il a décidé de continuer à coopérer avec la FAO, en ce qui concerne la normalisation et la conservation des traverses de bois, comme l'avait suggéré la Commission pacifico-asiatique des forêts à sa quatrième session. Il a noté que le Gouvernement pakistanais avait assumé la responsabilité de la gestion du centre de formation pour cheminots, mais que ce centre n'en conserverait pas moins son caractère régional.

331. Un cycle d'études de la sécurité routière a examiné les aspects administratifs et techniques de cette sécurité. Il a recommandé l'organisation de semaines d'études de la circulation dans les principales villes de la région, la préparation, en coopération avec l'UNESCO, de manuels de sécurité routière, ainsi que l'inscription de la sécurité routière au programme des établissements scolaires de tous les degrés. On a également organisé un cycle d'études sur les routes peu coûteuses et la stabilisation du sol.

332. La Commission a décidé de donner au Comité des transports intérieurs le nom de "Comité des transports intérieurs et des communications", et de réunir un groupe de travail mixte CEAEO/UIT de spécialistes des télécommunications. Etant donné que le Comité et ses organes subsidiaires devaient réorienter leurs travaux et s'attacher surtout aux principaux problèmes économiques des transports et des commu-

nications, la Commission a estimé qu'il convenait de créer des instituts techniques régionaux de recherche sur les problèmes techniques des chemins de fer, des routes, des voies fluviales et des télécommunications.

Défense contre les inondations et mise en valeur des ressources hydrauliques

333. La Commission a noté que le Cambodge, le Laos, la République du Viet-Nam et la Thaïlande avaient créé un Comité de coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, qui dispose des services du secrétariat de la CEAEO. Une mission d'étude de l'ONU a procédé sur place à des recherches approfondies et a recommandé l'élaboration d'un programme quinquennal d'études et d'enquêtes qui permettrait de mettre au point les plans initiaux des grands travaux envisagés sur le cours principal du fleuve (TAA/AFE/3). La Commission a adopté une résolution [25 (XIV)] par laquelle elle a invité l'Organisation des Nations Unies à considérer cette entreprise comme tâche de première urgence dès la création du Fonds spécial et prié le Secrétaire exécutif de prêter toute assistance au Comité de coordination pour faciliter la mise en œuvre du programme d'études. Elle a remercié la France, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis d'Amérique de leur aide financière, et la Birmanie et le Japon des autres formes d'assistance qu'ils s'étaient déclarés disposés à fournir pour l'exécution du projet du Mékong.

334. La Troisième Conférence technique régionale sur la mise en valeur des ressources hydrauliques a fait le point de la mise en valeur de ces ressources dans les pays de la région et formulé des recommandations sur les aspects techniques et problèmes d'organisation de la planification et de la construction des ouvrages. La Conférence a examiné les avantages que présentent respectivement le travail humain et l'emploi des machines, et ceux que présente le recours à des organismes d'Etat ou à des entrepreneurs privés pour la construction des ouvrages.

335. La Commission a décidé d'organiser, en coopération avec la Direction des affaires économiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, un groupe d'étude des travaux de terrassement dans la région de la CEAEO, dans le cadre des études prévues par les résolutions 597 (XXI) et 618 (XXII) du Conseil, sur les rapports entre le travail humain et le travail mécanique dans les entreprises de construction. Elle a également décidé d'organiser un cycle d'études mixte CEAEO/OMM sur les divers aspects des observations et données hydrologiques. Elle a souligné l'importance que présente l'évaluation des ressources en eaux souterraines et des eaux provenant de la fonte des neiges.

Alimentation et agriculture

336. La Commission a pris note des travaux de la Division mixte CEAEO/FAO de l'agriculture. Elle a souligné l'importance des services de vulgarisation dans la planification et la gestion des exploitations agricoles et jugé très utile que les pays se fassent bénéficier mutuellement de l'expérience acquise dans la planification du développement agricole. Elle a décidé de fusionner l'étude proposée sur le rôle des méthodes faisant appel à l'effort personnel dans le développement économique et l'étude sur le rôle des collectivités rurales dans le développement de l'agriculture.

337. La Commission a approuvé le rapport de la Conférence des statisticiens d'Asie sur les travaux de sa première session et recommandé que les pays de la région participent à l'exécution du programme coordonné ONU/FAO pour les recensements mondiaux de la population (y compris l'habitation) et de l'agriculture qui auraient lieu en 1960. Elle a noté que l'ONU et la FAO organisaient un centre de formation pour les agents de recensement qui devait être ouvert en 1958. Elle a également souligné qu'il importait de favoriser, dans le cadre du programme de travail du secrétariat, l'emploi des méthodes de sondage, la formation des statisticiens et l'élaboration des statistiques nécessaires à la planification et au développement.

338. La Commission, en approuvant le rapport du deuxième Groupe d'étude des problèmes de reclassement et d'administration budgétaires, a souligné l'intérêt pratique que présentent ces travaux, tant pour aider les gouvernements à définir leur doctrine que pour faire connaître au public d'où l'Etat tire ses recettes et comment il les emploie. Elle a décidé que le Groupe d'étude devrait ensuite examiner l'établissement des budgets d'après les réalisations.

Affaires sociales

339. Le secrétariat de la CEAEIO, en coopération avec la Direction des affaires sociales et la Direction des affaires économiques du Siège de l'ONU, a entrepris une étude préliminaire des dépenses sociales dans l'Inde. Comme le Conseil l'en avait prié par sa résolution 663 B (XXIV), la Commission a examiné le *Rapport sur la coordination des mesures relatives aux niveaux de vie familiaux* (ST/SOA/34)¹⁴ et noté que le Groupe de travail du développement et des plans économiques étudierait en 1959 la question du développement économique et social équilibré.

Assistance technique

340. La Commission a pris note avec satisfaction des rapports de l'AAT et du secrétariat du BAT, et exprimé l'espoir que les Membres de l'Organisation des Nations Unies continueraient à verser au Programme élargi d'assistance technique des contributions régulières et accrues en vue de faire face aux besoins toujours plus étendus de la région. Elle a demandé un renforcement des établissements nationaux de formation ainsi que la création de centres régionaux de recherche et de formation. Elle a noté que les échanges de renseignements techniques, d'experts et de stagiaires s'intensifiaient entre les pays de la région. Elle a indiqué qu'elle s'intéressait vivement à la création du Fonds spécial des Nations Unies et exprimé l'espoir que l'on pourra, grâce à ce fonds, répondre dans une large mesure aux besoins de la région en y procédant à l'inventaire des ressources, en y créant des centres de formation, de recherche et de consultation et en y installant des usines pilotes.

Services consultatifs

341. Le secrétariat de la CEAEIO, en coopération avec les institutions spécialisées, l'AAT et les représentants résidents du BAT dans les pays de la région, a continué d'accorder le bénéfice de ses services consultatifs dans les domaines suivants: sidérurgie, statistiques, normalisation, taux de fret maritime, énergie éolienne, lignite et tourbe, et de fournir des renseigne-

ments techniques sur la prospection des gisements de minerais radio-actifs.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Relations avec les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales

342. Comme l'indique le rapport annuel de la CEPAL (E/3091)¹⁵, la Commission et son secrétariat ont continué de maintenir des relations étroites avec les institutions spécialisées et d'autres organisations qui s'intéressent aux problèmes économiques de l'Amérique latine. Un nouvel accord a été signé avec la FAO au sujet du programme commun CEPAL/FAO. L'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OACI ont collaboré à l'exécution du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, entreprise sous les auspices de la CEPAL. L'OMM a détaché un expert chargé de participer à l'étude du développement intégré des ressources hydrauliques de l'Amérique latine, faite en commun par la CEPAL et l'AAT. Pour ce projet, la Commission s'est également réunie en rapport avec la FAO, l'OMS et l'UNESCO. Le secrétariat a continué à maintenir des relations étroites et à échanger des renseignements avec le Fonds et la Banque. Il a établi une liaison avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, et un fonctionnaire du secrétariat a participé à la mission de l'Agence en Amérique latine. La Commission a continué de coopérer étroitement avec le Conseil économique et social interaméricain. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Comité de coordination entre la CEPAL et le CESIA s'est réuni à deux reprises. Des représentants des institutions spécialisées, du CESIA et d'organisations non gouvernementales ont assisté aux séances du Comité plénier et des organes subsidiaires de la Commission.

Principales activités

343. La sixième session du Comité plénier de la Commission a eu lieu à Santiago de Chili, les 7 et 8 avril 1958. Le Comité a adopté une résolution à l'occasion du dixième anniversaire de la Commission, célébré en mars 1958. D'autres résolutions avaient trait au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, à l'assistance technique, au marché régional d'Amérique latine, à la collaboration des organisations de travailleurs à l'activité de la CEPAL, au recensement des Amériques de 1960 et au bâtiment des Nations Unies à Santiago.

344. Passant en revue le programme de travail pour 1958-1959, le Comité plénier a décidé de continuer à appliquer, sous réserve de légères modifications, le programme de base arrêté par la Commission à sa septième session¹⁶. Au cours de cette session, la Commission avait décidé de supprimer 17 projets afin que les ressources du secrétariat puissent être essentiellement affectées à des projets ayant directement trait aux objectifs définis par le Conseil.

Marché régional d'Amérique latine

345. Les membres de la Commission ont manifesté un intérêt croissant pour les études relatives au marché régional, entreprises en exécution des résolutions 3 (I)

¹⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 4.

¹⁶ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 8, 6ème partie.

¹⁴ Publication des Nations Unies, No de vente: 1957.IV.7.

du Comité du commerce, et 115 (VII) et 116 (VII) de la Commission.

346. La première session du Groupe de travail sur le marché régional s'est tenue à Santiago en février 1958. Les membres du Groupe de travail, choisis en raison de leur expérience et de la considération dont ils jouissaient dans toute l'Amérique latine, ont siégé à titre personnel.

347. En étudiant les problèmes que pose la création d'un marché régional, le Groupe de travail a examiné divers moyens propres à assurer l'intégration graduelle et progressive des marchés; il a tenu compte des répercussions qu'aurait le marché régional sur différentes catégories de biens, notamment des biens d'équipement et de consommation, des produits agricoles, des matières premières et des produits semi-ouvrés. Diverses suggestions ont été faites au sujet des méthodes qui permettraient d'éviter une concentration excessive des industries dans un petit nombre de centres offrant des conditions avantageuses. Le Groupe de travail a également reconnu que pour participer au marché régional, les petits pays ou les pays peu développés de la région devaient y trouver un intérêt. Le Groupe de travail a étudié la question d'une balance régionale des paiements; diverses autres solutions ont été proposées au sujet d'une éventuelle action coopérative destinée à éviter que la position concurrentielle des produits exportés vers le marché régional ne se ressente du déséquilibre de la balance des paiements des pays membres. Le Groupe a aussi étudié le rôle important d'un système multilatéral de paiements et de crédit et la nécessité de financer le développement régional.

348. Dans son rapport (E/CN.12/C.1/WG.2/6/Rev.1), le Groupe de travail a indiqué les bases sur lesquelles on pourrait établir le marché régional d'Amérique latine et à partir desquelles on pourrait formuler des propositions concrètes. Il a décidé de se réunir à nouveau vers la fin de 1958 pour étudier toute proposition de cette nature, afin de les soumettre au Comité du commerce et à la Commission.

349. Des dispositions ont également été prises pour la seconde session du Groupe de travail des banques centrales, au cours de laquelle le Groupe devait étudier la suppression des entraves au commerce et l'institution d'un système multilatéral de paiements. A cette fin, le secrétariat a entrepris une analyse des systèmes de change ainsi que des restrictions quantitatives et autres facteurs qui entravent et limitent les échanges. Le secrétariat a également entrepris une étude comparative des classifications et des nomenclatures douanières en vue d'établir une nomenclature type pour toute l'Amérique latine, comme cela a déjà été fait pour l'Amérique centrale, et de déterminer l'incidence des droits de douane perçus dans chacun des pays d'Amérique latine considérés. Le secrétariat étudie enfin les problèmes relatifs aux industries qui bénéficieraient éventuellement du marché régional, ainsi que la demande future de produits industriels et autres produits en Amérique latine.

350. Le Comité plénier a examiné l'état d'avancement des travaux du Comité du commerce, ainsi que les conclusions qui se dégagent de la première session du Groupe de travail sur le marché régional et des travaux entrepris en vue de la deuxième session du Groupe de travail des banques centrales. Les membres du Comité ont estimé que le projet de marché régional était peut-être le plus important de tous ceux dont la Commission avait entrepris l'exécution.

Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale

351. Au cours de la période considérée, les travaux entrepris dans le cadre du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale ont eu essentiellement pour objet la signature du traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique et de l'accord concernant les industries d'Amérique centrale susceptibles d'être intégrées ainsi que la mise au point du dispositif et des méthodes qui permettent d'assurer l'application de ces instruments, une fois qu'ils seront entrés en vigueur. On a aussi poussé plus avant les travaux concernant notamment la normalisation de la circulation routière, l'élaboration de plans de construction routière, l'intégration de certaines industries, le développement agricole, l'électrification et la coordination des données statistiques. On a commencé à s'occuper de certaines questions nouvelles, comme celles du logement, des matériaux de construction et de l'urbanisme. L'Institut de recherches et de technologie industrielle de l'Amérique centrale, créé en 1956 dans le cadre du programme, et l'École supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale, qui existe depuis 1954, ont poursuivi leur activité.

352. Le traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique et l'accord concernant les industries susceptibles d'être intégrées ont été signés par les gouvernements participants, lors de la cinquième session du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, qui s'est tenue à Tegucigalpa (Honduras), du 3 au 10 juin 1958. Le traité prévoit le libre-échange, en Amérique centrale, d'un nombre considérable de produits agricoles et industriels provenant des pays intéressés. L'accord énonce les critères généraux selon lesquels les gouvernements intéressés pourront, en vertu d'accords ultérieurs conclus entre eux, créer certaines industries qui seraient incapables de fonctionner si elles n'avaient accès au marché commun de l'Amérique centrale, leur emplacement étant choisi de façon à stimuler le développement industriel de tous les pays de la région; les produits des usines ainsi créées bénéficieront du libre-échange à l'intérieur de la région. La signature de ces deux instruments marque donc la fin de la première étape des études et travaux préparatoires destinés à créer le marché commun de l'Amérique centrale.

353. Le Sous-Comité du commerce de l'Amérique centrale, au cours de sa première séance consacrée à l'examen de l'exécution du programme, a approuvé le texte d'une étude des méthodes permettant d'évaluer les droits de douane à l'importation de façon à pouvoir les comparer. Il a examiné les méthodes à appliquer pour uniformiser les tarifs douaniers et recommandé diverses mesures propres à faciliter les négociations qui seront entreprises en vue de l'établissement progressif du régime douanier uniforme prévu par le traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique. Les travaux à accomplir dans ce domaine seront confiés au Sous-Comité jusqu'à ce que la Commission du commerce de l'Amérique centrale, dont la création est prévue à l'article XVIII du traité, puisse s'en charger.

354. Les autorités chargées des transports routiers en Amérique centrale et au Panama ont tenu leur deuxième session en octobre 1957 afin de rechercher comment simplifier et normaliser les codes de la route en Amérique centrale. Par la suite, à la cinquième session du Comité de coopération économique, les accords d'Amérique centrale sur la signalisation routière

et sur la circulation routière ont été officiellement signés et un Sous-Comité des transports a été créé. Les questions relatives au logement, aux matériaux de construction et à l'industrie du bâtiment ont été examinées lors d'une réunion tenue à San-José (Costa-Rica) en novembre 1957. A la même époque, des fonctionnaires des services d'électrification des pays d'Amérique centrale se sont réunis pour examiner la situation de l'industrie électrique dans la région, ainsi que ses perspectives de développement. A sa cinquième session, le Comité de coopération économique a approuvé les rapports de ces deux réunions et il a créé un Sous-Comité du logement et un Sous-Comité de l'électrification chargés de poursuivre l'œuvre d'intégration entreprise dans ces domaines.

355. Le Comité plénier a pris note avec satisfaction des travaux accomplis dans le cadre du programme d'intégration de l'Amérique centrale.

Développement économique

356. Les travaux sur les tendances et problèmes à long terme du développement économique se sont poursuivis dans un certain nombre de pays, en exécution des résolutions de la Commission et en réponse aux demandes des gouvernements. On prépare actuellement une étude sur le développement économique de l'Argentine. Des études sur le développement économique du Costa-Rica, du Honduras, du Panama et du Salvador se poursuivent en étroite collaboration avec les techniciens des gouvernements intéressés. Une analyse de l'évolution et des perspectives du marché international de la banane, entreprise par le secrétariat, paraîtra dans le *Bulletin économique pour l'Amérique latine* (vol. III, No 2). On poursuit les travaux relatifs à l'étude de la politique fiscale et de ses effets sur le développement économique du Chili; cette étude a pour objet de fournir une méthode qui puisse être utile à d'autres pays pour analyser leurs propres problèmes.

357. Outre les cours organisés chaque année à Santiago, dans le cadre du programme commun CEPAL/AAT de formation, des cours intensifs sur le développement économique ont été donnés à Rio-de-Janeiro (Brésil) et à Caracas (Venezuela). Quatorze stagiaires venant de divers pays de la région ont assisté aux cours du programme régulier et plus de 80 personnes ont suivi chacune des cours intensifs organisés à Rio-de-Janeiro et à Caracas.

Développement industriel

358. L'étude du développement industriel du Pérou, entreprise à la demande du Gouvernement péruvien, est presque achevée. Elle comportera une étude d'ensemble de l'évolution de l'économie péruvienne et de ses perspectives d'avenir.

359. La première phase d'une étude sur l'industrie des véhicules à moteur au Brésil s'est terminée. On envisage d'entreprendre des études analogues sur d'autres pays, dans le cadre des travaux effectués par le secrétariat sur le marché régional d'Amérique latine. Pour ce qui est du marché régional, on prépare des études sur les biens d'équipement et les industries chimiques.

360. Le Groupe de consultants CEPAL/AAT en matière de papier et de cellulose a terminé les travaux qu'il effectuait au Pérou et révisé l'étude sur la situation de la cellulose et du papier en Argentine. Le

Groupe s'est également rendu au Brésil afin de recueillir les renseignements nécessaires à une étude sur les perspectives de l'industrie du papier et de la cellulose dans ce pays, qui sera entreprise en collaboration avec le Conseil de développement brésilien (Conselho do Desenvolvimento Econômico).

Energie et ressources hydrauliques

361. Conformément aux résolutions de la Commission, le secrétariat procède à une étude des ressources hydrauliques de l'Amérique latine et de leurs possibilités d'emploi actuelles et futures. Cette enquête doit permettre d'évaluer les renseignements dont on dispose sur les ressources hydrauliques et de se faire une idée de la façon dont on pourrait en tirer parti pour l'irrigation, la production d'énergie et l'approvisionnement en eau des populations et de l'industrie.

Agriculture

362. Les travaux entrepris au titre du programme commun CEPAL/FAO ont essentiellement porté sur les études relatives au café. Les études concernant la Colombie et le Salvador ont été achevées et une étude relative au Brésil a été entreprise en décembre 1957. On poursuit une étude de l'élevage, qui a pour but de déterminer les causes de la lenteur de son développement en Amérique latine, et on analyse les données recueillies en Argentine et au Chili. Un résumé du rapport sur la production du blé au Brésil a paru dans le *Bulletin économique pour l'Amérique latine* (vol. II, No 1) et le texte intégral du rapport a été publié à la fin de 1957. Le bureau de la CEPAL à Mexico prépare une étude sur les rapports entre les programmes d'irrigation et l'accroissement de la production agricole au Mexique.

Assistance technique

363. Le secrétariat de la CEPAL a continué de collaborer avec les bureaux de l'AAT à Santiago et à Mexico. Outre les programmes nationaux pour l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et le Pérou, il existe divers projets régionaux, dans l'exécution desquels les pays ont mutuellement bénéficié de la décentralisation des activités d'assistance technique. Ces projets comprennent notamment le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, l'étude des ressources hydrauliques, les travaux du Groupe CEPAL/FAO/AAT de consultants en matière de papier et de cellulose et le programme CEPAL/AAT de formation en matière de développement économique. Le Comité plénier a jugé extrêmement précieuse l'étroite collaboration qui s'est établie entre le secrétariat — notamment les fonctionnaires des Divisions du développement économique et du développement industriel et des mines — et l'AAT. Par sa résolution 144 (AC.40), le Comité a fait sien le vœu exprimé par les gouvernements des pays d'Amérique latine de voir la décentralisation de l'Administration de l'assistance technique rendue permanente le plus tôt possible.

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS PAR LE CONSEIL

364. Les rapports de la CEE (E/3092), de la CEAEIO (E/3102) et de la CEPAL (E/3091) ont été présentés au Conseil, à sa vingt-sixième session, par les secrétaires exécutifs de ces commissions, qui ont fait état des principaux faits nouveaux intéressant l'activité des commissions et de leurs secrétariats.

365. Les membres du Conseil qui ont pris part au débat¹⁷ se sont accordés à reconnaître que les commissions économiques régionales comptaient parmi les organes les plus précieux des Nations Unies et qu'elles avaient continué à mener une action très utile en vue d'étendre la coopération économique et de favoriser le développement économique de leurs régions respectives. Grâce à l'expérience acquise, les secrétariats étaient en mesure de s'acquitter de leurs tâches avec toute l'efficacité et toute la compétence souhaitables. A ce propos, plusieurs membres ont constaté avec satisfaction que les commissions — notamment la CEE — s'attachaient, dans leurs travaux, aux problèmes importants, conformément aux directives données par le Conseil.

366. Plusieurs délégations ont souligné la valeur des services que la CEE avait rendus aux pays européens en élargissant la portée de la coopération économique, notamment grâce à des travaux qui avaient permis aux pays d'Europe orientale et d'Europe occidentale de mieux se comprendre et d'échanger des informations. Certaines délégations ont estimé que l'occasion s'offrait d'étendre cette activité et indiqué que, tout en poursuivant ses autres travaux, la Commission devrait s'attacher surtout aux trois problèmes fondamentaux du commerce, de l'énergie et de la productivité. Quelques autres délégations ont affirmé que la CEE était un excellent lieu de rencontre, où les pays qui n'ont pas les mêmes systèmes et politiques économiques pouvaient procéder à des échanges de vues et de renseignements sur leur expérience respective, bien qu'il n'y eût que quelques travaux de la Commission à l'égard desquels les divergences politiques existant en Europe demeuraient sans effet. Dans ces conditions, l'œuvre accomplie par la Commission était remarquable.

367. De nombreux membres du Conseil ont noté que la CEPAL célébrait le dixième anniversaire de sa création et ont souligné le travail de pionnier accompli par la Commission au cours des dix dernières années. Grâce à la CEPAL, l'Amérique latine a pris conscience de l'importance du développement économique et de la nécessité d'un développement planifié. La CEPAL a apporté une contribution précieuse à l'analyse des problèmes du développement économique, à l'élaboration de mesures nationales et internationales tendant à accélérer ce développement ainsi qu'à la compréhension des rapports existant entre ce développement, d'une part, et le volume et les conditions des échanges internationaux et intrarégionaux, d'autre part. De nombreuses délégations ont cité, au nombre des activités les plus importantes de la CEPAL, celles qui avaient pour but de développer le marché commun de l'Amérique latine, et se sont félicitées de la signature, en juin 1958, du Traité multilatéral de libre échange et d'intégration économique de l'Amérique centrale et de l'Accord sur le régime d'intégration des industries de l'Amérique centrale, qui constituaient la base du marché commun de l'Amérique centrale. A ce sujet, certaines délégations ont estimé qu'il fallait veiller, lors de la création de tout marché commun, en Europe, en Amérique latine ou ailleurs, à ne pas compartimenter davantage l'économie mondiale et à prévenir de nouvelles mesures discriminatoires en matière commerciale. D'autres ont déclaré que le commerce intrarégional n'avait pas été suffisamment développé jusqu'ici en Amérique latine, qu'il avait souffert de l'application de mesures protectionnistes et qu'il était surtout bilatéral, le marché régional de l'Amérique latine devant être

créé dans des conditions de concurrence multilatérale à l'intérieur de la zone.

368. Le Conseil a débattu très en détail la recommandation de la CEPAL [résolution 144 (AC.40)] tendant à ce que la décentralisation de l'Administration de l'assistance technique dans les bureaux de la CEPAL, à Santiago et à Mexico soit rendue permanente le plus tôt possible. Plusieurs délégations, qui appuyaient cette recommandation, ont estimé que, depuis le moment où cette décentralisation avait été appliquée, la qualité de l'assistance technique fournie aux pays d'Amérique latine s'était améliorée en raison des services que le secrétariat de la CEPAL avait pu rendre grâce à sa connaissance des problèmes de développement économique dans la région. Certaines autres délégations ont conseillé de faire preuve de prudence avant de donner à cette décentralisation un caractère permanent et ont signalé que si celle-ci présentait incontestablement des avantages pour les travaux de fond, elle comportait certains inconvénients sur le plan administratif. Elles ont estimé que le Secrétaire général devait poursuivre l'étude de cette question et que le Conseil ne devait pas prendre de décision avant d'avoir eu connaissance des recommandations définitives du Secrétaire général. Toutefois, les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître qu'il convenait d'attirer particulièrement l'attention du Secrétaire général sur la résolution adoptée par la CEPAL au sujet du rapport que le Secrétaire général avait été prié de préparer aux termes de la résolution 664 (XXIV) du Conseil; certaines délégations ont indiqué que le Secrétaire général devrait également tenir compte de la recommandation de la CEPAL dans tout rapport qu'il pourrait soumettre à ce sujet à l'Assemblée générale.

369. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître l'intérêt que les travaux de la CEAEIO présentaient pour ses membres et membres associés. Plusieurs délégations ont estimé que les travaux de la Commission dans le domaine de l'industrie et des ressources naturelles progressaient de manière très satisfaisante et que la Commission s'attachait de plus en plus aux problèmes dont l'importance était capitale pour le développement économique de l'Asie. Elle ont félicité le Groupe de travail du développement et des plans économiques et ont déclaré attendre avec intérêt la prochaine session du groupe, qui sera consacrée à l'industrialisation.

370. Plusieurs représentants ont estimé que l'organisation, en 1958, de pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional — qui avaient fait pendant trois ans l'objet de débats à la Commission — avait prouvé que les pays d'Asie prenaient davantage conscience de la nécessité d'une coopération économique. On a toutefois souligné que les importants déficits commerciaux des pays d'Asie, qui étaient dus au mouvement défavorable des exportations, notamment pendant la période de récession, ainsi qu'au besoin croissant de produits importés à des fins de développement, avaient influencé la Commission lorsqu'elle a adopté sa résolution [23 (XIV)] concernant les pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional. Des représentants se sont également inquiétés des conséquences fâcheuses que la communauté économique européenne pourrait avoir pour le commerce des pays d'Asie comme pour celui d'autres pays sous-développés.

371. Les membres du Conseil ont été unanimes à reconnaître que les travaux de la CEAEIO relatifs à la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong

¹⁷ E/AC.6/SR.239 à 242; E/SR.1029 et 1032.

constituaient un exemple remarquable de coopération internationale fructueuse, dont la valeur était appréciée non seulement en Asie mais par la communauté internationale tout entière. Plusieurs membres ont félicité les États riverains d'avoir créé un Comité de coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong. Plusieurs membres ont fait observer que le projet du Mékong bénéficiait d'une assistance financière fournie non seulement dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, mais aussi, directement, par un nombre croissant d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les travaux liés à ce projet avaient sensiblement alourdi la tâche du secrétariat de la CEAEO.

372. Les membres du Conseil ont appuyé la recommandation de la CEAEO tendant à admettre l'Iran comme membre de la Commission et à comprendre le territoire de l'Iran dans le domaine géographique de la CEAEO.

373. Le Conseil a longuement étudié une proposition présentée par six puissances (E/L.797 et Add.1)¹⁸ et qui visait à modifier le mandat de la CEE, de la CEPAL, et de la CEAEO, conformément à la décision prise par le Conseil pour le mandat de la CEA, de manière à y inclure les aspects sociaux du développement économique et l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux. Il a également examiné un amendement (E/AC.6/L.207)¹⁸ à cette proposition, tendant à faire figurer dans le mandat des trois commissions une disposition (analogue à celle qui figure dans le mandat de la CEA) sur la coopération et la liaison entre les commissions économiques régionales.

374. De nombreux membres ont fait observer qu'il était impossible de méconnaître les aspects sociaux du développement économique et qu'au cours de leurs travaux, les commissions économiques régionales étaient de fait amenées à s'occuper, le cas échéant, de questions ayant un caractère social; en outre, des Divisions des affaires sociales avaient été créées aux secrétariats de la CEAEO et de la CEPAL. D'autres membres doutaient que le Conseil eût à agir à ce sujet, puisque le mandat des Commissions intéressées, tel qu'il était conçu, ne les avait pas empêchées de traiter des aspects sociaux du développement économique; ils ont estimé que le cas de l'Afrique était particulier, en raison de l'import-

tance des problèmes sociaux au stade actuel du développement de bien des régions africaines, et qu'il n'y avait pas lieu d'uniformiser les mandats des diverses commissions régionales. On a également proposé d'inviter la CEE, la CEAEO et la CEPAL à faire connaître leur avis sur la modification des instruments sur la base desquels elles avaient mené leurs travaux avec tant de succès. Plusieurs délégations ont formulé des observations analogues sur la proposition relative à la coopération et à la liaison entre les commissions régionales, mais certains représentants ont fait valoir que cette modification était la conséquence logique de l'approbation du mandat de la CEA puisque, par leur nature même, cette coopération et cette liaison intéressaient toutes les commissions régionales et non une seule d'entre elles. Le Conseil a décidé qu'il ne pouvait se prononcer sur ces questions avant d'avoir consulté les commissions régionales. En conséquence, il a renvoyé aux commissions intéressées, pour examen et avis, les modifications que l'on proposait d'apporter à leur mandat.

375. Aux termes du débat, le Conseil a adopté une résolution [679 (XXVI)] par laquelle il a pris acte des rapports annuels de la CEE, de la CEAEO et de la CEPAL, et a approuvé les programmes de travail et les ordres de priorité qui figuraient dans ces rapports. En ce qui concerne la CEAEO, le Conseil a pris note avec satisfaction des travaux tendant à aménager le bassin du bas Mékong et a modifié le mandat de la Commission afin d'admettre l'Iran comme membre de la Commission et à comprendre le territoire de l'Iran dans le domaine géographique de la CEAEO. En ce qui concerne la CEPAL, le Conseil a considéré qu'il était souhaitable qu'un marché régional de l'Amérique latine soit graduellement et progressivement créé dans des conditions de concurrence multilatérale; il a également pris acte des travaux relatifs à l'intégration économique de l'Amérique centrale et, en particulier, de la signature du Traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique de l'Amérique centrale et de l'Accord sur le régime d'intégration des industries de l'Amérique centrale. Enfin, le Conseil, considérant que la décentralisation de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies avait eu pour effet d'améliorer les programmes d'assistance technique en Amérique latine, a prié le Secrétaire général d'accorder une attention particulière à la résolution 144 (AC.40) de la CEPAL dans le rapport qu'il doit préparer à ce sujet.

¹⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 2, b, de l'ordre du jour.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-cinquième session

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

Question de la création d'une commission économique pour l'Afrique. Séance plénière: E/SR.1006.

Confédération internationale des syndicats libres:

Question de la création d'une commission économique pour l'Afrique. Séance plénière: E/SR.1006.

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:

Question de la création d'une commission économique pour l'Afrique. Séance plénière: E/SR.1006.

Fédération syndicale mondiale:

Question de la création d'une commission économique pour l'Afrique. Séance plénière: E/SR.1005.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Confédération internationale des syndicats libres:

E/CN.11/NGO/22. Situation économique en Asie.

Fédération mondiale des anciens combattants:

E/CN.11/NGO/21. Situation économique en Asie.

Fédération syndicale mondiale:

E/CN.11/NGO/20. Rapport du Groupe de travail du développement et des plans économiques.

Fédération syndicale mondiale:

E/CN.11/NGO/23 et Corr.1. Situation économique en Asie.

365. Les membres du Conseil qui ont pris part au débat¹⁷ se sont accordés à reconnaître que les commissions économiques régionales comptaient parmi les organes les plus précieux des Nations Unies et qu'elles avaient continué à mener une action très utile en vue d'étendre la coopération économique et de favoriser le développement économique de leurs régions respectives. Grâce à l'expérience acquise, les secrétariats étaient en mesure de s'acquitter de leurs tâches avec toute l'efficacité et toute la compétence souhaitables. A ce propos, plusieurs membres ont constaté avec satisfaction que les commissions — notamment la CEE — s'attachaient, dans leurs travaux, aux problèmes importants, conformément aux directives données par le Conseil.

366. Plusieurs délégations ont souligné la valeur des services que la CEE avait rendus aux pays européens en élargissant la portée de la coopération économique, notamment grâce à des travaux qui avaient permis aux pays d'Europe orientale et d'Europe occidentale de mieux se comprendre et d'échanger des informations. Certaines délégations ont estimé que l'occasion s'offrait d'étendre cette activité et indiqué que, tout en poursuivant ses autres travaux, la Commission devrait s'attacher surtout aux trois problèmes fondamentaux du commerce, de l'énergie et de la productivité. Quelques autres délégations ont affirmé que la CEE était un excellent lieu de rencontre, où les pays qui n'ont pas les mêmes systèmes et politiques économiques pouvaient procéder à des échanges de vues et de renseignements sur leur expérience respective, bien qu'il n'y eût que quelques travaux de la Commission à l'égard desquels les divergences politiques existant en Europe demeuraient sans effet. Dans ces conditions, l'œuvre accomplie par la Commission était remarquable.

367. De nombreux membres du Conseil ont noté que la CEPAL célébrait le dixième anniversaire de sa création et ont souligné le travail de pionnier accompli par la Commission au cours des dix dernières années. Grâce à la CEPAL, l'Amérique latine a pris conscience de l'importance du développement économique et de la nécessité d'un développement planifié. La CEPAL a apporté une contribution précieuse à l'analyse des problèmes du développement économique, à l'élaboration de mesures nationales et internationales tendant à accélérer ce développement ainsi qu'à la compréhension des rapports existant entre ce développement, d'une part, et le volume et les conditions des échanges internationaux et intrarégionaux, d'autre part. De nombreuses délégations ont cité, au nombre des activités les plus importantes de la CEPAL, celles qui avaient pour but de développer le marché commun de l'Amérique latine, et se sont félicitées de la signature, en juin 1958, du Traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique de l'Amérique centrale et de l'Accord sur le régime d'intégration des industries de l'Amérique centrale, qui constituaient la base du marché commun de l'Amérique centrale. A ce sujet, certaines délégations ont estimé qu'il fallait veiller, lors de la création de tout marché commun, en Europe, en Amérique latine ou ailleurs, à ne pas compartimenter davantage l'économie mondiale et à prévenir de nouvelles mesures discriminatoires en matière commerciale. D'autres ont déclaré que le commerce intrarégional n'avait pas été suffisamment développé jusqu'ici en Amérique latine, qu'il avait souffert de l'application de mesures protectionnistes et qu'il était surtout bilatéral, le marché régional de l'Amérique latine devant être

créé dans des conditions de concurrence multilatérale à l'intérieur de la zone.

368. Le Conseil a débattu très en détail la recommandation de la CEPAL [résolution 144 (AC.40)] tendant à ce que la décentralisation de l'Administration de l'assistance technique dans les bureaux de la CEPAL à Santiago et à Mexico soit rendue permanente le plus tôt possible. Plusieurs délégations, qui appuyaient cette recommandation, ont estimé que, depuis le moment où cette décentralisation avait été appliquée, la qualité de l'assistance technique fournie aux pays d'Amérique latine s'était améliorée en raison des services que le secrétariat de la CEPAL avait pu rendre grâce à sa connaissance des problèmes de développement économique dans la région. Certaines autres délégations ont conseillé de faire preuve de prudence avant de donner à cette décentralisation un caractère permanent et ont signalé que si celle-ci présentait incontestablement des avantages pour les travaux de fond, elle comportait certains inconvénients sur le plan administratif. Elles ont estimé que le Secrétaire général devait poursuivre l'étude de cette question et que le Conseil ne devait pas prendre de décision avant d'avoir eu connaissance des recommandations définitives du Secrétaire général. Toutefois, les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître qu'il convenait d'attirer particulièrement l'attention du Secrétaire général sur la résolution adoptée par la CEPAL au sujet du rapport que le Secrétaire général avait été prié de préparer aux termes de la résolution 664 (XXIV) du Conseil; certaines délégations ont indiqué que le Secrétaire général devrait également tenir compte de la recommandation de la CEPAL dans tout rapport qu'il pourrait soumettre à ce sujet à l'Assemblée générale.

369. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître l'intérêt que les travaux de la CEAEO présentaient pour ses membres et membres associés. Plusieurs délégations ont estimé que les travaux de la Commission dans le domaine de l'industrie et des ressources naturelles progressaient de manière très satisfaisante et que la Commission s'attachait de plus en plus aux problèmes dont l'importance était capitale pour le développement économique de l'Asie. Elle ont félicité le Groupe de travail du développement et des plans économiques et ont déclaré attendre avec intérêt la prochaine session du groupe, qui sera consacrée à l'industrialisation.

370. Plusieurs représentants ont estimé que l'organisation, en 1958, de pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional — qui avaient fait pendant trois ans l'objet de débats à la Commission — avait prouvé que les pays d'Asie prenaient davantage conscience de la nécessité d'une coopération économique. On a toutefois souligné que les importants déficits commerciaux des pays d'Asie, qui étaient dus au mouvement défavorable des exportations, notamment pendant la période de récession, ainsi qu'au besoin croissant de produits importés à des fins de développement, avaient influencé la Commission lorsqu'elle a adopté sa résolution [23 (XIV)] concernant les pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional. Des représentants se sont également inquiétés des conséquences fâcheuses que la communauté économique européenne pourrait avoir pour le commerce des pays d'Asie comme pour celui d'autres pays sous-développés.

371. Les membres du Conseil ont été unanimes à reconnaître que les travaux de la CEAEO relatifs à la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong

¹⁷ E/AC.6/SR.239 à 242; E/SR.1029 et 1032.

autres activités dont la Commission s'acquittait jusqu'ici dans ce domaine⁷.

383. A sa vingt-sixième session, le Conseil a également étudié la question du transfert à l'IMCO, de certaines fonctions de l'ONU relatives aux questions maritimes. Par sa résolution 687 (XXVI), il a prié le Secrétaire général de prendre toutes dispositions utiles pour le transfert des fonctions ci-après, après s'être assuré que l'IMCO est prête et disposée à s'en charger : a) consulter les gouvernements représentés à la Conférence de Londres sur la pollution des eaux de la mer (1954), au sujet de la centralisation et de la diffusion de renseignements d'ordre technique sur la pollution par les hydrocarbures, que cette conférence a demandées dans sa résolution No 8 ; b) finir de prendre toutes dispositions relatives au groupe d'experts sur la normalisation du jaugeage des navires que le Secrétaire général a été prié de créer en vertu de la résolution 645 B (XXIII) du Conseil.

Section III. — Questions de statistique

384. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné⁸ le rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa dixième session (E/3126)¹⁰. Dans sa résolution 676 A (XXVI), il a pris note du rapport et approuvé le programme de travail et l'ordre de priorité exposés dans ce rapport.

385. On trouvera ci-après un aperçu des principales questions examinées par la Commission, avec des indications sur la suite donnée par le Conseil aux recommandations de la Commission. Le chapitre VIII du présent rapport traite également des décisions prises par le Conseil en ce qui concerne l'examen critique du programme de travail de la Commission et du Bureau de statistique que la Commission a entrepris pour donner suite à la résolution 664 (XXIV) du Conseil.

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

386. La Commission a continué d'étudier la nécessité et la possibilité d'établir un programme mondial de rassemblement de données d'ensemble sur l'industrie (industries extractives, industries manufacturières, construction et production de gaz, d'électricité et de vapeur). Elle était, pour cela, saisie d'un mémoire (E/CN.3/242 et Add.1) que le Secrétaire général avait préparé sur sa demande.

387. Souscrivant aux conclusions de la Commission, le Conseil, dans sa résolution 676 B (XXVI) a recommandé que les gouvernements des Etats Membres élaborent des données de base sur l'industrie pour 1963 ou une année voisine en tenant compte, dans toute la mesure du possible, des recommandations internationales formulées sur la question en vue d'améliorer la comparabilité internationale de ces données.

388. La Commission a également attiré l'attention des Etats Membres sur les retouches apportées à la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique*, telles qu'elles sont exposées dans un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/243). En outre, la Commission a invité le Secrétaire général à poursuivre les travaux de revision de l'ensemble de normes applicable aux statistiques

industrielles de base qu'elle examinerait à sa onzième session, et de préparer des propositions sur le champ des enquêtes, des données à recueillir et leur classement selon les caractéristiques de l'unité statistique en vue des enquêtes prévues au titre du programme mondial de statistiques industrielles de base de 1963. La Commission a également invité le Secrétaire général à faire, en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres, une étude comparative des systèmes de statistiques industrielles de base en usage dans les principaux pays industriels, en vue d'améliorer la comparabilité internationale des données sur la production industrielle. Cette recommandation était motivée en partie par la nécessité d'améliorer la comparabilité des données sur la production industrielle des pays d'Europe orientale et des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

389. Après avoir étudié la question des statistiques des entreprises en se fondant sur un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/245), la Commission a invité le Secrétaire général à poursuivre les études entreprises sur cette question — compte tenu des travaux correspondants du Fonds monétaire international — en vue d'extraire de ces statistiques des données qui permettraient de mesurer la liquidité, l'épargne et l'investissement, ainsi que les flux de capitaux dans chaque secteur de l'économie. La Commission a également invité le Secrétaire général à examiner la possibilité de formuler des définitions de l'entreprise et de ses subdivisions qui puissent être appliquées dans la pratique.

STATISTIQUES DES PRIX

390. La Commission a invité le Secrétaire général à consulter les services de statistique des Etats Membres, et à étudier, si c'est nécessaire, avec le concours d'experts nationaux, les méthodes à employer pour rassembler et établir des séries de prix de gros représentatives et comparables. Ces séries servent à de nombreux usages : conversion en prix constants des composants de la comptabilité nationale, construction d'indices de la production industrielle, évaluation des conditions économiques et de la situation industrielle et commerciale.

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

391. La Commission a pris note des progrès accomplis dans la revision du *Projet de liste de territoires douaniers*, tels qu'ils sont exposés dans un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/234). Elle a exprimé l'avis que la liste devrait être mise à jour à la mi-octobre de chaque année afin que les pays puissent la consulter au commencement de l'année suivante, époque à laquelle les revisions sont normalement effectuées. La Commission a également étudié les problèmes concernant l'adaptation des statistiques du commerce extérieur en vue d'analyses économiques spéciales (E/CN.3/235). La difficulté provient de ce que, dans bien des cas, il n'est pas possible, uniquement d'après la nature des marchandises, de classer selon le secteur économique les marchandises qui entrent dans le circuit des échanges internationaux ; en outre, l'analyse des échanges par secteur devrait comprendre une analyse de la valeur des marchandises suivant la part de leur valeur attribuable aux différents secteurs. Ce genre d'analyse demanderait des recherches considérables, outre celles qui sont normalement effectuées, et la Commission a demandé au Bureau de statistique d'étudier plus à fond les méthodes suivies dans les différents pays pour opérer de semblables répartitions.

⁷ Voir chap. VIII, par. 551.

⁸ E/SR.1042.

⁹ E/AC.6/SR.238 ; E/SR.1023.

¹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 10.

392. La Commission a étudié les propositions que le Secrétaire général avait préparées à sa demande en vue de modifier le texte de deux études: *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes*¹¹ et *Concepts et définitions concernant la formation de capital*¹². Un résumé des observations des Etats Membres (E/CN.3/229) accompagnait ces propositions qui avaient été élaborées en coopération avec les secrétariats du Fonds monétaire international et de l'Organisation européenne de coopération économique et n'apportaient que certains aménagements de détail aux concepts en vigueur. La Commission a accueilli avec satisfaction la proposition tendant à ce qu'un Manuel de comptabilité nationale soit rédigé pour compléter l'édition révisée de *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes* et donner des directives générales pour les cas où l'application des principes admis jusqu'à présent soulève des difficultés. De l'avis de la Commission, il faudrait accorder une attention particulière à l'application de ces principes dans les pays sous-développés et à l'examen de méthodes qui permettraient de simplifier ou de modifier les comptes à des fins spéciales. Les membres de la Commission ont souscrit d'une manière générale à certaines des propositions précises mais ils ont formulé des réserves sur plusieurs points que le Secrétaire général a été prié d'examiner de plus près en consultation avec les services statistiques des Etats Membres. La Commission a également exprimé l'espoir que l'on pourrait, après une étude plus poussée de la question, établir un système plus large qui tiendrait compte de ce qui se fait dans les pays à économie planifiée et qui permettrait de passer d'un système de comptabilité à l'autre. La Commission a étudié en outre la nécessité d'intégrer les statistiques du revenu national et les statistiques financières en général et elle a invité le Secrétaire général à lui présenter un rapport sur cette question à sa onzième session.

393. A sa neuvième session, la Commission avait prié le Secrétaire général d'étudier les points communs existant entre le système de comptabilité en usage dans les pays à économie planifiée et le système exposé dans *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes*. A sa dixième session, elle a examiné un rapport sur la question (E/CN.3/R/1 et Add.1) qui consistait en une étude des divergences entre le système de comptabilité nationale utilisé en URSS et le système exposé dans *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes*. En prenant note de cette étude, la Commission a exprimé l'avis que lorsqu'on reprendrait l'ensemble de la question, il faudrait veiller particulièrement à la souplesse du système de comptabilité nationale pour qu'il puisse s'appliquer à des pays où le développement économique est plus ou moins avancé et où les institutions sont différentes.

394. La Commission a pris note d'un mémoire du Secrétaire général sur des systèmes d'indices de prix et de quantités pour la comptabilité nationale (E/CN.3/L.46 et L.47, E/CN.3/231). A son avis, il faudrait réunir, auprès des gouvernements et des organisations régionales, des renseignements complémentaires sur les diverses méthodes utilisées dans ce domaine.

395. La Commission a prié le Secrétaire général de reviser le rapport sur les statistiques de la répartition

du revenu des particuliers (E/CN.3/L.42), en tenant compte de ce qui se fait dans les pays qui ont étudié la répartition de la dépense globale plutôt que celle du revenu des particuliers. Elle a également prié le Secrétaire général de formuler un programme de travaux statistiques dont les pays qui se préparent à faire des études sur ce sujet pourraient s'inspirer.

CLASSIFICATION DES COMPTES PUBLICS

396. La Commission a examiné un rapport sur l'état des travaux relatifs à la classification des comptes publics (E/CN.3/254) où était exposé le travail effectué par le Secréariat pour donner suite à la résolution 378 (XIII). Elle a noté que le *Manuel de classification économique et fonctionnelle des transactions publiques*¹³ avait été publié et que les systèmes proposés dans le *Manuel* visaient à compléter les classifications budgétaires usuelles utilisées par les Etats Membres, qui ont essentiellement pour objet de répondre aux besoins de la comptabilité.

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

397. La Commission a pris note avec satisfaction de l'avancement des travaux relatifs aux statistiques démographiques entrepris conformément aux recommandations formulées à ses huitième et neuvième sessions: des projets de recommandations pour le programme de recensement mondial de la population de 1960 avaient été élaborés et des conférences techniques régionales continuaient de se réunir pour préparer toutes les opérations de recensement national dans les diverses régions. La Commission a recommandé que le Secrétaire général continue de mettre au point le programme d'assistance technique, de formation et de services consultatifs d'experts pour aider à la préparation et à l'exécution des recensements nationaux de population. Elle a examiné un texte révisé des *Principes et recommandations concernant les recensements nationaux de population* et recommandé de publier, avec le manuel sur les méthodes de recensement pour servir de guide aux Etats Membres à l'occasion de leurs prochains recensements de population, une version définitive des *Principes* qui tiendrait compte de ses observations.

STATISTIQUES SOCIALES

398. La Commission a examiné un "Programme international de statistiques sociales" (E/CN.3/239). Tout en estimant que ce programme présentait une importance certaine, elle a souligné que, prises dans l'acception que leur donnait le document, les statistiques sociales ne pouvaient être considérées comme une branche spéciale de la statistique car la plupart des catégories de données envisagées se rattachaient aux domaines traditionnels de la statistique. La Commission a toutefois reconnu qu'il serait utile de présenter ces données sous l'angle particulier de la détermination du niveau de bien-être de l'homme dans les différents pays. A son avis, il importait tout spécialement de faire des études sur la mise au point de notions pratiques et sur les méthodes de rassemblement et d'analyse. Dans cet ordre d'idées, la Commission a examiné une proposition du Secrétaire général relative à la préparation d'un recueil de statistiques sociales qui servirait de base à l'étude de la situation sociale dans le monde. La Commission a reconnu en principe l'utilité de ce recueil; en se réservant de revenir sur la question à sa onzième

¹¹ Etudes méthodologiques, série F, No 2 (publication des Nations Unies, No de vente: 1952.XVII.4).

¹² Etudes méthodologiques, série F, No 3 (publication des Nations Unies, No de vente: 1953.XVII.6).

¹³ ST/TAA/M.12-ST/ECA/49. (Publication des Nations Unies, No de vente 1958.XVI.21.)

session, elle a donné son accord pour que le Secrétaire général commence à préparer le premier numéro du recueil qui serait publié au plus tard en 1963. De son côté, le Conseil a estimé que, pour présenter le maximum d'utilité, le recueil devrait être publié en annexe au *Rapport sur la situation sociale dans le monde*.

LISTE DE SÉRIES STATISTIQUES POUR LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

399. La Commission a examiné deux mémoires du Secrétaire général (E/CN.3/248 et E/CN.3/L.41) concernant des séries statistiques qui pourraient aider les pays peu industrialisés à mettre au point un système intégré de statistiques aux fins de leurs programmes de développement économique et social. Elle a fait un certain nombre de suggestions sur le contenu, la présentation, les annotations et l'utilisation de cette liste et invité le Secrétaire général à communiquer le document révisé aux membres de la Commission pour observations. Le Secrétaire général a été également invité à se concerter avec les services de statistiques des pays peu développés — à la faveur de conférences régionales ou par d'autres moyens — afin d'aider les pays qui s'emploient à mettre au point leur système de statistiques.

PROGRAMME DE TRAVAIL

400. La Commission a étudié son programme de travail et accordé la priorité aux questions suivantes: statistiques industrielles de base, statistiques de la formation de capital, statistiques de la distribution, statistiques du commerce extérieur, indices de la production industrielle, méthodologie y compris les méthodes de sondage, comptabilité nationale, recensements de la population et de l'habitation, statistiques sociales, statistiques de l'état civil et statistiques des prix de gros. Ces projets s'ajoutent aux projets continus relatifs à la publication systématique de statistiques, à la mise au point de méthodes statistiques et aux travaux complexes ayant pour objet d'aider les pays à appliquer les recommandations internationales, dans le cadre du programme d'assistance technique.

Section IV. — Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international

401. La Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international, convoquée en vertu de la résolution 604 (XXI) du Conseil, s'est tenue au Siège

de l'Organisation des Nations Unies, du 20 mai au 10 juin 1958. Quarante-cinq États y ont envoyé des délégations et trois des observateurs. Trois organisations intergouvernementales et 10 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ont participé à la Conférence sans droit de vote. La Conférence avait été réunie en vue de conclure une convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et d'examiner les autres mesures que l'on pourrait prendre pour faire de l'arbitrage un moyen plus efficace de règlement des litiges de droit privé.

402. Le 10 juin 1958, la Conférence a adopté la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères¹⁴ et l'a ouverte à la signature. La Convention, à laquelle les États pourront adhérer à tout moment, restera, jusqu'au 31 décembre 1958, ouverte à la signature sous réserve de ratification. Tout Membre de l'Organisation des Nations Unies pourra la signer ou y adhérer, ainsi que tout autre État membre d'une institution spécialisée ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ou tout État auquel l'Assemblée générale des Nations Unies a adressé une invitation.

403. La Conférence a aussi adopté une résolution (E/CONF.26/9/Rev.1, par. 16) exprimant son avis en ce qui concerne la nécessité d'assurer une diffusion plus large des renseignements sur les lois relatives à l'arbitrage et sur les pratiques et les moyens d'arbitrage; la création de nouveaux moyens d'arbitrage et l'amélioration de ceux qui existent déjà; l'assistance technique pour la mise au point d'une législation et d'institutions d'arbitrage efficaces; les groupes d'étude, cycles d'études ou groupes de travail régionaux sur l'arbitrage; enfin, l'uniformisation des lois nationales relatives à l'arbitrage. La Conférence a exprimé le vœu que l'ONU, par l'intermédiaire de ses organes compétents, prenne les dispositions qu'elle jugera possibles pour que l'on étudie plus avant des mesures propres à faire de l'arbitrage un mode de règlement plus efficace des litiges de droit privé, en prenant garde à la nécessité de bien coordonner les efforts, d'éviter les doubles emplois et de tenir compte des considérations budgétaires; la Conférence a prié le Secrétaire général de communiquer sa résolution aux organes compétents des Nations Unies.

¹⁴ Le texte de la Convention se trouve dans le document E/CONF.26/8/Rev.1 et l'acte final de la Conférence dans le document E/CONF.26/9/Rev.1.

Annexe

EXPOSÉS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL ET SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-sixième session

Confédération internationale des syndicats libres:

Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires. Séance du Comité économique:
E/AC.6/SR.243.

Fédération internationale des producteurs agricoles:

Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires. Séance du Comité économique:
E/AC.6/SR.243.

Chapitre VI

QUESTIONS SOCIALES

404. Il n'est fait aucune mention spéciale, dans le présent chapitre, des travaux de la Commission de la population et de la Commission des questions sociales, qui ne se sont pas réunies au cours de l'année considérée. Le rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation¹ contient un exposé des progrès accomplis dans l'exécution des programmes de travail que ces commissions avaient adoptés à leurs neuvième et onzième sessions respectivement, et que le Conseil avait approuvés à ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions.

405. Le chapitre VIII du présent rapport traite de certains aspects du programme des Nations Unies dans le domaine social, touchant notamment à la défense sociale, à l'urbanisation et à l'habitation, la construction et la planification, que le Conseil a examinés au cours de ses débats sur la coordination et la concentration des activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

Section I. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

406. A sa vingt-cinquième session², le Conseil a étudié les rapports du Conseil d'administration du FISE sur les travaux de ses sessions d'avril 1957 (E/2977)³, de septembre 1957 (E/3050)⁴ et de mars 1958 (E/3083)⁵.

407. Dans une déclaration prononcée devant le Conseil, le Président du Comité du programme du FISE a fait observer que le FISE aidait actuellement à mettre en œuvre 325 programmes dans 100 pays et territoires, ce qui montrait que son activité s'exerçait dans le monde entier. Au cours de l'année 1957, quelque 48 millions d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitantes avaient bénéficié des principaux grands programmes d'alimentation et de lutte contre les maladies qui étaient mis en œuvre avec l'aide du FISE. On espérait qu'en 1958 le nombre des bénéficiaires s'élèverait à 50 millions. En ce qui concerne la situation financière, le Président du Comité du programme a déclaré que si les recettes du FISE avaient augmenté en 1957, atteignant 20,7 millions de dollars environ contre 15 millions de dollars en 1954, 17,5 millions de dollars en 1955 et 19,8 millions de dollars en 1956, l'accroissement annuel, en revanche, avait baissé: alors qu'il avait été de 2,5 millions de dollars en 1955 et de 2,3 millions de dollars en 1956, il n'était plus que de 900.000 dollars en 1957. D'autre part, l'excédent des allocations sur les recettes avait été de 3,4 millions de dollars en 1957, contre 2,6 millions de dollars en 1956.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 1*.

² E/SR.1010 et 1011.

³ *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Supplément No 2*.

⁴ *Ibid.*, Supplément No 2A.

⁵ *Ibid.*, Supplément No 2B.

408. Le président du Comité du programme a appelé l'attention sur les répercussions des activités du FISE sur le développement économique et social. Il a déclaré que la coordination entre le FISE et l'OMS, la FAO et la Direction des affaires sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies devenait toujours plus étroite en ce qui concerne tant la planification générale que l'assistance commune pour l'exécution de projets nationaux. Il fallait aussi mentionner la coopération active des organisations non gouvernementales.

409. Au cours du débat du Conseil, de nombreux représentants se sont déclarés satisfaits des résultats obtenus par le FISE. On s'est cependant inquiété du ralentissement du rythme d'augmentation des fonds du FISE, en raison notamment du nombre toujours plus grand de demandes d'aide et de la hausse du coût des fournitures. On a exprimé l'espoir que des contributions plus importantes seraient versées au FISE pour lui permettre de poursuivre son œuvre si utile. Certains représentants se sont félicités des rapports toujours plus étroits qui existaient entre les activités du FISE et les activités plus vastes de développement économique et social; ils se sont également félicités de ce que l'on reconnaissait toujours davantage la nécessité d'accorder leur juste place à chacun des facteurs principaux qui retardent le développement normal des enfants.

410. On a constaté que le Conseil d'administration se préoccupait des principes de base à appliquer pour assurer l'utilisation la plus efficace des ressources du FISE et certains représentants ont jugé que l'analyse et l'évaluation systématiques des projets auxquelles procédait le Conseil d'administration présentaient un intérêt tout particulier. Les modalités de mise au point des programmes devraient être assez souples pour permettre au FISE de faire face rapidement aux besoins urgents et de tirer pleinement parti des nouvelles découvertes et des nouvelles méthodes ainsi que de l'évolution de la situation dans les pays qu'il devait aider.

411. Les membres du Conseil se sont félicités de l'importance accrue attachée à la formation de personnel à tous les niveaux, de l'extension de l'aide fournie dans le cadre des programmes de développement communautaire et de l'efficacité toujours plus grande des activités du FISE dans le domaine de la nutrition des enfants. L'intention manifestée par le Conseil d'administration d'étudier la possibilité d'accorder une aide plus directe aux services sociaux pour les enfants a également fait l'objet de commentaires favorables. A cet égard, les dispositions prises pour assurer une coordination plus étroite entre le FISE, la Direction des affaires sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et la FAO ont été particulièrement bien accueillies⁶.

412. Un certain nombre de délégations ont également attiré l'attention du Conseil sur les aspects plus généraux.

⁶ Voir aussi chap. VIII, par. 549 et 550.

raux des activités du FISE et notamment sur le nombre croissant de bénéficiaires, le coût peu élevé de l'assistance par personne, les sommes importantes fournies par les gouvernements eux-mêmes pour l'exécution des projets et l'efficacité de l'œuvre du FISE.

413. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [670 (XXV)] dans laquelle il a pris note avec satisfaction des rapports du Conseil d'administration et exprimé l'espoir que tous les pays du monde étudieraient les moyens d'accroître l'appui qu'ils apportent au Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Section II. — Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*

414. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné le rapport du Haut-Commissaire pour les réfugiés (A/3828/Rev.1)⁷, pour la période de mai 1957 à mai 1958. Les principales questions traitées dans ce rapport étaient la protection internationale des réfugiés, le problème des réfugiés hongrois et le programme du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (UNREF). Les rapports du Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés sur ses septième et huitième sessions étaient joints en annexe au rapport du Haut-Commissaire. A sa huitième session, le Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés avait constitué un groupe de travail chargé d'élaborer des propositions relatives aux mesures que devrait prendre le Comité, aux termes de la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale, en ce qui concerne les programmes futurs d'assistance internationale en faveur des réfugiés. Ces propositions doivent être examinées par le Comité au cours d'une session extraordinaire qui s'ouvrira le 26 septembre 1958 au plus tard.

415. Dans un exposé introductif qu'il a prononcé devant le Conseil, le Haut-Commissaire a traité de certains aspects de la protection internationale des réfugiés et analysé les problèmes concrets qui se posaient au Haut-Commissariat. Assurer la protection internationale des réfugiés était une condition préalable essentielle de toute l'œuvre du Haut-Commissariat en faveur des réfugiés; en effet, il était impossible aux réfugiés de s'intégrer dans un pays quelconque s'ils n'avaient obtenu le droit d'y résider et d'y travailler. En matière de rapatriement, la protection internationale des réfugiés était indispensable pour s'assurer qu'aucune pression n'était exercée sur eux, par qui que ce fût. Le Haut-Commissaire a été heureux de signaler que des mesures étaient prises en vue de régulariser la situation des marins réfugiés. Le Conseil de l'Europe, de son côté, prenait également des mesures pour réduire les formalités auxquelles sont astreints les réfugiés qui veulent voyager.

416. Lorsqu'il s'efforçait de résoudre des problèmes concrets, le Haut-Commissariat appliquait deux principes fondamentaux: tout problème nouveau de réfugiés doit être résolu rapidement et complètement, de façon qu'il ne reste pas de groupe résiduel; lorsqu'il s'agit de problèmes déjà existants, tous les efforts doivent être consacrés aux groupes résiduels qui subsistent et lorsque les fonds disponibles ne sont pas suffisants pour faire face à tous les besoins, un ordre de priorité

doit être établi. Le Haut-Commissariat se trouvait à l'heure actuelle devant trois problèmes principaux. Le premier était celui des réfugiés hongrois: on avait pu trouver des solutions pour tous ceux qui avaient reçu asile en Yougoslavie, mais il y en avait encore quelque 8.000 à 9.000 en Autriche, qui souhaitaient émigrer, et il fallait trouver de nouvelles possibilités de réinstallation. Le deuxième problème était celui des réfugiés d'origine européenne se trouvant en Extrême-Orient dont 10.000 attendaient encore d'être réinstallés. Le seul obstacle tenait à ce que le Comité intergouvernemental des émigrations européennes qui devait, de concert avec le Haut-Commissariat, organiser leur transport, ne recevait pas de contributions financières suffisantes. Il fallait 5 millions de dollars au total. Quant au troisième problème, il concernait les premiers réfugiés d'Europe; quelque 22.000 d'entre eux avaient déjà été réinstallés grâce au programme de l'UNREF. Au début de 1958, il fallait encore 7.500.000 dollars pour financer des solutions pour tous les réfugiés vivant encore dans des camps et qui remplissaient les conditions requises pour bénéficier d'une assistance au titre du programme de l'UNREF. Ce chiffre n'était plus que de 5.900.000 dollars grâce à de nouvelles contributions. On avait dû également se préoccuper des besoins de 120.000 réfugiés non réinstallés et vivant en dehors des camps. Les réfugiés chinois à Hong-kong ne relevaient pas du mandat du Haut-Commissaire, mais, conformément à la résolution 1167 (XII) de l'Assemblée générale, celui-ci avait usé de ses bons offices pour favoriser des arrangements concernant les contributions en faveur de ce groupe de réfugiés.

417. Un certain nombre de représentants ont fait l'éloge de l'œuvre accomplie par le Haut-Commissariat et se sont déclarés heureux qu'à sa douzième session l'Assemblée générale ait décidé de proroger son mandat. Ils ont souligné que le Haut-Commissariat se trouvait dans une période transitoire. Étant donné que la question des programmes futurs devait être examinée par le groupe de travail du Comité exécutif de l'UNREF et par le Comité lui-même, on a estimé qu'il eût été inopportun, au stade actuel, d'analyser les problèmes qui se posaient. Il était évident, cependant, qu'assurer la protection internationale des réfugiés resterait la tâche principale du Haut-Commissariat, que l'on devait continuer à s'efforcer de trouver une solution définitive au problème des réfugiés hongrois et qu'il fallait procurer un foyer aux réfugiés les plus anciens qui vivaient encore dans des camps. Un représentant a estimé que l'on n'avait pas attaché assez d'importance au rapatriement volontaire, dans l'élaboration des programmes mis en œuvre par le Haut-Commissariat.

418. L'action en faveur des réfugiés hongrois en Yougoslavie a été citée comme un exemple des résultats que l'on peut obtenir par des efforts résolus et coordonnés lorsqu'il s'agit de résoudre un problème particulier. On a dit qu'il fallait faire des efforts analogues en faveur des réfugiés hongrois vivant encore en Autriche et désireux d'émigrer. Le représentant de la Yougoslavie a signalé que, comme le Haut-Commissaire l'avait déclaré, son gouvernement avait dû jusqu'ici prendre à sa charge une partie considérable des dépenses qu'il avait dû faire en faveur des réfugiés hongrois et il espérait recevoir une nouvelle aide.

419. Plusieurs représentants ont dit qu'il importait au premier chef de résoudre le problème des camps de réfugiés, mais on a aussi attiré l'attention sur les problèmes que posent les réfugiés non installés vivant

* Ce rapport fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.
⁷ E/SR.1040 et 1041.

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 11, transmis au Conseil sous la cote E/3138 et Add.1.

en dehors des camps. Il ressortait de l'enquête à laquelle avait récemment procédé le Haut-Commissariat qu'en France seulement il y avait encore 36.700 réfugiés se trouvant dans cette situation et qu'environ le tiers d'entre eux étaient des cas difficiles ou des personnes déficientes.

420. On a exprimé une certaine inquiétude à propos de l'action en faveur des réfugiés d'Extrême-Orient et l'on a manifesté l'espoir que les fonds nécessaires seraient fournis pour que tous les réfugiés puissent être transportés dans des pays de réinstallation.

421. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [680 A (XXVI)], dans laquelle il prend acte du rapport établi par le Haut-Commissaire pour être transmis à la treizième session ordinaire de l'Assemblée générale. Dans la partie B de cette résolution, le Conseil demande instamment aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux membres des institutions spécialisées de redoubler d'efforts soit pour apporter une contribution, soit pour accroître leur contribution au Haut-Commissariat; d'aider celui-ci dans la recherche de solutions permanentes aux problèmes des réfugiés en facilitant leur rapatriement volontaire ou leur assimilation dans de nouvelles communautés nationales; et d'examiner toutes les autres possibilités de réinstallation dont pourraient bénéficier les réfugiés désireux de quitter les pays de premier asile pour émigrer, et notamment, si possible, les réfugiés souffrant d'une incapacité physique, sociale ou économique.

422. Par une autre résolution [682 (XXVI)], le Conseil a modifié sa résolution 672 (XXV) de façon à augmenter le nombre des membres du Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire en leur adjoignant un vingt-cinquième membre, le représentant de la République de Chine⁹.

Section III. — Contrôle international des stupéfiants

423. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné¹⁰ le rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa treizième session (E/3133)¹¹, le rapport du Comité central permanent de l'opium sur l'activité du Comité en 1957 (E/OB/13 et Add.)¹², ainsi qu'une note du Secrétaire général sur l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants (E/3077-E/CN.7/342 et Add.1). Il a adopté des résolutions [689 A et B (XXVI)] dans lesquelles il a pris acte des rapports de la Commission et du CCPO. On trouvera ci-dessous un bref exposé des principales activités de la Commission et du CCPO ainsi que des mesures prises par le Conseil à la suite des recommandations de la Commission¹³.

MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTRÔLE INTERNATIONAL

424. La Commission a examiné le *Résumé des rapports annuels des gouvernements relatifs à l'opium et autres stupéfiants pour l'année 1956* (E/NR.1956/

⁹ Voir chap. Ier, sect. VI.

¹⁰ E/AC.7/SR.385 et 386; E/TAC/SR.168 et 169; E/SR.1042.

¹¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 9.*

¹² Comité central permanent de l'opium, *Rapport au Conseil économique et social sur l'activité du Comité en 1957 et Addendum* (publication des Nations Unies, No de vente: 1957.XI.3 et Add.).

¹³ Voir aussi chap. VIII, par. 556.

Summary et Add.)¹⁴. Cent trente quatre pays et territoires avaient soumis des rapports annuels. La Commission a de nouveau constaté qu'un certain nombre de pays n'avaient pas soumis de rapports annuels de puis plusieurs années et elle a prié le Secrétaire général d'inviter ces pays à contribuer plus activement à l'œuvre de contrôle international en lui adressant des rapports annuels.

425. En 1957, 147 textes législatifs relatifs au contrôle des stupéfiants et concernant 31 États et 20 territoires ont été communiqués au Secrétaire général. La Commission a examiné l'*Index cumulatif 1947-1957* (E/CN.7/1957/Index)¹⁵ qui comprenait les textes juridiques publiés depuis 1947 et jusqu'au 31 décembre 1957 et elle a insisté sur sa valeur pour les administrations nationales; en effet, il permet maintenant de déterminer rapidement quelle est dans les différents pays la situation juridique en ce qui concerne les stupéfiants soumis au contrôle international. La Commission a également étudié l'état récapitulatif annuel des additions et autres changements apportés à la liste des substances placées sous contrôle par les législations nationales (E/CN.7/336).

Modifications du champ d'application du contrôle international

426. Quatre nouveaux stupéfiants ont été placés sous contrôle international au cours de l'année. En outre, la Commission a décidé, conformément à l'article 2 du Protocole de 1948, de placer la lévomoramide sous contrôle international provisoire. De plus, elle a noté que l'on avait commencé de fabriquer et d'utiliser un dérivé de la morphine connu sous le nom de nicophine (Vilan) qui, à son avis, tombait sous le coup des dispositions de la Convention de 1931.

427. Le Conseil a adopté une résolution [689 D (XXVI)] dans laquelle il prie instamment tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, et notamment les pays qui fabriquent et exportent de la norméthadone, de placer ce stupéfiant sous contrôle national.

Liste multilingue des stupéfiants

428. La Commission a examiné une *Liste multilingue des stupéfiants placés sous contrôle international* (E/CN.7/341)¹⁶ établie par le Secrétariat en collaboration avec les gouvernements et l'OMS et qui énumère toutes les appellations connues de ces stupéfiants dans les langues de travail ainsi que de nombreux noms donnés dans d'autres langues dont l'emploi est répandu. On a insisté sur l'importance de la *Liste multilingue* pour le contrôle des stupéfiants à tous les échelons.

Etat des évaluations des besoins du monde en stupéfiants en 1958¹⁷, publié par l'Organe de contrôle des stupéfiants

429. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [689 E (XXVI)] dans laquelle, après avoir constaté que l'Organe de contrôle des stupéfiants ne bénéficie toujours pas de la collaboration totale de certains pays et que, de ce fait, il éprouve des difficultés à s'acquitter de sa tâche, le Conseil insiste à nouveau auprès de tous les États pour qu'ils indiquent la méthode employée pour les calculs; en

¹⁴ Publication des Nations Unies, No de vente: 1958.XI.2 et Add.1.

¹⁵ Publication des Nations Unies, No de vente: 1958.XI.3.

¹⁶ Publication des Nations Unies, No de vente: 58.XI.1.

¹⁷ Publication des Nations Unies, No de vente: 1957.XI.4 (E/DSB/15, sect. IV, 3 et 4).

outre, il rappelle à tous les États parties à la Convention de 1931 qu'ils ont accepté de fournir les précisions que pourrait leur demander l'Organe de contrôle des stupéfiants et il souligne les fréquentes inexactitudes relatives aux estimations de la consommation et des stocks.

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM

430. La Convention internationale du 19 février 1925 sur les stupéfiants, amendée par le Protocole du 11 décembre 1946, stipule que le CCPO présentera chaque année un rapport au Conseil économique et social. En conséquence, le Conseil a examiné, à sa vingt-sixième session, le rapport du Comité sur son activité en 1957 (F. O.B. 13 et Add.).

431. Ce rapport étant le dernier que soumettaient les membres du Comité dont le mandat expirait le 1er mars 1958, ils y ont fait figurer non seulement un compte rendu de leur activité en 1957, mais aussi un jugement d'ensemble sur l'application des Conventions pendant les cinq années de leur charge. Ils ont également examiné les tendances du mouvement licite des stupéfiants au cours de la même période.

432. Le rapport indiquait que, dans l'ensemble, le fonctionnement du système de contrôle s'était nettement amélioré. En particulier, les statistiques avaient été plus complètes et plus exactes, et étaient parvenues au Comité à des dates plus proches des dates limites. Dans une certaine mesure, cependant, l'activité du Comité avait continué d'être gênée par les lacunes constatées dans les relevés de certains gouvernements, ou par le retard avec lequel ces relevés étaient parvenus, ainsi que par l'absence de réponses à des demandes d'éclaircissements. D'autre part, le Comité a constaté l'absence totale ou quasi totale de collaboration de quelques gouvernements, lesquels étaient nommés dans le rapport.

433. Le Comité, grâce à la masse de relevés statistiques qui lui étaient parvenus, avait été en mesure de dresser un bilan assez complet de la production, du commerce et de la consommation licites des stupéfiants dans le monde. Il en ressortait que la production licite de stupéfiants manufacturés se limitait aux besoins médicaux et scientifiques. Comme, d'autre part, les détournements du marché licite vers le marché illicite étaient désormais insignifiants, il était juste de dire que, dans cette mesure, les objectifs des Conventions de 1925 et 1931 avaient été atteints dans leurs grandes lignes. La valeur de ces conventions était donc bien établie, en dépit de certaines faiblesses et imperfections qui s'étaient révélées à l'expérience dans certaines de leurs dispositions. Le Comité notait toutefois que les bons résultats acquis jusqu'ici étaient dus au premier chef au sens élevé de leurs responsabilités, dont la plupart des pays — et parmi eux certains pays non parties aux Conventions — avaient fait preuve en la matière.

434. En annexe au rapport figuraient des tableaux reproduisant les statistiques que le Comité est tenu de communiquer aux parties contractantes en vertu de l'article 22 de la Convention de 1925; enfin, l'addendum constituait l'état que le Comité est tenu de publier aux termes de l'article 14 de la Convention du 13 juillet 1931.

435. Après avoir pris acte du rapport du CCPO dans sa résolution 689 B (XXVI), le Conseil a rendu hommage aux membres sortants du Comité et de l'Or-

gane de contrôle des stupéfiants pour l'œuvre qu'ils ont accomplie durant les cinq années de leur mandat.

TRAFFIC ILLICITE

436. L'examen annuel du mouvement illicite des stupéfiants est l'une des attributions les plus importantes de la Commission, dont elle s'acquitte avec l'aide du Comité du trafic illicite. La Commission a confirmé qu'en ce qui concerne tant les stupéfiants manufacturés que les stupéfiants naturels, le trafic était presque entièrement alimenté par des sources clandestines. S'il était difficile d'évaluer sur la base des saisies les quantités réelles de stupéfiants qui s'écoulaient sur le marché illicite, les grandes quantités sur lesquelles portaient un certain nombre de saisies semblaient indiquer que l'opium et les opiacés ainsi que le cannabis avaient continué à faire l'objet d'un trafic intense.

437. On savait que les trafiquants illicites se livraient simultanément à plusieurs trafics de stupéfiants et exerçaient souvent des activités délictueuses de plusieurs sortes. Un trait alarmant était la résistance armée opposée dans un certain nombre de cas. La Commission avait été informée d'un certain nombre d'affaires importantes de trafic illicite international qui prouvaient que le trafic était très bien organisé et qu'il bénéficiait souvent d'énormes soutiens financiers; elle a également souligné la facilité et la souplesse avec lesquelles les trafiquants internationaux se déplaçaient de pays en pays. La Commission a affirmé qu'elle avait des preuves certaines de l'action vigoureuse et incessante des autorités nationales ainsi que d'une coopération étroite entre les autorités nationales de plusieurs pays dans la lutte commune contre le trafic illicite. Elle a constaté que dans certains pays des peines sévères étaient infligées pour les délits concernant les stupéfiants et elle a été unanime à reconnaître que la sévérité des peines était l'une des méthodes les plus efficaces de lutte contre le trafic. Elle a exprimé l'espoir que les gouvernements feront plus directement appel à l'assistance technique afin de pouvoir jouer un rôle utile dans la lutte internationale contre le trafic illicite.

438. L'aspect le plus important de la situation demeurait le trafic de l'opium et des opiacés, qui avait des ramifications internationales très étendues. Comme les années précédentes, c'étaient des pays de l'Extrême-Orient, du Proche et du Moyen-Orient qui avaient signalé les saisies les plus importantes d'opium brut et d'opium préparé. Il y avait eu également un important trafic de morphine et/ou de diacétylmorphine brute (héroïne) et l'on avait découvert plusieurs fabriques ou "laboratoires" clandestins. La Commission a noté que la demande des toxicomanes qui s'adonnent à la diacétylmorphine dans ces régions du monde s'était accrue; par ailleurs, il était évident qu'une grande partie du trafic de diacétylmorphine continuait à se faire en direction de l'Amérique du Nord qui demeurait la cible du trafic illicite international le plus fortement organisé.

439. Malgré l'insuffisance des renseignements communiqués, la Commission a une fois de plus estimé que le trafic de cannabis existait dans toutes les régions du monde. Il était constitué en grande partie par la production et la consommation locales, surtout des formes les moins concentrées du stupéfiant. Le trafic international illicite de cannabis se faisait également en majeure partie entre pays limitrophes; il n'était pas fortement organisé. La Commission s'est également préoccupée du trafic traditionnel de hachich au Moyen-

Orient, du trafic de marijuana par voie terrestre à destination des États-Unis et du trafic de charas et de ganja dans la péninsule indo-pakistanaise.

440. Les saisies de cocaïne avaient été peu nombreuses, ce qui prouvait que le trafic illicite de ce stupéfiant avait relativement diminué.

441. Les saisies déclarées de stupéfiants synthétiques ne représentaient qu'une très faible proportion du total des saisies déclarées. Cependant, certains membres de la Commission ont estimé que les renseignements relatifs aux saisies de stupéfiants synthétiques n'étaient pas suffisamment complets, ni assez précis, pour qu'on pût en tirer des conclusions. À leur avis, la seule étude des saisies serait insuffisante et il fallait tenir compte, en outre, des statistiques portant sur les stupéfiants employés par les toxicomanes. En effet, en ce qui concerne les stupéfiants synthétiques, la toxicomanie était dans la plupart des cas d'origine thérapeutique.

442. La Commission a estimé qu'au Moyen-Orient la situation en ce qui concerne les stupéfiants pouvait être améliorée et, sur sa recommandation, le Conseil a adopté une résolution [689 I (XXVI)] prévoyant la création d'une mission d'étude au Moyen-Orient qui sera chargée de s'occuper des problèmes qui se posent. Il s'agira d'une mission composite d'assistance technique qui prêtera son concours à un certain nombre de gouvernements de la région auxquels se posent des problèmes différents, mais étroitement solidaires. Elle fera un rapport général sur son activité à la Commission. Le Secrétaire général a été invité à désigner les experts de la mission de manière à bien équilibrer les compétences professionnelles et l'expérience. Le Conseil a décidé que le Secrétaire général choisirait le moment de la création de la mission, compte tenu des nombreux facteurs en cause.

443. La Commission a estimé qu'en raison de l'ampleur du trafic illicite en Extrême-Orient, la collaboration entre les services de répression devait être resserrée sur le plan international dans cette région du monde.

EMPLOI ABUSIF DES STUPÉFIANTS (TOXICOMANIE)

444. Poursuivant l'étude de la toxicomanie, la Commission a examiné certains aspects du problème: l'incidence de la toxicomanie et la situation en ce qui concerne les données quantitatives et qualitatives sur le problème, les facilités pour le traitement des toxicomanes et les méthodes de traitement, la toxicomanie d'origine thérapeutique et la toxicomanie dans la profession médicale, les progrès dans la recherche médicale sur la toxicomanie, enfin, la prévention de la toxicomanie.

445. La Commission a noté que les renseignements reçus au cours de l'année écoulée n'indiquaient pas de changements dans la répartition générale de la toxicomanie dans les diverses régions du monde. Si les données étaient plus nombreuses qu'il y a quelques années, les indications relatives au nombre des toxicomanes dans chaque pays et territoire, fournies dans les rapports annuels, n'étaient pas nécessairement comparables et donnaient seulement des indications quantitatives sur l'incidence de la toxicomanie par usage des divers stupéfiants. En ce qui concerne les données qualitatives, c'est-à-dire celles qui se rapportent par exemple à la personne du toxicomane et à son milieu, aux stupéfiants utilisés et à leurs sources, à la pyramide des âges et à la profession des toxicomanes, les difficultés de la

recherche étaient plus grandes. Ayant décidé à sa douzième session d'étudier, en 1958, le problème de la révision du chapitre X (Emploi abusif des stupéfiants [toxicomanie]) du "Formulaire des rapports annuels", la Commission a examiné un projet établi par le Secrétariat (E/CN.7 318/Add.1) et a décidé que le texte révisé du chapitre X serait envoyé aux gouvernements pour l'établissement de leurs rapports annuels pour 1958.

446. Le Conseil a adopté une résolution [689 G (XXVI)] où il a exprimé l'espoir que l'OMS prendra le plus tôt possible les mesures nécessaires pour présenter son rapport sur la prévention de la toxicomanie. Il a également adopté une résolution [689 C (XXVI)] dans laquelle il invite instamment les gouvernements à surveiller de près la publicité relative aux nouveaux stupéfiants et, en particulier, à s'assurer que les déclarations selon lesquelles certains analgésiques puissants ne sont pas toxicomanogènes sont fondées uniquement sur des essais cliniques complets et approfondis.

PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS

447. En application de la résolution 667 E (XXIV) du Conseil, la Commission a donné la priorité, dans ses travaux, au projet de Convention unique sur les stupéfiants et a mené sa tâche à bien. Elle n'avait pas cessé de travailler à cette question depuis sa quatrième session conformément aux dispositions des résolutions 159 II D (VII) et 246 D (IX) du Conseil.

448. Le projet¹⁸ préparé par la Commission visait: i) à codifier les dispositions en vigueur contenues dans neuf traités multilatéraux relatifs au contrôle des stupéfiants; ii) à simplifier le système de contrôle international en remplaçant l'actuel Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants par un organe unique (appelé Organe international de contrôle des stupéfiants); iii) à remédier aux lacunes importantes du régime actuel des stupéfiants notamment en étendant le contrôle international à la production d'opium, de feuilles de coca et de cannabis.

449. La Commission a indiqué que certaines dispositions du projet de convention étaient des compromis qui ne seraient pas accueillis avec une égale faveur par tous les gouvernements tandis que d'autres étaient restées controversées même au sein de la Commission.

450. En examinant les recommandations de la Commission sur la suite à donner au projet de convention, le Conseil a décidé qu'en raison de l'ampleur de la convention qui touche à tous les aspects du contrôle des stupéfiants (aspects économiques, sociaux, sanitaires, juridiques et administratifs), il fallait laisser suffisamment de temps — c'est-à-dire un an environ — aux gouvernements pour leur permettre de formuler des observations.

451. On a proposé d'inviter tous les États à faire parvenir des observations et à participer à la conférence de plénipotentiaires qui sera convoquée pour l'adoption de la convention. À cet égard, on a fait valoir que si, conformément à la proposition de la Commission, on n'invitait à la conférence que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'AIEA, on irait à l'encontre du principe de l'universalité qui est d'une

¹⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-quatrième session, Supplément No 10, annexe VI, et ibid., vingt-sixième session, Supplément No 9, annexe V.*

importance capitale dans le domaine des stupéfiants. D'autres membres du Conseil ont soutenu que la proposition de la Commission était conforme à la pratique ordinairement suivie par les organes des Nations Unies lorsqu'ils convoquent des conférences internationales de cette nature et qu'elles obviaient aux difficultés juridiques et autres auxquelles on se heurtait parfois.

452. On a également proposé que le Conseil ne se prononçât pas pour l'instant sur la recommandation de la Commission visant à convoquer une conférence de plénipotentiaires pour l'adoption de la convention. A cet égard, on a soutenu que l'on pourra mieux juger de l'opportunité de la conférence lorsque l'on connaîtra les observations des divers gouvernements sur le projet de convention, c'est-à-dire lors de la vingt-neuvième session du Conseil qui doit se tenir au printemps de 1960. D'autres représentants ont estimé que la proposition soulèverait des questions de procédure dans les divers organes intéressés. On a ajouté qu'il serait encore possible de revenir sur la question lorsque l'Assemblée aurait à se prononcer sur l'ouverture des crédits budgétaires nécessaires au cas où les observations des gouvernements le justifieraient.

453. Conformément aux recommandations de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [689 J (XXVI)] par laquelle il a décidé de convoquer une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption du projet de convention et d'inviter tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'AIEA à faire parvenir leurs observations et à participer à la conférence. L'OMS, d'autres institutions spécialisées intéressées, le CCPO, l'Organe de contrôle des stupéfiants et l'Organisation internationale de police criminelle ont également été priés de faire parvenir des observations et de participer aux travaux de la conférence. Le Secrétaire général de son côté a été invité à préparer le recueil des observations reçues et à prendre certaines autres mesures, en vue de la mise en œuvre de la résolution.

OPIUM ET OPIACÉS

Politique de l'Afghanistan en ce qui concerne la production de l'opium

454. La Commission a repris l'étude, suspendue depuis la douzième session, de la demande de l'Afghanistan tendant à être reconnu, en vertu de la réglementation internationale, comme État produisant de l'opium pour l'exportation et elle a entendu une déclaration de l'observateur de l'Afghanistan qui a exposé les mesures prises par son gouvernement pour interdire la production de l'opium. Le 24 novembre 1957, une loi avait été promulguée à cet effet. L'observateur a ajouté que, dans ces conditions, le Gouvernement afghan ne jugeait pas nécessaire, pour le moment, d'insister pour que l'Afghanistan figure parmi les États produisant de l'opium pour l'exportation, mais qu'il se réservait le droit de revenir sur la question à la conférence de plénipotentiaires qui sera chargée d'adopter la Convention unique. Cependant, il était extrêmement important de remédier aux graves difficultés économiques provoquées par l'interdiction de produire de l'opium car c'était en grande partie parce qu'il n'avait pu y parvenir que l'Afghanistan avait dû renoncer naguère à sa politique d'interdiction. A cet égard, l'observateur de l'Afghanistan a souligné que son pays avait besoin de l'assistance technique des Nations Unies ainsi que d'une assistance financière au titre de programmes mis

en œuvre par divers gouvernements et par certaines organisations privées.

455. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [689 II (XXVI)] dans laquelle il souligne l'importance qu'il attache à la politique adoptée par l'Afghanistan et exprime l'espoir que ce pays réussira à mener à bien l'œuvre qu'il a entreprise; de plus, le Conseil attire l'attention de l'Assemblée générale, des institutions spécialisées intéressées et tout particulièrement des services d'assistance technique compétents sur l'importance, pour le développement économique et social de l'Afghanistan, des succès rapides de cette œuvre.

Recherches scientifiques

456. La Commission a examiné les recommandations concernant les recherches sur l'opium qu'avait formulées le Comité d'experts désigné par le Secrétaire général en exécution de la résolution 626 II (XXII) du Conseil. Ce comité s'était réuni à Genève du 21 au 31 janvier 1958. La Commission a constaté que les recommandations et autres décisions figurant dans le rapport du Comité (E/CN.7/338) avaient été adoptées à l'unanimité et que le Comité avait confirmé que les méthodes permettant de déterminer l'origine de l'opium étaient déjà dans certains cas susceptibles d'applications pratiques dans la campagne menée contre le trafic illicite de l'opium et des opiacés.

457. Conformément aux recommandations du Comité, la Commission a adopté une résolution dans laquelle elle expose en détail, à l'intention des gouvernements et des laboratoires participant au programme, sa politique en ce qui concerne la continuation des recherches ainsi que les mesures d'application pratique. La Commission a estimé qu'il fallait poursuivre les recherches et elle a prié instamment les gouvernements intéressés d'y coopérer en continuant de fournir beaucoup plus d'échantillons d'opium, authentifiés ou non, et en participant à un programme commun en vue d'une évaluation rationnelle des diverses méthodes permettant de découvrir l'origine de l'opium et de la détermination de leur exactitude et leur reproductibilité. Elle a demandé au Secrétariat de coordonner l'exécution du programme auquel participerait un nombre de laboratoires nationaux aussi élevé que possible. En ce qui concerne les mesures d'application pratique pour lesquelles le Comité d'experts avait prévu une procédure, les dispositions de la résolution I (X) que la Commission a adoptée en 1955 restent en vigueur; cependant, le Secrétaire général a été invité à faire figurer dans son rapport sur l'origine de l'opium toutes les réserves qu'il croirait devoir formuler en ce qui concerne les méthodes utilisées.

458. La Commission a également pensé que, dans les limites des ressources disponibles, on pourrait peut-être augmenter bientôt le champ d'action du laboratoire des stupéfiants et l'étendre aux stupéfiants autres que l'opium. Par exemple, elle a estimé que le laboratoire pourrait en fin de compte s'occuper des problèmes pratiques que posent depuis longtemps l'identification du cannabis et la détermination de son ou de ses principes actifs. En conséquence, elle a prié le Secrétaire général d'étudier les moyens qui permettraient de coordonner les recherches sur le cannabis entreprises dans plusieurs pays et — sans que soit affectée la priorité donnée aux recherches sur l'opium — de faire procéder à une étude et à une estimation préliminaires des techniques d'identification du cannabis.

DÉNOMINATIONS COMMUNES INTERNATIONALES

459. Dans sa résolution 548 B II (XVIII), le Conseil avait exprimé l'opinion qu'il était hautement souhaitable de simplifier et d'accélérer la procédure employée pour l'établissement de dénominations communes internationales pour les stupéfiants. Selon la procédure relative à l'adoption de ces dénominations, mise au point par l'OMS, une enquête est entreprise à l'échelon mondial avant qu'une dénomination "proposée" ne devienne une dénomination "recommandée"; il va sans dire que cela demande un certain temps. A sa douzième session, la Commission avait recherché s'il serait possible de créer un système qui protégerait d'avance, par voie de traité international, les dénominations choisies conformément à une procédure plus rapide qui permettrait de choisir une dénomination tout en évitant les difficultés d'ordre linguistique ou juridique (E/CN.7/331/Rev.1).

460. A sa treizième session, la Commission a de nouveau examiné la question en tenant notamment compte des nouvelles consultations qui avaient eu lieu entre le Secrétaire général et l'OMS. D'une part, elle s'est demandé si tout essai d'établir des règles obligatoires ne rencontrerait pas une opposition sérieuse et ne compromettrait pas ainsi le fonctionnement du système actuel sans aboutir à des résultats utiles; on a fait observer que ce système était basé sur l'acceptation volontaire de dénominations communes internationales choisies suivant un système uniforme pour toutes les drogues (qu'il s'agisse de stupéfiants ou d'autres drogues). D'autre part, la Commission a aussi recherché si, malgré les difficultés auxquelles pourrait se heurter tout essai d'établir un système révisé, la situation n'exigeait pas des améliorations en vue d'assurer un contrôle efficace des stupéfiants.

461. La Commission a décidé de ne pas recommander l'adoption d'une nouvelle procédure; considérant qu'une application limitée d'un système obligatoire était faisable, elle a décidé que la nouvelle Convention unique devrait prévoir l'emploi obligatoire de dénominations communes internationales pour les stupéfiants sur les étiquettes et imprimés publicitaires et que, en vertu de la nouvelle convention, elle adopterait les dénominations si l'OMS ne le faisait pas¹⁹.

TRANSPORT DE STUPÉFIANTS DANS LES TROUSSES DE PREMIERS SECOURS DES AÉRONEFS EFFECTUANT DES VOLS INTERNATIONAUX

462. En raison des difficultés d'ordre juridique suscitées par le transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs, le Conseil de l'OACI avait décidé d'inviter l'Organisation des Nations Unies et l'OMS à étudier les aspects juridiques et médicaux du problème. En décembre 1957, le Conseil économique et social avait renvoyé²⁰ la question à la Commission.

463. La Commission a indiqué au Conseil que des questions médicales sur lesquelles il y avait intérêt à prendre l'avis de l'OMS se posaient dans ce domaine. Elle a également décidé de faire figurer provisoirement dans le projet de Convention unique des dispositions concernant le transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs, des trains et des navires²¹ et a recommandé de prendre des mesures

transitoires appropriées en attendant la mise en vigueur de la Convention unique.

464. Le Conseil a adopté une résolution [689 I^o (XXVI)] dans laquelle il recommande aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive et le détournement des stupéfiants se trouvant dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux et prie le Secrétaire général de demander l'avis de l'Organisation internationale de police criminelle sur les précautions qu'il y aurait lieu de prendre à cet effet et d'établir, en consultation avec l'OACI et l'OMS, un rapport sur des problèmes juridiques. La Commission est invitée à réexaminer la question et à donner au Conseil un avis sur les nouvelles mesures à recommander dans ce domaine.

ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

465. Faisant le point de la situation en ce qui concerne l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants, la Commission a estimé que le système actuel ne suffisait pas à assurer une utilisation satisfaisante de l'assistance technique dans ce domaine. Elle a fait observer que, souvent, les projets visant à améliorer le contrôle des stupéfiants profitent autant, ou même plus, à l'ensemble de la communauté internationale qu'au pays qui doit demander une assistance technique. Etant donné que dans bien des cas la mise en œuvre de nouveaux projets, dans un pays donné, oblige à renoncer à d'autres projets déjà en cours d'exécution et exige d'importants investissements, un certain nombre de pays qui avaient manifesté de l'intérêt pour l'assistance technique en matière de contrôle des stupéfiants n'avaient pas pu donner suite à leur intention et demander formellement l'inscription de projets déterminés dans leurs programmes de la catégorie I. La Commission a demandé au Conseil de rechercher les solutions possibles. Jusqu'ici, la majeure partie des sommes consacrées à l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants avait été prélevée sur les allocations pour cas d'urgence prévues par le Programme élargi d'assistance technique.

466. A sa vingt-sixième session, le Conseil a de nouveau examiné²² cette question compte tenu de la résolution 2 II (XIII) de la Commission²³ et du rapport du Secrétaire général (E/3077 et Add.1)²⁴. Le représentant du Secrétaire général a proposé que l'on adopte une solution transitoire pour 1959 en attendant que l'on mette au point un système plus durable pour 1960. Pendant l'année de transition, on pourrait chercher à assouplir notablement le système en utilisant, lorsque les circonstances le justifieront, les allocations pour cas d'urgence prévues pour le Programme élargi et en prévoyant des projets appropriés s'intégrant à l'administration publique et aux services consultatifs internationaux; les pays qui seraient en mesure de faire figurer des demandes dans leurs programmes de la catégorie I pourraient naturellement le faire. Quant à la solution du problème, les services distincts existant actuellement étaient déjà utilisés au maximum et si l'on voulait réserver une somme déterminée dans le cadre de l'un d'eux on se heurterait à des complications administratives. Le Secrétariat préfé-

¹⁹ E/3133, annexe V, art. 42, par. 3 et 4.

²⁰ E/SR.997.

²¹ Le texte proposé est reproduit dans le document E/3133, annexe V, art. 43 bis.

²² E/TAC/SR.168 et 169; E/SR.1042.

²³ E/3133, annexe I.

²⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

rait l'autre solution proposée par la Commission, à savoir le financement d'un service consultatif distinct pour le contrôle des stupéfiants par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, en raison des sommes supplémentaires devant déjà être imputées sur le budget de 1959, le Secrétariat proposait de n'adopter cette solution que dans le budget de 1960.

467. Les membres du Conseil ont reconnu qu'un certain nombre de pays ne disposaient pas des ressources requises pour entreprendre l'exécution des projets voulus en matière de contrôle des stupéfiants et qu'une assistance technique était donc particulièrement nécessaire dans ce domaine. Ils ont également reconnu qu'il était difficile de prendre à cet égard les dispositions

financières voulues et ont accepté la solution provisoire proposée par le Secrétariat pour 1959. On a cependant estimé qu'il fallait pousser plus avant la recherche d'une solution permanente. Le Conseil a donc adopté une résolution [688 (XXVI)] dans laquelle il prie le Secrétaire général, agissant en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, de revoir la nature et l'étendue de l'assistance demandée par les gouvernements dans le domaine considéré; d'étudier jusqu'à quel point cette assistance peut être fournie dans le cadre des programmes existants; de présenter, si cela est nécessaire, des propositions sur l'assistance qui pourrait être fournie avec une estimation de son coût et de faire rapport sur ces questions à la Commission des stupéfiants, lors de sa quatorzième session, puis au Conseil, lors de sa vingt-huitième session.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'ingt-sixième session

Commission des Eglises pour les affaires internationales:

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.

Conseil international des femmes:

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.172.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Conseil international des femmes:

E/C.2/506. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Union interparlementaire:

E/C.2/44. Problèmes des réfugiés.

EXPOSÉS ÉCRITS

PRÉSENTÉS AU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Fédération internationale de producteurs agricoles:

E/ICEF/NGO/44. Recommandation appuyant l'action du FISE.

Union mondiale pour un judaïsme progressiste:

E/ICEF/NGO/45. Résolution appuyant l'action du FISE.

Conseil international des infirmières:

E/ICEF/NGO/46. Résolution appuyant l'action du FISE.

Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE:

E/ICEF/NGO/47. Rapport du Comité.

Conseil international des femmes:

E/ICEF/NGO/48. Résolution appuyant l'action du FISE.

Pan-Pacific Southeast Asia Women's Association:

E/ICEF/NGO/49. Exposé de l'œuvre entreprise pour appuyer l'action du FISE.

Union internationale de la protection de l'enfance:

E/ICEF/NGO/50. Exposé présenté au Conseil d'administration du FISE.

Union mondiale des organisations féminines catholiques:

E/ICEF/NGO/51. Résolution appuyant l'action du FISE.

Fédération mondiale des anciens combattants:

E/ICEF/NGO/52. Résolution appuyant l'action du FISE.

Bureau international catholique de l'enfance:

E/ICEF/NGO/53. Résolution appuyant l'action du FISE.

Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE:

E/ICEF/NGO/54. Rapport du Comité.

Chapitre VII

DROITS DE L'HOMME

A

468. Aucune question relative aux droits de l'homme ne figurait à l'ordre du jour de la vingt-cinquième session du Conseil. Le Conseil était cependant saisi d'un cinquième rapport (E/3069) sur les mesures prises pour donner effet à la résolution 386 (XIII) du Conseil concernant la situation des survivants des camps de concentration qui ont été, sous le régime nazi, victimes d'expériences prétendues scientifiques.

469. A sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné¹ le rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa quatorzième session (E/3088)², un rapport du Secrétaire général concernant la réunion d'une deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination (E/3130 et Corr.1)³, ainsi que le rapport du Comité du Conseil chargé de préparer la célébration du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (E/3125 et Add.1)³. Par sa résolution 683 A (XXVI), le Conseil a pris acte du rapport de la Commission. On trouvera, dans la partie A du présent chapitre, un exposé des autres décisions prises par le Conseil au sujet de ce rapport et des autres questions mentionnées ci-dessus. La décision de la Commission relative aux services consultatifs est indiquée dans la partie C.

470. En application des résolutions 664 (XXIV) et 665 D II (XXIV) du Conseil, la Commission des droits de l'homme, à sa quatorzième session, a revu son programme de travail et discuté la question de la périodicité de ses sessions. Comme suite à la demande du Conseil qui l'avait invitée à faire connaître son opinion sur le principe selon lequel elle se réunirait désormais tous les deux ans, la Commission a adopté une résolution [II (XIV)] dans laquelle elle recommandait de continuer à prévoir une session tous les ans. Les décisions prises par le Conseil au sujet de ces deux questions sont indiquées ci-après, chapitre VIII, paragraphes 551 et 557.

Section I. — Dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme*

471. Le 10 décembre 1958 marquera le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale. A sa vingt-sixième session, le Conseil a approuvé les propositions du Comité qu'il avait créé en 1957 pour aider le Secrétaire général à donner effet aux recommandations de la Commission des droits de l'homme relatives à la célébration de cet anniversaire [résolution 651 B (XXIV) et annexe]. Le Comité du Conseil, qui se composait des représentants du Chili, de la France, du

Pakistan, des Philippines, de la République arabe unie et de la Suède, a fait brièvement connaître dans son rapport (E/3125 et Add.1) ce qu'il savait des dispositions prises ou envisagées par les gouvernements, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et le Secrétaire général. Le Comité estimait que l'Organisation des Nations Unies pourrait commémorer cet anniversaire en y consacrant une séance plénière spéciale de l'Assemblée générale, au cours de laquelle prendraient la parole des orateurs représentant les diverses régions et civilisations du monde; à la fin de cette séance, le Président tirerait les conclusions des discours prononcés, comme on l'a fait en 1955 lors de la commémoration du dixième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies.

472. Par sa résolution 683 F I (XXVI), le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale de tenir, le 10 décembre 1958, une séance spéciale consacrée à la célébration du dixième anniversaire de la Déclaration. Par sa résolution 683 F II (XXVI), le Conseil a prié instamment tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées de célébrer l'anniversaire dans leur pays, et notamment de diffuser largement le texte de la Déclaration universelle et de s'efforcer continuellement de renforcer le respect des droits énoncés dans cette Déclaration, afin que cet "idéal commun à atteindre" soit universellement mis en pratique; il a en outre exprimé l'espoir que les organisations non gouvernementales prieraient leurs divers groupes nationaux et locaux d'organiser, dans le cadre des mesures qu'ils prendraient pour célébrer l'anniversaire, des conférences et d'autres réunions et discussions sur les droits de l'homme, en donnant une large publicité au texte de la Déclaration universelle, afin que partout les hommes et les femmes soient mieux à même d'exercer les droits qui leur sont reconnus et que chacun puisse apprendre à respecter les droits d'autrui.

Section II. — Rapports périodiques et études spéciales

473. Par sa résolution 624 B (XXII), de 1956, le Conseil, s'inspirant des recommandations de la Commission des droits de l'homme⁴, avait organisé un système de rapports périodiques qui devaient être communiqués par les gouvernements. A sa quatorzième session, la Commission a examiné la première série de ces rapports.

474. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sont priés d'adresser tous les trois ans au Secrétaire général un rapport sur l'évolution de la situation et les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme, ces rapports portant sur les droits énumérés

* L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

¹ E/AC.7/SR.377 à 381; E/SR.1041.

² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 8.

³ Ibid., Annexes, point 10 de l'ordre du jour.

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Supplément No 3, chap. III, A (résolution I).

dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour examiner ces rapports triennaux, la Commission se fonde sur des résumés par sujet préparés par le Secrétaire général et par les institutions spécialisées, les rapports eux-mêmes n'étant pas publiés. Cet examen doit permettre à la Commission de communiquer au Conseil des observations, conclusions et recommandations de caractère objectif et général, conformes à la Charte des Nations Unies.

475. La première série comprenait les rapports que trente-cinq pays avaient communiqués au sujet de la période 1954-1956. A sa quatorzième session, la Commission a été saisie du résumé préparé par le Secrétaire général (E/CN.4/757 et Add.1 à 4) ainsi que des résumés présentés par le Bureau international du Travail et l'UNESCO, et des exposés préparés par l'OMS, l'UIT et l'UPU (E/CN.4/758 et Add.1 et 2; E/CN.4/SR.607).

476. La Commission s'est principalement attachée à des questions de procédure et n'a pas formulé de recommandation à l'intention du Conseil. Elle a toutefois décidé de reprendre l'examen de la question à sa quinzième session, et exprimé l'espoir que, d'ici là, d'autres gouvernements feraient parvenir des rapports. La Commission a également prié le Secrétaire général de lui soumettre, après avoir consulté les institutions spécialisées, des suggestions concernant, d'une part, un plan plus détaillé qui servirait de guide aux gouvernements pour la préparation des rapports à venir et, d'autre part, les moyens d'éviter que le résumé des rapports des gouvernements établi par le Secrétariat et les rapports des institutions spécialisées ne fassent double emploi.

477. Au Conseil, plusieurs représentants ont souligné qu'il fallait éviter que les rapports triennaux et l'*Annuaire des droits de l'homme* ne fassent double emploi (voir ci-après, sect. III). Certains ont appuyé la décision prise par la Commission d'obtenir un plan plus détaillé qui puisse servir de guide aux gouvernements pour la préparation de leurs rapports. D'autres représentants, partageant l'avis de la Commission, ont exprimé l'espoir que d'autres gouvernements feraient parvenir des rapports en temps utile pour qu'ils soient examinés à la quinzième session de la Commission.

478. Par sa résolution 624 B (XXII), le Conseil avait approuvé le choix, comme premier sujet d'étude spéciale de la Commission des droits de l'homme, du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Le Comité de quatre membres que la Commission avait chargé d'entreprendre cette étude a indiqué notamment, dans un rapport sur l'état de ses travaux qu'il a soumis à la Commission (E/CN.4/763), qu'il préparait des monographies sur la situation de ce droit dans tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, et qu'il avait adopté pour principe de n'utiliser dans ces monographies aucun renseignement sur lequel le gouvernement intéressé n'aurait pas eu l'occasion de présenter des observations. La Commission a pris acte du rapport du Comité.

Section III. — Annuaire des droits de l'homme

479. Par sa résolution 683 D (XXVI), le Conseil a approuvé, avec une modification, les propositions de la Commission relatives à l'*Annuaire des droits de l'homme*. Ces propositions suivaient de près les

recommandations du Comité que la Commission, en 1957⁵, avait chargé d'examiner, en se fondant sur les mémoires du Secrétaire général (E/CN.4/737 et Add.1; E/CN.4/742, par. 3 à 6), les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour maintenir l'*Annuaire* dans des limites raisonnables, en étudiant particulièrement la possibilité de rattacher l'*Annuaire* aux rapports et études à présenter tous les trois ans, aux termes de la résolution 624 B (XXII) du Conseil économique et social. Les recommandations de la Commission et de son Comité (E/CN.4/756) avaient trait aux dimensions et au contenu de l'*Annuaire*, à la publication d'exposés sur des droits ou groupes de droits particuliers, et à la distinction à établir entre l'*Annuaire* et les rapports triennaux.

480. Par sa résolution 683 D I (XXVI), le Conseil a décidé qu'à partir de 1957 les dimensions de l'*Annuaire* seront limitées et que cet ouvrage contiendra essentiellement le texte ou des extraits de constitutions nouvelles, d'amendements constitutionnels, de lois, de décrets et règlements administratifs de portée générale, de comptes rendus des décisions importantes des tribunaux et d'accords internationaux. Par cette résolution, le Conseil a également invité le Secrétaire général à publier dans l'*Annuaire* les commentaires introductifs ou explicatifs qui pourraient être jugés nécessaires pour exposer l'évolution générale et indiquer les résultats obtenus dans les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Etats membres des institutions spécialisées. Ces renseignements doivent porter sur les territoires métropolitains ainsi que sur les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes. Le Conseil a décidé que, seuls, les documents intéressant les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou les Etats membres des institutions spécialisées figureraient dans l'*Annuaire*.

481. Dans la troisième partie de sa résolution 683 D (XXVI), le Conseil précise la nature de la distinction qu'il y a lieu d'établir entre l'*Annuaire* et les rapports périodiques soumis par les gouvernements. Le Conseil recommande aux gouvernements, lorsqu'ils établissent leurs rapports triennaux, d'en profiter pour évaluer et interpréter les événements, indiquer les difficultés rencontrées et examiner les méthodes qui se sont révélées particulièrement utiles. Les gouvernements doivent, le cas échéant, renvoyer aux renseignements qu'ils ont fournis aux fins de publication dans l'*Annuaire* ou qui sont déjà publiés dans l'*Annuaire*.

482. La deuxième partie de la résolution dispose que les exposés sur des droits ou groupes de droits particuliers seront publiés de temps à autre dans un supplément à l'*Annuaire*. Enfin, dans la quatrième partie de sa résolution, le Conseil a invité la Commission des droits de l'homme à examiner cette question à sa dix-septième session, compte tenu de l'expérience acquise (voir également chap. VIII, par. 557).

Section IV. — Etudes des mesures discriminatoires

483. Dans le cadre du programme de travail approuvé par le Conseil et par la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités poursuit ses études des mesures discriminatoires dans divers domaines. Elle a achevé l'*Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement*

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-quatrième session, Supplément No 4, par. 223.

(E/CN.4/Sub.2/181 (Rev.1)⁶ et fait des recommandations à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/740, chap. IV). A sa dixième session, tenue en 1958, la Sous-Commission a examiné un rapport du Bureau international du Travail, intitulé "La discrimination en matière d'emploi et de profession", qui contenait le texte d'un projet de convention et d'un projet de recommandation, sur lesquels la Sous-Commission a présenté des commentaires détaillés (E/CN.4/764, chap. V). La Sous-Commission a également examiné les rapports établis par ses rapporteurs spéciaux sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (E/CN.4/Sub.2/1.123) et sur les mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques (E/CN.4/Sub.2/1.124). Elle continuera à étudier ces questions en 1959. La Commission a également décidé d'entreprendre une étude complète du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays (art. 13, par. 2, de la Déclaration universelle des droits de l'homme). Cette question est la seule qui continue à figurer au programme de travail approuvé pour la Sous-Commission. La Sous-Commission a demandé au Secrétaire général de lui soumettre, à sa onzième session, une liste de ceux des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme qui pourraient utilement être étudiés du point de vue de la lutte contre les mesures discriminatoires, en vue de l'aider à choisir parmi eux les droits qui, sous réserve de l'approbation de la Commission des droits de l'homme et du Conseil, feront l'objet de ses futures études.

484. L'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement a été discutée à la quatorzième session de la Commission des droits de l'homme, qui a décidé de remettre sa décision à sa session de 1959. La Commission était saisie des observations et suggestions faites par 18 gouvernements (E/CN.4/760 et Add.1 à 6) et par l'UNESCO (E/CN.4/766) au sujet des recommandations de la Sous-Commission (E/CN.4/740, résolutions B et C) et notamment au sujet des principes suggérés pour mettre fin aux mesures discriminatoires ainsi qu'à la possibilité d'adopter des instruments internationaux destinés à prévenir ces mesures. La Commission s'est formellement déclarée en faveur de l'adoption d'un ensemble de principes fondamentaux, mais elle a différé la rédaction de ces principes de manière à pouvoir bénéficier des nouvelles observations que feraient les gouvernements. En outre, elle a pris acte de la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO d'examiner la question de l'inscription éventuelle à l'ordre du jour de la Conférence générale de l'Organisation (novembre 1958) d'un point relatif à l'opportunité d'élaborer un ou plusieurs instruments internationaux destinés à éliminer ou à prévenir les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement.

485. En ce qui concerne l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession ainsi que le projet de convention et le projet de recommandation établis par le BIT, la Sous-Commission a souligné que toute convention en la matière devrait être compatible avec les dispositions de la Charte des Nations Unies, favoriser le respect de la Déclaration

universelle des droits de l'homme et être en harmonie avec les tendances générales qui se dégagent des décisions des organes compétents des Nations Unies touchant la protection juridique des droits de l'homme (E/CN.4/764, résolution A). De son côté, la Commission de la condition de la femme a présenté certaines observations sur la convention proposée (voir sect. IX, par. 513). A sa quarante-deuxième session, le 23 juin 1958, la Conférence internationale du Travail a adopté une convention et une recommandation concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession. Le préambule de la convention, telle qu'elle a été adoptée, fait mention de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'article 6 du projet de convention, qui excluait la question de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale du champ d'application de la convention, a été supprimé.

Section V. — Enseignement des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme

486. Le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé "Enseignement de la Déclaration universelle des droits de l'homme en tant que moyen de lutter contre les mesures discriminatoires dans l'enseignement", que la Commission avait recommandé au Conseil d'adopter au moment où elle examinait l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement (voir ci-dessus, par. 484). Aux termes de ce texte, le Conseil aurait indiqué qu'à son avis, la Déclaration universelle des droits de l'homme (et plus particulièrement tout ce qui dans cette déclaration proscrit la discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation) devait faire l'objet d'un enseignement obligatoire dans toutes les écoles et universités de tous les pays et territoires, indépendants, non autonomes ou sous tutelle, et notamment dans les écoles de formation militaire ou paramilitaires et dans les écoles préparant aux carrières administratives et judiciaires; le Conseil aurait recommandé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux membres des institutions spécialisées de prendre toutes mesures, suivant les modalités appropriées à leurs institutions et à leurs systèmes d'éducation respectifs, pour mettre en application la résolution; il aurait enfin invité le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO à joindre leurs efforts, dans l'esprit de la résolution 609 (XXI) du Conseil, pour aider les Etats Membres à donner une suite pratique à la résolution.

487. Au cours du débat du Conseil, plusieurs représentants se sont élevés contre l'élément de contrainte que semblait comporter le projet de résolution et ont fait observer que, dans bien des pays, l'Etat n'avait et ne souhaitait pas avoir de contrôle sur les programmes scolaires. Par conséquent, si les gouvernements souhaitaient que les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme fussent enseignés à tous les degrés, il n'en restait pas moins impossible d'imposer cet enseignement à toutes les écoles. On a fait remarquer qu'il importait d'assurer l'enseignement de la Déclaration universelle des droits de l'homme en vue de lutter contre les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, mais aussi pour d'autres raisons, et qu'il était par conséquent impossible d'envisager le

⁶ Publication des Nations Unies, No de vente: 1957.XIV.3.

⁷ Rapport IV (1). A sa quatorzième session, la Commission des droits de l'homme a été saisie du rapport IV (2).

projet de résolution eu égard seulement à la discrimination dans le domaine de l'enseignement⁸.

488. Le titre de la résolution 683 B (XXVI), que le Conseil a substituée au texte proposé par la Commission, ne mentionne pas la lutte contre les mesures discriminatoires dans l'enseignement. Le Conseil a recommandé aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux membres des institutions spécialisées de prendre toutes mesures suivant les modalités appropriées à leurs institutions et à leurs systèmes d'éducation respectifs, pour répandre largement l'enseignement des principes de la Déclaration; de plus, il a invité le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO à joindre leurs efforts, dans l'esprit de la résolution 609 (XXI) du 26 avril 1956⁹, pour aider les États Membres à donner une suite pratique à la résolution.

Section VI. — Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination

489. En application de la résolution 651 D (XXIV), le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa vingt-sixième session, un rapport sur ses consultations avec les organisations non gouvernementales, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et la Commission des droits de l'homme, au sujet de la réunion d'une deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination; le Secrétaire général demandait à être autorisé à réunir cette conférence à Genève, pendant une semaine, du 22 au 26 juin 1959.

490. Dans son rapport (E/3130 et Corr.1), le Secrétaire général indiquait que 49 organisations étaient disposées à participer à la conférence; 11 autres envisageaient la possibilité de participer à la conférence, au cas où elle serait réunie, bien que certaines d'entre elles ne fussent pas entièrement convaincues de l'opportunité de convoquer une deuxième conférence à ce stade; enfin, 10 organisations avaient déclaré qu'elles ne participeraient pas à la conférence, soit parce qu'elles n'étaient pas favorables à la réunion de cette conférence, soit parce qu'elles n'étaient pas en mesure de s'y faire représenter. La Sous-Commission et la Commission ont toutes deux recommandé la réunion d'une deuxième conférence en 1959¹⁰. La Commission a prié le Secrétaire général d'entrer en consultations avec les organisations non gouvernementales intéressées, afin que l'ordre du jour provisoire de la conférence et les dispositions à prendre pour la réunir puissent être préparés convenablement et sans retard.

491. Comme suite à cette demande, un comité provisoire d'organisation, groupant les représentants des organisations intéressées, a formulé un certain nombre de recommandations sur la date, la durée et le lieu de la conférence, les méthodes de travail, la représentation, les dispositions à prendre en vue de la convocation de la conférence, les décisions et recommandations, l'ordre

du jour provisoire, la documentation et la coopération avec les institutions spécialisées (E/3130, annexe II).

492. La plupart de ces recommandations ont été reprises dans le projet de résolution que le Secrétaire général a soumis au Conseil (E/3130, par. 11) et que le Conseil a adopté [résolution 683 E (XXVI)]. Par cette résolution, le Conseil a autorisé le Secrétaire général à réunir la conférence à Genève en 1959, pendant une semaine. L'ordre du jour provisoire, qui sera arrêté par le Secrétaire général en consultation avec les organisations non gouvernementales intéressées, doit comprendre notamment les deux principaux points suivants: échange de vues sur les méthodes les plus efficaces pour lutter contre les préjugés et la discrimination, y compris les mesures à prendre sur le plan juridique, dans le domaine de l'enseignement et sur le plan collectif; collaboration avec les organes des Nations Unies. Le Conseil a indiqué que les recommandations de la conférence devraient présenter un caractère général et objectif.

Section VII. — Liberté de l'information*

493. Par sa résolution 1189 B (XII), l'Assemblée générale, notant que la Commission des droits de l'homme avait décidé d'examiner à nouveau les problèmes relatifs à la liberté de l'information, a invité le Conseil: a) à prier la Commission des droits de l'homme d'envisager, à sa quatorzième session, des procédures propres à assurer une étude continue de la question de la liberté de l'information, notamment par l'inscription à l'ordre du jour de ses prochaines sessions des problèmes relatifs à la liberté de l'information et par l'examen de moyens permettant d'étudier ces problèmes de façon continue; b) à prier en outre la Commission, lorsqu'elle étudiera le rapport de son comité chargé d'examiner les travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine de la liberté de l'information, de prêter une attention spéciale au problème du développement des moyens d'information dans les pays sous-développés; c) à transmettre à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, le rapport de la Commission sur ces questions, accompagné des recommandations du Conseil à ce sujet.

494. Le 13 décembre 1957¹¹, le Conseil a officiellement transmis le texte de cette résolution à la Commission des droits de l'homme, qui, à sa quatorzième session, a été également saisie du rapport de son Comité de la liberté de l'information (E/CN.4/762). Ce comité, composé des représentants de la France, de l'Inde, du Liban, du Mexique et de la Pologne, avait été créé à la treizième session de la Commission¹². Les études faites par chacun des membres du Comité étaient jointes en annexe à ce rapport. Les recommandations contenues dans le rapport avaient trait au développement des moyens d'information dans les pays sous-développés, à la libre diffusion des informations, aux droits et devoirs des organes d'information ainsi qu'aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées relatifs à la liberté de l'information (E/CN.4/762, par. 9).

495. Se fondant sur le rapport du Comité, la Commission a adopté deux résolutions [6 (XIV) et 7

⁸ E/AC.7/SR.378, 379 et 381.

⁹ Résolution relative à l'enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des États membres.

¹⁰ E/CN.4/764, chap. IX, par. 200; E/3088, chap. IV, par. 92 à 94 et par. 100.

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

¹¹ E/SR.998.

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-quatrième session, Supplément No 4, par. 205.

(XIV)]. Elle a invité le Conseil et, par son intermédiaire, l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées, à prendre des mesures pour étudier et mettre en œuvre chaque fois qu'ils le pourront et avec toute la diligence voulue les suggestions du Comité concernant les pays sous développés, afin d'aider ces pays à créer des moyens d'information adéquats et à les utiliser pour assurer un libre courant de nouvelles et d'informations exactes et non déformées. La Commission a demandé que les rapports de l'UNESCO et des autres institutions spécialisées sur les travaux entrepris en exécution de la disposition précédente et sur les problèmes qui pourront surgir à cette occasion lui soient transmis pour qu'elle les examine à sa quinzième session. La Commission a décidé d'examiner à sa quinzième session les autres suggestions du Comité de la liberté de l'information, en se conformant aux décisions que l'Assemblée générale pourrait prendre eu égard aux réponses envoyées par les gouvernements comme suite à la résolution 1189 A (XII) de l'Assemblée. La Commission a aussi décidé de communiquer le rapport du Comité aux États Membres et aux organisations non gouvernementales intéressées en les priant de faire connaître leurs observations sur ce rapport. Elle a décidé en outre d'examiner à sa quinzième session, en tenant compte des débats ainsi que des décisions que l'Assemblée générale pourra prendre à sa treizième session, les procédures qui pourront être opportunes pour assurer l'étude continue des problèmes relatifs à la liberté de l'information.

496. Au cours des débats qui ont eu lieu au Conseil, certains représentants ont exprimé le regret que le Comité créé par la Commission n'eût pas disposé d'une autre année pour examiner plus avant le texte de ses recommandations et pour coordonner les recommandations et suggestions contenues dans les études de ses divers membres. Certains ont également déclaré qu'il ne serait guère possible de progresser dans le domaine de la liberté de l'information tant que l'Assemblée générale n'aurait pas terminé l'examen du projet de convention. Plusieurs représentants ont souligné qu'il importait de développer les moyens d'information dans les pays sous-développés.

497. Par sa résolution 683 C (XXVI), qu'il a substituée aux recommandations contenues dans la résolution 6 (XIV) de la Commission, le Conseil a demandé au Secrétaire général de communiquer le rapport du Comité de la liberté de l'information aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux États membres des institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil, en les priant de présenter leurs observations sur ce rapport à la Commission des droits de l'homme. Il a invité la Commission à compléter, en vue de les soumettre à l'examen du Conseil, ses recommandations sur la liberté de l'information, eu égard au rapport de son Comité ainsi qu'aux observations desdits États, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales intéressées.

498. Compte tenu de cette résolution, le Conseil a estimé¹³ qu'il ne lui était pas possible, au stade actuel, de transmettre à l'Assemblée générale, à sa treizième session, le rapport de la Commission sur certaines questions relatives à la liberté de l'information, accom-

pagné de ses propres recommandations à ce sujet, comme l'Assemblée l'y avait invité par sa résolution 1189 B (XII).

Section VIII. — Communications

499. Par sa résolution 75 (V), du 5 août 1947, modifiée notamment par sa résolution 275 (X) du 17 février 1950, le Conseil a institué une procédure pour l'examen des communications relatives aux droits de l'homme, notamment de celles qui ont trait aux violations dont les droits de l'homme auraient fait l'objet. Tant à la Commission des droits de l'homme qu'au Conseil, cette procédure a suscité, à plusieurs reprises, des critiques de la part de certains représentants. À sa quatorzième session, la Commission a nommé un Comité chargé d'étudier la question et de préparer des recommandations qu'elle examinera à sa quinzième session. Elle s'est déclarée désireuse de recommander au Conseil économique et social de réexaminer les dispositions de ses résolutions 75 (V) et 275 (X), pour prévoir, en ce qui concerne ces communications, une procédure plus propre à favoriser le respect effectif des droits fondamentaux de l'homme¹⁴.

500. Au cours du débat dont le rapport de la Commission a fait l'objet, certains membres du Conseil ont souligné la nécessité de mettre au point une meilleure procédure pour l'examen des communications. D'autres, tout en reconnaissant que la procédure actuelle n'était pas satisfaisante, doutaient néanmoins que la Commission pût parvenir à une solution que les gouvernements accepteraient.

B

Section IX. — Condition de la femme

501. À sa vingt-sixième session, le Conseil a examiné¹⁵ le rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa douzième session (E/3096)¹⁶, et par sa résolution 680 A (XXVI), il a pris acte de ce rapport. On trouvera ci-après un bref exposé des recommandations de la Commission relatives à certaines des principales questions qu'elle a examinées à sa douzième session, ainsi que de la suite que le Conseil a donnée à ces recommandations. Les décisions de la Commission relatives aux services consultatifs sont exposées dans la partie C du présent chapitre. On trouvera au chapitre VIII (par. 558) un aperçu du débat que le Conseil a consacré au programme de travail et à l'ordre de priorité arrêtés par la Commission.

DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

502. Lorsque le Conseil a examiné la question des droits politiques de la femme, de nombreux représentants ont noté avec satisfaction que, comme l'indiquait le Secrétaire général dans son dernier memorandum annuel à l'Assemblée générale (A/3627), il y a de plus en plus de pays où les femmes jouissent de la plénitude des droits politiques dans les mêmes conditions que les hommes. On a estimé toutefois que la consécration juridique de ces droits n'était qu'une première étape et qu'il fallait encore assurer l'exercice effectif de ces droits et permettre aux femmes de participer pleinement à la vie publique. Les membres du Conseil ont pris note, en les approuvant, de la décision de la Commission de mettre à jour son étude sur l'accès des femmes aux

¹³ Voir E/AC.7/SR.382 et E/SR.1041. Voir également *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes*, point 10 de l'ordre du jour, document E/3160.

¹⁴ E/3088, par. 194.

¹⁵ E/AC.7/SR.375 à 377; E/SR.1029.

¹⁶ *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 7.*

charges et fonctions publiques et l'exercice par les femmes de ces charges et fonctions (E/CN.6/158 et additifs) ainsi que de la résolution 1 (XII) adoptée par la Commission pour donner effet à cette décision.

CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

503. En exécution de la résolution 640 (XXIII) du Conseil¹⁷, le Secrétaire général a soumis à la Commission, à sa douzième session, un rapport sur le consentement au mariage et l'âge du mariage (E/CN.6/317 et Add.1). Après avoir examiné ce rapport, la Commission a adopté une résolution 2 (XII) recommandant au Conseil d'inviter le Secrétaire général à préparer, pour la quatorzième session de la Commission, un rapport basé sur les renseignements reçus des gouvernements et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif en réponse à un questionnaire qui aurait pour objet d'obtenir des renseignements sur le consentement au mariage et les prescriptions relatives à l'âge du mariage et à l'enregistrement des mariages. Par la même résolution, la Commission a recommandé au Conseil d'inviter également le Secrétaire général à établir, pour la quatorzième session de la Commission, un projet de convention fixant un âge minimum de mariage, qui, de préférence, ne serait pas inférieur à 16 ans, imposant comme condition du mariage le libre consentement des deux parties et rendant obligatoire l'enregistrement des mariages.

504. Au cours du débat du Conseil, des représentants se sont demandé si, au stade actuel, une convention serait le moyen le plus efficace de régler les très importantes questions de l'âge du mariage, du libre consentement des époux et de l'enregistrement des mariages. On s'est également demandé s'il serait opportun de fixer le même âge minimum pour toutes les populations. En conséquence, le Conseil a modifié le texte que la Commission lui avait soumis. Par sa résolution 680 B I (XXVI), le Conseil a invité le Secrétaire général à préparer une recommandation (au lieu d'un projet de convention) et a supprimé toute mention de l'âge minimum proposé de 16 ans, en attendant que le Secrétaire général, dans le rapport qu'il a été prié de préparer pour la quatorzième session de la Commission, ait rendu compte des nouveaux renseignements reçus à ce sujet.

505. La Commission a aussi recommandé au Conseil d'adopter une résolution demandant à l'Organisation mondiale de la santé d'entreprendre une enquête sur la persistance des coutumes qui consistent à soumettre les filles à des opérations rituelles, et sur les mesures prises ou projetées pour mettre fin à ces pratiques, et lui demandant de communiquer les résultats de l'enquête à la Commission, avant la fin de l'année 1959, pour examen au cours de la quatorzième session de la Commission.

506. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître, comme la représentante de l'OMS, qu'une enquête ne serait pas le meilleur moyen d'atteindre l'objectif souhaité. Tous les membres ont reconnu que le mot "étude" devait être substitué au mot "enquête" dans le texte de la résolution proposée par la Commission. Les représentants ont aussi estimé qu'on obtiendrait de meilleurs résultats si la date limite était repoussée d'un an, de sorte que le rapport de l'OMS serait soumis à la Commission à sa quinzième

et non à sa quatorzième session. Le Conseil a adopté le projet de résolution ainsi modifié [résolution 680 B II (XXVI)].

ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE

507. Les différents aspects de la question de l'accès de la femme à la vie économique que la Commission puis le Conseil ont examinés en 1958 ont été les suivants : situation des travailleuses qui ont des responsabilités familiales ; droit au repos et droit à la sécurité matérielle ; âge de la retraite et droit à pension. Le Secrétaire général et le Bureau international du Travail avaient préparé divers rapports sur ces sujets. À sa douzième session, la Commission a adopté les résolutions 4 et 5 (XII) sous forme de recommandations au Conseil touchant la situation des femmes qui travaillent, y compris les mères, et qui ont des responsabilités familiales, ainsi que l'âge de la retraite et le droit à pension.

508. Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution 680 C I (XXVI) par laquelle il a prié les institutions spécialisées intéressées d'examiner favorablement toutes les demandes qui leur seraient adressées dans le cadre de l'assistance aux travailleuses, y compris les mères, qui ont des responsabilités familiales, et d'informer la Commission des services ainsi rendus. Dans cette résolution, le Conseil a également souligné l'intérêt de l'enquête que le Centre international de l'enfance entreprendra sur les crèches et les garderies d'enfants et il a exprimé le vœu que les résultats de cette enquête soient communiqués à la Commission, à l'une de ses prochaines sessions.

509. Le Conseil a aussi examiné la recommandation de la Commission, relative à l'âge de la retraite et au droit à pension, dans laquelle la Commission demandait notamment au Conseil de recommander que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États membres d'institutions spécialisées prissent des dispositions pour favoriser, par tous les moyens appropriés, l'égalité de traitement des hommes et des femmes en ce qui concerne le droit à pension et la mise en œuvre du principe selon lequel l'âge normal de la retraite et celui du droit à pension devraient être les mêmes pour les femmes et pour les hommes.

510. Au cours de la discussion de cette recommandation¹⁸, un certain nombre de membres du Conseil ont fait observer que la Commission avait été elle-même très divisée sur la question, comme le montrait la faible majorité à laquelle sa résolution avait été adoptée (10 voix contre zéro, avec 8 abstentions)¹⁹. Certains des membres du Conseil se sont déclarés en faveur du projet de résolution proposé par la Commission, car, à leur avis, la fixation d'un âge différent pour les hommes et les femmes en ce qui concerne la retraite et le droit à pension constituait une indiscutable discrimination contre les femmes ; par contre, plusieurs membres ont souligné que la fixation d'un âge moins élevé pour la retraite et le droit à pension était très avantageuse pour les femmes ; d'autres membres encore ont estimé, sans se prononcer sur le principe, qu'il fallait tenir compte de la situation dans leurs pays respectifs et ils ont indiqué qu'ils s'abstiendraient de voter sur la résolution proposée.

511. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître que cette question était des plus importantes

¹⁷ Voir également *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément No 3*, par. 608 et 609.

¹⁸ E/AC.7/SR.375 à 377.

¹⁹ E/3096, par. 93 à 102.

et que le Conseil devait l'examiner plus à fond avant de prendre une décision. Le Conseil a donc adopté une résolution 680 C II (XXVI) par laquelle il a invité la Commission à poursuivre l'examen de cette question à la lumière des débats antérieurs et de ceux qui venaient d'avoir lieu au Conseil, et a prié le Secrétaire général de transmettre à la Commission le compte rendu de la discussion de cette question par le Conseil²⁰.

ÉGALITÉ DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL ÉGAL

512. A sa douzième session, la Commission a examiné un projet de brochure sur l'égalité de salaire pour un travail égal (E/CN.6/325), préparé par le Secrétaire général en consultation avec le Bureau international du Travail, et elle a décidé qu'un projet révisé de la brochure devrait être préparé pour sa treizième session (E/3096, par. 116).

513. La Commission s'est vivement préoccupée de ce que l'article 6 du projet de convention de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession²¹ excluait l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale du champ d'application de la convention; la Commission a estimé que l'inclusion de l'article 6 dans la convention aurait pour effet de rompre l'unité organique qui devait exister entre les principes énoncés dans cet instrument et nuirait à son application. En conséquence, la Commission a prié le Secrétaire général de transmettre à l'OIT les comptes rendus des débats de la Commission sur la question et a recommandé au Conseil de prier le Secrétaire général de désigner, pour la Conférence internationale du Travail, en juin 1958, un représentant qui aurait pour mission de faire connaître à la Conférence les vues de la majorité des membres de la Commission. A sa vingt-cinquième session, le Conseil a été informé par le Secrétaire général (E/3097/Rev.1) que, comme par le passé, des dispositions avaient été prises pour que l'Organisation des Nations Unies fût représentée à la Conférence internationale du Travail. Par la suite, la Conférence internationale du Travail, à sa quarante-deuxième session, a décidé de supprimer l'article en question du projet de convention.

PÉRIODICITÉ DES SESSIONS DE LA COMMISSION

514. Comme le Conseil l'y avait invitée par sa résolution 652 J (XXIV), la Commission a examiné la recommandation du Comité de coordination du Conseil tendant à ce que la Commission se réunisse tous les deux ans. La Commission a adopté à l'unanimité une résolution 8 (XII) par laquelle elle recommandait au Conseil de décider que la Commission continuerait à tenir une session chaque année. La Commission a estimé que l'égalité entre les hommes et les femmes n'était pas encore atteinte et elle s'est déclarée persuadée qu'aucun effort ne devait être épargné pour que la Commission puisse s'acquitter de son mandat, qui consiste à améliorer la condition de la femme et à rechercher l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Le Conseil, tout en reconnaissant, comme le Secrétaire général, qu'il convient d'adopter, chaque fois que cela est possible, le principe des sessions bisannuelles, n'en a pas moins décidé, par sa résolution 693 B (XXVI), que la Commission pourrait, pour le moment, continuer à tenir une session chaque année²².

Section X. — Services consultatifs²³

515. Par sa résolution 926 (X), du 14 décembre 1955, l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social à lui présenter, à sa treizième session, un rapport contenant une évaluation des projets exécutés dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que des recommandations relatives à l'avenir du programme. Le Secrétaire général est autorisé, sous réserve des directives du Conseil, à fournir aux gouvernements qui le demandent les formes d'assistance suivantes dans le domaine des droits de l'homme: services consultatifs d'experts, bourses d'études et de perfectionnement, cycles d'études.

516. Depuis 1955, date à laquelle l'exécution du programme a été entreprise, c'est surtout sur l'organisation de cycles d'études régionaux que l'on a mis l'accent. Le premier de ces cycles d'études, qui avait trait aux responsabilités civiques et à la participation accrue des femmes d'Asie à la vie publique, s'est tenu à Bangkok (Thaïlande), en août 1957. En 1958, deux cycles d'études régionaux sur la protection des droits de l'homme en droit pénal et dans la procédure criminelle se sont tenus, l'un à Baguio (Philippines) et l'autre à Santiago (Chili), en février et en mai respectivement. Une bourse de perfectionnement a été octroyée à un fonctionnaire du Ministère de la justice de la République de Corée pour lui permettre d'étudier, au Royaume-Uni, les problèmes que pose la protection des droits de l'homme, dans l'administration de la justice. Des observateurs que le Gouvernement costaricien avait choisis sur une liste de noms présentée par le Secrétaire général se sont rendus au Costa-Rica et ont soumis au Président de ce pays un rapport sur les élections nationales qui ont eu lieu en 1958; à la demande du Gouvernement haïtien, un expert a été chargé de conseiller ce gouvernement sur les procédures et méthodes électorales, en s'attachant notamment au problème de l'identification des électeurs et des candidats²⁴.

517. La Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme ont toutes deux examiné le programme de services consultatifs, lors des sessions qu'elles ont tenues en 1958.

518. A sa quatorzième session²⁵, la Commission des droits de l'homme a invité le Secrétaire général à lui présenter chaque année un rapport sur les questions liées au programme; elle a exprimé l'avis que les cycles d'études peuvent donner de bons résultats et suggéré que les États Membres, lorsqu'ils le pourront, se servent des bourses de perfectionnement et des conseils d'experts pour entretenir et accroître l'intérêt que suscitent chez eux les activités recommandées par les cycles d'études auxquels ils ont participé ou entreprises à la suite de ces cycles d'études; de plus, elle a signalé l'intérêt qu'il y a à augmenter le nombre des bourses de perfectionnement et estimé que, pour 1959, il y aurait lieu d'offrir aux États Membres davantage de bourses d'études et de perfectionnement portant sur des sujets intéressant les droits de l'homme, en assurant

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale.

²³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document E/3075.

²⁴ Ibid., Supplément No 8, chap. VIII.

²⁰ E/AC.7/SR.375 à 377; E/AC.7/L.307 et 308.

²¹ Voir également ci-dessus, par. 485.

²² Voir aussi chap. VIII, par. 551.

à ces bourses la publicité préalable voulue; enfin, elle a fait observer qu'il fallait augmenter les fonds affectés au programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme pour tenir compte de l'intérêt manifesté par les États Membres et pour répondre à leurs demandes.

519. A sa douzième session²⁵, la Commission de la condition de la femme a noté avec satisfaction le succès du cycle d'études sur les responsabilités civiques et la participation accrue des femmes d'Asie à la vie publique, qui s'est tenu à Bangkok en 1957 et qui était le premier cycle d'études organisé dans le cadre du programme de services consultatifs. La Commission a exprimé l'espoir qu'un cycle d'études régional sur le même sujet serait organisé en 1959, soit en Afrique soit en Amérique latine, et elle a indiqué certaines préférences en ce qui concerne les autres cycles d'études qui pourraient être ultérieurement organisés.

520. Lorsqu'il a examiné le programme de services consultatifs, à sa vingt-sixième session, le Conseil était saisi des recommandations ci-dessus mentionnées des deux Commissions, des rapports sur les trois cycles d'études²⁶ ainsi que de rapports du Secrétaire général sur l'état d'avancement du programme et les activités prévues pour 1959 (E/3075 et Add.1)²⁷.

521. On envisage d'organiser en 1959 deux, et peut-être trois cycles d'études: l'un, qui se tiendra à Ceylan, sur les mesures d'ordre judiciaire et autres mesures à prendre contre les abus de pouvoir en matière administrative; l'autre, qui se tiendra en Colombie, sur la participation des femmes à la vie publique. On étudie actuellement la possibilité d'organiser, en Argentine un deuxième cycle d'études sur les mesures d'ordre judiciaire et autres mesures à prendre contre les abus de pouvoir en matière administrative. Le Secrétaire général a fait savoir au Conseil (E/3075/Add.1)²⁸ qu'un crédit de 100.000 dollars couvrirait le coût d'un programme élargi en 1959, y compris les dépenses relatives au cycle d'études qui pourrait être organisé en Argentine.

522. Au cours du débat²⁹, des membres du Conseil se sont félicités des résultats du programme de services consultatifs et, plus particulièrement, du succès des trois cycles d'études régionaux. Les demandes de services d'experts et de bourses de perfectionnement avaient été peu nombreuses et l'on estimait que, pour le moment,

c'était aux cycles d'études plutôt qu'aux services d'experts et aux bourses de perfectionnement qu'il convenait de faire une plus large place. On a fait observer qu'il conviendrait peut-être désormais de parler d'un programme de consultations et de cycles d'études dans le domaine des droits de l'homme, plutôt que d'un programme de services consultatifs, ce titre correspondant mieux au véritable caractère du programme. La plupart des représentants se sont déclarés en faveur d'un élargissement du programme. Plusieurs ont estimé toutefois qu'il n'appartenait pas au Conseil de discuter les aspects budgétaires de la question et ont par conséquent réservé leur position.

523. Certains représentants ont proposé d'inviter les pays appartenant à des régions autres que celle où se tient un cycle d'études à y envoyer des observateurs, et d'étudier la possibilité d'organiser des cycles d'études internationaux comme suite aux cycles d'études régionaux³⁰. On a fait remarquer que le public peut suivre les travaux des cycles d'études régionaux, de sorte que les pays que ces travaux intéressent peuvent parfaitement, s'ils le désirent, envoyer des observateurs à ces cycles d'études. On a fait valoir, en faveur de l'organisation de cycles d'études internationaux, qu'il importait de compléter plusieurs cycles d'études régionaux par un cycle d'études international de portée plus vaste, surtout lorsque les sujets discutés présentent un intérêt qui dépasse le cadre régional. La Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme pourraient proposer des sujets à débattre lors de cycles d'études internationaux. D'autres représentants ont pensé qu'il serait difficile de trouver des sujets présentant un égal intérêt dans différentes régions. En outre, il était prématuré de modifier le caractère des cycles d'études, qui en étaient encore au stade expérimental. La question pourrait être examinée ultérieurement.

524. Par sa résolution 684 (XXVI), le Conseil a exprimé sa satisfaction des efforts déployés par les gouvernements, les organisations et les personnalités qui avaient participé aux cycles d'études antérieurs, et remercié le Secrétaire général de la part qu'il avait prise à leur organisation; il a approuvé le programme de cycles d'études pour 1959, présenté par le Secrétaire général, invité le Secrétaire général à envisager la possibilité d'organiser ultérieurement un cycle d'études international sur une question d'intérêt universel, et invité la Commission des droits de l'homme à revoir le programme de services consultatifs à chacune de ses sessions, en s'inspirant des programmes de travail présentés par le Secrétaire général, ainsi qu'à adresser au Conseil les recommandations qu'elle jugerait utiles (voir également chap. VIII, par. 589).

³⁰ E/AC.7/L.315.

Annexe

EXPOSÉS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL.

L'ingt-sixième session

Confédération internationale des syndicats chrétiens:
Droits de l'homme. Séance du Comité social: E/AC.7/SR.379.

Confédération internationale des syndicats libres:
Droits de l'homme. Séance du Comité social: E/AC.7/SR.379.

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL.

L'ingt-sixième session

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc:
Rapport de la Commission de la condition de la femme.
Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.172.

Conseil international des femmes:
Droits de l'homme. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.172.

Conseil international des femmes:
Rapport de la Commission de la condition de la femme.
Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.172.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités:
Rapport de la Commission de la condition de la femme.
Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.

Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques:
Droits de l'homme. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.173.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et
commerciales:
E/C.2/504. Rapport de la Commission de la condition de la
femme.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et
commerciales:
E/C.2/505. Rapport de la Commission des droits de l'homme.

Conseil international des femmes:
E/C.2/507. Rapport de la Commission des droits de l'homme.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et
commerciales:
E/C.2/508. Rapport de la Commission des droits de l'homme.

Conférence internationale des charités catholiques:
E/C.2/509. Rapport de la Commission des droits de l'homme.

Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté:
E/C.2/510. Rapport de la Commission de la condition de la
femme.

EXPOSÉS ÉCRITS
PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Comité de liaison des grandes associations internationales fémi-
nines:
E/CN.4/NGO/77. Périodicité des sessions.

Fédération mondiale des anciens combattants:
E/CN.4/NGO/78. Observations relatives à la réunion d'une
deuxième conférence des organisations non gouvernemen-
tales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discri-
mination.

Alliance internationale des femmes:
E/CN.4/NGO/79. Périodicité des sessions.

Ligue internationale des droits de l'homme:
E/CN.4/NGO/80. Liberté de l'information.

Ligue internationale des droits de l'homme:
E/CN.4/NGO/81. Rapport de la Sous-Commission.

Ligue internationale des droits de l'homme:
E/CN.4/NGO/82. Observations générales sur les travaux de
la Commission.

EXPOSÉS ÉCRITS
PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc:
E/CN.6/NGO/48. Condition de la femme en droit privé.

Alliance internationale des femmes:
E/CN.6/NGO/49. Périodicité des sessions.

Union catholique internationale de service social:
E/CN.6/NGO/50. Situation des travailleuses.

Union catholique internationale de service social:
E/CN.6/NGO/51. Age de la retraite pour les travailleuses.

Union catholique internationale de service social:
E/CN.6/NGO/52. Accès de la femme aux études.

Internationale de la porte ouverte:
E/CN.6/NGO/53. Situation des travailleuses.

Comité de liaison des grandes associations internationales fémi-
nines:
E/CN.6/NGO/54. Périodicité des sessions.

Union catholique internationale de service social:
E/CN.6/NGO/55. Consentement au mariage.

Fédération internationale des femmes juristes:
E/CN.6/NGO/56. Consentement au mariage.

Bureau international catholique de l'enfance:
E/CN.6/NGO/57 et Corr.1 Accès de la femme à la vie éco-
nomique.

Fédération internationale des femmes juristes:
E/CN.6/NGO/58. Périodicité des sessions.

Chapitre VIII

QUESTIONS DE COORDINATION ET RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Section I. — Développement et coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

525. Conformément à la procédure établie, le Conseil a entrepris à sa vingt-sixième session¹ un examen général du développement et de la coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Pour procéder à cet examen, le Conseil s'est fondé sur les documents suivants: un rapport du Secrétaire général intitulé "Observations sur le programme de travail du Conseil dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme" (E/3134 et Add.1)² préparé conformément à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 664 B (XXIV), un rapport du Secrétaire général sur la coordination sur le plan national (E/3107)² établi conformément à la résolution 630 A II (XXII) du Conseil, un rapport du Secrétaire général sur la coordination des programmes du FISE avec les programmes ordinaires et les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (E/3109)² préparé conformément à la demande formulée dans la résolution 630 C (XXII) du Conseil, le vingt-deuxième rapport du Comité administratif de coordination (E/3108 et Add.1)², les rapports annuels de l'OIT (E/3104 et Add.1)², de la FAO (E/3105 et Add.1, 2, 3, 4 et 5)⁴, de l'UNESCO (E/3101)⁵, de l'OMS (E/3106 et Add.2⁶, E/3106/Add.1⁷), de l'OACI (E/3099, Corr.1,

Add.1 et Add.2)⁸, de l'UPU (E/3072 et Corr.1)⁹, de l'UIT (E/3122)¹⁰ et de l'OMM (E/3090)¹¹, ainsi que des communications présentées par l'OIT (E/3089)¹², l'UNESCO (E/3141) et l'OMS (E/3129). Les rapports des commissions économiques régionales et des commissions techniques, qui ont fait l'objet d'une étude approfondie à propos d'autres points de l'ordre du jour du Conseil, ainsi que les rapports annuels de la Banque, de la Société financière internationale et du Fonds, que le Conseil a examinés à sa vingt-cinquième session, ont été aussi utilisés comme documents de base. Le Conseil a également pris en considération la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale touchant le plan des conférences, sur laquelle il avait attiré l'attention de ses organes subsidiaires, lors de la reprise de sa vingt-quatrième session¹³.

526. Le Conseil a consacré une attention particulière aux questions suivantes: travaux du CAC, coordination sur le plan national, plans d'action concertée, évaluation des programmes pour la période 1959-1964, coordination dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et consultations entre le Conseil économique et social et le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail. Le Conseil a aussi étudié spécialement la concentration des activités, en application de sa résolution 664 (XXIV), ainsi que le développement de la coopération internationale dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation, en application de la résolution 1164 (XII) de l'Assemblée générale.

527. La discussion¹⁴ s'est ouverte par une déclaration faite au nom du Secrétaire général par le Sous-Secrétaire chargé des affaires économiques et sociales. Les directeurs généraux de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO et de l'OMS et les représentants de l'OACI, de l'UIT et de l'OMM ont fait des déclarations dans lesquelles ils ont commenté les rapports annuels de leurs organisations respectives; une déclaration a été faite également par le Directeur général de l'AIEA.

¹ E/AC.24/SR.167 à 182; E/SR.1029 à 1032 et 1043 à 1044.

² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

³ OIT, *L'OIT face à l'évolution du monde, Rapport du Directeur général (rapport I) à la quarante-deuxième session de la Conférence internationale du Travail, 1958; Douzième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies* (Genève, 1958); "Annexe au douzième rapport de l'OIT aux Nations Unies".

⁴ FAO, "Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à la vingt-sixième session du Conseil économique et social" (E/3105 et Add.1); *Rapport de la neuvième session de la Conférence, 2-23 novembre 1957*, Rome, 1958; "Le travail de la FAO, 1956-1957, Rapport du Directeur général", C.57/3; *Programme de travail pour 1958 et 1959* (Rome, 1958); *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 1957* (Rome, 1958), C.57/8.

⁵ UNESCO, "Rapport aux Nations Unies pour 1957-1958".

⁶ OMS, *Activité de l'OMS en 1957, Rapport annuel du Directeur général à l'Assemblée mondiale de la santé et aux Nations Unies*, Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé, No 82 (Genève, avril 1958).

⁷ "Rapport de l'Organisation mondiale de la santé, Rapport supplémentaire".

⁸ OACI, *Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1957* (doc. 7866 A11-P/3); *Prévisions budgétaires présentées par le Conseil pour l'exercice 1959 et annexe explicative* (doc. 7863 A11 AD/1); *Assemblée — onzième session, Documentation*, Montréal, mai-juin 1958; *Rapport supplémentaire du Conseil à l'Assemblée sur les activités de l'Organisation, janvier-mai 1958*.

⁹ UPU, *Rapport sur les activités de l'Union, 1957* (Berne).

¹⁰ UIT, *Rapport annuel du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1957* (Genève, 1958).

¹¹ OMM, *Rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale pour 1957* [OMM — No 69, RP.28] (Genève, 1958).

¹² Le texte de la communication du Conseil d'administration de l'OIT, contenu dans ce document, figure également dans le document E/3104 (annexe).

¹³ Voir E/SR.998.

¹⁴ E/AC.24/SR.173 à 179; E/SR.1029 à 1032 et 1043 à 1044.

Travaux du Comité administratif de coordination

528. Au cours de la discussion relative aux travaux du CAC, un certain nombre de représentants ont noté avec satisfaction que la coopération entre institutions se développait de plus en plus à tous les niveaux, ainsi qu'en témoignaient les rapports annuels des institutions spécialisées et le vingt-deuxième rapport du CAC (E/3108 et Add.1)¹⁵. La révision que le CAC se proposait de faire de ses méthodes et procédures pour accroître autant que possible l'efficacité de sa contribution aux travaux du Conseil et des organes directeurs des institutions spécialisées a suscité l'intérêt. Dans la résolution 694 A (XXVI), le Conseil a exprimé l'espoir qu'un rapport sur les résultats de la révision lui serait présenté lors de sa vingt-huitième session. En outre, le Conseil a exprimé l'espoir que le CAC examinerait la proposition du Directeur général de la FAO¹⁶ tendant à organiser une vaste campagne contre la faim et à désigner une année de "lutte mondiale contre la famine".

529. Le Conseil a fait spécialement mention des faiblesses du "régime commun" des traitements, indemnités et autres prestations du personnel de l'Organisation des Nations Unies et de celui de l'OIT, de l'UNESCO, de la FAO, de l'OMS, de l'OACI et de l'OMM qui résultent, en partie, de l'absence d'un système approprié de coordination pour en assurer le fonctionnement. Le Conseil a constaté, non sans inquiétude, que des divergences d'opinions s'étaient fait jour en pratique au sujet de la mise en œuvre des recommandations relatives à la date de référence commune à adopter pour le calcul de la hausse du coût de la vie et que l'OIT et l'OMS se proposaient de soulever cette question devant le CAC. Il a rappelé les assurances données en 1957 par le CAC, qui devait étudier plus à fond la question connexe de l'établissement d'un régime rationnel d'ajustement (indemnités de poste ou déductions) selon le lieu d'affectation et il a noté que le CAC avait pris des dispositions pour charger des experts de l'extérieur de présenter des recommandations sur l'application d'un tel régime.

530. On a souligné l'importance qu'il y avait à faire mieux connaître l'action internationale d'ordre économique et social et à coordonner plus étroitement les activités des divers services d'information et l'on a formulé le vœu que le CAC étudie la question compte tenu du rapport que le Comité d'experts chargé d'étudier l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information doit présenter à l'Assemblée générale à sa treizième session¹⁷.

Coordination sur le plan national

531. La question de la coordination sur le plan national a été examinée compte tenu des renseignements présentés par vingt-sept gouvernements et résumés par le Secrétaire général dans un rapport (E/3107)¹⁸ établi en application de la résolution 630 A II

(XXII) du Conseil. On a estimé qu'il fallait d'abord améliorer la coordination sur le plan national pour être en mesure d'assurer une coordination efficace sur le plan international, et des exemples ont été cités pour montrer les rapports existant entre ces deux aspects du problème.

532. Dans la résolution 694 B I (XXVI), le Conseil a appelé l'attention des gouvernements des États Membres sur le rapport du Secrétaire général ainsi que sur les possibilités offertes dans le cadre des programmes de l'Organisation des Nations Unies et de certaines institutions spécialisées, notamment l'UNESCO, de mettre en œuvre différentes mesures (services d'experts, bourses, stages, organisation de cycles d'études, etc.) visant à l'amélioration des services nationaux qui s'occupent des organisations internationales.

533. Un certain nombre de délégations ont signalé que la coordination sur le plan national était souvent rendue difficile par les retards qui se produisent dans la publication de la documentation de base. Le Conseil a adopté une résolution [694 B II (XXVI)] dans laquelle il a insisté sur le fait qu'il importait de distribuer le plus tôt possible aux gouvernements des États Membres la documentation pertinente, en particulier les documents qui portent sur les programmes de travail et les projets dont l'exécution est envisagée, et a prié le Secrétaire général de respecter les délais prévus par le règlement intérieur du Conseil et de ses commissions techniques. Le Conseil a également prié les commissions économiques régionales d'amender, si besoin était, leur propre règlement intérieur en vue de fixer le même délai pour la distribution de leurs documents. Il a prié le Secrétaire général de rechercher les raisons pour lesquelles des retards surviennent fréquemment dans la distribution des documents, et de soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, toutes propositions utiles en vue d'appliquer les règles de procédure pertinentes du Conseil et de ses commissions techniques. Enfin, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale, lorsqu'elle examinerait le problème de la documentation, de prendre les mesures nécessaires pour y porter remède.

Plans d'action concertée

534. Pour ce qui est des plans d'action concertée, on a fait observer que la résolution 665 A (XXIV) du Conseil relative à l'établissement de plans d'action concertée entre plusieurs organisations avait fourni un stimulant utile à l'élaboration de règles plus précises touchant la consultation préalable, et avait encouragé la préparation de plans relatifs à la coopération entre institutions dans plusieurs domaines importants. La résolution avait, en outre, amené le CAC à procéder à un examen détaillé — qui fait l'objet d'un additif à son rapport (E/3108/Add.1)¹⁹ — de la façon dont l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées coopèrent entre elles dans tous les grands domaines où elles ont un intérêt commun.

535. Le Conseil a adopté une résolution [694 C (XXVI)] qui traite respectivement des domaines dans lesquels une action concertée se prépare actuellement, des domaines dans lesquels le CAC considère une action concertée comme possible, et des domaines dans lesquels la possibilité d'une telle action reste à étudier.

* Le paragraphe 533 ci-après appelle une décision de l'Assemblée générale.

¹⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

¹⁶ E/SR.1030.

¹⁷ Voir la résolution 1177 (XII) de l'Assemblée générale.

¹⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

¹⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

536. Le Conseil a pris note avec satisfaction des premiers résultats qui avaient commencé à apparaître dans le domaine du développement communautaire et a invité le Secrétaire général, agissant en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, à présenter à la Commission des questions sociales, pour qu'elle l'examine à sa douzième session, un rapport sur les progrès accomplis et les perspectives qu'offre l'action concertée dans ce domaine. Le Conseil a approuvé le rapport du CAC en ce qu'il envisageait une action concertée dans certains domaines, tout en reconnaissant qu'adopter une méthode uniforme pour entreprendre des plans d'action concertée ne tiendrait pas compte des réalités; il a prié le CAC de faire rapport au Conseil, lors de sa vingt-huitième session, sur ceux des domaines mentionnés (savoir: industrialisation et productivité, urbanisation, régularisation et utilisation des eaux, projet de développement méditerranéen, habitation, construction et planification, conditions de vie et de travail des populations autochtones) qui, à son avis, se prêtent dès à présent à de nouvelles mesures dans la voie d'une action concertée; et il a décidé d'étudier ces rapports en vue de choisir un ou plusieurs domaines d'activité à recommander aux organisations intéressées pour une action concertée. Le Conseil a prié le CAC d'examiner d'autres domaines d'activité qui pourraient faire l'objet d'une action concertée — y compris ceux qu'il n'avait pas jugé jusqu'à présent se prêter encore à une action concertée — et de nouveaux sujets, en particulier celui des effets des radiations résultant de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et de faire rapport au Conseil sur ces domaines et sujets.

537. Le Conseil a aussi exprimé l'avis que la Commission des questions sociales devrait rechercher, à sa douzième session, quelles seraient les mesures préliminaires à prendre pour établir ultérieurement des programmes d'action concertée dans les domaines de l'urbanisation, de l'habitation, de la construction et de la planification.

Evaluation des programmes pour la période 1959-1964

538. En examinant la question de l'évaluation des programmes pour la période 1959-1964, le Conseil a tenu compte des observations présentées par le CAC et, en particulier, des problèmes qui étaient apparus lors de l'examen par le CAC des méthodes à suivre pour mettre en œuvre la résolution 665 C (XXIV) du Conseil. On a souligné qu'en envisageant une évaluation de la portée, des tendances et du coût des programmes, le Conseil ne prétendait pas demander aux institutions spécialisées de prendre à l'avance des engagements quant au niveau de leurs programmes et de leurs budgets; il ne cherchait pas non plus à instituer un contrôle centralisé de ces programmes ni à intervenir dans le mode de fonctionnement du Programme élargi. Il voulait déterminer la tendance générale des programmes. D'ailleurs, le rapport d'ensemble demandé par le Conseil aiderait les gouvernements à renseigner le public sur les activités internationales auxquelles ils consacrent des fonds.

539. Le Conseil a adopté une résolution [694 D (XXVI)] qui vise avant tout à préciser les termes de la résolution 665 C (XXIV) et les dispositions à prendre pour préparer un rapport d'ensemble d'après les évaluations des institutions spécialisées. Le Conseil a affirmé que les évaluations à établir concernant la portée, les tendances et le coût des programmes de l'Organisation des Nations Unies, de l'OIT, de la FAO,

de l'UNESCO, de l'OMS et de l'OMM devraient: a) mettre l'accent sur le développement d'ensemble, l'orientation générale et la tendance des programmes, plutôt que chercher à définir chaque programme et chaque projet; b) porter, dans la mesure où on peut le prévoir, sur les programmes qui seront mis en œuvre dans le cadre du Programme élargi et du nouveau Fonds spécial; c) apprécier l'importance des modifications probables des besoins financiers, en appliquant des coefficients connus par expérience au coût des nouveaux éléments des programmes ou à celui des éléments susceptibles de prendre plus d'ampleur.

540. En ce qui concerne la procédure à suivre, le Conseil a rappelé que les évaluations des programmes de l'Organisation des Nations Unies devaient être présentées au Conseil à sa vingt-huitième session, et il a invité les institutions spécialisées intéressées à établir les leurs pour le 1er décembre 1959. Il a décidé de créer une commission de cinq personnes parfaitement au courant des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social, dans celui des droits de l'homme et dans les domaines voisins, ainsi que des modalités de coordination mises au point entre ces organisations et qui aurait les attributions suivantes: analyser les diverses évaluations et préparer un rapport d'ensemble montrant dans quelle mesure les programmes étudiés répondent à des besoins fondamentaux, et indiquant les relations qui existent entre les activités qui ont été conçues pour faire face à ces besoins; et transmettre son rapport et les diverses évaluations — par l'entremise du CAC qui ferait les observations qu'il jugerait nécessaires — au Conseil pour qu'il étudie cette documentation à sa trentième session. Le Conseil a invité le CAC à accorder sa collaboration pleine et entière à la Commission et a prié le Président du Comité de prendre, en consultation avec la Commission, les dispositions voulues pour lui permettre de mener à bien ses travaux et pour aider les organisations participantes à établir des évaluations qui soient aussi comparables que possible entre elles.

541. Le Conseil a formulé, concernant les évaluations en question, les observations ci-après qui, à son avis, sont de nature à mieux faire comprendre leur objectif:

a) Les évaluations doivent être considérées comme une étape du processus dynamique que constitue l'accroissement progressif de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en tant qu'instruments susceptibles d'aider tous les pays du monde à développer leur économie et à améliorer leur situation sociale à une cadence très accélérée.

b) Les évaluations constituent également une étape du processus de coordination grâce auquel les programmes des organisations relevant des Nations Unies ont acquis d'année en année plus de précision, de profondeur et de valeur. Cette coordination n'est pas l'aboutissement d'une centralisation ni la conséquence de directives ou d'ordres donnés; elle s'est réalisée par la persuasion, grâce à des consultations et par la libre convergence des efforts conçus pour améliorer le sort de l'humanité.

c) L'établissement des évaluations ne signifie pas que les programmes et budgets de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées devront ou pourront être arrêtés en dehors du cadre statutaire de chaque organisation. Il n'y faut voir aucune tentative

pour restreindre l'autonomie des organisations relevant des Nations Unies.

d) Les évaluations n'exigent pas l'établissement d'une politique immuable pour les cinq années à venir, ni aucun engagement rigoureux en ce qui concerne tel ou tel programme. Elles ne sauraient en aucune façon enlever aux organisations la latitude dont elles doivent jouir pour fixer leurs programmes d'une année à l'autre.

e) Il est admis que l'on ne saurait déterminer avec précision le coût des programmes pour les cinq années à venir. Ce que l'on recherche, ce sont des estimations approximatives, obtenues en appliquant des coefficients connus par expérience au coût des nouveaux programmes et à celui des éléments de certains programmes dont la mise en œuvre se poursuivra. Il est évidemment impossible d'évaluer des programmes que l'on ne saurait raisonnablement prévoir au moment où l'évaluation est faite.

f) Il y a lieu d'espérer que le rapport d'ensemble, élaboré d'après les évaluations individuelles de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées, donnera aux gouvernements et aux peuples du monde entier une idée nette de ce que réalise et recherche l'action internationale. Il devrait faire ressortir les relations qui existent entre les travaux des diverses organisations et, par conséquent, faciliter le resserrement de la collaboration et, toutes les fois que cela sera possible, une action concertée.

542. Le Conseil a désigné les personnes ci-après comme membres de la Commission chargée d'examiner les évaluations de programmes: M. Daniel Cosío Villegas (Mexique), M. George F. Davidson (Canada), M. Walter Kotschnig (Etats-Unis d'Amérique), M. Sergije Makiedo (Yougoslavie) et M. Mir Khan (Pakistan).

Coordination des activités dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

543. Le Conseil a aussi examiné les questions de coordination qui se posent dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et, en particulier, les relations existant entre l'AIEA, d'une part, et l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, d'autre part.

544. Il a adopté, sur cette question, une résolution [694 E (XXVI)] qui se divise en quatre parties. Dans la première partie, il a exprimé l'espoir que l'AIEA estimerait opportun de soumettre annuellement au Conseil, lors de sa session d'été, un rapport sur les questions qui sont de la compétence du Conseil, et il a invité l'AIEA à examiner et à recommander les projets qui pourraient être utilement entrepris par le Conseil, ses commissions économiques régionales ou d'autres organisations subsidiaires en vue d'aider l'Agence à mener à bien l'exécution de ses programmes dans différentes régions du monde. Dans la deuxième partie, le Conseil a exprimé l'espoir que la deuxième Conférence générale de l'AIEA approuverait la recommandation du Conseil des gouverneurs de l'Agence demandant que celle-ci participe au Programme élargi d'assistance technique. Dans la troisième, le Conseil a invité les institutions spécialisées à ne pas perdre de vue que l'AIEA, qui a été créée dans le but précis de s'occuper de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, jouait le rôle principal dans ce domaine;

il a invité l'AIEA à ne pas perdre de vue que les institutions spécialisées intéressées avaient certaines responsabilités en matière d'utilisation pacifique de l'énergie atomique dans les domaines respectifs de leur compétence; il a exprimé l'espoir que les accords régissant les rapports entre l'AIEA et plusieurs des institutions spécialisées seraient conclus dans un proche avenir; et il a appelé l'attention des institutions spécialisées et de l'AIEA sur le fait qu'une coordination effective exigeait non seulement des accords formels de caractère bilatéral, mais aussi le développement pratique de relations quotidiennes de travail dans le cadre des arrangements multilatéraux de coordination dans ce domaine. Dans la quatrième partie de la résolution, le Conseil a prié instamment les gouvernements des Etats Membres intéressés de faire un effort particulier, en raison de la complexité de cette nouvelle tâche, afin d'assurer la coordination des politiques nationales à l'égard du développement international de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

545. Au cours du débat, les membres du Conseil ont étudié la coordination de certains projets précis dans ce domaine, l'organisation par l'UNESCO de la conférence pour l'étude des effets des rayonnements sur la cellule vivante et du transport des particules radioactives dans l'air. Ils ont exprimé l'espoir que des projets d'accords sur les relations avec les institutions spécialisées qui s'intéressent à la question de l'énergie atomique seraient conclus à temps pour être présentés à la deuxième Conférence générale de l'AIEA, qui doit se tenir en septembre 1958. A propos de la présentation de rapports de l'AIEA au Conseil, le représentant de l'Agence a fait observer qu'aux termes de son statut et de l'accord régissant les relations avec l'Organisation des Nations Unies, l'Agence devait soumettre au Conseil des rapports sur les questions qui relèvent de la compétence de ce dernier, sans se préoccuper de l'époque de leur présentation. En réponse à des observations relatives à la suppression du Sous-Comité du CAC chargé des questions d'énergie atomique, il a été expliqué que le Sous-Comité avait été créé en 1955 pour faire face à des circonstances spéciales, modifiées depuis. Pour surveiller la coordination au niveau du Secrétariat, le CAC serait aidé selon ses besoins — comme pour les autres questions relatives aux programmes — par un groupe de travail technique.

Consultations entre le Conseil économique et social et le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail

546. Le Conseil a pris acte d'une proposition présentée par le Conseil d'administration de l'OIT tendant à établir des contacts directs entre ses représentants et ceux du Conseil économique et social en vue d'examiner en commun les principes généraux de coopération et de coordination entre les deux organisations, ainsi que les problèmes qui se posent à ce propos, y compris ceux qui s'étaient posés à la suite des résolutions 664 et 665 (XXIV) du Conseil. Le Conseil d'administration avait désigné une délégation à laquelle il pourrait être fait appel à cet effet au moment et au lieu qui conviendraient aux deux organisations.

547. Les membres du Conseil ont accueilli cette initiative avec satisfaction comme une proposition pratique qui pourrait contribuer à dissiper des malentendus et ont relevé certains précédents de consultations analogues, notamment lors de la conclusion de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'OIT. Le Conseil

a adopté une résolution [694 F (XXVI)] par laquelle il a pris acte de la proposition de l'OIT et désigné pour participer aux consultations un comité composé du Président du Conseil économique et social et des représentants de la France, du Mexique, des Pays-Bas, du Soudan, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie. Le Conseil a proposé que la réunion mixte se tienne à New-York au cours du mois d'octobre 1958.

548. Au cours de la discussion on a exprimé l'espoir que le Secrétaire général, s'il le jugeait possible, participerait, conjointement avec la délégation du Conseil économique et social, aux consultations qui auraient lieu avec la délégation de l'OIT.

Autres questions

549. Le Conseil a aussi examiné le troisième rapport (E/3109)²⁰ sur la coordination des programmes du FISE avec les programmes ordinaires et les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; ce rapport, qui a été présenté en application de la résolution 630 C II (XX) du Conseil, accordait une attention particulière aux efforts coordonnés qui sont actuellement déployés pour permettre d'apprécier la valeur réelle des divers programmes sur la base des progrès accomplis dans les divers pays. Plusieurs membres ont dit qu'ils estimaient que l'organisme de coordination dans ce domaine fonctionnait de manière satisfaisante, d'autres ont fait observer que la nécessité d'obtenir l'approbation de diverses institutions ne devait en aucun cas compromettre la rapidité d'action du FISE. A la fin de la discussion, le Conseil a pris note avec satisfaction du rapport du FISE.

CONCENTRATION DES ACTIVITÉS

550. En exécution de la résolution 664 (XXIV), le Comité de coordination du Conseil s'est réuni le 24 juin 1958, une semaine avant l'ouverture de la vingt-sixième session du Conseil, pour examiner la question de la concentration des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme²¹. Le Comité a pris pour base de son examen les observations du Secrétaire général sur le programme de travail du Conseil dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3134 et Add.1) ainsi que les passages pertinents des rapports des commissions techniques, des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées.

551. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [693 B (XXVI)], dans laquelle, après avoir noté que l'examen du programme de travail impliquait une étude continue et n'avait pas essentiellement pour but d'engendrer des économies, mais de permettre au Conseil d'examiner quel est le meilleur emploi possible de ressources limitées compte tenu des besoins qui varient, il a approuvé les efforts qu'avait déployés le Secrétaire général afin de concentrer davantage les activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, comme il ressort de son rapport (E/3134 et Add.1)²², et l'a prié de poursuivre ses efforts dans ce sens et d'établir un rapport analogue à l'intention du Conseil pour sa vingt-huitième

session, en se guidant sur les principes qu'a posés le Conseil dans la partie A de l'annexe à sa résolution 664 (XXIV). Le Conseil a souligné qu'il était souhaitable que les commissions régionales et les commissions techniques revoient sans cesse leurs calendriers de conférences et de réunions, notamment ceux des groupes de travail, organismes spéciaux et organismes subsidiaires, en vue de réduire aussi souvent qu'elles le pourront le nombre et la durée de ces réunions et que ces commissions, ce faisant, se conforment aux prescriptions de la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale. Le Conseil a fait sienne l'opinion du Secrétaire général relative à la périodicité des réunions des commissions techniques, à savoir que le principe général de la biennialité des sessions devrait être appliqué chaque fois qu'il est possible, mais il a décidé néanmoins que la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme pourraient pour le moment continuer à siéger une fois par an. Il a prié la Commission des transports et des communications — en raison notamment du fait que l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime était maintenant créée — de présenter au Conseil, à la vingt-huitième session de celui-ci, un rapport définitif sur ses travaux, dans lequel figureront des recommandations touchant les dispositions à prendre à l'avenir pour assurer l'exécution des autres activités dont cette commission s'acquittait, jusqu'ici.

552. Dans une annexe à cette résolution, le Conseil a approuvé la suggestion du Secrétaire général aux termes de laquelle on pourrait, de plus en plus souvent, confier au Secrétariat des fonctions dont les commissions techniques ont chargé, de temps à autre, des comités spéciaux. Il a en outre demandé que ces commissions se conforment dans toute la mesure du possible à cette suggestion, étant entendu que ce sont ces commissions elles-mêmes et le Conseil qui demeureront chargés d'examiner les questions de programme et les problèmes de priorité.

553. En ce qui concerne les activités dans le domaine de la statistique, le Conseil a approuvé le projet de réaménagement de l'ordre de priorité recommandé par la Commission de statistique, sur la base des propositions du Secrétaire général (E/3134, par. 12 à 14), étant entendu que le programme de travail dans lequel s'insérera le résumé des statistiques sociales pourra être exécuté sans qu'il soit nécessaire d'augmenter les ressources financières. Le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer à rechercher les moyens de parvenir à réduire le volume de la documentation qui est directement fournie à la Commission de statistique et de continuer à appliquer les mêmes principes rigoureux en matière d'édition, étant donné le volume croissant des statistiques propres à être publiées.

554. Pour ce qui est des activités dans le domaine social, le Conseil a déclaré qu'il réexaminerait à sa vingt-huitième session la question du programme des Nations Unies dans le domaine de la défense sociale et qu'il le ferait compte tenu des recommandations de la Commission des questions sociales. Il a pris note, pour la faire sienne, de la suggestion du Secrétaire général, qui s'était offert à procéder à des échanges de vues officiels avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressées (E/3134, par. 18 et 19) qui se dérouleraient, au stade initial, dans les conditions exposées dans ses "Observations sur le programme de travail du Conseil dans les domaines économique et social et dans celui des droits

²⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

²¹ Voir E/AC.24/SR.167 à 172 et 174; E/SR.1043.

²² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

de l'homme" (E/3109). Le Conseil a exprimé l'espoir qu'il serait possible de mettre au point des propositions satisfaisantes pour tous les intéressés que le Secrétaire général soumettra à la Commission des questions sociales, lors de sa douzième session, et au Conseil lors de sa vingt-huitième session.

555. Le Conseil a également relevé avec intérêt les progrès récents de la coopération du FISE avec les programmes ordinaires et les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, progrès signalés dans le rapport du Secrétaire général (E/3109) sur cette question. Il s'est félicité de ces progrès, qui devraient multiplier les possibilités de fournir aux pays sous-développés une assistance pratique dans le domaine social, et il a pris note de l'intention qu'a le Secrétaire général (E/3134, par. 21) de renforcer pour cela l'effectif des groupes régionaux de spécialistes des questions sociales sans recruter de personnel supplémentaire.

556. En ce qui concerne les stupéfiants, le Conseil a donné son accord à la légère modification de l'ordre de priorité qu'a recommandée la Commission des stupéfiants (E/3134, par. 22 et 23). Reconnaisant que la documentation dans ce domaine est pour une bonne part subordonnée aux prescriptions des traités, le Conseil a approuvé les propositions de la Commission tendant à ce que soit réduite la quantité des documents ou des traductions relatifs aux points suivants: lois et règlements nationaux, documents techniques joints aux notifications de nouveaux stupéfiants, liste des autorités habilitées à délivrer des autorisations pour l'importation et l'exportation de stupéfiants et, enfin, le document annuel sur la diacétylmorphine (E/3134, par. 24 et 25). Le Conseil s'est félicité que la Commission ait décidé de passer chaque année en revue la documentation relative au contrôle des stupéfiants dans l'intention de maintenir cette documentation au strict minimum nécessaire. En revanche, le Conseil a constaté que la Commission ne s'était pas conformée à la recommandation formulée au paragraphe 2 de la résolution 667 II (XXIV) du Conseil, en ce qui concerne la nomination à l'Organe de contrôle des stupéfiants de personnes qui sont membres du Comité central permanent de l'opium.

557. Pour ce qui est des activités dans le domaine des droits de l'homme, le Conseil a estimé que la Commission des droits de l'homme et sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités s'étaient engagées dans la bonne voie en ce qui concerne la limitation de la documentation (E/3134, par. 30). Le Conseil n'a pas eu de proposition particulière à formuler en ce qui concerne l'*Annuaire des droits de l'homme*, mais l'opinion générale de ses membres a été que, pour le moment, il fallait que l'*Annuaire* continue à paraître chaque année mais qu'il importait d'empêcher qu'il n'y ait double emploi entre l'*Annuaire* et les rapports triennaux. Le Conseil a jugé que les conclusions du Comité de l'*Annuaire* étaient acceptables, compte tenu de l'observation du Secrétaire général qu'on ne devrait normalement publier que les textes législatifs ou constitutionnels et les décisions de tribunaux dans l'*Annuaire* (E/3134, par. 31). Le Conseil a souligné qu'il importait d'éviter tout double emploi entre le résumé que le Secrétaire général fait des rapports des gouvernements et les rapports des institutions spécialisées, et il a accueilli avec faveur la suggestion (E/3134, par. 32) tendant à établir un plan détaillé pour aider les gouvernements à préparer la prochaine série de rapports triennaux.

558. Le Conseil s'est félicité des efforts qu'avait déployés la Commission de la condition de la femme pour réduire sa documentation en espaçant, en décalant, ou en supprimant certains rapports qui jusqu'ici étaient publiés chaque année.

559. Le Conseil a exprimé la satisfaction qu'il éprouvait du développement du programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que du fait qu'un nombre toujours croissant de pays offraient d'accueillir des cycles d'études dans le cadre de ce programme. Il a attaché une importance particulière aux cycles d'études qui sont organisés dans le cadre de toute une région.

560. Touchant les questions économiques, le Conseil a insisté sur l'importance des travaux que le Secrétariat doit entreprendre dans le domaine de l'industrialisation et dans celui des ressources hydrauliques. En ce qui concerne l'industrialisation, le Conseil a estimé que les travaux devaient être orientés de manière à stimuler l'action pratique en étroite coopération avec les institutions spécialisées intéressées et que le comité d'experts visé au paragraphe 12 de la résolution 674 A (XXV) devrait être composé de manière à tenir compte de la diversité des situations qui se présentent dans les différentes régions. En ce qui concerne l'extension et l'accélération des travaux relatifs au développement des ressources hydrauliques, le Conseil a souligné l'importance de ces travaux et a exprimé le vœu que le centre qui sera créé au sein du Secrétariat en vertu du paragraphe 3 de la quatrième partie de la résolution 675 (XXV) du Conseil sera en mesure de jouer un rôle important dans le domaine du développement et de l'utilisation des ressources hydrauliques ainsi que dans celui de la mise en valeur des eaux souterraines.

561. Le Conseil a approuvé la mise en vigueur graduelle que le Secrétaire général propose pour la résolution 614 C (XXII) et a insisté à nouveau sur l'importance des études relatives aux ressources et aux besoins, notamment en ce qui concerne la création du fonds spécial. Il a pris acte des efforts déployés par la Commission du commerce international des produits de base pour mettre au point un programme de travail, et il a exprimé sa confiance que les dispositions spéciales adoptées par le CAC (E/3134, par. 50) contribueraient à renforcer la concentration des efforts dans ce domaine.

562. En ce qui concerne les activités économiques régionales, le Conseil a noté avec satisfaction que le principe de concentration et le principe de coordination avaient été largement appliqués dans l'examen des programmes auxquels avaient procédé les commissions économiques régionales et leurs secrétariats ainsi que des progrès réalisés dans ce domaine. Il a repris la suggestion exprimée au paragraphe 7 de la résolution 590 A I (XX) à savoir que le Secrétaire général et les organismes subsidiaires du Conseil ne doivent pas perdre de vue qu'il vaut mieux confier certaines activités à des organismes tels que des institutions nationales, publiques ou privées, des universités ou des organisations non gouvernementales pour permettre au Secrétariat de tirer le parti le plus efficace possible de ses ressources propres. Le Conseil a loué la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient de l'intention qu'elles avaient exprimée de recourir à cette pratique, et il a formulé le vœu que les autres commissions économiques régionales envisagent d'y recourir aussi, chaque fois que cela se pourrait.

563. A propos des rapports entre les programmes de travail et les ressources disponibles, le Conseil a pris acte avec satisfaction des efforts du Secrétaire général pour réduire le nombre et la longueur des documents soumis au Conseil et à ses organes subsidiaires. Il a décidé qu'à sa vingt-huitième session, il examinerait à la lumière de l'évaluation quinquennale des programmes²³ la question de savoir s'il est possible de renoncer au rapport d'ensemble du Secrétaire général sur les programmes de travail ou de ne produire éventuellement ce rapport que tous les deux ou trois ans.

564. Le Conseil, se référant à l'article 34 (Prévisions de dépenses) de son règlement intérieur, a déclaré approuver la procédure actuellement suivie pour l'application de cet article. Il a exprimé l'espoir que l'article 28, concernant les prévisions de dépenses, du règlement intérieur des commissions techniques serait pleinement observé. Après avoir constaté que les commissions économiques régionales du Conseil ne possédaient pas de règlement intérieur de ce genre, le Conseil a invité les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales à faire connaître aux commissions les incidences financières des programmes ou des projets avant qu'ils ne soient approuvés par les commissions.

565. Enfin, sur la recommandation du Comité de coordination, le Conseil a adopté une résolution [693 A (XXVI)], concernant la suite que les institutions spécialisées ont donnée à l'invitation qui leur avait été adressée par le Conseil au paragraphe 2, alinéa b, de la résolution 664 A (XXIV), tendant à ce qu'elles insèrent, dans les rapports qu'elles soumettront en 1958, des passages qui seront consacrés spécialement à toute concentration nouvelle qu'elles auront opérée dans leurs programmes et à donner des exemples de concentration réalisée pendant l'année précédente. Après avoir émis l'opinion que, pour prendre toute sa valeur, cette concentration des activités devrait s'effectuer de façon continue, le Conseil a pris acte avec satisfaction des efforts faits par les institutions spécialisées pour concentrer davantage leurs programmes, les a remerciées d'avoir donné suite à l'invitation susmentionnée du Conseil, et les a invitées à insérer des passages similaires dans leurs rapports de 1959 et des années ultérieures.

COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LES DOMAINES DE LA SCIENCE, DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

566. A la demande de l'Assemblée générale [résolution 1164 (XII)], le Conseil a prêté particulièrement attention, au cours de sa vingt-sixième session²⁴, aux exposés que les institutions spécialisées intéressées avaient fait figurer dans leur rapport annuel²⁵ au sujet de leurs vues et de leurs activités ainsi que de tous les renseignements dont elles disposaient sur les vues et l'activité des gouvernements concernant la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

567. Au cours de la discussion, on a proposé une étude sur les relations et les échanges internationaux dans les domaines de la science, de la culture et de

l'éducation pour donner un tableau plus complet que celui qui se dégage des exposés ci-dessus et qui constituerait peut-être le document de base à partir duquel le Conseil pourrait formuler des recommandations tendant à favoriser la coopération internationale dans son ensemble. On a exprimé l'opinion que cette étude devrait recommander les meilleurs moyens d'améliorer la coopération entre les nations et mettre l'accent sur l'importance que cette coopération présente pour les pays sous-développés.

568. Plusieurs délégations ont appuyé une proposition tendant à prier l'UNESCO de se charger d'élaborer une convention sur la base des principes essentiels suivants: large accès des peuples de tous les pays aux progrès de la science, de la culture et de l'éducation; conclusion d'accords internationaux bilatéraux et multilatéraux, sur la base de l'égalité des droits des parties, concernant les échanges des résultats obtenus dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation; aide fournie par les pays économiquement et techniquement très développés aux pays qui le sont moins, en vue de l'organisation de l'enseignement et des travaux de recherche scientifique; encouragement de l'étude, dans les établissements d'enseignement nationaux, des progrès réalisés par les autres pays dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation; absence de toute propagande hostile d'un pays à l'égard d'un autre, dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation. La majorité des représentants a estimé que l'on pourrait obtenir les mêmes résultats en priant l'UNESCO d'inclure dans une étude sur les relations et les échanges internationaux dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation, des recommandations quant aux moyens d'agir tant séparément que conjointement pour développer encore la coopération internationale dans ces domaines.

569. Le Conseil a adopté une résolution [695 (XXVI)] dans laquelle il a prié instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées de transmettre à l'UNESCO des renseignements sur leurs vues et activités en ce qui concerne la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Il a invité l'UNESCO à préparer, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées, pour la soumettre au Conseil à une session prochaine et si possible à sa vingt-huitième session, une étude sur les relations et les échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture en se servant des réponses communiquées par les gouvernements des Etats Membres, et notamment des recommandations quant aux moyens d'agir tant séparément que conjointement pour développer encore la coopération internationale dans ces domaines.

570. En ce qui concerne la question générale de la coopération internationale dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation, le Conseil a également examiné une proposition tendant à convoquer une deuxième conférence scientifique des Nations Unies sur la conservation et l'utilisation des ressources naturelles. Les membres du Conseil ont généralement reconnu l'importance qui s'attache à conserver et à utiliser de façon rationnelle les ressources naturelles du monde pour les besoins de la production et de la consommation. Des représentants ont estimé que la Conférence scientifique des Nations Unies sur la

²³ Résolution 665 C (XXIV) du Conseil.

²⁴ E/AC.24/SR.179 à 182; E/SR.1044.

²⁵ UNESCO, E/3101 et Corr.1 et 2 (3ème partie); OMS, E/3106/Add.1, 5ème partie, sect. a; UIT, E/3122, chap. IV, sect. 6, et chap. V, section intitulée "Coopération internationale dans les domaines de la culture et de la science"; OMM, E/3090, par. 1, 5 et 18 de l'annexe C.

conservation et l'utilisation des ressources naturelles qui a eu lieu en 1949 avait donné des résultats intéressants et l'on a exprimé l'opinion que des études sur les ressources naturelles, portant plus particulièrement sur les travaux que les commissions économiques régionales pourraient entreprendre dans ce domaine, seraient d'une extrême importance pour les pays sous-développés.

571. Toutefois, la plupart des représentants ont estimé que la convocation d'une conférence générale n'était pas le meilleur moyen d'aborder le problème pour le moment; il leur paraissait préférable de répartir les activités entre le Conseil lui-même, les commissions économiques régionales, le Secrétariat des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, chacun de ces organes étudiant les aspects du problème relevant de sa compétence particulière. On pourrait reprendre la question plus tard en tenant compte des résultats obtenus. D'autres représentants ont fait observer que d'importants progrès ont été réalisés dans l'utilisation des ressources naturelles du point de vue scientifique, technique et économique, pendant les neuf années qui se sont écoulées depuis la réunion de la première Conférence. Il serait donc souhaitable de convoquer une seconde conférence dans un avenir rapproché; le Conseil renforcerait son prestige en faisant usage de tous les pouvoirs qu'il détient pour encourager l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Section II. — Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées: projet d'annexe relative à la Société financière internationale

572. Le Secrétaire général a informé le Conseil à sa vingt-cinquième session que la Société financière internationale avait exprimé le désir de se voir appliquer la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'Assemblée générale

dans la résolution 179 (II). Le Secrétaire général a rappelé la procédure par laquelle la Convention peut être rendue applicable à une nouvelle institution spécialisée moyennant une annexe appropriée, et il a déclaré²⁶ qu'après consultation du Président de la Société financière internationale, il soumettrait un avant-projet d'annexe à l'examen du Conseil, à sa vingt-sixième session. Il a été ainsi fait et, à sa vingt-sixième session²⁷, le Conseil a adopté une résolution [677 (XXVI)] recommandant à la Société financière internationale un projet d'annexe à la Convention.

Section III. — Coopération entre l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et la Conférence de La Haye de droit international privé et l'Institut international pour l'unification du droit privé, d'autre part

573. Le Conseil, à sa vingt-sixième session, a examiné²⁸ la question de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et la Conférence de La Haye de droit international privé et l'Institut international pour l'unification du droit privé, d'autre part. Il a adopté une résolution [678 (XXVI)] par laquelle il a prié le Secrétaire général de prendre les dispositions appropriées pour que des échanges de renseignements et de documentation sur les questions d'intérêt commun soient organisés avec les deux organisations, de manière à favoriser la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et ces deux organisations; il a en outre prié le Secrétaire général de soumettre au Conseil, chaque fois qu'il le jugerait utile, un rapport sur les questions relevant du domaine d'activité de ces deux organisations qui pourraient présenter un intérêt pour le Conseil.

²⁶ E/3103.

²⁷ E/1023 et 1024.

²⁸ E/SR.1023.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

l'ingt-sixième session

Organisation internationale de normalisation:

Développement et coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.

Union mondiale des organisations féminines catholiques:

Développement et coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Séance du Comité ONG: E/C.2/SR.174.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Organisation internationale de normalisation:

E/C.2/497. Développement et coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

Chapitre IX

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Section I. — Liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

574. Au cours de la période considérée, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a examiné¹ sept demandes nouvelles ou renouvelées d'admission au statut consultatif auprès du Conseil émanant d'organisations non gouvernementales, et il a rendu compte au Conseil, à sa vingt-cinquième session (E/3073)². Le Conseil a étudié³ le rapport du Comité ainsi que deux amendements que l'on avait proposé d'y apporter. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a décidé [résolution 673 (XXV)] de donner suite à la demande d'une organisation internationale en vue de son transfert du registre à la catégorie B, d'insérer une autre organisation internationale au registre du Secrétaire général, et d'ajourner à 1959 l'examen des demandes d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentées par deux organisations internationales. Il a décidé de ne pas accorder le statut consultatif de la catégorie B à une organisation internationale et de ne pas insérer une autre organisation au registre. Le Conseil a en outre décidé de ne pas accorder le statut consultatif de la catégorie B à une autre organisation internationale et de ne pas donner suite à la demande d'inscription au registre présentée par cette organisation.

575. On trouvera ci-après la liste des organisations non gouvernementales auxquelles, à la date du 31 juillet 1958, le Conseil avait accordé le statut consultatif, conformément à l'Article 71 de la Charte. Dix d'entre elles appartiennent à la catégorie A, et 112 à la catégorie B. En outre, 180 organisations sont inscrites au registre du Secrétaire général pour être consultées sur des questions précises, conformément au paragraphe 17 de la résolution 288 B (X). Ces organisations sont toutes internationales, sauf indication contraire.

Catégorie A

Alliance coopérative internationale;
Chambre de commerce internationale;
Confédération internationale des syndicats chrétiens;
Confédération internationale des syndicats libres;
Fédération internationale de producteurs agricoles;
Fédération mondiale des anciens combattants;
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies;
Fédération syndicale mondiale;
Organisation internationale des employeurs;
Union interparlementaire.

Catégorie B

All-India Women's Conference (Inde);
All-Pakistan Women's Association (Pakistan);
Alliance internationale de tourisme;

Alliance internationale des femmes - droits égaux, responsabilités égales;
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes filles;
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens;
Armée du salut;
Assemblée mondiale de la jeunesse;
Association de la presse américaine (Interamerican Press Association);
Association fiscale internationale;
Association internationale de droit pénal;
Association internationale des juges d'enfants;
Association internationale du transport aérien;
Bureau international catholique de l'enfance;
Bureau international pour la répression de la traite des humains;
CARE (Co-operative for American Remittance to Everywhere, Inc.) [Etats-Unis d'Amérique];
Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique (Etats-Unis d'Amérique);
Comité consultatif mondial de la Société des amis;
Comité de coordination d'organisations juives;
Comité de liaison des grandes associations internationales féminines;
Comité international de la Croix-Rouge;
Comité international de l'organisation scientifique;
Comité international des écoles de service social;
Commission des Eglises pour les affaires internationales;
Commission internationale catholique pour les migrations;
Commission internationale contre le régime concentrationnaire;
Commission internationale de juristes;
Commission internationale de police criminelle;
Commission internationale des irrigations et du drainage;
Confédération internationale des organisations de la profession enseignante;
Confédération internationale du crédit populaire;
Conférence internationale des charités catholiques;
Conférence internationale du service social;
Conférence mondiale de l'énergie;
Congrès internationaux d'architecture moderne;
Congrès juif mondial;
Conseil consultatif d'organisations juives;
Conseil interaméricain du commerce de la production;
Conseil international des femmes;
Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation;
Dotation Carnegie pour la paix internationale (Etats-Unis d'Amérique);
Entraide ouvrière internationale;
Fédération abolitionniste internationale;
Fédération interaméricaine des clubs automobiles;
Fédération internationale de l'automobile;
Fédération internationale de l'habitation et de l'urbanisme;
Fédération internationale des amies de la jeune fille;
Fédération internationale des droits de l'homme;
Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications;
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;
Fédération internationale des femmes diplômées des universités;
Fédération internationale des femmes juristes;
Fédération internationale des journalistes;
Fédération internationale des settlements;
Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques;
Fédération routière internationale;
Gilde internationale des coopératrices;

¹ E/C.2/SR.170.

² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour.

³ E/SR.1004 et 1019.

Indian Council of World Affairs (Inde);
 Institut interaméricain de statistique;
 Institut international africain;
 Institut international de finances publiques;
 Institut international de l'épargne;
 Institut international de sciences administratives;
 Institut international de statistique;
 Institut sud-américain du pétrole;
 International Bar Association;
 International Islamic Economic Organization;
 International Law Association;
 Jeune chambre internationale;
 Jeunesse ouvrière chrétienne;
 Ligue des sociétés de la Croix-Rouge;
 Ligue Howard pour la réforme pénale (Royaume-Uni);
 Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté;
 Ligue internationale des droits de l'homme;
 Lions International - International Association of Lions Clubs;
 Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples;
 Mouvement mondial des mères;
 National Association of Manufacturers (États-Unis d'Amérique);
 Nouvelles équipes internationales -- Union des démocrates chrétiens;
 Organisation internationale de normalisation;
 Organisation mondiale Agudas Israël;
 Organisation mondiale pour la protection sociale des aveugles;
 Pan Pacific South-East Asia Women's Association;
 Pax Romana - Mouvement international des étudiants catholiques et Mouvement international des intellectuels catholiques;
 Rotary International;
 Service social international;
 Société antiesclavagiste (Royaume-Uni);
 Société belge d'études et d'expansion (Belgique);
 Société de législation comparée (France);
 Société internationale de criminologie;
 Société internationale de défense sociale;
 Société internationale pour la protection des invalides;
 Union catholique internationale de service social;
 Union internationale d'assurances transports;
 Union internationale de la jeunesse socialiste;
 Union internationale de la navigation fluviale;
 Union internationale de la presse catholique;
 Union internationale de la protection de l'enfance;
 Union internationale des architectes;
 Union internationale des chemins de fer;
 Union internationale des organismes familiaux;
 Union internationale des organismes officiels de tourisme;
 Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique;
 Union internationale des transports publics;
 Union internationale des transports routiers;
 Union internationale des villes et pouvoirs locaux;
 Union internationale pour l'étude scientifique de la population;
 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources;
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinences;
 Union mondiale des femmes rurales;
 Union mondiale des organisations féminines catholiques;
 Union mondiale pour un judaïsme progressiste.

Registre

Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale;
 Aero Medical Association;
 Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc;
 American Foreign Insurance Association (États-Unis d'Amérique);
 American Jewish Joint Distribution Committee, Inc. (États-Unis d'Amérique);
 Association des écoles internationales;
 Association des maisons internationales;
 Association interaméricaine de radiodiffusion;
 Association internationale de gérontologie;

Association internationale de la fertilité;
 Association internationale de pédiatrie;
 Association internationale de prophylaxie de la cécité;
 Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune;
 Association internationale de science politique;
 Association internationale de sociologie;
 Association internationale des critiques d'art;
 Association internationale des femmes médecins;
 Association internationale des intérêts radiomaritimes;
 Association internationale des producteurs de l'horticulture;
 Association internationale des professeurs et chargés de cours d'universités;
 Association internationale des sciences économiques;
 Association internationale des sciences juridiques;
 Association internationale des sociétés de microbiologie;
 Association internationale des universités;
 Association internationale d'océanographie physique;
 Association internationale d'orientation professionnelle;
 Association internationale du calendrier mondial;
 Association internationale permanente des congrès de navigation;
 Association internationale pour l'échange d'étudiants de l'enseignement technique;
 Association internationale pour le christianisme et la liberté religieuse;
 Association internationale soroptimiste;
 Association littéraire et artistique internationale;
 Association médicale mondiale;
 Association mondiale des guides et éclaireuses;
 Association mondiale pour l'étude de l'opinion publique;
 Association universelle d'aviculture scientifique;
 Association universelle d'esperanto;
 Bureau européen de la jeunesse et de l'enfance;
 Bureau international des containers;
 Bureau international des éclaireurs;
 Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles;
 Bureau permanent international des constructeurs de motocycles;
 Centre international de liaison des commerces de gros;
 Comité d'entente des fédérations internationales du personnel enseignant;
 Comité d'études économiques de l'industrie du gaz;
 Comité international catholique des infirmières et assistantes médico-sociales;
 Comité international d'aide aux intellectuels;
 Comité international de la radio-électricité;
 Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques;
 Comité international permanent de la conserve;
 Comité international pour la documentation des sciences sociales;
 Comité international radiomaritime;
 Comité international spécial des perturbations radio-électriques;
 Commission internationale de l'éclairage;
 Commission mixte internationale pour les expériences relatives à la protection des lignes de télécommunication et des canalisations souterraines;
 Commission permanente des congrès internationaux de médecine vétérinaire;
 Committee for Economic Development (États-Unis d'Amérique);
 Confédération européenne de l'agriculture;
 Confédération internationale des sages-femmes;
 Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs;
 Confédération internationale des travailleurs intellectuels;
 Conférence des écoles à esprit international;
 Conférence internationale des grands réseaux électriques;
 Conférence permanente des agences bénévoles travaillant pour les réfugiés;
 Conférence permanente des hautes études internationales;
 Conseil des organisations internationales des sciences médicales;
 Conseil international de la musique;
 Conseil international de la philosophie et des sciences humaines;

Conseil international des archives;
 Conseil international des employeurs du commerce;
 Conseil international des femmes social-démocrates;
 Conseil international des infirmières;
 Conseil international des musées;
 Conseil international des sciences sociales;
 Conseil international des unions scientifiques;
 Conseil international du film d'enseignement;
 Engineers Joint Council;
 Entraide universitaire mondiale;
 Fédération aéronautique internationale;
 Fédération dentaire internationale;
 Fédération européenne de zootechnie;
 Fédération internationale de documentation;
 Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique;
 Fédération internationale de laiterie;
 Fédération internationale de l'enseignement ménager;
 Fédération internationale de l'industrie phonographique;
 Fédération internationale de la jeunesse catholique;
 Fédération internationale de la presse périodique;
 Fédération internationale des administrateurs de biens immobiliers;
 Fédération internationale des associations d'éducation des travailleurs;
 Fédération internationale des associations de bibliothécaires;
 Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes;
 Fédération internationale des associations de producteurs de films;
 Fédération internationale des associations touristiques ouvrières;
 Fédération internationale des communautés d'enfants;
 Fédération internationale des déménageurs internationaux;
 Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police;
 Fédération internationale des hôpitaux;
 Fédération internationale des industries textiles cotonnières et connexes;
 Fédération internationale des journalistes libres de l'Europe centrale et orientale et des pays baltes et balkaniques;
 Fédération internationale des organisations de correspondances et d'échanges scolaires;
 Fédération internationale des P.E.N. clubs;
 Fédération internationale des radiotélégraphistes;
 Fédération internationale des transports aériens privés;
 Fédération internationale des travailleurs de la terre;
 Fédération internationale d'oléiculture;
 Fédération internationale du bâtiment et des travaux publics (Confédération patronale);
 Fédération internationale du diabète;
 Fédération internationale du film sur l'art;
 Fédération internationale libre des déportés et internés de la résistance;
 Fédération internationale de médecine sportive;
 Fédération internationale pharmaceutique;
 Fédération internationale pour les auberges de la jeunesse;
 Fédération luthérienne mondiale;
 Fédération mondiale de la jeunesse démocratique;
 Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes;
 Fédération mondiale des sourds;
 Fédération mondiale pour la santé mentale;
 Fédération pour l'amitié mondiale;
 Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants;
 Institut de droit international;
 Institut international de droit public;
 Institut international des civilisations différentes;
 Institut international des classes moyennes;
 Institut international du théâtre;
 Inter-American Association of Sanitary Engineering;
 International Cargo Handling Coordination Association;
 International Chamber of Shipping;
 International Commission on Radiological Protection;
 International Commission on Radiological Units;
 International Shipping Federation, Ltd.;
 International Society for Soil;
 International Union of Aviation Insurers;
 Internationale de la porte ouverte;

Ligue internationale contre le rhumatisme;
 Ligue internationale pour l'éducation nouvelle;
 Mouvement international des faucons;
 Office catholique international du cinéma;
 Organisation des relations asiatiques;
 Organisation internationale contre le trachome;
 Organisation internationale de radiodiffusion;
 Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire;
 Pacific Science Association;
 Secrétariat de coordination des unions nationales d'étudiants;
 Service civil international;
 Société de biométrie;
 Société d'économétrie;
 Société européenne de culture;
 Société Hansard;
 Société internationale de la lèpre;
 Société internationale de transfusion sanguine;
 Société internationale des industries laitières;
 Société internationale d'hydatidologie;
 Union arabe;
 Union astronomique internationale;
 Union des associations internationales;
 Union des associations techniques internationales;
 Union des sociétés OSE (pour la protection de l'enfance et de la santé des populations juives);
 Union européenne de la carrosserie;
 Union européenne de radiodiffusion;
 Union géodésique et géophysique internationale;
 Union géographique internationale;
 Union internationale contre l'alcoolisme;
 Union internationale contre la tuberculose;
 Union internationale contre le cancer;
 Union internationale contre le péril vénérien et les tréponématoses;
 Union internationale de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises;
 Union internationale de l'industrie du gaz;
 Union internationale de psychologie scientifique;
 Union internationale des amateurs de la radio;
 Union internationale des sciences de la nutrition;
 Union internationale pour l'éducation sanitaire de la population;
 Union internationale pour la protection de la moralité publique;
 Union internationale végétarienne;
 Union libérale mondiale;
 Union mondiale des enseignants catholiques;
 Union mondiale des étudiants juifs;
 Union mondiale O.R.T.;
 Union radio-scientifique internationale;
 World Confederation for Physical Therapy.

Section II. — Application des dispositions relatives aux consultations

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

576. Au cours de la période considérée, le Conseil et ses commissions ont reçu de 28 organisations 51 exposés écrits présentés conformément aux paragraphes 22, 23, 28 et 29 de la résolution 288 B (X). On trouvera, dans les annexes qui suivent chacun des chapitres du présent rapport, une liste indiquant le sujet des exposés écrits qui se rapportent aux questions traitées dans le chapitre et le nom des organisations non gouvernementales qui les ont présentés.

AUDITIONS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

577. Au cours des vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Conseil, sept organisations dotées du statut consultatif de la catégorie A ont présenté, conformément à l'article 86 du règlement intérieur, des exposés oraux sur divers points de l'ordre du jour:

Vingt-cinquième session

Confédération internationale des syndicats chrétiens: points 5 et 6⁴;
Confédération internationale des syndicats libres: points 5 et 6⁵;
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies: point 6⁶;
Fédération syndicale mondiale: points 5 et 6⁷.

Vingt-sixième session

Chambre de commerce internationale: point 5⁸;
Confédération internationale des syndicats chrétiens: points 2, 4, 5 et 10⁹;
Confédération internationale des syndicats libres: points 2, 5, 6 et 10¹⁰;
Fédération internationale de producteurs agricoles: point 6¹¹;
Fédération mondiale des anciens combattants: points 4 et 8¹²;
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies: point 4¹³;
Fédération syndicale mondiale: points 2, 4 et 8¹⁴;

578. Au cours de la vingt-sixième session, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a entendu, conformément à l'article 85 du règlement intérieur, les représentants de neuf organisations dotées du statut consultatif de la catégorie B:

⁴ E/SR.1006 et 1011.

⁵ *Ibid.*

⁶ E/SR.1006.

⁷ E/SR.1005 et 1011.

⁸ E/AC.6/SR.252.

⁹ E/SR.1028, 1034, 1037; E/AC.7/SR.379.

¹⁰ E/SR.1026 et 1034; E/AC.6/SR.243; E/AC.7/SR.379.

¹¹ E/AC.6/SR.243.

¹² E/SR.1037.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ E/SR.1026 et 1038; E/TAC/SR.165.

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc: point 11¹⁵;
Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique: point 2¹⁶;
Commission des Eglises pour les affaires internationales: point 14¹⁷;
Conseil international des femmes: points 10, 11 et 14¹⁸;
Fédération internationale des femmes diplômées des universités: point 11¹⁹;
Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques: point 10²⁰;
Fédération routière internationale: point 4²¹;
Organisation internationale de normalisation: points 3 et 8²²;
Pax Romana: point 4²³;
Union mondiale des organisations féminines catholiques: point 3²⁴.

579. Le Comité a également entendu de brèves déclarations des représentants d'organisations de la catégorie A sur les points de l'ordre du jour au sujet desquels ils ont été entendus ultérieurement par le Conseil²⁵.

580. Les commissions du Conseil, ainsi qu'il en a été fait mention dans les chapitres précédents et dans les rapports des commissions, ont entendu les représentants de nombreuses organisations non gouvernementales.

¹⁵ E/C.2/SR.172.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ E/C.2/SR.174.

¹⁸ E/C.2/SR.172.

¹⁹ E/C.2/SR.174.

²⁰ E/C.2/SR.173.

²¹ E/C.2/SR.174.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ E/C.2/SR.172 et 173. On trouvera la liste de ces exposés oraux dans les annexes aux chapitres du présent rapport relatifs aux questions auxquelles les exposés ont trait.

Chapitre X

INCIDENCES FINANCIERES DES MESURES PRISES PAR LE CONSEIL

581. Conformément à l'article 34 de son règlement intérieur, le Conseil a été avisé des incidences financières des propositions et décisions des vingt-cinquième et vingt-sixième sessions.

582. A la vingt-cinquième session, le Secrétaire général avait présenté un exposé (E/3115)¹ où il récapitulait les incidences financières des mesures que le Conseil envisageait de prendre; à l'ouverture de la vingt-sixième session, le Secrétaire général a présenté, conformément à la résolution 664 B (XXIV) du Conseil, ses observations sur le programme de travail du Conseil (E/3134)², ainsi qu'un état des incidences financières des propositions dont le Conseil était saisi et des décisions prises à la session précédente (E/3134/Add.1)³. Un état récapitulatif, groupant sous un certain nombre de rubriques principales les programmes de travail relatifs aux questions économiques et sociales et aux droits de l'homme (E/3135), était également soumis au Conseil, pour information.

583. En outre, au cours de la vingt-sixième session, le Secrétaire général a présenté une analyse budgétaire du programme de travail du Conseil tel qu'il se trouve reflété dans les demandes de crédits initiales pour 1959 (E/3162)³.

584. Certaines des décisions prises au cours des deux sessions du Conseil entraînent des dépenses renouvelables. Exigeront de nouveaux crédits pour 1959: la création de la Commission économique pour l'Afrique; les programmes de travail concernant l'industrialisation et la productivité, et la mise en valeur des ressources hydrauliques; la création d'un cadre international d'administrateurs; l'élargissement du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; le programme d'évaluations périodiques de la situation économique mondiale; la publication annuelle du *Bulletin de statistiques du logement et de la construction* de la CEE. Le Secrétaire général s'est engagé à financer en 1959, sans crédits supplé-

mentaires, la coopération entre la Direction des affaires sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le FISE. A partir de 1960, il faudra prévoir de nouveaux crédits du fait que le territoire de l'Iran a été inclus dans la demande géographique de la CEAO et que l'Iran est devenu membre de cette commission.

585. D'autres décisions prises à la vingt-sixième session entraîneront des dépenses non renouvelables. Ces décisions concernent: la création d'un comité consultatif (qui se réunira en 1959 et en 1960) pour l'évaluation quinquennale des programmes, demandée par la résolution 665 C (XXIV); la participation des membres de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base à la session de 1959 de la Commission du commerce international des produits de base; la constitution d'une mission d'enquête sur les stupéfiants dans le Moyen-Orient; la réunion en 1960 d'une conférence de plénipotentiaires chargée d'élaborer une Convention unique sur les stupéfiants; et le calendrier des conférences pour 1959.

586. Au terme de la vingt-sixième session, le Secrétaire général a présenté au Conseil un état des incidences financières des mesures prises par celui-ci (E/3072 et Corr.1)³. Cet état indiquait que les crédits supplémentaires requis pour 1959 étaient évalués à 1.064.600 dollars, soit 43.800 dollars au titre des dépenses non renouvelables et 1.020.800 dollars au titre des dépenses se rapportant à des projets continus. Le Conseil a pris acte⁴ de cet état. Les décisions que le Conseil a prises à la dernière séance de la session⁴, le 31 juillet 1958, au sujet du calendrier des conférences pour 1959, ont eu pour effet de ramener de 1.064.600 dollars à 1.052.200 dollars le total prévu pour 1959, le chiffre révisé des dépenses non renouvelables étant pour cette année-là de 31.400 dollars.

587. Il a été indiqué au chapitre VIII, paragraphe 533, que, par sa résolution 694 B (XXVI), le Conseil a prié le Secrétaire général d'assurer la distribution rapide des documents.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

² Ibid., vingt-sixième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

³ Ibid., point 21 de l'ordre du jour.

⁴ E/SR.1044.

APPENDICES

Appendice I

Ordres du jour de la reprise de la vingt-quatrième session et des vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Conseil

ORDRE DU JOUR

DE LA REPRISSE DE LA VINGT-QUATRIÈME SESSION^a

18. Elections^b.
19. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
20. Programme de travail du Conseil pour 1958.
21. Transports de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux^c.

ORDRE DU JOUR DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1958.
2. Adoption de l'ordre du jour de la session.
3. Rapport du Fonds monétaire international.
4. Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale.
5. Développement économique des pays sous-développés.
6. Question de la création d'une commission économique pour l'Afrique.
- 7^d.
8. Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
9. Création du Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et élections à ce comité.
10. Organisations non gouvernementales.
11. Elections.
12. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
13. Incidences financières des mesures prises par le Conseil.
14. Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingt-sixième session et détermination de la date à laquelle commencera l'examen de chaque question.

ORDRE DU JOUR DE LA VINGT-SIXIÈME SESSION

1. Adoption de l'ordre du jour de la session.
2. Situation économique mondiale:

^a Les points 1 à 17 de l'ordre du jour ont été examinés durant la première partie de la vingt-quatrième session, au cours de laquelle également le point 18 a été partiellement examiné.

^b A sa 997^{ème} séance, le Conseil a décidé d'examiner sous ce point la question intitulée "Election d'un membre du Comité de l'assistance technique".

^c Point supplémentaire.

^d A sa 999^{ème} séance, le Conseil a décidé de supprimer de son ordre du jour provisoire le point intitulé "Plaintes relatives à les atteintes à l'exercice des droits syndicaux".

a) Etude de la situation économique mondiale, notamment des questions relatives à l'emploi et à l'expansion du commerce mondial;

b) Examen des rapports des commissions économiques régionales.

3. Développement et coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme:

a) Examen général;

b) Résolution 1164 (XII) de l'Assemblée générale, relative au développement de la coopération internationale dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation.

4. Développement économique des pays sous-développés.
5. Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.
6. Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires.
7. Rapport de la Commission de statistique.
8. Assistance technique.
9. Proposition relative à la création d'un cadre international d'administrateurs.
10. Droits de l'homme.
11. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
12. Programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
13. Contrôle international des stupéfiants.
14. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
15. Organisations non gouvernementales.
16. Calendrier des conférences pour 1959.
17. Coopération entre les Nations Unies et la Conférence de droit international privé de La Haye et l'Institut international pour l'unification du droit privé.
18. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées: projet d'annexe relatif à la Société financière internationale.
19. *Admission d'autres membres associés à la Commission économique pour l'Afrique.
20. Election des membres de la Commission du commerce international des produits de base.

* Question qui sera également examinée à la reprise de la vingt-sixième session (cette reprise aura lieu pendant ou peu après la treizième session ordinaire de l'Assemblée générale).

21. Incidences financières des mesures prises par le Conseil.
22. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
23. ***Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.

*** Questions à examiner à la reprise de la vingt-sixième session.

24. **Election des membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.
25. **Programme de travail du Conseil pour 1959.
26. Transfert proposé des fonctions de l'Organisation des Nations Unies à l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO)^e.

^e Point supplémentaire.

Appendice II

Composition et sessions du Conseil et de ses organes subsidiaires

A. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

<i>Composition en 1957</i>	<i>Composition en 1958</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine	Brésil*	1958
Brésil	Canada*	1958
Canada	Chili	1960
Chine	Chine	1960
Égypte	Costa-Rica	1960
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique*	1958
Finlande	Finlande	1959
France	France	1960
Grèce	Grèce*	1958
Indonésie	Indonésie*	1958
Mexique	Mexique	1959
Pakistan	Pakistan	1959
Pays-Bas	Pays-Bas	1960
Pologne	Pologne	1959
République Dominicaine	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande	1959
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Soudan	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1959
Yougoslavie	Yougoslavie*	1958

* Membre sortant.

REPRISE DE LA VINGT-QUATRIÈME SESSION: du 10 au 13 décembre 1957, New-York (2 séances plénières);

VINGT-CINQUIÈME SESSION: du 15 avril au 2 mai 1958, New-York (23 séances plénières);

Comité économique (4 séances);

Comité chargé des organisations non gouvernementales (1 séance);

Total pour la session: 28 séances.

VINGT-SIXIÈME SESSION: du 1er au 31 juillet 1958, Genève (23 séances plénières);

Comité économique (18 séances);

Comité social (12 séances);

Comité de coordination (12 séances^a);

Comité de l'assistance technique (16 séances^b);

Comité chargé des organisations non gouvernementales (3 séances);

Comité intérimaire du calendrier des conférences (1 séance);

Total pour la session: 85 séances.

^a De plus, conformément à la résolution 664 B (XXIV) du Conseil, le Comité de coordination s'est réuni durant la semaine qui a précédé la vingt-sixième session. Le Comité a tenu 4 séances.

^b De plus, conformément à la décision que le Conseil a prise à sa 998^e séance, le 13 décembre 1957, le Comité de l'assistance technique s'est réuni durant la semaine qui a précédé la vingt-sixième session. Le Comité a tenu 5 séances.

B. — COMITÉS ET COMITÉS SPÉCIAUX DU CONSEIL

Comité de l'assistance technique

<i>Composition de juin à déc. 1957</i>	<i>Composition en 1958</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine	Brésil	1958
Brésil	Canada	1958
Canada	Chili	1960
Chine	Chine	1960
Égypte	Costa-Rica	1960
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	1958
Finlande	Finlande	1959
France	France	1960
Grèce	Grèce	1958
Inde*	Inde*	1959
Indonésie	Indonésie	1958
Mexique	Maroc*	1958
Pakistan	Mexique	1959
Pays-Bas	Pakistan	1959
Pologne	Pays-Bas	1960
République Dominicaine	Pologne	1959
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1959
Soudan*	Soudan	1960
Suède*	Suède*	1959
Suisse*	Suisse*	1958
Tchécoslovaquie*	Tchécoslovaquie*	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1959
Venezuela*	Venezuela*	1959
Yougoslavie	Yougoslavie	1958

* États non membres du Conseil. A sa 1020^e séance, le 1er mai 1958, le Conseil, conformément à sa résolution 647 (XXIII), a élu la République fédérale d'Allemagne et la République arabe unie, et a réélu la Tchécoslovaquie membres du Comité de l'assistance technique pour la période du 1er janvier 1959 au 31 décembre 1960.

Séances:

Du 25 novembre au 4 décembre 1957, New-York (5 séances);

Du 24 juin au 30 juillet 1958, Genève (21 séances).

Groupe d'étude des questions administratives du Comité de l'assistance technique^d

Composition en 1957: Brésil, Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Pakistan, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques, sous la présidence de M. J. Stanovnik (Yougoslavie), président du CAT.

^c A l'exclusion des comités que le Conseil constitue pendant ses sessions.

^d Prorogé d'un an par le Comité de l'assistance technique, aux termes de sa résolution du 22 juillet 1957 (*Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-quatrième session, Annexes*, point 9 de l'ordre du jour, document E/3041, par. 78). Prorogé à nouveau d'un an par le Comité de l'assistance technique aux termes de sa résolution du 25 juillet 1958 (*ibid.*, vingt-sixième session, *Annexes*, point 8 de l'ordre du jour, document E/3175, par. 91). A sa 157^e séance, le Comité de l'assistance technique a nommé le Soudan membre du Groupe.

Composition en 1958: Brésil, États-Unis d'Amérique, France, Pakistan, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

Séances:

Du 18 au 26 novembre 1957, New-York (6 séances);
Du 11 au 23 juillet 1958, Genève (6 séances).

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Composition en 1958: Brésil, Chine, États-Unis d'Amérique, France, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques^e.

Séances:

3 mars 1958, New-York (1 séance);
17 avril 1958, New-York (1 séance);
2, 3 et 15 juillet 1958, Genève (3 séances).

Comité intérimaire du calendrier des conférences

Composition: Chine, États-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Séances: 29 juillet 1958, Genève (1 séance).

Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (UNREF)^f

Composition: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Colombie, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Iran, Israël, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Turquie, Vatican et Venezuela.

Séances:

Du 13 au 17 janvier 1958, Genève (8 séances);
Du 2 au 6 juin 1958, Genève (8 séances).

Comité chargé de préparer la célébration du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme^g

Composition: Chili, France, Pakistan, Philippines, République arabe unie^h, Suède.

Séances:

20 septembre 1957, New-York (1 séance);
19 novembre 1957, New-York (1 séance);
20 février 1958, New-York (1 séance);
16 mai 1958, New-York (1 séance).

Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base

Composition: sir Edwin McCarthy, président; M. Georges Peter; M. Walter Miller; M. Richard H. Roberts; M. Thomas S. M. Robinson.

^e Elus à la 997ème séance du Conseil (E/SR.997).

^f En ce qui concerne la composition du Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, créée par la résolution 672 (XXV) du Conseil telle qu'elle a été modifiée par la résolution 692 (XXVI), voir la section VII du chapitre premier du présent rapport.

^g Créé par la résolution 651 B (XXIV) du Conseil.

^h Antérieurement l'Égypte. Voir E/3076.

Séances:

Du 23 au 26 septembre 1957, New-York (6 séances);
Du 14 au 17 avril 1958, New-York (6 séances).

C. — COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION TECHNIQUES

Commission des transports et des communications

Composition en 1958	Composition en 1959
Autriche	Autriche
Allemagne	Birmanie
Bulgarie	Bulgarie
Chine	Chine
Équateur	Équateur
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique
France	France
Indonésie	Indonésie
Liban	Liban
Mexique	Mexique
Norvège	Norvège
Roumanie	Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques
Venezuela	Venezuela

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée. Conformément à la résolution 693 B (XXVI) du Conseil, elle présentera au Conseil, en 1959, un rapport final sur ses travaux.

Commission de statistique

Composition en 1958	Composition en 1959	Mandat expirant le 31 déc.
Canada	Canada	1959
Chine	Chine	1961
Cuba	Cuba	1960
Danemark	Danemark	1960
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	1961
France	France	1960
Inde	Inde	1959
Irlande	Irlande	1961
Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande	1959
Pays-Bas	Pays-Bas	1961
République Dominicaine	République Dominicaine	1959
République socialiste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine	1959
Roumanie	Roumanie	1960
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1961

Dixième session: New-York, du 28 avril au 15 mai 1958 (23 séances).

Commission de la population

Composition en 1958	Composition en 1959	Mandat expirant le 31 déc.
Argentine	Argentine	1960
Belgique	Belgique	1960
Brésil	Brésil	1960
Canada	Canada	1960
Chine	Chine	1959
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	1961
France	France	1959
Israël	Israël	1959
Japon	Japon	1961
Norvège	Norvège	1959
République arabe unie ⁱ	République arabe unie ⁱ	1960

ⁱ Antérieurement l'Égypte. Voir E/3076.

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
République socialiste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine	1959
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1961
Salvador	Salvador	1961
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1961

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

Commission des questions sociales

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Australie	Australie	1961
Chine	Chine	1960
Colombie	Colombie	1959
Equateur	Equateur	1960
Espagne	Espagne	1960
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1961
France	France	1961
Indonésie	Indonésie	1961
Italie	Italie	1961
Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande	1960
Pays-Bas	Pays-Bas	1960
République arabe unie ¹	République arabe unie ¹	1959
République Dominicaine	République Dominicaine	1959
République socialiste soviétique de Biélorussie	République socialiste soviétique de Biélorussie	1960
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1959
Suède	Suède	1959
Tchécoslovaquie	Tchécoslovaquie	1959
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1961

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

Commission des droits de l'homme

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine	Argentine	1959
Belgique	Belgique	1960
Ceylan	Ceylan	1959
Chine	Chine	1960
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1959
France*	France**	1961
Inde*	Inde**	1961
Irak*	Irak**	1961
Iran	Iran	1959
Israël	Israël	1959
Italie	Italie	1959
Liban	Liban	1960
Mexique	Mexique	1960
Philippines*	Philippines**	1961
Pologne	Pologne	1960
République socialiste soviétique d'Ukraine*	République socialiste soviétique d'Ukraine**	1961
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques*	Union des Républiques socialistes soviétiques**	1961

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

Quatorzième session: New-York, du 10 mars au 3 avril 1958 (33 séances).

Commission de la condition de la femme

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine	Argentine	1960
Belgique*	Canada	1960
Canada	Chine	1960
Chine	Cuba	1959
Cuba	Etats-Unis d'Amérique**	1961
Etats-Unis d'Amérique*	France	1959
France	Grèce***	1961
Israël*	Israël**	1961
Japon	Japon	1960
Mexique	Mexique	1959
Pakistan	Pakistan	1960
Pologne	Pays-Bas***	1961
République Dominicaine	Pologne	1959
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*	République Dominicaine	1959
Suède	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**	1961
Tchécoslovaquie	Suède	1959
Union des Républiques socialistes soviétiques*	Tchécoslovaquie	1960
Venezuela*	Union des Républiques socialistes soviétiques**	1961

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

Douzième session: Genève, du 17 mars au 3 avril 1958 (26 séances).

Commission des stupéfiants

<i>Etats Membres élus à la 9ème session du Conseil pour une durée indéfinie</i>	<i>Etats Membres élus à la 21ème session du Conseil pour une durée de 3 ans</i>
Canada	Autriche
Chine	Hongrie
Etats-Unis d'Amérique	Iran
France	Mexique
Inde	République arabe unie ¹
Pérou	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	
Turquie	
Union des Républiques socialistes soviétiques	
Yougoslavie	

Treizième session: Genève, du 28 avril au 30 mai 1958 (39 séances).

Commission du commerce international des produits de base

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine	Argentine	1959
Australie	Australie	1960
Autriche	Belgique	1961
Belgique	Brésil	1959
Brésil	Canada	1961
Canada	Chili	1961
Chili	Etats-Unis d'Amérique	1960
Chine	France	1961
Danemark	Grèce	1960
France	Inde	1961
Grèce	Indonésie	1960
Inde	Pakistan	1959
Indonésie	Pologne	1959
Pakistan	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1959
Pologne		

i Par sa résolution 691 A (XXVI), le Conseil a réorganisé la Commission.

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
République arabe unie ^k	Soudan	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1959
Uruguay	Uruguay	1961
	Yougoslavie	1960

Sixième session: New-York, du 5 au 16 mai 1958
(12 séances).

*Sous-Commission
de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités*

Les personnes dont le nom suit ont participé à la dixième session de la Sous-Commission en qualité de membres ou de suppléants:

M. Mohamed Awad (Égypte);
M. Pierre Chatenet (France);
M. A. A. Fomine (Union des Républiques socialistes soviétiques);
M. Philip Halpern (États-Unis d'Amérique);
M. C. Richard Hiscocks (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
M. José D. Inglés (Philippines);
M. Wojciech Ketrzynski (Pologne) [suppléant];
M. Arco, Krishnaswami (Inde);
M. Hérard Roy (Haïti);
M. Hernán Santa Cruz (Chili);
M. Voitto Saario (Finlande).

Dixième session: New-York, du 13 janvier au 7 février 1958 (33 séances).

D. — COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES^k

Commission économique pour l'Europe

Membres

Albanie	Norvège
Allemagne (République fédérale d')	Pays-Bas
Autriche	Pologne
Belgique	Portugal
Bulgarie	République socialiste soviétique de Biélorussie
Danemark	République socialiste soviétique d'Ukraine
Espagne	Roumanie
États-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Finlande	Suède
France	Tchécoslovaquie
Grèce	Turquie
Hongrie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Irlande	Yougoslavie
Islande	
Italie	
Luxembourg	

La Suisse participe à titre consultatif aux travaux de la Commission.

Treizième session^l: Genève, du 9 au 24 avril 1958.

^k En ce qui concerne la composition de la Commission économique pour l'Afrique, créée par la résolution 671 (XXV) du Conseil, voir la section I du chapitre IV du présent rapport.

^l On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 3*.

*Commission économique pour l'Asie
et l'Extrême-Orient*

Membres

Afghanistan	Laos
Australie	Népal
Birmanie	Nouvelle-Zélande
Cambodge	Pakistan
Ceylan	Pays-Bas
Chine	Philippines
Corée (République de)	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
États-Unis d'Amérique	Thaïlande
Fédération de Malaisie	Union des Républiques socialistes soviétiques
France	Viet-Nam (République du)
Inde	
Indonésie	
Japon	

Membres associés

Hong-kong	Singapour et Bornéo britannique
-----------	---------------------------------

Quatorzième session^m: Kuala-Lumpur, du 5 au 15 mars 1958.

Commission économique pour l'Amérique latine

Membres

Argentine	Mexique
Bolivie	Nicaragua
Brésil	Panama
Chili	Paraguay
Colombie	Pays-Bas
Costa-Rica	Pérou
Cuba	République Dominicaine
Équateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
États-Unis d'Amérique	Salvador
France	Uruguay
Guatemala	Venezuela
Haïti	
Honduras	

Session du Comité plénierⁿ: Santiago (Chili), 7 et 8 avril 1958.

E. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Conseil d'administration

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Allemagne (République fédérale d')*	Allemagne (République fédérale d')**	1961
Australie*	Australie**	1961
Autriche	Autriche	1959
Belgique*	Belgique**	1961
Brésil	Brésil	1960
Canada*	Chili***	1961
Chine	Chine	1960
Colombie	Colombie	1959
Équateur	Équateur	1959
États-Unis d'Amérique	États-Unis d'Amérique	1960
France	France	1960
Inde	Inde	1960
Indonésie	Indonésie	1959
Iran	Iran	1959
Israël	Israël	1959

^m On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 2*.

ⁿ On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-sixième session, Supplément No 4*.

<i>Composition en 1958</i>	<i>Composition en 1959</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Italie*	Italie**	1961
Pakistan*	Nouvelle-Zélande***	1961
Philippines	Pakistan**	1961
Pologne	Philippines	1960
République arabe unie ^o	Pologne**	1960
République Dominicaine	République arabe unie ^o	1959
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République Dominicaine	1959
Salvador*	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1959
Suède	Salvador**	1960
Suisse	Suède	1959
Tchécoslovaquie	Suisse	1959
Tunisie	Tchécoslovaquie	1959
Union des Républiques socialistes soviétiques	Tunisie	1960
Venezuela*	Union des Républiques socialistes soviétiques	1960
Yougoslavie*	Yougoslavie**	1961

* Membre sortant.

** Etat réélu.

*** Etat nouvellement élu.

Sessions:

3, 4, 5, 6, 9 et 12 septembre 1957, New-York (11 séances);

12 décembre 1957, New-York (1 séance);

3, 4, 5, 6, 10 et 11 mars 1958 (11 séances).

F. — AUTRES ORGANES

Comité central permanent de l'opium

Composition jusqu'au 1er mars 1958

Le Dr Fouad Abou Zahr (Liban);
Le professeur Hans Fischer (Suisse);
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
Le Dr Chi-kwei Liang (Chine);
M. Herbert L. May (Etats-Unis d'Amérique);
M. Mohamed E. Rahman (Inde);
Le professeur Paul Reuter (France);
Le Dr Ramón Sánchez Cornejo (Chili).

Composition à partir du 2 mars 1958

M. Ibrahim El Tersawi (République arabe unie)^o;
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);

^o Antérieurement l'Egypte. Voir E/3076.

^p Antérieurement l'Egypte. Voir E/3076.

Le professeur Georges Joachimoglu (Grèce);

M. Vladimir Kusević (Yougoslavie);

Le Dr Estefanus Looho (Indonésie);

M. Herbert L. May (Etats-Unis d'Amérique);

Le professeur Décio Parreiras (Brésil);

Le professeur Paul Reuter (France).

71ème session: Genève, du 1er au 8 novembre 1957;

72ème session: Genève, le 2 juin et du 9 au 13 juin 1958.

Organe de contrôle des stupéfiants

Composition jusqu'au 31 mai 1958

Le professeur Hans Fischer (Suisse), désigné par l'OMS;

Le professeur Sedat Tavat (Turquie), désigné par l'OMS;

Le colonel C. H. L. Sharman (Canada), désigné par la Commission des stupéfiants;

M. Herbert L. May (Etats-Unis d'Amérique), désigné par le Comité central permanent de l'opium.

Composition à partir du 1er juin 1958

Le professeur Georges Joachimoglu (Grèce), désigné par l'OMS;

Le professeur Décio Parreiras (Brésil), désigné par l'OMS;

M. Charles Vaille (France), désigné par la Commission des stupéfiants;

M. Herbert L. May (Etats-Unis d'Amérique), désigné par le Comité central permanent de l'opium.

48ème session: Genève, du 21 au 25 octobre 1957;

49ème session: Genève, les 2, 5 et 6 juin 1958.

Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants

Dix-huitième session commune: Genève, du 28 au 31 octobre 1957;

Dix-neuvième session commune: Genève, du 3 au 6 juin 1958.

Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international^a

New-York, du 20 mai au 10 juin 1958.

^a Réunie conformément à la résolution 604 (XXI) du Conseil.

Appendice III

Répartition des sièges au Conseil et dans ses commissions techniques

Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies	Représentés aux organes suivants				Autorisés à désigner des membres					
	Conseil [composé d'Etats Membres] (18 membres)	Commissions techniques, y compris la Commission des stupéfiants et la Commission du commerce international des produits de base	Commission des stupéfiants ^a [Commission technique composée d'Etats Membres] (15 membres)	Commission du commerce international des produits de base [Commission technique composée d'Etats Membres] (18 membres)	C Commission des transports et des communications ^b (15 membres)					
					Commission de la statistique ^b (15 membres)	Commission de la population ^b (15 membres)	Commission des questions sociales ^b (18 membres)	Commission des droits de l'homme ^a (18 membres)	Commission de la condition de la femme ^a (18 membres)	
(Sauf indication contraire, le mandat expire le 31 décembre)										
Afghanistan	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Albanie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arabie Saoudite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Argentine	—	4	—	1959	—	1960	—	1959	—	1960
Australie	—	2	*	1960	—	—	1961	—	—	—
Autriche	—	2	—	1961	**	—	—	1960	—	—
Belgique	—	3	—	—	**	—	—	—	—	—
Birmanie	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Bolivie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Brésil	1958	2	—	1959	—	1960	—	—	—	—
Bulgarie	—	1	—	—	**	—	—	—	—	—
Cambodge	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Canada	1958	5	Non déterminé	1961	—	1959	—	—	—	1960
Ceylan	—	—	—	—	—	—	—	1959	—	—
Chili	1960	1	—	1961	—	—	—	—	—	—
Chine	1960	7	Non déterminé	—	**	1961	1960	1960	1960	1960
Colombie	—	1	—	—	—	—	1959	—	—	—
Costa-Rica	1960	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuba	—	2	—	—	—	1960	—	—	—	1959
Danemark	—	1	—	—	—	1960	—	—	—	—
Equateur	—	2	—	—	**	—	1960	1960	—	—
Espagne	—	1	—	—	**	—	1961	1961	1959	1961
Etats-Unis d'Amérique	1958	8	Non déterminé	1960	—	1961	—	—	—	—
Ethiopie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fédération de Malaisie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Finlande	1959	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France	1960	8	Non déterminé	1961	**	1960	1961	1961	1959	1961
Ghana	—	—	—	1960	—	—	—	—	—	—
Grèce	1958	2	—	1960	—	—	—	—	—	1961
Guatemala	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haïti	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Honduras	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hongrie	—	1	*	—	—	—	—	—	—	—
Inde	—	4	Non déterminé	1961	—	1959	—	1961	1961	—
Indonésie	1958	3	—	1960	**	—	1961	—	1959	—
Irak	—	1	—	—	—	—	—	—	1961	—
Iran	—	2	*	—	—	—	—	—	—	—
Irlande	—	1	—	—	—	1961	—	—	—	—

